



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

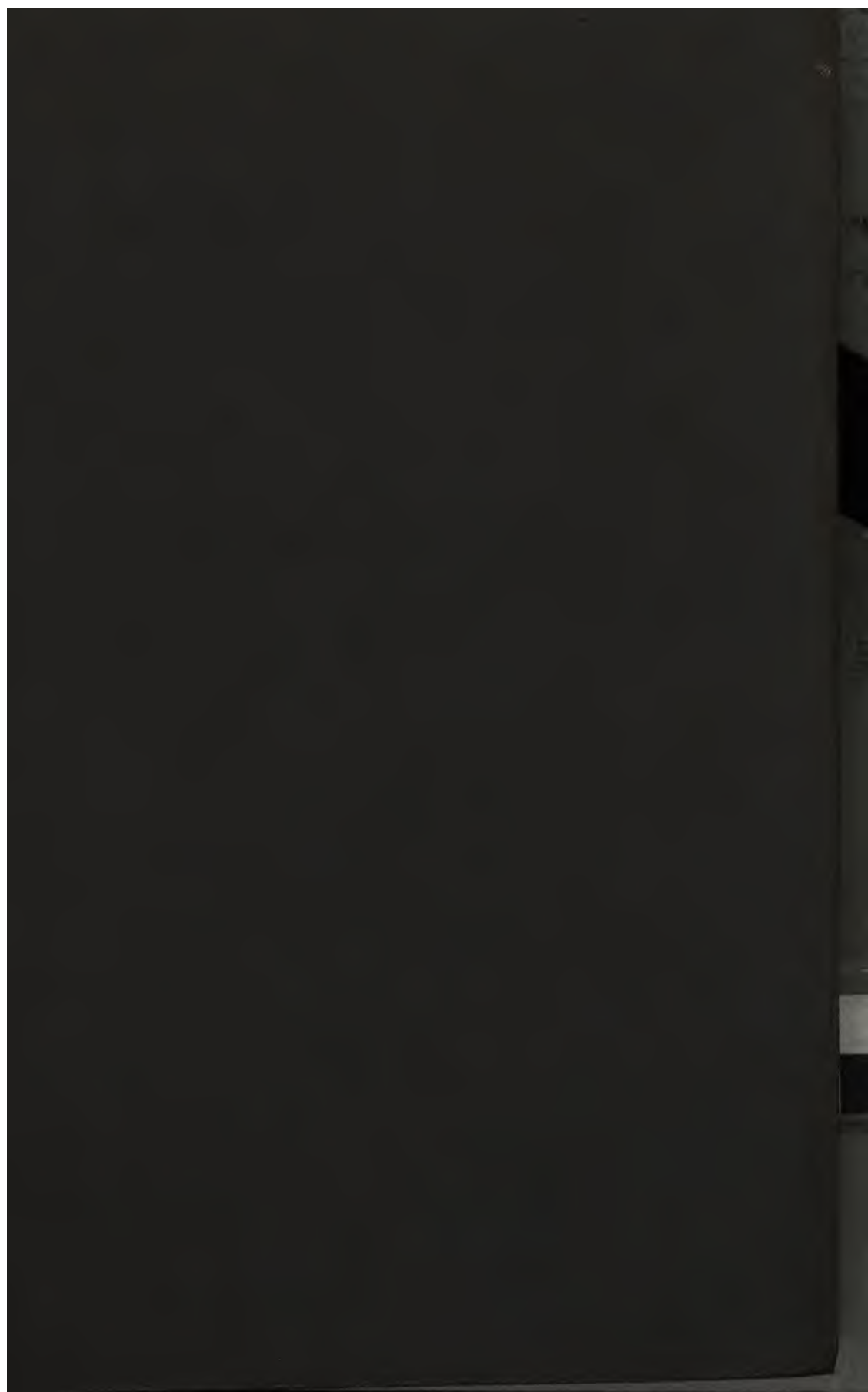
Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>

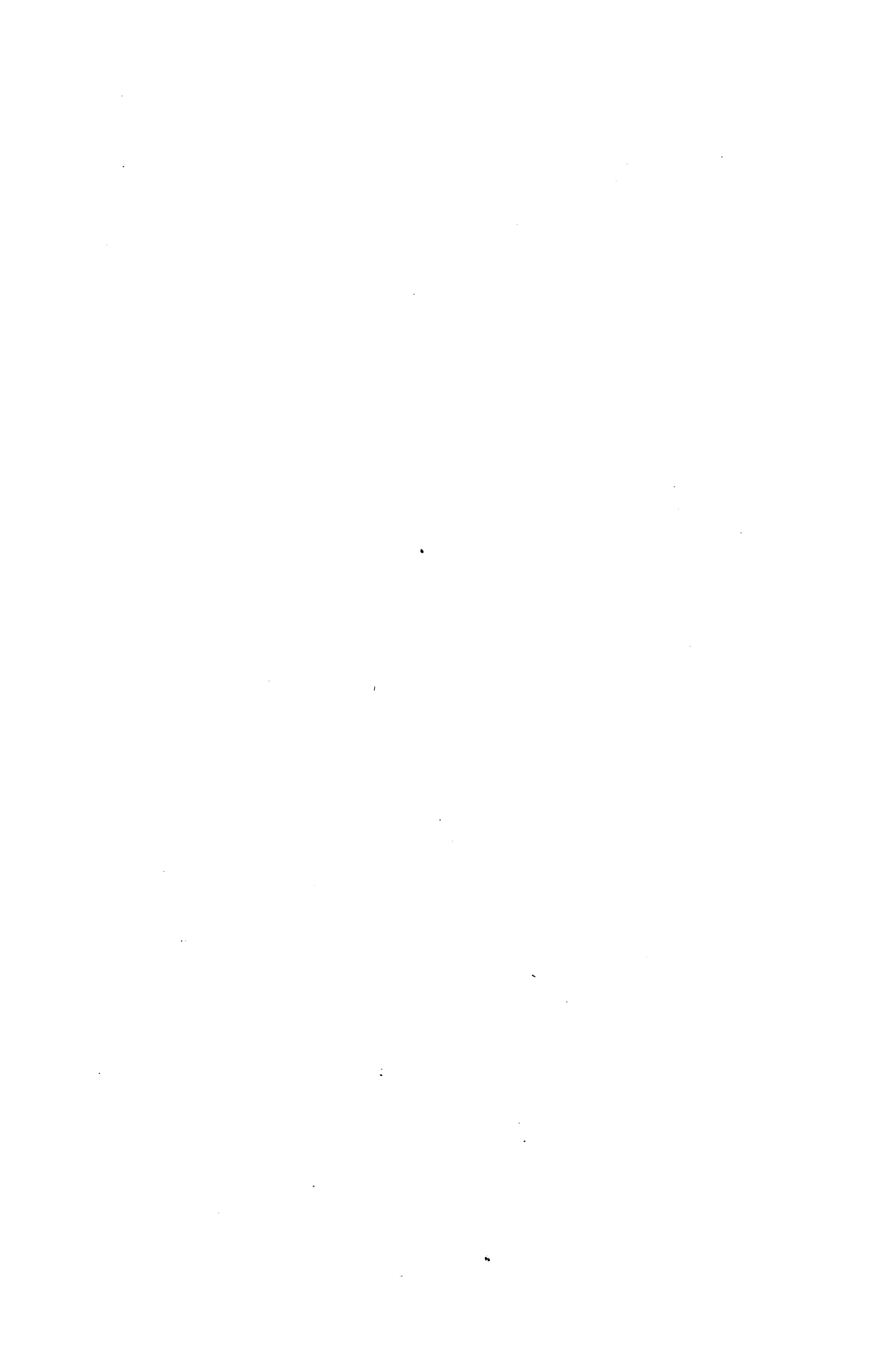


150

Re. 117. d. $\frac{12}{100}$







xjora - universue -

6619

15

MINISTÈRE
DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET DES BEAUX-ARTS.

BULLETIN

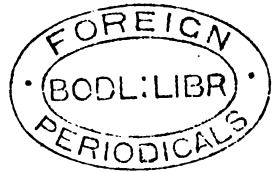
DU

**COMITÉ DES TRAVAUX HISTORIQUES
ET SCIENTIFIQUES.**

**SECTION
DES SCIENCES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES.**

12

ANNÉE 1885.



PARIS.
IMPRIMERIE NATIONALE.

M DCCC LXXXV.

SOMMAIRE DES MATIÈRES.

SÉANCES de la Section, p. 1, 146, 161, 165, 168, 178, 186.

CONGRÈS des Sociétés savantes de Paris et des départements à la Sorbonne, p. 11
à 145.

COMPTES RENDUS et rapports faits par les membres de la Section, p. 5, 148 à 160.
162 à 164, 166, 170 à 177, 179 à 185, 187 à 190.

SUJET d'étude recommandé par la Section, p. 191.

BULLETIN
DU
COMITÉ DES TRAVAUX HISTORIQUES
ET SCIENTIFIQUES.

SECTION
DES SCIENCES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES.

tenues dans une ordonnance dont le texte latin a été adressé au Comité par M. Brun-Durand.

La Section décide, après discussion, que le jour des réunions restera fixé, pour l'année 1885, au mardi et que les séances commenceront à 1 heure précise, comme en 1884.

La séance est levée à 2 heures et demie.

SÉANCE DU MARDI 10 FÉVRIER 1885.

PRÉSIDENCE DE M. LEVASSEUR.

Étaient présents : MM. Baudrillart, Beaussire, Billotte, Boutmy, Bufnoir, Carnot, Charmes, Courcelle-Seneuil, de Foville, Glasson, Gréard, C. Juglar, Lyon-Caen, Georges Picot, de Saint-Arroman, Tranchant.

M. LEVASSEUR est chargé de faire un rapport sur une demande de subvention formée par la société historique du Cher, à Bourges.

M. TRANCHANT fera un rapport sur une ordonnance relative à la boulangerie communiquée par M. Beauchet-Billeau.

M. Georges Picot présente un rapport au nom de la commission chargée d'examiner le projet de publication de la correspondance des consuls de Marseille à Tunis. Ce projet a été soumis à la section en 1884 par M. Tessier. La ville de Marseille avait le droit d'envoyer des délégués appelés consuls dans les échelles du Levant et spécialement à Tunis. Ce droit subsista même après la réunion de la Provence à la France. Ces consuls entretenaient une correspondance suivie avec Marseille. Cette correspondance présente un grand intérêt. Elle prouve de nouveau un fait souvent signalé : au xvi^e siècle, en Orient, la France exerçait de fait son protectorat sur tous les Européens; les intérêts de la Chrétienté étaient défendus par le consul de France.

Sur la demande de la Section, M. Tessier a envoyé une copie de toutes les lettres des consuls de France à Tunis qui ont été conservées dans les archives de la Chambre de commerce de Marseille et qu'il croit utile de publier. On estime que la publication de ces lettres comprendra deux volumes.

M. Picot indique que les lettres dont la publication est demandée sont au nombre de 966. Le premier volume devra commencer par

une introduction de 50 à 60 pages. Il contiendra une notice historique sur les consuls de Marseille à Tunis, un exposé de ce que renferme le dépôt de la Chambre de commerce et une explication du choix fait par M. Tessier. En tête de chaque lettre, un sommaire en indiquera l'objet. Ce sommaire devra être plus développé pour les lettres écrites en langue italienne. A la fin du second volume, sera placée une table indiquant l'objet des lettres publiées et peut-être même celui des lettres non publiées, de telle façon que la table constitue une sorte d'inventaire.

Au nom de la commission, M. Picot demande à la Section de de vouloir bien : 1° émettre un avis favorable à la publication ainsi comprise; 2° désigner comme commissaires responsables chargés de surveiller l'impression, M. de Mas Latrie et un membre de la Section elle-même.

Ces propositions sont adoptées. M. Picot est désigné comme commissaire responsable avec M. de Mas Latrie. Ces résolutions seront transmises à la Commission centrale.

M. DE FOVILLE chargé de faire un rapport sur une communication de M. Brun-Durand, correspondant du Ministère à Crest (Drôme), intitulée : *Le domaine de Valfanjouze*, indique que cette étude a été faite pour répondre à l'un des sujets d'enquête proposés par la Section : *Histoire d'un domaine rural*. Il demande que l'auteur soit prié de joindre à son travail une description topographique des lieux ⁽¹⁾.

M. DE FOVILLE lit le compte rendu ci-annexé (p. 5 et suiv.) de l'ouvrage de M. Belot, intitulé : *Nantucket, les propriétés primitives*. A la suite de ce compte rendu, des observations sont échangées entre MM. Baudrillart, de Foville, Glasson, Levasseur et Beaussire sur la forme des propriétés primitives.

La séance est levée à 2 heures et demie.

(1) V. p. 147 et suiv., le texte de cette communication.

Nantucket. — Étude sur les diverses sortes de propriétés primitives, par E. Belot, professeur à la faculté des lettres de Lyon, correspondant de l'Institut. — Paris, E. Leroux, 1884.

M. E. Belot, professeur à la faculté des lettres de Lyon, correspondant de l'Institut et du Ministère de l'instruction publique, a étudié tout à la fois, dans la remarquable brochure dont nous avons à rendre compte, un très petit pays et une très grande question.

L'île de Nantucket, à laquelle un roman de Fenimore Cooper a donné quelque notoriété, n'est guère qu'un banc de sable émergé et se détache à peine, sur la carte des États-Unis, des côtes accidentées du Massachusetts. Sa superficie totale est peu supérieure à celle de la ville de Paris, et de nombreux étangs ou marais en restreignent encore les ressources. Deux tribus indiennes, de la race des Nanticks, tribus actuellement réduites à leur plus simple expression, avaient précédé sur ce coin de terre les 27 colons d'origine écossaise, à qui l'île fut vendue en 1671. La construction des navires, la navigation et la pêche (la pêche de la baleine en particulier) ont aidé cette humble colonie à croître et à multiplier, et de véritables fortunes s'y sont créées.

Mais c'est surtout par son organisation intérieure, que l'île de Nantucket se recommande à l'attention des hommes de science.

La propriété individuelle et la propriété collective y avaient été constituées côte à côte, et de propos délibéré, il y a deux cent quatorze ans; on les y trouve encore, au XIX^e siècle, coexistant sous diverses formes; et M. Belot a pensé avec raison qu'en présence des hypothèses contradictoires dont les origines de la propriété foncière ont été l'objet de nos jours, il y aurait profit à montrer comment les colons de Nantucket ont été amenés à se partager une partie de l'île qu'ils venaient d'acquérir et à laisser le reste dans l'indivision.

Lorsqu'en 1671, les 27 premiers colons qui avaient acheté la propriété de Nantucket débarquèrent au nord de l'île, ils y mesurèrent 27 emplacements de 4 acres chacun (162 ares); 27 maisons de bois, 27 grandes cabanes y furent construites, et chacun de ces lots (*home's lots*) devint la propriété exclusive et héréditaire de la famille qui en avait fait son habitation. Tel a été le germe de la ville de Sherburn.

Les colons de Nantucket eussent été libres de se partager de même la plaine environnante. Mais à quoi bon? Elle ne produisait rien. Pas une forêt, pas un bois, pas un arbre, pour ainsi dire; partout du sable et rien que du sable, avec un peu d'herbes et de joncs. On reconnut bien vite que le seul moyen d'exploiter utilement ce désert serait d'en faire une pâture commune et d'y mettre des moutons. Le nombre en fut limité à un chiffre maximum de 15,120 (560 par famille). Ce grand

troupeau était commun, comme les dunes qui, tant bien que mal, le nourrissaient; mais les droits des copropriétaires sur les animaux et sur leurs produits (laine, agneaux, etc. . . .) variaient dans la proportion même des apports respectifs, comme dans une société par actions.

Les pâturages du centre de l'île, étant moins arides que ceux des bords de la mer, purent bientôt recevoir un peu de gros bétail. Là une troisième combinaison prévalut. Les bergers étaient communs; la prairie était commune; mais les vaches ne l'étaient pas. Chacune des maisons de Sherburn avait les siennes, qui, le soir venu, reprenaient d'elles-mêmes le chemin de leurs étables respectives.

Et lorsque leur fumier eût permis de tenter un commencement de culture dans le plateau central, on le partagea en sept districts, dont un seul devait être ensemencé chaque année, les autres étant laissés à la pâture. Au bout de sept ans, les sept districts avaient été successivement mis en œuvre, et l'on recommençait. Le district ensemencé était partagé en 27 lots, que le sort distribuait pour un an entre les 27 maisons primitives, chaque lot pouvant d'ailleurs être subdivisé entre les héritiers des anciens propriétaires de l'île, et chacun des ayants droit pouvant même céder sa part à des tiers. C'est quelque chose d'assez particulier que ce droit héréditaire à la jouissance d'un lot de terre cultivable qui se déplace tous les ans par le double effet d'une rotation septennale et de tirages au sort annuels. M. Belot y voit comme un souvenir des vieux usages de la race germanique et en particulier des habitants de la basse Écosse, d'où les premiers colons de Nantucket étaient originaires. Il y voit surtout un système plus pratique, plus économique, que ne l'eût été, sur un sol si ingrat, celui de l'appropriation individuelle.

Dès l'origine de la colonie, il s'était formé un conseil de propriétaires chargé de mesurer les droits proportionnels de chacun dans la jouissance commune et de délivrer les *titres de pâturage* qui en étaient la représentation. Ces titres furent transmis, échangés, divisés et subdivisés. Le revenu territorial se trouvait ainsi mobilisé, sinon le territoire lui-même. Bientôt le conseil des propriétaires décida que la communauté pourrait aliéner définitivement la propriété de certaines parcelles de l'île, moyennant l'abandon par l'acheteur d'un certain nombre de ces actions négociables qui représentaient des parts de jouissance. Grâce à cette faculté d'échange, les titres de pâturage firent prime sur le marché de Sherburn. Ceux des habitants de l'île qui s'étaient enrichis au dehors (armateurs, pêcheurs de baleines, corsaires, etc. . . .) achetaient, avec l'or anglais, des titres de pâture, et cette monnaie privilégiée leur permettait de se rendre acquéreurs des terrains sur lesquels ils avaient jeté leur dévolu. Dès la fin du xviii^e siècle, — l'île alors comptait 5,000 âmes — de vastes domaines, de riantes plantations et des habitations presque luxueuses s'étaient créés sur plusieurs points du littoral.

M. Belot, qui a su reconstituer, avec beaucoup plus de détails que nous n'en donnons ici, cette curieuse histoire du droit de propriété à Nantucket, y cherche surtout des lumières pour éclairer l'obscur problème des propriétés primitives dans l'ancien monde. Il compare successivement les exploitations collectives de la petite île américaine à celles qui ont été observées, de loin ou de près, dans l'Inde, en Grèce, en Russie, en Italie, en Allemagne, en France, en Angleterre, et jusque dans certains villages de cette basse Écosse, d'où venaient les 27 colons de 1671.

M. Belot estime que MM. Sumner Maine, Paul Viollet, Émile de Laveleye et autres ont eu tort d'affirmer comme un principe général que la propriété collective avait partout précédé la propriété individuelle. A Nantucket, nous dit-on, c'est le contraire qui avait eu lieu, puisque chacun de ses premiers occupants s'était tout d'abord assuré un toit qui ne fût qu'à lui, et que la jouissance commune des pâturages était, pour ainsi dire, subordonnée à l'existence de ce domicile personnel. Ce qui s'est fait là a dû se faire partout, d'après M. Belot, qui, passant ainsi d'un extrême à l'autre, proclame, lui, d'une manière très positive, l'antériorité de la propriété individuelle par rapport à la propriété collective.

Les faits mêmes que sa précieuse monographie met en relief nous sembleraient comporter une conclusion moins absolue. Et d'abord comment ne pas remarquer que les colons dont on nous raconte l'histoire, élevés en Europe en plein xvii^e siècle, portaient avec eux, de l'autre côté de l'Atlantique, les idées, les traditions, les habitudes du monde civilisé, et que leur expérience a pu les faire agir tout autrement que n'eussent agi, dans leur ignorance de toutes choses, les populations primitives de l'ancien continent? Puis, sans insister sur cette fin de non-recevoir, il nous semble qu'à Nantucket, les deux formes de propriété qui se disputent aujourd'hui les préférences des philosophes étaient nées simultanément et non successivement. On pourrait aller plus loin et soutenir, sans même remonter jusqu'aux tribus indiennes, que l'indivision avait été l'état initial, la constitution des 27 domiciles individuels n'ayant été que le partage partiel d'une propriété achetée en commun et destinée à rester presque tout entière commune.

Au surplus, pourquoi les choses se seraient-elles passées partout et toujours de même? Ce que nous savions déjà, mais ce que M. Belot nous démontre avec une force nouvelle, c'est l'influence prépondérante des milieux ambiants et des hasards extérieurs sur l'organisation initiale des sociétés humaines, petites ou grandes. Les exigences de la vie matérielle ont forcément précédé ici-bas toute préoccupation théorique, et nos premiers pères ont pu, selon la nature diverse des sols et des climats, s'organiser, les uns comme le veut M. de Laveleye, les autres comme l'admet M. Belot.

De ce que la Grèce antique aurait de tout temps connu et pratiqué la

propriété privée, ainsi que l'établit le savant auteur de *la Cité antique*, s'ensuivrait-il qu'il n'en ait jamais été de même dans les hauts plateaux de l'Algérie, où les tribus arabes vivent encore à l'état nomade, parcourant, avec leurs troupeaux, d'immenses espaces à peine délimités?

Ce qui ressort le plus nettement de l'évolution toute locale que M. Belot nous expose, comme de l'histoire entière des siècles passés et des temps présents, c'est que la propriété collective du sol, quelle que soit la place qui lui appartienne dans la chronologie des institutions humaines, n'a jamais constitué qu'un régime inférieur, imposé par les circonstances et appelé à disparaître tôt ou tard. Il ne suffirait pas d'admettre qu'il a par-tout été la règle du passé pour qu'on ait le droit d'en faire l'idéal de l'avenir : la vie de l'homme débute par l'enfance, et cela ne fait pas qu'il soit désirable d'y retomber.

A. DE FOVILLE.

SÉANCE DU MARDI 10 MARS 1885.

PRÉSIDENCE DE M. LEVASSEUR.

Étaient présents : MM. Aucoc, Baudrillart, Beaussire, Billotte, Boutmy, Bufnoir, Carnot, Charmes, Flach, de Foville, Glasson, Gréard, C. Juglar, Lyon-Caen, Saint-Arroman, Courcelle-Seneuil, Tranchant.

M. Aucoc fait un rapport verbal sur le projet de publication de M. de Boislisle (tome III de la *Correspondance des contrôleurs généraux*). Il expose que le tome II va de 1699 à 1708 et que le tome III correspondra au ministère de Desmarets. M. de Boislisle a suivi l'ordre chronologique; une table analytique des matières facilitera les recherches. Il fait un choix et ne donne dans leur texte que les documents les plus intéressants. Il y a un grand nombre de notes. Le volume est digne des précédents. M. de Boislisle n'a pas encore livré tout son manuscrit; le ministère de Desmarets n'est pas au complet. La fin sera livrée dans le courant de 1885. M. Aucoc pense qu'il n'y a aucun inconvénient à mettre immédiatement à l'impression la portion du manuscrit livrée. La Section émet un avis conforme.

M. BAUDRILLART est chargé d'examiner un mémoire intitulé : *Le domaine de la Lézardières situé commune de Luçon* (Sarthe).

M. GRÉARD fera un rapport sur une étude de M. Lhuillier, correspondant du Ministère à Melun, intitulée : *Recherches historiques sur l'enseignement primaire dans la Brie*.

M. TRANCHANT fait connaître qu'il a remis à M. Flach, chargé de rendre compte d'une histoire de Chef-Boutonne, le document relatif à la boulangerie de cette ville et qui lui avait été renvoyé à la dernière séance de la Section.

M. Tranchant offre à la Section, au nom de l'auteur, M. Henri Mabire, professeur de droit civil à la faculté de droit de Lyon, un

discours prononcé à la rentrée solennelle des facultés de Lyon en 1884 et ayant pour titre : *Des innovations apportées au Code civil par la loi du 27 juillet 1884, portant rétablissement du divorce.*

M. LEVASSEUR présente un rapport sur une demande de subvention adressée au Ministère par la Société historique du Cher, à Bourges. Cette société se propose de publier des documents du xvi^e siècle relatifs aux corps de métiers de Bourges; elle réclame dans ce but une subvention. M. Levasseur constate que quelques-uns des documents dont il s'agit ont déjà été publiés; mais le travail serait plus complet et plus soigné que celui qui a déjà paru. Cette publication présenterait un très sérieux intérêt. M. Levasseur propose d'émettre un avis favorable à la subvention, qui pourrait être fixée à 500 fr. Ces conclusions sont adoptées.

La séance est levée à 3 heures.

RÉUNION ANNUELLE
DES DÉLÉGUÉS DES SOCIÉTÉS SAVANTES
À LA SORBONNE.

SÉANCE GÉNÉRALE DU 7 AVRIL 1885.

PRÉSIDENTE DE M. CHABOUILLET.

La vingt-troisième réunion des délégués des Sociétés savantes de France s'est ouverte le mardi 7 avril 1885, à midi et demi précis, dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne, sous la présidence de M. Chabouillet.

Etaient présents : MM. Léon Renier, Faye, Duruy, Léopold Delisle, Levasseur, de Quatrefages, Gréard, Charmes, Alphonse Milne-Edwards, Mascart, Tranchant, A. de Barthelemy, Maunoir, Bufnoir, Servois, Beaussire, de Lasteyrie, de Boislisle, Gazier, Lyon-Caen, Richet, Charles Robert, Cheysson, Babeau, Buhot de Kersers, le Dr Topinard, le Dr Hamy, Cournault, le commandant de la Noë, Julliot, Maxe Werly, Puiseux, Chatel, l'abbé Rance, Guibert, Caillemet, Boyer, Roman, Lehéricher, le colonel Debize, le Dr Le moine, Raulin, Leunier, Sauvage, Rabot, de Guerne, le Dr de Montessus, Barbier, Francisque Michel, le père de La Croix, Auguste Vitu, Léon Palustre, Rameau, l'abbé Arbellot, Bonnacieux, Clément Sipière, de Marsy, Chenuau, Ferdinand Delaunay, Massillon-Rouvet, Fernand Bournon, Marc De Haut, Toussaint Loua, le Dr Poitou-Duplessy, Crivelli, Joret-Desclozières, Castonnet des Fosses, Salomon de David Delvaille, etc. etc.

M. CHABOUILLET prend la parole en ces termes.

« Messieurs,

« Au nom du Ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, je déclare ouverte la vingt-troisième des réunions de la Sor-

bonne. Je ne vous retiendrai pas longtemps. Vous venez à Paris pour échanger des idées, pour emmagasiner des faits, non pour écouter des phrases, aussi avez-vous hâte de vous rendre dans vos laboratoires respectifs.

« Je vais donc donner lecture de l'arrêté ministériel qui réglemente la session de 1885 ; mais, auparavant, vous me permettrez d'adresser ici mes remerciements au Ministre qui m'a conféré l'honneur insigne de présider cette assemblée d'élite.

« L'ancien secrétaire de la section d'archéologie, qui a pris part à tous les congrès de la Sorbonne, qui depuis vingt-cinq ans entretient les meilleures relations avec les Sociétés savantes, qui compte tant d'amis parmi leurs membres, qui tant de fois a été appelé, dans cette enceinte, à rendre témoignage du zèle éclairé et patriotique qui les anime, se félicite d'avoir à remplir, sans aucune arrière-pensée, la charge que la fortune lui a ménagée. S'il occupe le fauteuil aujourd'hui, s'il y remplace le président de la section d'archéologie, l'érudit à qui était décerné, dans la salle des sarcophages du musée de Latran en 1882, le nom de *Dictateur de l'archéologie chrétienne des Gaules*, par l'illustre Jean-Baptiste de Rossi, en présence d'une nombreuse réunion de savants de toutes nationalités qui venait de le proclamer lui-même *législateur et prince de l'archéologie chrétienne*, ce n'est pas qu'un accident retienne loin de nous M. Edmond Le Blant. Le président de la section d'archéologie est à Rome, où il dirige notre jeune école du palais Farnèse, qui s'est déjà fait place à côté de ses deux aînées : l'école de la villa Médicis et celle qui siège au pied du Parthénon.

« C'est donc avec une satisfaction sans nuages qu'au nom du Ministre et des cinq sections du Comité des travaux historiques et scientifiques, je souhaite cordialement la bienvenue aux délégués des Sociétés savantes des départements et de la capitale.

« Messieurs, comme par le passé, vous apportez à la Sorbonne, j'en suis assuré, des études consciencieusement élaborées, des observations neuves, peut-être des découvertes, ainsi qu'il nous est arrivé souvent d'en apprendre ici. Nous allons vous écouter avec le plus sérieux intérêt ; c'est du temps bien employé, celui que nous consacrons tous aux réunions de la Sorbonne. Dans la mesure de nos forces, nous travaillons de concert à la gloire et à la prospérité

de la France, l'une et l'autre inséparablement liées au progrès des lettres et des sciences.»

Le Président donne ensuite lecture de l'arrêté ministériel du 29 mars 1885, constituant les bureaux des cinq sections du Congrès.

La séance est levée à 1 heure et les différentes Sections se réunissent dans leurs amphithéâtres respectifs.

SÉANCE DU MARDI 7 AVRIL 1885.

PRÉSIDENCE DE M. LEVASSEUR.

La séance est ouverte à 1 heure.

Le bureau se compose de MM. Levasseur, président; Tranchant et G. Picot, vice-présidents; Lyon-Caen, secrétaire; M. Bonnassieux, vice-secrétaire. MM. Chénau, Charles Robert, Marc de Haut, B. Daguin et Rameau sont nommés assesseurs par l'assemblée.

La première question de l'ordre du jour : *De la division de la propriété foncière*, est mise en discussion.

M. CHÉNUAU, vice-président et délégué de la Société industrielle et agricole de Maine-et-Loire, présente l'exposé suivant :

La division de la propriété foncière n'est point une question nouvelle, puisqu'à l'an dernier à pareille époque, plusieurs de nos honorables collègues affirmaient que, dès le moyen âge, du x^e au xii^e siècle, elle préoccupait déjà fortement les esprits non seulement en France, mais aussi en Angleterre et dans divers autres États de l'Europe.

Je ne conteste pas ces affirmations; mais, sans remonter aussi loin, je reprends seulement l'historique de la question à partir de la grande transformation politique et sociale opérée en France par la révolution de 1789.

Avant cette époque, la propriété foncière était presque entièrement possédée dans nos campagnes par les deux classes privilégiées d'alors, la noblesse et le clergé. Le tiers état n'y pouvait que difficilement prétendre; car le droit d'aînesse d'un côté, et la mainmorte de l'autre, maintenaient les biens d'une façon permanente en quelque sorte dans les mêmes familles, ou dans les mêmes corporations. C'était le temps de la concentration, et non de la division de la propriété; et, dans la plupart de nos vieilles provinces, le sol était tellement envahi par les grands domaines, qu'il ne restait que peu de place pour la moyenne et pour la petite propriété.

Vous savez, Messieurs, quelles modifications profondes les événements de la fin du siècle dernier apportèrent à cet état de choses. Les ventes des biens du clergé, suivies de celles des biens des émigrés, augmentèrent dans des proportions considérables le nombre des possesseurs du sol; et, en ren-

dant à la circulation tant d'éléments de richesse, elles préparèrent naturellement la division et le morcellement de la propriété foncière.

On a dit que les biens nationaux avaient été vendus en bloc et que par suite leurs acquéreurs s'étaient trouvés moins nombreux qu'on ne le supposait. Je l'admets, Messieurs, pour les domaines d'une importance moyenne ou médiocre; mais il en a été tout autrement, si j'en crois certaines traditions provenant de personnes très autorisées, par rapport aux grandes propriétés territoriales, qui ont été pour la plupart fractionnées et mises en vente par lots, notamment dans nos contrées de l'Ouest, l'Anjou, la Bretagne et la Vendée. Il est avéré d'ailleurs que beaucoup de spéculateurs, tentés par le bénéfice, n'ont point tardé à revendre en détail ce qu'ils avaient pu acheter en bloc; et on sait en outre qu'il avait été fait de ces biens un tel trafic, que, sous l'Empire ou dans les premières années de la Restauration, on ne connaissait plus qu'un petit nombre de leurs acquéreurs originaires.

Il semble donc difficile de contester l'opinion des économistes contemporains, qui s'accordent à considérer les événements de 1789 comme le véritable point de départ, en ce qui concerne les temps modernes, de la division et du morcellement des biens.

Le Code civil de 1804 vint à son tour donner une nouvelle et vive impulsion au fractionnement de la propriété foncière. L'œuvre si sage de Tronchet, de Portalis, de Bigot de Préameneu et de leurs éminents collaborateurs fit disparaître de nos lois les derniers vestiges des temps féodaux. Elle porta le coup de grâce au droit d'aînesse, déjà aboli par l'Assemblée constituante, en décrétant l'égalité dans les partages, et en limitant pour le père de famille la faculté de tester. Elle créa des héritiers à réserve, restreignit les legs à la quotité disponible, et assura avec un remarquable esprit d'équité la transmission régulière et sans privilège des biens dans les familles. Le Code civil a été véritablement, Messieurs, une œuvre de génie qui, s'inspirant à la fois du droit romain, des coutumes et des législations intermédiaires, a fait habilement profiter la société moderne de tous les grands principes de justice consacrés par l'expérience des siècles.

Il est facile de comprendre quel fut, à partir de la promulgation de ce code, le progrès du morcellement. A chaque décès d'un père de famille, ses biens se divisèrent en autant de lots qu'il laissait d'enfants, et, si l'on admet une moyenne de trois héritiers, il s'ensuit que la division s'opérait et se renouvelait par tiers à chaque génération. Le partage se faisait d'ailleurs généralement en nature, d'après le vœu de la loi, en répartissant proportionnellement la propriété foncière entre les divers partageants et en compensant au besoin par des soultes en argent l'inégalité des lots en immeubles. Il faut remarquer en outre qu'alors même que des ventes ou licitations devenaient nécessaires, il était rare qu'elles eussent lieu sans favo-

riser encore davantage le morcellement ; car on ne manquait pas en ce cas, dans l'intérêt commun des héritiers, de diviser en lots nombreux les immeubles compris dans l'adjudication. J'ajoute que c'est l'habitude au Palais, et que l'on y a vu de tout temps les hommes d'affaires composer avec soin, multiplier et même exagérer parfois le nombre des lots à adjuger, afin de tirer le parti le plus avantageux possible des ventes judiciaires, tant en matière de succession que par suite de saisies immobilières.

Vous voyez, Messieurs, quelle a été l'influence de 1789 et du Code civil par rapport à la question que nous discutons, et quelle a été aussi celle de la pratique judiciaire. Ce sont là, je le crois, les causes principales de la tendance de plus en plus marquée de la propriété foncière à se diviser et à se morceler depuis près d'un siècle, et je n'en rechercherai pas d'autres.

Il ne me reste plus, il me semble, qu'à me demander avec vous, Messieurs, si la division de la propriété rurale est un avantage sérieux pour l'agriculture.

Les agronomes et les économistes ont beaucoup discuté à ce sujet sans être toujours d'accord. Je reconnais comme eux que la question est complexe, et que sa solution peut varier selon les circonstances ; mais je n'hésite pas néanmoins à affirmer qu'en général la division d'un domaine en plusieurs exploitations distinctes, chaque fois qu'elle est possible, a pour effet d'accroître, dans des proportions souvent considérables, la valeur locative comme la valeur vénale de la propriété foncière.

L'expérience l'a particulièrement démontré dans le bas Anjou, ou la Vendée angevine, vaste contrée agricole dont j'ai déjà eu l'occasion de vous parler, et qui comprend une partie des départements de Maine-et-Loire, des Deux-Sèvres et de la Vendée. C'était, avant 1789, un centre de grandes propriétés assez négligées par les cultivateurs, dont les exploitations étaient trop étendues. Mais une sorte de transformation du sol s'est opérée peu à peu à la suite des ventes nationales et des partages réglés par le Code civil. Le morcellement a amené le progrès agricole, et les landes et les bruyères, qui existaient jadis en grand nombre, ont fait place aux riches cultures qui ont répandu, jusque dans ces dernières années, l'aisance et le bien-être dans toute cette contrée. Les grandes terres ont été remplacées par de nombreuses fermes d'une moyenne étendue qui, cultivées avec soin, donnent d'importants produits. Les fermiers, laborieux et économes, ne se laissent pas abattre par les épreuves, et ils supportent vaillamment la crise qui pèse en ce moment sur l'agriculture. Les effets en sont atténués, il est vrai, pour la plupart d'entre eux, par l'élevage et l'engraissement de tous ces magnifiques bestiaux de la race vendéenne et choletaise qui sont amenés chaque jour au marché de la Villette, et qui contribuent à l'alimentation de Paris.

Assurément, Messieurs, ces résultats ne se seraient pas produits dans

les mêmes proportions si la propriété rurale dans le bas Anjou, au lieu d'être depuis longtemps déjà divisée par corps de ferme entre un nombre considérable de possesseurs, était encore aujourd'hui concentrée par grands domaines entre les mains de rares propriétaires.

J'ajoute, en terminant, que la division d'une terre en plusieurs fermes ou exploitations distinctes est toujours une opération compliquée, et qui exige des connaissances spéciales. Il faut d'abord distinguer entre la grande, la moyenne et la petite propriété. Il convient de tenir compte de la nature et de la qualité du sol. Et, enfin, un propriétaire prudent, s'il n'est pas lui-même un agriculteur pratique, ne doit rien faire sans consulter un expert rural ou un vieux cultivateur expérimenté, afin de ne pas éprouver de mécomptes.

M. MARC DE HAUT, de la Société des agriculteurs de France, lit le mémoire suivant intitulé :

Monographie du domaine de Sigy.

Dans le programme des sujets d'étude recommandés par la section des sciences économiques et sociales du Comité des travaux historiques et scientifiques, pour le congrès de 1885, nous trouvons en première ligne : *Histoire d'un domaine rural*. Nous allons essayer de présenter celle du domaine de Sigy, en nous conformant à l'ordre des questions indiquées par ce programme et à la recommandation d'exclure toute considération en dehors de la simple exposition des faits.

Les sources où nous avons puisé les renseignements qui vont suivre, sont les archives de ce domaine de Sigy qui ont passé entre nos mains et qui remontent à l'an 1312. Ces archives, soigneusement cachées pendant la Révolution, sont encore complètes. L'enfouissement qu'elles ont subi pendant plusieurs années a pu altérer et oblitérer, parmi les pièces les plus anciennes, celles qui n'étaient écrites que sur papier; les parchemins sont généralement intacts. Heureusement, pour remédier aux lacunes partielles que nous venons de signaler, il existe un inventaire analytique complet de chacune des pièces, dressé en 1742, et qui aurait pu à lui seul suppléer l'ensemble des archives : cet inventaire est d'une conservation parfaite.

Dans les nombreuses pièces que nous aurons à citer, nous rencontrerons souvent des mesures anciennes, soit comme étendue, soit comme capacité; nous indiquerons ici, une fois pour toutes, leur relation avec nos mesures légales. L'arpent = 42 ares 21 centiares, la perche = 42 centiares. Le septier de grain = 160 litres, le bichet = 20 litres.

§ I. — ÉTAT ACTUEL DU DOMAINE.

Le domaine de Sigy est situé dans la commune de ce nom, canton de

Donnemarie-en-Montois, arrondissement de Provins, département de Seine-et-Marne. Son étendue actuelle est d'environ 320 hectares, dont 120 hectares en bois et 200 hectares en terres labourables et prés. Ces terres et prés sont exploités par deux fermes de contenance inégale, et par plusieurs locations en détail. Les deux fermes sont pourvues de bâtiments largement suffisants; les locations de détail ne sont accompagnées d'aucun bâtiment. Les cultures sont celles des céréales, des prairies artificielles, des betteraves, des pommes de terre et des autres légumes en très petite quantité. Le bétail consiste en vaches et moutons; la race bovine domine.

§ II. — FORMATION ET HISTOIRE DU DOMAINE.

Le premier document que nous avons entre les mains, daté de l'an 1315 le dimanche avant la Saint-Martin, apprend que le domaine de Sigy appartenait à cette époque à Henry de Bailly, lequel le donne en échange à Jean de Boissy. Voici les termes dans lesquels sont énoncés les objets donnés en échange: «Tous les héritaiges, cens, rentes, que icelui avait en la ville de Sigy ou environ et appartenances, en la chatellenie de Bray, assise en divers lieux et en diverses pièces, à savoir: le manoir de Sigy, fossez, jardin, cave dedans, marais, aulnoys, prez, bois, terres, cens et rentes, haute et basse justice et autres dépendances.»

Les contenance de chaque pièce ne sont pas indiquées, non plus que la contenance totale, et, naturellement, comme il s'agit d'un échange, il n'y a pas d'estimation.

Le domaine passe de Jean de Boissy à Émery de Boissy, son fils, lequel avait pour épouse dame Catherine de Chaufourt. A la mort d'Émery de Boissy intervient un partage, en date du 4 juin 1361, entre ses trois enfants, savoir: Étienne de Boissy, dame Isabelle de Boissy, épouse du sire Jean de Noez, et damoiselle Jeanne de Boissy. Dans ce partage, le domaine de Sigy est échu audit seigneur de Noez et Isabelle de Boissy, sa femme, et l'acte porte la description suivante:

«Lesdits Jean de Noez et damoiselle Isabelle sa femme auront et posséderont par ce présent héritaige et partage paternel pour ladite damoiselle Isabelle et pour ses hoirs et pour ceux qui d'elle auraient cause, tous les héritaiges, rentes, fiefs et possessions qui s'en suivent:

«Premièrement. La maison de Sigy et tous les fossez et le colombier, si comme tout se comporte, prisé tout 100 sols par an. Item la cave attenant le jardin, qui fut prisée 20 sols par an. Item environ demi-arpent d'aisance séant devant ledit colombier sur la fontaine prisé 10 sols par an. Item toutes les terres gaignables appendant et appartenant à ladite maison de Sigy, qui montent à 75 arpents $1/2$, prisé chacun arpent 5 sols l'un par an, valent 18 livres 15 sols par an. Item environ 14 arpents de bruyère, où on ne

laboure pas, prisé chacun arpent 6 deniers, valent 7 sols. Item environ 5 arpents $\frac{1}{4}$ de prez seant entre l'hostel de Sigy et les gains de Jehan la Quaille, prisé chacun arpent 12 sols, valent 63 sols par an. Item en la Glesière de Volangy environ 1 arpent $\frac{1}{2}$, prisé l'arpent 8 sols, valent 12 sols par an. Item la moitié de toutes les vignes qui sont assises devant l'hostel de Sigy qui montent toutes à 7 arpents, dont pour ladite moitié 3 arpents $\frac{1}{2}$, prisé chacun arpent 10 sols, valent iceux 3 arpents $\frac{1}{2}$ 35 sols par an. Item la justice haute, basse et moyenne de Sigy et de toutes autres justices quelconques que ledit feu sieur Émery avait, tenait et possédait, pendant qu'il vivait, en quelque lieu que ce fût ou ce peut être, appendu et appartenant à ladite maison de Sigy, prisé tout 66 sols par an. Item 103 arpents de bois, prisé l'arpent 8 sols, valent 24 sols par an. Item 5 arpents $\frac{1}{2}$ d'aulnoys à l'aisance de la maison de Sigy, prisé l'arpent 10 sols, valent 50 sols par an. Item ung fief que M^{me} Anne de Moulin Double tenait appendant à la maison de Sigy prisé 25 sols par an. »

La terre de Sigy sort des mains de Jean de Noez en 1381. Nous trouvons en effet, à la date du 24 février de cette année, le contrat de vente par lequel Jean de Noez cède ce domaine à Jean de Grattepenne.

Cet acte fournit pour la première fois une appréciation en argent de la valeur capitale du domaine : en effet, la vente est faite moyennant 300 francs d'or.

Ce prix s'applique à la masse des objets vendus que l'on peut résumer ainsi : justice haute, moyenne et basse, l'hostel, et une contenance totale de 99 arpents en 25 pièces. Nous avons vu que ce même ensemble, formant dans le partage de 1361 le lot attribué à Jean de Noez et à sa femme Isabelle de Boissy, avait été estimé, en revenu, à la somme totale de 58 livres 18 sols.

On peut, à titre de renseignements, constater que, par le même acte, le même Jean de Noez, agissant par procuration de la dame Catherine de Chaufourt son ayeule, vend au même Jean de Grattepenne, outre le domaine de Sigy, 32 arpents 50 perches sur la paroisse de Lizine, la justice dudit Lizine 180 sols de rente et cens et quelques redevances en nature toujours sur Lizine. Ce domaine est également vendu moyennant 300 francs d'or.

Jean de Grattepenne mourut en 1404 ; il avait réuni depuis son acquisition de 1381 différentes pièces sur Sigy et notamment 7 arpents de vignes qui, dans le partage de 1361, avaient été attribués à Jehanne de Boissy, laquelle avait épousé Pierre Bonneaventure ; cette acquisition est faite moyennant 16 francs d'or au coin du roi.

Le 31 décembre 1405, les héritiers de Jean de Grattepenne, au nombre de quatre, procèdent à la division de la seigneurie de Sigy et de ses dépendances. Parmi ces héritiers se trouvait, comme fille aînée, Marion de Grat-

tepense, épouse de Giles Berthe, et aussi Catherine de Grattepense, épouse de Jean de Poissy. Les deux autres enfants mineurs étaient Olivier et Jeannette de Grattepense.

Ce partage procède d'une façon assez étrange : il y avait quatre héritiers, deux majeurs et deux mineurs. Le partage ne fait que deux lots, et joint les héritiers deux par deux, l'un majeur et l'autre mineur, lesquels resteront dans l'indivision entre eux; ceci établi, chaque lot se compose d'une moitié de chacun des bâtiments et de la moitié de chacune des pièces de terre.

Cette bizarre combinaison pouvait amener la destruction du domaine à brève échéance; il n'en fut pas ainsi, car deux mois après, le 18 février 1406, nous voyons Jean de Poissy, l'un des copartageants, échanger sa part de la terre de Sigy à Giles Berthe, autre copartageant, contre des biens en Gâtinais.

Le 26 février 1419, Olivier de Grattepense, autre copartageant, fait donation audit Giles Berthe de la somme de rente qu'il avait droit sur Sigy.

Jeannette de Grattepense, quatrième copartageant dans la succession de Jean de Grattepense, avait vendu à Olivier, son frère, 12 livres 10 sols de rente qu'elle avait sur la terre de Sigy, mais paraît avoir conservé d'autres droits dont nous la verrons disposer plus tard.

En 1433, Giles Berthe, fils de celui dont il est parlé plus haut, se trouvait ainsi avoir réuni sinon la totalité, du moins la très grande partie du domaine de Sigy. Il le vend le 16 octobre 1433 à Thomas Gérard, escuyer, seigneur de Paroy, capitaine de Provins et de Montereau, moyennant huit vingt quinze livres (ce Thomas Gérard commandait les forces des Anglais, dans tout ce pays). L'acte contient la description détaillée qui suit de tout ce qui constituait alors le domaine.

«Premièrement, la place et les mesures de Sigy, où naguère souloit avoir chastel forteresse, enclos de murs, avec les fossez à eau qui sont autour et à l'environ d'icelle place, contenant tout ou environ 1 arpent de terre deffinit cy après si comme tout le lieu le comporte et s'extend d toutes parts. Item ung jardin enclos de fossez contenant 1 arpent ou environ près et séant devant la dite place. Item toute la justice et seigneurie appartenant et appendant au dit chastel. Item 4 arpents de terre en une pièce. Item au dit lieu de Sigy 11 arpents de terre en une pièce. Item une autre pièce de 5 arpents de terre au lieu dit Valery. Item 8 arpents que vignes que terres qui sont en friche séant en ce dit lieu. Item 20 arpents d'aulnoys. Item environ 6 arpents de prez en une pièce. Item une pièce de terre appelée la croix aux Marneux contenant 3 arpents. Item une pièce appelée la pointe contenant 5 quartiers. Item environ 16 arpents de terre. Item 7 arpents de terre. Item 11 arpents de terre. Item 2 arpents. Item 3 quartiers. Item 6 arpents. Item 5 arpents de terre. Item 15 arpents de prez. Item 1 arpent.

Item 5 quartiers de boys. Tous les quelles places, masures, justices, seigneuries, terres, prez, boys, héritaiges et possessions dessus dits et déclarés sont tenus en fief des hoirs où ayant cause feu messire Guillaume du Plessy, chevalier a cause du chastel appelé Plessy messire Guillaume. Item une pièce de terre contenant 5 arpents qui est tenue en fief des hoirs feu Jehan Pesloe. Item environ 7 quartiers que prez que aulnoys, séant es gros prez de Thenizy, et mouvant de la censive que la seigneurie de S^t Martin de Tours ont au dit lieu de Donnemarie à 2 deniers tournois sans autre charge. Il est assuré que dans cette présente vendition ne sont pas compris ni déclarés omis 8 arpents de terre que le dit feu Berthe père dudit vendeur acquista de son vivant, mouvant de la censive du dit Sigy et les quels les avait précédemment vendus et transportés à Jean Pionnier. » La contenance totale du domaine qui, dans l'acte du 24 février 1381, était indiquée 99 arpents, apparaît dans cet acte de 1433 pour 140 arpents.

Il faut remarquer ici que cet acte de vente, ainsi que ceux qui vont suivre, trouvent leur explication dans les événements de guerre qui se passaient alors entre les Anglais et les Français. Ces actes révèlent que, de part et d'autre, la guerre prenait un véritable caractère de conquête territoriale.

On voit, à la suite de chaque succès, les capitaines des armées victorieuses imposer aux vaincus la cession d'un certain nombre de seigneuries. Les uns y mettent plus de façon que les autres. Ainsi, à la suite de la prise de Provins, Thomas Gérard procède par vente, comme nous le voyons.

Le prix de huit vingt quinze livres fut-il jamais payé à Giles Berthe? Il est permis d'en douter; en tout cas, il est dérisoire. S'il était sérieux, il faudrait en conclure une effrayante diminution dans la valeur des terres, puisque nous voyons vendue, moyennant 175 livres, la totalité d'un domaine de 140 arpents, estimé, en 1381, 300 francs d'or pour une contenance de 99 arpents. Nous allons voir tout à l'heure le même Thomas Gérard, vaincu à Montereau, signer, le jour même de la capitulation, la donation pure et simple de la terre de Sigy à Denys de Chailly, son vainqueur.

Avant que la victoire lui permit de saisir effectivement le domaine de Sigy, Denys de Chailly se l'était fait attribuer par le roi Charles VII. Nous trouvons en effet, à la date du 4 février 1434, des lettres patentes rendues à Poitiers, par lesquelles Charles, roi de France, fait donation « à Denys, seigneur de Chailly, chevalier, son conseiller et chambellan, des terres, places et seigneuries de Sigy et Paroy, leurs appartenances et dépendances acquis au pays de Brie par Thomas Gérard, Anglais natif du royaume d'Angleterre, qui depuis longtemps a porté et porte guerre de jour en jour au dit seigneur roy, ses pays et sujets, acquis au roy par confiscation contre le dit Gérard (Gérard avait sans doute négligé de rendre foi et hommage), pour en faire disposer, ses hoirs et ayant cause, comme

de leur propre chose, pour récompense de ses grands services et frais pour recouvrance de plusieurs villes et châteaux que occupaient les Anglais ennemis».

Les lettres de donation sont enregistrées au Chastelet de Paris le 28 avril 1437, et à la Chambre des comptes le lendemain 29.

Le 18 septembre de la même année, à la suite, comme nous l'avons dit, de la prise de Montereau, Thomas Gérard signe un acte de donation à Denys de Chailly, non seulement du domaine de Sigy, mais encore d'un très grand nombre de terres acquises en divers lieux.

L'acte se termine par la mention suivante : «et généralement tous autres héritages quelconques qu'il a et peut avoir es pays de Champagne, Brie et Gatinois». Cette pièce curieuse et historique figure en original avec la signature de Thomas Gérard aux archives de Sigy.

Le 31 octobre de la même année, Denys de Chailly fait confirmer et ratifier, par Giles Berthe, la vente faite par lui à Thomas Gérard. L'acte contient en outre vente, au même Denys de Chailly, de 26 arpents environ de prés et bois appartenant audit Berthe, moyennant 20 liv. 10 sols. Enfin, pour confirmer son acquisition, Denys de Chailly rend foi et hommage au seigneur de Bray, d'où relevait en arrière-fief la seigneurie de Sigy. L'acte, en date du 29 juillet 1438, porte en outre quittance de 10 écus d'or pour droit de quint et requint et rachat, dus pour l'acquisition dudit Sigy par ledit Gérard dudit Berthe et donation au seigneur de Chailly. Nous avons vu que Jeannette de Grattepense avait conservé une partie des droits que lui avait attribués, sur le domaine de Sigy, le partage de 1405. Denys de Chailly se rend acquéreur de la généralité de ces droits de toute nature, moyennant 6 écus d'or à la couronne, suivant acte du 26 janvier 1442.

Denys de Chailly conserva-t-il longtemps la totalité des terres dont Charles VII lui avait fait don et qu'il s'était fait donner en même temps par Thomas Gérard? C'est ce que nous ne pouvons dire. Nous trouvons seulement que, le 13 août 1445, il vend la terre et seigneurie de Sigy à l'un des capitaines qui servaient sous ses ordres : noble homme Antoine du Roux, escuyer, bailli de Cordes en Albigeois, lequel était en même temps échançon du roi Charles VII. L'acte passé le 14 août 1445 devant M^r Adam Clément, notaire à Provins, porte la description suivante de la seigneurie vendue, laquelle correspond assez exactement à celle que nous avons trouvée plus haut dans le partage de la succession de messire Émery de Boissy :

«Consistant en un hostel fort, clos de murs et palis, avec des fossez à l'eau autour, flanqué de quatre petites tours au quatre coins, ainsi que le lieu et place d'icelui situé en pays de Brie, près Paroy et de Donnemarie en Montois, nommé ou appelé Sigy : avec la seigneurie du dit lieu, la justice haute, moyenne et basse, tens, fiefs, arrière-fiefs, rentes, revenus,

et droits, et tous les jardins, terres, prez, bois, vignes, aulnoys, saussois, et buissons en dépendant et dont est faite déclaration par détail, mouvant en fief du Plessis messire Guillaume. Item et avec un lieu où souloit avoir manoir nommé Abloy et environ 60 ou 80 arpents de terres dépendant du dit lieu, 3 arpents de prez à deux herbes nommé les Gains au moulin de Menost, 25 arpents de bois, 12 sols de menus cens, justice haute, moyenne et basse, le tout mouvant en fief de Geodefroy de S^t Phalle ou de sa femme. Item un hostel à Servigny assis près du dit Sigy, avec environ 40 arpents en plusieurs pièces, jardin à l'entour le dit hostel et 5 arpents de prez d'une pièce sise près les prez nommés de Provins, joignant les prez l'abbé de S^t Pierre le Vif; 3 quartiers de prez assis aux faux champs près d'icelle. Mouvant, partie des héritaiges en censive, et partie en fief des seigneurs dont ils peuvent mouvoir. Cette vente faite moyennant 630 livres tournois et le dit seigneur de Chailly fut obligé d'acquitter le dit seigneur du Roux de tous droits seigneuriaux et féodaux de quint et requint et autres droits envers les seigneurs dont sont mouvant les dits biens.»

La possession d'Antoine du Roux fut presque immédiatement troublée par un événement quelque peu romanesque, dont les détails curieux pourraient être le sujet d'un mémoire présenté à la section historique, mais doivent rester en dehors d'une communication faite à la grave section des sciences économiques et sociales.

Disons seulement que, le 3 novembre 1448, interviennent de nouvelles lettres patentes du roi Charles VII, qui fait donation de la terre de Sigy à Jeanne de la Beauderie, pauvre damoiselle, veuve Thomas Waccaire, en son vivant escuyer, chargée de deux petits enfants, et dont les aventures sont longuement exposées dans la supplique jointe aux lettres patentes. Il y était expliqué que ladite damoiselle, âgée de dix ans, s'était trouvée enfermée dans le château de Paroy pendant le siège qu'en fit Thomas Gérard; qu'après la prise d'assaut du château, le vainqueur l'avait emmenée prisonnière et conservée auprès de lui à Montereau; qu'il lui avait fait épouser plus tard un de ses capitaines nommé Thomas Waccaire dont elle avait eu deux enfants; que, celui-ci étant mort, elle désirait rentrer dans le parti du roi; qu'au moment de son mariage, Thomas Gérard lui avait fait don de la terre de Sigy par lettres passées devant un nommé Tartarin, tabelion juré à Montereau, mais que la grosse desdites lettres avait été égarée par elle. On produisait une attestation dudit Thomas Gérard, affirmant l'existence de la donation et expliquant «que ce fut fait, afin que la dite damoiselle puisse avoir récompensation de certaines offenses, déplaisirs, et dommages, que le dit escuyer disait avoir fait durant la guerre, tant à la dite damoiselle qu'à la damoiselle Isabelle de Coigny, sa mère». Mais l'acte ne se retrouvait toujours pas.

Antoine du Roux, troublé dans sa possession, appelle en garantie Denys

de Chailly, et un procès long et accidenté se développe pendant trois ans. Il est enfin terminé par une transaction en date du 15 mars 1451, par laquelle ladite damoiselle de la Beauderie cède à Denys de Chailly tous les droits qu'elle avait et pouvait prétendre sur la terre de Sigy, moyennant 30 écus que ledit seigneur, de sa grâce et convoitise, comme non tenu à ce faire, a donné en pitié à ladite demoiselle, pour aucunement lui aider à supporter les frais, dépens, dommages et intérêts qu'elle a eus et faits en faisant la poursuite dudit procès.

Antoine du Roux se trouve ainsi confirmé dans la propriété du domaine de Sigy, qui reste dans la famille et se transmet héréditairement en ligne directe de mâle en mâle jusqu'en 1847, et collatéralement jusqu'à ce jour; cependant Sigy était situé dans le ressort de la coutume de Meaux, où le droit d'aînesse n'avait que des effets insignifiants.

La série des actes qui ont passé entre nos mains nous montre le domaine constamment accru par des acquisitions successives, et maintenu à chaque génération par des partages qui attribuent le domaine de Sigy à l'aîné des enfants, et aux autres soit des soutes, soit surtout des immeubles provenant des successions maternelles.

Il serait trop long de donner le détail de toutes ces acquisitions et de tous ces partages; nous citerons seulement, à titre d'originalité, un acte du 4 août 1489, par lequel Claude du Roux, sœur de Jean, lui vend sa part dans la succession d'Antoine du Roux, leur père, moyennant 520 livres et un cheval noir. Quant aux acquisitions, il suffira d'indiquer les plus importantes qui, étant restées incorporées au domaine, font par conséquent partie de son histoire.

Dans cet ordre d'idées, nous trouvons, à la date du 5 avril 1438, acquisition par Antoine du Roux de tous les biens qui, dans le partage de 1381, avaient été attribués à Jeanne de Boissy, épouse de Pierre Bonaventure.

A la date du 17 octobre 1451, un contrat d'échange entre Antoine du Roux et damoiselle Simonne Debroy, veuve de Godefroy de Saint-Phalle et Jean de Saint-Phalle, son fils, par lequel ladite dame cède à titre d'échange audit sieur du Roux, et contre 22 livres de rente, l'hostel seigneurie, justice, terres, bois, fiefs, arrière-fiefs, cens, rentes, et autres appartenances qu'elle a de son propre séant à Sigy, appelé le petit hostel.

Le petit Sigy ainsi acquis ne doit pas être confondu avec le grand Sigy dont il est question ci-dessus, car il résulte de la série des aveux et dénominements consignés aux archives, que le grand Sigy relevait de la châtellenie de Bray, tandis que le petit Sigy relevait de la seigneurie de Paroy. L'acte d'échange du 17 octobre 1451 ne s'explique pas sur la contenance des objets cédés.

A la date du 5 juillet 1448, acquisition par Antoine du Roux, de Adam de Rosny, de 12 à 13 arpents de terre en une pièce dite les Rosoy, moyennant 4 livres tournois monnaie courante.

A la date du 21 mai 1452, contrat d'acquisition de la seigneurie et maison d'Abloy par Antoine du Roux, de Christophe Paillart et de dame Catherine Fanneche, sa femme, consistant en maison, 3 arpents de bois, 7 arpents de prez, 90 arpents de terre, 30 sols de cens, et le moulin de Menost en ruine, haute, moyenne et basse justice, moyennant 60 livres d'argent et 10 livres de rente, laquelle rente est rachetable par l'acquéreur moyennant 100 livres. La seigneurie d'Abloy relevait comme le petit Sigy de la seigneurie de Paroy.

Ce domaine d'Abloy se trouvait déjà compris dans l'énumération des biens vendus à Antoine du Roux par Denys de Chailly en 1445. On peut croire qu'au milieu des désordres de cette époque malheureuse, les droits des propriétaires devaient être quelque peu obscurs et les possessions troublées. Il n'est donc pas étonnant de voir le même domaine d'Abloy acheté deux fois par la même personne, pour s'en assurer une possession incontestée.

A la date du 17 juin 1496, acquisition par Jean du Roux, de noble homme Antoine Ducléon et de Marie de Saint-Phalle, son épouse, des fiefs des Essarts et des chanots consistant en 9 ou 10 arpents en une pièce, produisant 3 septiers de froment, 4 bichets d'avoine et 2 deniers de cens, mouvant du petit Sigy, moyennant 85 livres.

A la date du 5 octobre 1607, contrat d'acquisition par Antoine du Roux, de demoiselle Marie Bardeau, épouse de Girard de Novion, du fief et seigneurie de la Bourbetière, mouvant du petit hôtel de Sigy, ensemble de la ferme et métairie de Chollot d'une contenance de 65 arpents, moyennant 3,600 livres.

En dehors de ces réunions importantes, on trouve une série de petites acquisitions faites de divers propriétaires, en général paysans, au moyen desquelles le domaine s'agrandit et s'arrondit continuellement.

Il serait fastidieux de mentionner ces actes par centaines. Nous ne ferons qu'une remarque, c'est que la contenance moyenne de ces pièces ne dépasse pas vingt ares : ce qui confirme nos observations consignées dans notre mémoire de l'année dernière sur le morcellement séculaire de la terre en France.

Le domaine restait toujours dans la même famille et passa de père en fils pendant dix générations ; ces propriétaires successifs sont :

Antoine du Roux, acquéreur de Denys de Chailly, épouse Denyse de Tichecourt.

Jean du Roux, épouse Catherine de Brichanteau, suivant contrat en date du 16 mai 1490.

Louis du Roux, épouse Edmée de Chaumont, suivant contrat en date du 17 janvier 1534.

Jean du Roux, deuxième du nom, député de la noblesse aux États de Blois de 1576 (on peut lire dans les mémoires de Claude Hatton le

détail des scènes curieuses auxquelles donna lieu son élection), épouse Marguerite de Tournebœuf, suivant contrat du 27 avril 1572.

Antoine du Roux, deuxième du nom, épouse Françoise de Pied de Fer, suivant contrat du 9 octobre 1601.

Jean du Roux, troisième du nom, épouse Françoise de Mascrani, suivant contrat du 30 septembre 1646.

Armand Herménégilde du Roux, épouse Magdelaine de Vassan, suivant contrat du 29 janvier 1690.

François-Emmanuel du Roux, épouse Gabrielle de Chauvelain, suivant contrat des 13 et 14 janvier 1726.

Louis-René-Emmanuel du Roux, épouse Marguerite des Roches Herpin, suivant contrat du 28 mars 1757.

Frédéric-Auguste René du Roux, né le 16 mars 1762, mort le 28 juin 1847.

C'est pendant la longue existence de René du Roux de Sigy que le domaine eut à traverser la crise révolutionnaire dont nous avons à nous occuper maintenant.

Le propriétaire avait émigré, la confiscation du domaine de Sigy avait été en conséquence prononcée : il fut procédé aux ventes, et les adjudications se succédèrent de l'an II à l'an IV. On peut les résumer ainsi : 28 adjudications de petits lots, presque tous de 100 perches (33 ares); le prix de chacun d'eux varie de 1,230 à 500 francs.

La ferme de Chollot avec 90 arpents de terre est adjugée pour 41,000 fr. Le moulin de Valery avec 28 arpents de terre est adjugé moyennant 129,100 francs. Enfin, le château et les dépendances avec le surplus des terres, prés, vignes et aulnaies est vendu sur soumission et sans adjudication moyennant 87,300 francs. Cette dernière vente est du 21 thermidor an IV.

Il ne faut pas perdre de vue, en ce qui concerne la valeur, que tous ces prix sont payables en assignats.

Les bois d'une contenance de 120 hectares ne sont pas vendus et restent réunis au domaine de l'État.

Le domaine de Sigy semblait donc avoir complètement disparu.

A la rentrée de l'émigration, la reconstitution du domaine se fait de la manière suivante : le château et les 200 arpents de terre vendus en l'an IV avaient été acquis par un prête-nom, le sieur Divoire qui en fait la restitution.

Les bois, en vertu des décrets du premier consul, sont rendus au propriétaire. La ferme de Chollot est rachetée le 14 mars 1807, moyennant 8,243 francs. Le moulin de Valery et ses dépendances est racheté le 15 frimaire an XIII, moyennant la somme de 8,000 fr. Quant aux 28 lots vendus en détail, ils ont été en partie rachetés successivement, mais à de longs intervalles et à des prix considérables. Ceux qui ne l'ont pas été sont en très petit nombre et constituent des pièces isolées.

René du Roux de Sigy, ayant ainsi reconstitué son domaine, continua le

système de ses prédécesseurs, d'agrandissement et d'agglomération. Parmi ses nombreuses acquisitions, nous n'en signalerons que deux plus importantes que les autres. L'an 1821, on procède à la vente en détail du domaine de Paroy, dont nous avons vu plus haut que relevaient le petit Sigy, le domaine d'Abloy, et quelques autres terres du domaine de Sigy. Dans cette vente, une contenance de 40 hectares contiguë au domaine de Sigy y est réunie moyennant un prix de 60,000 francs.

En 1837, une grande ferme de la commune de Luisetaines, également contiguë à Sigy, est encore vendue en détail. Une pièce de 15 hectares est acquise moyennant 30,000 francs et réunie à Sigy.

En 1847, Renée du Roux de Sigy meurt à l'âge de 84 ans et laisse pour héritier par son testament un neveu, petit-fils de sa sœur :

Ille meos errare boves, ut cernis, et ipsum
Ludere quæ vellem calamo permisit agresti.

A la mort de René du Roux de Sigy, le domaine de Sigy consistait en 320 hectares, tant terres que prés et bois. Il n'a pas diminué depuis.

§ III. — BAUX ET SYSTÈME D'AMODIATION ET D'EXPLOITATION.

Le domaine de Sigy, ainsi que nous l'avons dit, a toujours été exploité en partie directement par les propriétaires. Nous exposerons ci-après, d'après des papiers privés et des inventaires, la situation de cette exploitation à diverses époques. Une partie du domaine était en outre louée en rotûre, une troisième partie était l'objet de baux à cens et rentes seigneuriales avec redevances fixes. Nous nous occuperons d'abord de cette dernière catégorie.

Par acte de 1481, Jean du Roux donne à bail à cens et rente 42 arpents de terre au-dessus de Valery, moyennant 4 septiers de froment, 1 septier de seigle, 1 séptier d'orge et un bichet de pois; le tenancier est Pierre Joly, laboureur à Cuterelles.

En 1498, les mêmes terres portées à 46 arpents sont louées à Perrin Jolly, moyennant 5 septiers de froment et un septier de seigle, 1 septier de noix et 1 septier de pois.

En 1524, titre nouvel est passé de la même rente.

Le fief des Chanots consistant en une pièce de terre séant à Cuterelles, contenant 6 arpents de terre et 1 arpent et demi de bois (3 hectares environ), est donné à cens et rente, moyennant une redevance de 3 septiers de froment et 4 bichets d'avoine et 3 deniers de cens par chacun arpent, payable par chacun an. Cet acte est de 1488. Nous trouvons une série d'actes portant titre nouvel pendant plusieurs siècles.

Le fief de Rosoy consistant en 13 arpents de terre à Luisetaines est donné

à cens et rente à Dengsot Nourry, demeurant à Luisetaines, moyennant 2 septiers de froment, 1 septier d'avoine et 5 deniers de censive. Acte de 1458. Les actes de titre nouvel établissent encore la permanence dudit bail.

Une maison à Sigy, dite maison du jeu de paume, sise sur la place, est donnée par bail à rente non rachetable à Jacques Dumont, moyennant 24 livres de cens et rente annuelle et perpétuelle.

3 arpents de prez aulnais, au finage de Valery, sont donnés à cens et rente à six tenanciers, chacun pour un demi-arpent, moyennant pour chaque demi-arpent 1 denier de cens et une poule de rente perpétuelle. Cet acte est de 1455.

1 arpent de vieux prez sis au finage de la croix d'Abloy est donné à cens et rente à Pierre Joly, moyennant 2 deniers de cens plus 14 sols et une poule de sur cens. Acte de 1490.

4 arpents de prez sis à Valery sont donnés à cens et rente à Guillaume Pionnier, moyennant 8 deniers de cens plus 4 poules et 30 sols tournois de sur cens. Bail de 1493.

1 arpent de prez, au lieu dit les Appetits, est donné à cens et rente à Claude Joly, Jean Joly et Fiacre Pitié, vigneron à Cuterelles, moyennant 14 sols et 2 deniers, plus une poule de cens et rente. Ce bail est de 1533. Nous trouvons un titre nouvel de ladite rente en 1680.

30 perches de vigne aux Essarts sont données à cens et rente à Perrin Mulet, vigneron à Luisetaines, moyennant un quinzin de vin vermeil et 1 denier de cens. Bail de 1546.

32 perches de vigne en pleux au finage des Rozoy sont données à cens et rente à Léger Phalles, vigneron à Luisetaines, moyennant 6 sols 6 deniers de rente rachetable. Bail de 1624.

8 perches de pleux sises aux Essarts sont données à cens et rente à Léger Phalles, moyennant 1 denier de cens et 2 sols 6 deniers de rente rachetable de 40 sols. Bail de 1629.

20 perches de pleux en bruyère sont données à cens et rente à Javinien le Poivre, tissier aux marais de Vimpelles, moyennant 5 deniers de cens l'arpent et 4 sols de rente seigneuriale. Bail de 1630.

22 perches et demie de terre aux Essarts sont données à cens et rente à Nicolas Guillot de Luisetaines, moyennant 1 denier de cens et 20 sols de rente seigneuriale non rachetable imprescriptible. Acte de 1739.

Comme baux proprement dits, nous trouvons, à la date du 13 décembre 1493, un bail de la ferme de Chollot que nous avons vu plus haut avoir été réunie au domaine de Sigy en 1607.

Cet acte en parchemin commence ainsi : «Savoir faisons que par devant Jehan Ricoul, clerc, tabellion juré, commis et installé à ce faire, en la dite chatellenie de Bray, de par le dit seigneur, fut présent en sa personne, Guillemain Rodier, laboureur, demeurant à présent à Servigny, le quel de

sa bonne volonté, sans aucune contrainte, reconnu et confessa avoir print et retenu, et par ces présentes prent et retient à tiltre de moissonnage de grains, de honorable homme et saige maistre Pierre Lhuillier, licencié en loïs, lieutenant de monseigneur le bailly de Sens et seigneur de la Bourbettière, près du petit Sigy, présent bailleur au dit tiltre, pour lui, ses hoirs et ayant cause, aujourd'hui à la vue d'icelui Rodier, de Claudine sa femme et de tous leurs enfants, nés et à naistre en loyal mariage et des enfants de leurs enfants et aux survivants d'eux tous. »

Suit l'énumération des pièces dont le tout s'élève à 65 arpents. Cette contenance de 65 arpents se retrouve exactement dans l'acte par lequel, en 1607, ainsi que nous l'avons vu plus haut, Antoine de Roux achète la ferme de Chollot.

La durée de ce bail, qui doit comprendre trois générations, correspond donc à peu près à un bail emphytéotique.

Le prix du bail est stipulé de la manière suivante : « Moyennant le prix et quantité de 18 septiers de blé froment bon et convenable, à 12 deniers tournois près chacun septier, obligé de lui fournir sa vie durant et celle de ses hoirs et de lui rendre en ses greniers au dit Bray le jour et fête de Toussaint. » La redevance était donc de trois dixièmes de septier par arpent, soit 60 litres. On peut remarquer que la date de la livraison se trouve très rapprochée de l'époque de la moisson. Aujourd'hui les paiements se font à des époques bien plus éloignées.

Une clause spéciale du bail stipule qu'au premier paiement, la redevance ne sera que de 10 septiers, ce qui fait supposer qu'au moment de la prise des terres, elles étaient en assez mauvais état. Il est à remarquer aussi que ce bail ne comprend que des terres sans aucune mention de bâtiments d'exploitation.

Nous ne trouvons, à partir du bail de 1493, en ce qui concerne la ferme de Chollot, de documents certains qu'un acte du 5 février 1763, par lequel Emmanuel de Roux donne à titre de loyer pour 3, 6 ou 9 ans à Claude Noël la ferme de Chollot avec la quantité de 159 arpents de terre et 9 arpents de prez. Ce contrat présente tous les caractères d'un métayage. Il est fait moyennant le tiers franc de toutes graines et menues graines, pois, fèves et autre nature de grains qui pourraient être ensemencés sur les terres de ladite ferme. Le propriétaire fournit au preneur trois chevaux, moyennant le prix de 380 livres, payables par tiers pendant les trois premières années du bail; il fournit également 400 bottes de foin, à raison de 15 livres le cent; le propriétaire fournit également 14 vaches, se réservant la moitié du croît.

En cas de mort d'une ou de plusieurs de ces vaches, le propriétaire peut les remplacer; s'il ne le fait, le preneur est libre d'en acheter à son compte. Les fumiers sont partagés dans une proportion déterminée; l'acte stipule en outre des redevances en volailles, fromages et transports.

Cette convention faite, comme nous l'avons dit, pour 3, 6 ou 9 années ne dure que 3 ans; elle est remplacée par un bail à redevance fixe. Ce bail, en date du 16 juin 1766, est fait pour 9 années à partir du 1^{er} mars 1767, à Joachin Gramin. Il contient la ferme de Chollot, plus le jardin et 1 arpent de chenevière, plus environ 80 arpents de terre, plus 3 arpents de prez, plus l'ancienne pépinière sise près le gué d'Abloy. Le prix est fixé comme suit : 4 bichets de blé froment et 4 bichets d'avoine, 4 bottes de paille de froment de 15 à 18 livres et 2 bottes de paille d'avoine de 20 à 22 livres, le tout par chaque arpent de terre, plus 2 bichets de blé froment pour chaque arpent de prez et l'arpent de chenevière. En sus du loyer ci-dessus, le preneur doit livrer chaque année 4 paires de chapons, 4 paires de poulets et 3 fromages à la crème au grand moule ou 3 livres pour chacun.

Ce bail, outre les conditions ordinaires qui se retrouvent encore aujourd'hui dans tous les baux, contient cette condition spéciale, que le preneur n'aura pas le droit d'avoir de troupeaux de moutons, le propriétaire se réservant pour lui seul le parcours de toute la terre.

Cette convention, pour des raisons qui nous échappent, ne s'exécute que pendant deux ans; en effet, le 8 mai 1768, un nouveau bail est passé à Edme Maquin, laboureur, demeurant à Jutigny. Dans ce nouvel acte, le paiement en nature disparaît, le prix est payable en argent, plus les redevances. Le prix est fixé à 1,088 livres payables en deux termes. Le preneur déclare qu'il ne sait pas signer.

À la date du 5 juin 1779, nouveau bail passé à Jean-Baptiste Leclerc, moyennant 1,400 livres. Ce bail est renouvelé le 7 février 1786 aux mêmes conditions pour trois années.

Les relations entre fermier sortant et fermier rentrant, telles qu'elles sont stipulées dans ces baux, ressemblent identiquement à celles qu'on trouve dans les baux actuels, et donnent naissance aux mêmes contestations que nous voyons encore tous les jours aujourd'hui, comme on peut en juger par des pièces de procès qui ont passé entre nos mains.

Pour compléter l'histoire de la ferme de Chollot, nous dirons, en ce qui touche les bâtiments, que, dans le bail de 1493, les terres formant la ferme étaient louées sans bâtiments. L'acte d'acquisition de 1607 mentionne l'existence des bâtiments de ferme; ils avaient donc été construits dans l'intervalle qui sépare ces deux actes. Leur situation était assez éloignée de la plupart des terres qui formaient l'exploitation. Ils étaient à peu près abandonnés depuis plusieurs années lors du décès de René du Roux, en 1847. Ils ont été démolis en grande partie dans les années suivantes, et les terres rattachées à un nouveau corps de ferme construit dans le village de Sigy dans les années 1850 à 1855.

Le moulin actuel de Sigy avait été construit vers 1480; on trouve en effet, à la date du 19 avril de cette année, un bail à cens et rente de la place du Moulin de Valéry et prez, à la charge d'y édifier un moulin moyennant

3 livres de rente et 5 deniers de cens, fait par Jean du Roux et autres à Jeoffrin Hollier et Jacques Carres; il ne devait s'agir sans doute que d'une réédification d'un ancien moulin qui avait été détruit précédemment, peut-être par les événements de guerre, car dans un aveu et dénombrement de 1411, soixante-neuf ans auparavant, il est fait mention d'un chemin passant au moulin de Valery.

En 1600, nous trouvons la mention suivante : « le dit moulin contient accint et jardin et 3 arpents d'enclos, rendait par semaine, auparavant ces guerres, froment 2 bichets, méteil 2 bichets, mouture 3 bichets, 1 porc valant 7 livres 10 sols, un gâteau de 1 écu et 6 chapons; mais, par le bail de l'an 1595 à l'issue de la guerre, doit par an 43 septiers, à savoir : 27 septiers méteil, 15 septiers mouture et 5 septiers froment, 12 poulets, 2 chapons et 1 gâteau. » Le montant de la redevance du moulin avait donc quelque peu diminué à la suite des guerres de religion.

Les documents relatifs au moulin sautent à 1738, où nous retrouvons un bail s'appliquant toujours au moulin, jardin, accint et trois arpents de prez. Ce bail est fait moyennant 46 septiers de grains, le tout bon grain loyal, plus un gâteau de 3 livres le jour des Rois, 12 chapons et 12 poulets. En 1754, nouveau bail contenant, outre les anciennes dépendances du moulin, 2 pièces de pâture et la quantité de 34 arpents 20 perches de terre labourable en plusieurs pièces. Le loyer annuel est de 868 bichets de grain mouture, bon et loyal, tel que le preneur le gagnera au moulin, à la condition qu'il n'y aura pas de grains d'avoine, vesces, pois ou lentilles, et 171 livres pour le loyer desdites terres, un gâteau de 3 livres, 12 chapons et 12 poulets.

En 1767, l'inventaire dressé à cette époque annonce le moulin de Valery, avec ses terres, loué exclusivement en argent, pour la somme de 620 livres.

En 1847, le moulin est toujours loué avec des terres, mais il n'entre, comme moulin, dans la somme totale que pour 300 francs. Il avait donc, comme usine, diminué considérablement de valeur, d'abord par la suppression du caractère de banalité en 1790. Plus tard la concurrence des grandes minoteries a réduit presque à rien le travail et par suite la valeur de ces petits moulins, dits *casse-noisettes*. Celui de Valery a fini par être supprimé, ainsi que beaucoup d'autres. La chute d'eau est aujourd'hui utilisée comme force motrice, par le fermier, qui l'applique, avec grand profit, à la mise en action de sa machine à battre et de la plupart des engins de sa ferme.

L'inventaire de 1767 constate en outre une location de 13 arpents 94 perches de terre et 3 arpents 27 perches de prez faite au sieur Charpillon, boucher à Donnemarie, moyennant 100 sols par arpent de terre et 20 livres par arpent de prez.

L'histoire de l'exploitation du domaine d'Abloy peut se confondre avec

celle du domaine de Sigy proprement dit, et nous pouvons en exposer tous les détails que nous trouvons dans un document très curieux.

Un des propriétaires de Sigy, Jean du Roux, était mort en 1595, laissant son fils Antoine du Roux mineur ; le jeune homme atteignit sa majorité en 1600 ; un mémoire fut rédigé à cette époque pour le mettre au courant de sa situation. Était-ce par son tuteur, était-ce par quelque serviteur intelligent et dévoué ? En tout cas, ce document présente le plus grand intérêt, car il expose d'une façon complète, minutieuse quelquefois, mais souvent pittoresque, tous les détails de l'administration et du ménage de la famille. Nous y avons déjà puisé pour tout ce qui concerne les baux à cens et le moulin.

En ce qui touche le domaine proprement dit, ce mémoire expose qu'il se compose de 600 arpents environ, dont 100 arpents en prez, 300 en terres et 200 arpents de bois. Chollot ne fut acheté que 6 ans plus tard.

Les prez sont en partie plantés d'aulnes et de saules pour 25 arpents, pour le surplus toutes les pièces sont simplement bordées d'aulnes et saules. « De ces deux sortes de bois, dit le mémoire, et non d'autres, on prend la fourniture et chauffage de la maison et se coupent les dits aulnes de 12 en 12 ans. Quant au surplus, les aulnes se débitent en cordes et en fagots qu'un marchand mène à Paris et le vend au faubourg (la dite rivière de Seine donnant cette commodité). Et les saules, au septième de tout l'ouvrage, sont fagots, pisseaux ou échalats et perches dont on fait des cercles à relier les tonneaux. La maison fournie, tant des aulnes pour chauffer que des dits saules pour usages sus-dits, le surplus se vend fort bien en cette contrée de vignoble, n'y ayant en l'enceinte sus-dite et cy-dessus spécifiée que les bois de Sigy et les aulnes.

« Et n'était crainte de bailler sujet de rire, on dirait qu'auparavant la guerre, on achetait même les chaumes, après la dépouille des blés, 40 et 50 sols l'arpent et une paire de poulets, les vigneron ramassant eux, ou pour chauffer les fours, ou pour faire litière à leur bestial. Tout sert en ménage. »

Après une énumération des différentes pièces de prés, le mémoire ajoute : « Presque tous ces prez sont consommés à la maison ou par les fermiers, quant il y a fermier » ; ces derniers mots s'expliquent dans ce qui suit.

Terres labourables.

« Plus de 300 arpents départis en deux labourages, à savoir : six vingts arpents compris la maison d'Abloy, ferme bien logée et bien bâtie, et on y a un fort beau colombier à pied, et un buisson de 30 arpents qui se nombrera tantôt avec les autres bois ; et environ 200 arpents pour celui de la maison (car il y a pour 3 charrues tant qu'elles pourront fournir), pour

lequel il y a au village une bonne ferme, avec un bel accint, contenant 2 arpents ou environ, chargé de plusieurs arbres fruitiers.

« Labourages qui, de mémoire d'homme et au-delà, ne furent jamais donnés qu'à moitié : labourages même déchargés de droits moyennant 13 septiers de méteil. »

Ces 13 septiers représentent la dîme; ils sont attribuables, savoir, 6 septiers pour Abloy et 7 pour Sigy.

Les 6 septiers de dîme d'Abloy sont supportés moitié par le maître et moitié par le fermier; les 7 septiers de Sigy sont supportés par le fermier seul.

Le fermier de Sigy reçoit, outre les terres labourables, 6 arpents de prez, et celui d'Abloy 4 arpents de prez, plus 15 septiers tant méteil, seigle, avoine. Le mémoire ajoute : « de sorte que la moitié de tout grains tant gros que menus appartient au maître sans aucuns frais que forte petite récompense comme déjà est dit ».

Quelle pouvait être l'importance de cette moitié? Le mémoire ne donne pas à ce sujet de chiffres qui puissent constituer une moyenne, mais il indique quelques rendements qui peuvent n'être qu'exceptionnels : « Mainte fois l'on a vu l'arpent de seigle estimé sur le pied de 10 septiers et plus. Les métaux sont de très grand rapport et sont d'ordinaire estimés à 8 septiers et plus. » Si ces chiffres sont exacts, les rendements actuels ne dépasseraient guère ceux de 1600.

Le mémoire continue : « Celles fertilités ont toujours occasionné les seigneurs du dit Sigy de faire labourer par eux-mêmes leurs domaines (à tout le moins celui de Sigy), et, de fait, le feu sieur de Sigy labourait et cetuisy et celui d'Abloy lors de son décès qui fut l'an 1595. . . . Par quoi ils ont toujours estimé d'avoir grand profit à labourer par eux-mêmes, quand ce ne serait que pour exercer l'esprit de la maîtresse du logis. Comme de fait celui du dit Sigy se laboure aujourd'hui entre les mains du maître; ayant déchargé, par pitié et non pour autre sujet, le fermier du bail qu'il avait de lui pour durer 3 ans, qu'il avoue avoir été 14 ou 15 mois malade, et fort mal secouru par sa femme. »

Le mémoire signale comme une source importante de revenus la récolte des noyers dont « toutes les terres et les chemins sont bordés et en très grande quantité. D'ordinaire les batteurs les battent au quart, l'autre quart au fermier, la moitié au maître ». Aujourd'hui les noyers ont presque disparu.

En ce qui touche le bétail, notre mémoire fournit les détails suivants : « Faut noter que, tant au dit Sigy que par toutes ces maisons, il y a du bestial gros et menu à moitié, excepté à Abloy; que les fermiers n'ont jamais voulu prendre de brebis à moitié de croît, car ce fut à l'issue de la guerre que furent obligés à ce. Mais ce qui leur aurait été donné a été mis entre les mains de particuliers, de sorte qu'il y a en divers endroits plus de six vingt brebis et chèvres, sans le croît : et au dit Sigy il y a à présent

plus de 200 pièces tant mères qu'agneaux, sans nombrer l'autre bestail. » Il résulte de l'examen de toutes les conditions de culture que nous venons de parcourir, que l'exploitation du domaine de Sigy, lorsqu'elle n'était pas faite directement par le maître, présentait un caractère qui se rapprochait plus du métayage que du bail proprement dit, tel qu'il se pratique aujourd'hui exclusivement dans la contrée.

Vignes.

On remarque dans plusieurs endroits du mémoire l'importance qui s'attachait alors à la culture de la vigne, dont il reste aujourd'hui dans ce pays de si minces vestiges. Le domaine en contenait 8 arpents, dont 1 en dehors du finage, donné à rente perpétuelle de 8 livres; les 7 autres étaient exploités directement; ils sont annoncés comme produisant de 18 à 20 muids de vin par an. Quant à la qualité de ce vin, on lit dans le mémoire les lignes suivantes qui aujourd'hui sembleraient difficilement pouvoir s'appliquer au vin de Brie. « L'on dira, mais avec vérité, que pour quelque compagnie que l'on ait reçue pour quelconque occasion que ce ait été, jamais on a eu, jamais on a oui dire que l'on ait cherché du vin hors le cru et propriété de la maison et terres, et grâce à Dieu grandes, bonnes, et honorables compagnies ont été maintefois reçues et festoyées en icelle. »

Bois.

Le domaine comprenait 200 arpents de bois se coupant à 9 ans et sont annoncés se vendre, à cet âge, 50 livres ou environ l'arpent, selon que les taillis se trouvent plus ou moins chargés de chesneaux. Aujourd'hui ces mêmes bois sont aménagés à 20 ans.

Nous arrêterons ici l'analyse du mémoire de 1600, dont nous avons reproduit les traits les plus saillants : on peut dire qu'il est difficile de rencontrer un tableau plus complet et plus saisissant, par sa naïveté, d'un intérieur de propriétaire.

Il faut sauter jusqu'en 1657 pour retrouver un autre ensemble de documents sur la situation du domaine de Sigy. C'est un inventaire dressé après le décès de Jean du Roux, marié à Françoise de Mascrani et fils d'Antoine du Roux pour lequel avait été écrit le mémoire ci-dessus analysé. On va voir par les énonciations de cet acte que les traditions de la famille avaient été continuées.

En effet, nous trouvons que l'exploitation de la terre par le propriétaire s'est toujours maintenue.

Elle embrasse environ 200 arpents de terres labourables, non compris les vignes et les prés. La sole des gros grains en terre est déclarée être de 64 arpents, celle des avoines également 64 arpents. Dans les greniers se

trouve la quantité de 300 bichets de blé estimés 285 livres tournois, soit 19 sols le bichet, soit environ 5 francs l'hectolitre; et celle de 1,000 bichets de méteil estimés 700 livres tournois, soit 14 sols le bichet, soit environ 3 francs 50 l'hectolitre. Dans les bâtiments de la ferme, on constate la présence de 213 bêtes ovines, tant brebis que moutons, et de 66 agneaux, prisé et estimé le tout la somme de 950 livres tournois. Plus 12 vaches mères, 1 petite génisse de six semaines et 1 veau de huit jours, estimé le tout 330 livres tournois. Plus 2 génisses sous poil noir, estimées 20 livres tournois. Plus 18 grands cochons, tant mâles que femelles, plus 13 petits cochons de six semaines, estimés ensemble 150 livres.

Plus 4 chevaux de carrosse, estimés 800 livres. Plus 2 chevaux de selle et une petite cavalle, estimés ensemble 350 livres tournois. Plus, pour la ferme, 5 cavalles, 4 poulains, estimés 350 livres tournois. Plus 2 chevaux, estimés la somme de 150 livres. Plus 3 pouliches et 1 poulain de 2 ans, estimé le tout 75 livres.

Plus 10 muids de vin vermeil du cru, estimés 20 livres tournois le muid. Plus deux mille et demi de foin en bottes, estimés 180 livres tournois.

Enfin une déclaration insérée à l'inventaire constate qu'il est dû pour la coupe des bois tant de Sigy que d'Abloy en 1656 la somme de 1,000 livres tournois.

De 1657 on saute à 1767, pour retrouver un nouvel inventaire : c'est celui dressé à la mort d'Emmanuel du Roux ; il va nous donner des détails exacts sur la situation du domaine. Nous y trouvons la ferme de Chollot dont nous avons parlé plus haut suffisamment.

Quant à la ferme dite de la basse-cour, elle contient toujours environ 200 arpents de terres labourables. Elle est exploitée directement par le maître. On constate dans les écuries la présence de 11 chevaux, dont 4 pour le service de la maison et 7 pour l'exploitation rurale, prisés ensemble 960 livres; 10 vaches et 1 taureau, estimés ensemble 513 livres.

Les grains trouvés dans les greniers sont estimés : l'orge 20 sols le bichet, l'avoine 15 sols, la vesce 25 sols; le foin est estimé 120 livres les mille bottes.

Après la reconstitution du domaine en 1803 et 1804 par René du Roux de Sigy, le propriétaire concentre dans sa main toute l'exploitation directe de la totalité du domaine, à l'exception d'une dizaine d'hectares distribués en petites locations.

On peut juger de l'importance et de la bonne tenue de cette exploitation, embrassant 140 hectares de terre, par le nombre d'animaux dont la présence est constatée dans l'inventaire dressé à son décès en 1847. On trouve en effet 200 brebis, 119 moutons, 33 béliers et 115 agneaux; total, 467 bêtes ovines, 16 vaches et 9 chevaux.

Les terres louées en détail le sont à 100 francs l'hectare.

Un fait important à signaler dans l'histoire de l'exploitation du domaine, c'est qu'une partie considérable des terres d'Abloy avait été plantée en bois, au commencement du XVIII^e siècle (environ 100 arpents = 42 hectares). C'est ce qui explique la différence dans les quantités respectives de bois et de terres énoncées dans les actes de 1600 et dans ceux de 1767. Ces bois ont été défrichés et rendus à la culture en 1855 ; c'est ce qu'on peut appeler un assolement à long terme. Le revenu de ces bois, au moment du défrichement, pouvait être estimé 50 francs l'hectare ; la terre est louée aujourd'hui 100 francs l'hectare. L'opération a donc réussi. Mais pour n'injurer personne en erreur, il est bon d'ajouter que de tous les nombreux défrichements pratiqués dans la contrée, celui-là est peut-être le seul qui ne soit pas regretté par les propriétaires.

§ IV. — INDICATIONS DES CHARGES RÉELLES TANT ACTIVES QUE PASSIVES PROFITANT AU DOMAINE, OU LE GREVANT.

Nous avons vu que le domaine de Sigy relevait en plein fief de celui de Plessis-Pailly, qui lui-même relevait de la tour de Bray. La série des actes de foi et hommages et celle des aveux et dénombrements établissent que les seigneurs de Sigy ne prêtaient que le serment de fidélité sans aucune redevance pécuniaire : le domaine était seulement soumis aux paiements des droits dits lots et ventes dus à l'occasion de certaines mutations ; on n'en trouve pas trace lors des transmissions en ligne directe, mais, le domaine ayant passé en ligne collatérale en 1686 de Barthélemy du Roux à son frère Armand Herménégilde, on trouve une quittance portant que le duc de Choiseuil, seigneur du Plessis-Pailly, s'est contenté pour le droit de relief dû à cause de la succession collatérale, de la somme de 1,100 livres. La pièce n'indique ni la valeur du domaine ni le taux des droits exigés.

Des droits étaient également dus en cas de vente, car on trouve dans la vente de 1445, faite par Denys de Chailly à Antoine du Roux, cette clause finale : « Ledit seigneur de Chailly s'est obligé acquitter ledit seigneur du Roux de tous droits seigneuriaux et féodaux de quint et requint et autres droits envers les seigneurs dont sont mouvants lesdits biens. »

Les seigneurs de Sigy devaient évidemment le service militaire, car on trouve à la date de 1593 plusieurs lettres successives, signées Henry, dispensant le sieur de Sigy du service à cause de son indisposition.

Les fiefs se trouvant dans la mouvance féodale de Sigy étaient la Bourbetière, Villnavotte, et pour moitié le fief dit des *cinq quartiers*, duquel relevaient à leur tour Beaulieu, le petit Changy et Parousot.

Les actes de foy et hommage et les aveux et dénombrements rendus au seigneur de Sigy ne portent pas trace de redevance.

Quant aux censives, nous en avons parlé en détail au paragraphe précédent.

Les terres situées dans l'étendue de la justice de Sigy étaient en outre soumises à une redevance de cinq deniers tournois pour chacun arpent portant lots et ventes et relots. Le mémoire de 1600, dont nous avons déjà parlé, estime ce revenu annuel à la somme de 31 livres. Dans un aveu et dénombrement de 1411, il est estimé à 10 sols tournois par an. Quant à la valeur en capital du droit de justice haute, moyenne et basse, nous l'avons trouvée appréciée dans le partage de 1361 à 66 sols tournois.

Quant à la dime, le domaine de Sigy y était soumis : nous voyons dans le mémoire de 1600 qu'elle avait été fixée à forfait d'une façon permanente à une redevance de 13 septiers de méteil, rachetant ainsi la redevance non seulement pour les terres labourables, mais aussi pour les prez et pour les vignes.

§ V.

Le programme indique comme dernier point à traiter la détermination de la condition matérielle des familles de propriétaires qui, aux différentes époques, ont habité le domaine, et aussi la disposition de leurs demeures avec ses dépendances et la disposition des bâtiments de ferme.

En ce qui touche le premier point, les détails, peut-être minutieux, dans lesquels nous sommes entrés dans le cours de ce mémoire, semblent avoir répondu suffisamment à la question. C'est peut-être ici le lieu de remarquer l'influence qu'a eue sur les destinées du domaine de Sigy cette possession, pendant quatre siècles, de la terre par la même famille. Si on ajoute que les propriétaires y ont toujours résidé, qu'ils en ont toujours exploité par eux-mêmes une partie plus ou moins considérable, on y trouvera un nouveau témoignage de l'heureuse influence qu'exercent l'action personnelle et la présence du propriétaire sur sa terre.

En ce qui touche la disposition de l'habitation et des bâtiments de la ferme, nous avons vu que, dès l'an 1312, date de l'acte le plus ancien que nous ayons pu analyser, il existait une enceinte environnée de fossés et flanquée, pour la défense, de quatre petites tours aux quatre coins. Cette enceinte devait contenir un château fort, qui dut être détruit durant la guerre de Cent ans, car dans l'acte de 1433 portant vente de Sigy, par Giles Berthe, au capitaine anglais Thomas Gérard, nous trouvons l'indication suivante : « La place et les masures de Sigy, où naguère voulait avoir chastel forteresse, enclos de murs avec les fossez à eau qui sont autour et à l'environ d'icelle place. » Thomas Gérard devait la bien connaître, car c'était sans doute lui qui en avait fait le siège et qui l'avait détruite.

L'histoire du Montois, par M. Delettre, attribue la défense de Sigy à Antoine du Roux, que nous avons vu plus haut en devenir acquéreur en 1455 et y établir sa famille; l'auteur ne dit pas où il a puisé ce renseignement. Nous n'avons trouvé dans les archives de Sigy aucun document qui fasse mention de la participation d'Antoine du Roux à cette action de guerre.

Devenu propriétaire en 1455, il dut relever le château de ses ruines, mais il n'en changea pas les dispositions principales, qui se retrouvent encore aujourd'hui. Le mémoire de 1600 donne l'historique des modifications qu'a subies l'habitation dans le courant du xvi^e siècle. Nous ne pouvons mieux faire que d'en transcrire ce passage.

« Le château et maison forte dudit Sigy contenant en ung seul enclos et motte carrée plus toutefois long que large, fermée de bonnes murailles et d'un ample fossez, tant de logis et tels qu'il y a pour loger en nécessité (comme on l'a éprouvé ces années dernières), la dépouille de plus de 200 arpents de tous grains, du rapport qui se dira en son ordre et sans laquelle il y a deux bonnes fermes pour l'effet susdit.

« Escuries pour plus de quarante chevaux et autres logis pour plus de trois cents bestes blanches, sans les agneaux et grande quantité de bestes annuelles.

« Pressoir, vinée et tous autres logis pour la nécessité d'un grand ménage, greniers, tant pour les grains que pour mettre à couvert la provision de foin.

« Toute cette closture flanquée des trois tours qui servent de colombier, sous lesquels il y a d'autres estages pour autres commodités. Tout ceci contemplé d'une seule vue de la chambre du maistre qui, d'une autre, regarde sur l'avenue de sa porte, par laquelle seule tout entre et sort en cette grande cour. Au quatrième coin, fut pratiqué par l'ayeule du sieur de Sigy présent, un bastiment hors dudit carré afin de donner à ses amis de plus agréables vues que celle d'une cour, auquel il y a une belle et grande salle ayant en ses longueurs et largeurs 32 et 28 pieds dans œuvre, laquelle regarde sur les jardins et vergers d'une part, et de l'autre sur cet ample fossez ayant 80 pieds de face et de telle longueur qu'il se peut conjecturer, puisque cette court a encores, outre tous ces bastiments, 32 toises et plus de longueur, et au-delà du fossez on voit une belle aulnaie ou un costeau de vignes.

« Fossé qui a été nettoyé et approfondi par avant ces troubles derniers, durant quel mesnage le feu sieur de Sigy fit jetter les fondements et iceulx élever hors de l'eau, d'une belle et spatieuse tour; laquelle flanquera l'advenue de la porte, deffendra cette salle et logis qui est audessus accompagnées de belles chambres, qu'il ne put mener à fin pour accident de feu qui lui brusla ung vieil édifice au lieu duquel il a rebasti mieux, l'ayant même élargi du costé du fossez et le tout rendu couvert. On y trouvera une belle cuisine accompagnée de ses fours, garde-mangers et lardier, et audessus belles chambres et grenier et un escalier parfait qui abreuve tout le logis, tant ancien que nouveau.

« Item que, durant qu'il faisait nettoyer ledit fossez, l'on descouvrit que l'une des tours menaçait une ruine toute évidente... fallut destourner tout autre desseing et a été reprise dès les fondements et conduite au comble

ayant assez fait de son temps, prévenu qu'il a esté de ces misérables guerres et de la mort tout au commencement de son an cinquante-cinquième.»

La grosse tour, achevée sous Henri IV, a complété le château tel qu'il existe aujourd'hui, sans changements.

Quant aux bâtiments de ferme, ils étaient restés jusqu'à ces dernières années dans les mêmes conditions, toujours renfermés dans l'enceinte des fossés, et desservis par l'entrée unique qui passait sous la chambre du maître.

Mais, en 1868, leur état de vétusté exigeant, après tant de siècles, une reconstruction complète, ils ont été démolis et une ferme nouvelle a été construite en un lieu plus approprié à l'exploitation rurale. L'habitation y a gagné comme agrément, mais le caractère de l'ancien manoir renfermant dans la même enceinte maîtres et troupeaux n'existe plus.

Nous sommes arrivés à la fin de cette étude rétrospective peut-être trop longue, mais nous n'avons voulu négliger aucun des nombreux documents que nous offraient les archives de Sigy.

Il ne nous reste plus qu'à souhaiter aux futurs propriétaires de ce domaine le même esprit de conduite, de prudence et de sagesse dont ils auront trouvé l'exemple chez leurs prédécesseurs.

M. LEVASSEUR, président, remercie l'auteur de son très savant et très complet travail puisé aux sources mêmes.

La séance est levée à 4 heures. La suite de la discussion de la question n° 1 est remise à demain soir mercredi, à 2 heures.

SÉANCE DU MERCREDI 8 AVRIL 1885.

MATIN.

PRÉSIDENT DE M. LEVASSEUR.

Le bureau est composé de MM. Tranchant, Ch. Robert, Chénau ; secrétaire, M. Bonnassieux.

La séance est ouverte à 9 heures.

M. RAUTLIN DE LA ROY, de la Société des études coloniales et maritimes de Paris, résume, au nom de M. Bouquet de la Grye, membre de l'Institut, absent de France en ce moment, un mémoire intitulé : *Paris port de mer*. Deux points de vue dominant la question. Le premier et le plus important est le point de vue militaire. La défense de Paris exige impérieusement l'établissement d'un port, assurant en tout temps le ravitaillement de la capitale et de ses faubourgs et des 4 millions d'hommes qu'ils renferment.

Au point de vue commercial et industriel, l'intérêt est également considérable et n'est pas discutable. Le port maritime serait établi au bassin de Poissy, et la Seine obtiendrait, au moyen de dragages, une profondeur moyenne de 6^m,50.

Le projet de *Paris port de mer* n'est pas nouveau. M. Rautlin de la Roy rappelle les divers projets étudiés depuis Henri IV et Louis XIV jusqu'à nos jours. Ils reposaient tous sur un système de barrages et d'écluses, aussi coûteux que gênants, et sur l'exhaussement de l'eau. Le projet de M. Bouquet de la Grye ne demande ni barrages ni écluses, mais seulement l'approfondissement du lit de la rivière au moyen de dragages. Il pourrait être exécuté en quatre ou cinq ans.

M. Rautlin de la Roye expose et discute les diverses objections auxquelles peut donner lieu le projet de M. Bouquet de la Grye, et s'attache à montrer qu'elles n'ont rien d'insurmontable.

La marée, notamment, pourrait venir à Poissy. La dépense totale ne dépasserait pas 100 millions.

M. LE PRÉSIDENT remercie l'orateur de son intéressante commu-

nication, dont plusieurs points, d'ailleurs, fourniraient matière à discussion si le temps le permettait.

L'ordre du jour appelle la discussion de la question de la colonisation, sur laquelle plusieurs orateurs sont inscrits.

M. A. PAULUS, professeur à l'école Turgot, membre de la Société des études maritimes et coloniales, lit le mémoire suivant sur *l'Esclavage dans l'Indo-Chine et en particulier au Cambodge et dans l'Annam*.

Depuis la domination française, l'esclavage a complètement disparu de la basse Cochinchine, conquise par nos armes de 1858 à 1867. A l'origine, le Gouvernement ne s'aperçut pas de l'existence d'esclaves, soit que le nombre en fût si minime qu'ils disparussent, perdus dans la masse de la population, soit que ces esclaves, bien traités dans les familles, se confondissent avec les autres domestiques, soit enfin que les magistrats indigènes cachassent leur existence aux autorités françaises, de connivence avec les maîtres, et profitassent de ce que les esclaves ne se plaignaient pas de leur sort. Aussi le décret du Gouvernement provisoire de 1848 sur l'abolition de l'esclavage ne fut-il jamais promulgué à Saïgon : on pensait que le trafic des personnes humaines, signalé par les voyageurs et les missionnaires dans l'empire d'Annam, n'existait pas dans les six provinces méridionales de cet État, cédées à la France par le traité de Saïgon du 5 juin 1862 ou occupées du 20 au 24 juin 1862 par l'amiral de la Grandière. À mesure que nos fonctionnaires ont occupé les emplois, que nous avons pénétré jusque dans les régions forestières les plus éloignées, nous avons reconnu des restes du honteux commerce des esclaves, et nous avons réussi à les combattre. La promulgation du code civil spécial aux Annamites, rapproché le plus possible du code civil métropolitain par le décret du 3 octobre 1883, a fixé l'état des personnes dans la colonie et rendu impossible l'esclavage.

Au Cambodge, où nous exerçons le protectorat depuis le traité d'Oudong, du 11 août 1863, il n'était pas difficile de reconnaître l'existence d'esclaves, et le droit des Khmers consacrait les pouvoirs des maîtres. Les différents gouverneurs de la Cochinchine agirent près du roi Norodon pour amener l'abolition de l'esclavage. Un décret royal du 15 janvier 1877 la prononça ; mais cet acte resta lettre morte jusqu'à la convention du 17 juin 1884, qui étendit considérablement les pouvoirs de nos administrateurs.

Dans l'Annam et le Tonkin, la situation se rapproche de celle que nous avons rencontrée en 1858 dans le delta du Mékong. Les récents traités

nous y donnent des droits étendus, et nous permettront de faire disparaître les vestiges de la servitude et de la piraterie.

La première partie de notre étude s'attachera à l'exposition de la situation des esclaves dans l'Annam et le Cambodge avant l'intervention de la France.

Le code de Gia-Long, emprunté en grande partie à la législation du Céleste-Empire, et les codes cambodgiens admettent l'esclavage en droit et à l'état d'institution.

Les sources de la servitude dans les deux royaumes sont : I, l'enlèvement des sauvages dans les forêts du Laos; II, la captivité à la suite de faits de guerre; III, la naissance; IV, la servitude pénale; V, les dettes; VI, la vente ou l'engagement des enfants par leurs parents et le plagiat des adultes; VII, la piraterie.

I. La première source de l'esclavage dans l'Indo-Chine et aussi la plus barbare, c'est la chasse à l'homme.

« Chaque année, dit M. le docteur Harmand, ancien commissaire général de la République à Hué, qui a longtemps exploré l'Indo-Chine, les Laotiens organisent, sous la direction d'un mandarin d'un rang élevé, le frère du prince de Bassac par exemple, de véritables expéditions qui se dirigent vers le pays des Kas, tantôt sur un point, tantôt sur un autre. Comme les villages sont clairsemés, composés toujours d'un petit nombre de cases et que les sauvages ne s'en écartent jamais beaucoup, à moins d'absolue nécessité, il est très facile de les cerner pendant la nuit et de les surprendre. Généralement, il n'y a pas de lutte sanglante, mais capitulation obtenue au moyen d'un certain nombre de prisonniers. En outre, les Laotiens se livrent à des sortes de battues pour capturer les hommes isolés qu'ils peuvent saisir dans la forêt. Les malheureux captifs sont alors enchaînés et menés dans un des antres des bords du Mékong, où ils attendent l'arrivée de quelques marchands chinois, malais, cambodgiens ou siamois, qui les emmènent au dehors et les dirigent, soit sur le Cambodge, soit sur Bangkok, soit aussi peut-être sur la Birmanie. »

Cette cause d'esclavage est aussi vieille que le monde. Les bas-reliefs des palais égyptiens nous montrent les troupeaux d'esclaves enlevés de la vallée du haut Nil par les Pharaons de la dix-huitième dynastie. et le voyageur anglais Livingstone a été témoin de semblables horreurs. Ce n'est pas la mort de Gordon et la chute de Khartoum qui faciliteront l'avènement de jours meilleurs pour l'Afrique. Les Turkmènes ont enlevé de la Perse environ 200,000 captifs depuis quarante ans. Les Russes s'ingénient pour guérir cette plaie dans l'Asie centrale. Il appartient à la France de protéger les malheureux sauvages de l'Indo-Chine.

II. La seconde cause de l'esclavage est la captivité à la suite des faits

de guerre. Cette cause, qui entraîna la servitude de tant d'êtres humains, est peu importante dans les pays de l'Indo-Chine soumis à l'influence française. Depuis la conquête du Ciampa, les Annamites préféraient pousser devant eux les populations vaincues, s'emparer des terres et s'y établir. Les Cambodgiens, de leur côté, n'enlevaient pas, comme les Siamois, des troupeaux de prisonniers pour les implanter dans leurs provinces.

III. La naissance est une troisième cause d'esclavage. Comme dans l'antiquité et dans les pays esclavagistes modernes, les enfants des esclaves naissent en servitude. D'après le droit cambodgien, une jeune fille esclave qui a eu des relations avec un homme libre sans le consentement de son maître, voit sa descendance devenir la propriété de celui-ci. Il faut rattacher à cette cause une coutume fort singulière en usage dans le royaume du Cambodge.

Les enfants jumeaux (*kaun phlouh*), ceux dont la naissance présente quelque anomalie : les albinos (*kaun sa*), les bossus (*kaun kom*), les hermaphrodites (*kaun khtœni*), appartiennent au roi. Toutefois, les jumeaux n'entrent dans l'apanage royal que s'ils sont de même sexe, tous les deux vivants. Ces biens royaux ne sont pas susceptibles de rachat. Si l'un des deux jumeaux est mort jeune ou en naissant, le survivant appartient au premier ministre. Il en est de même d'un garçon et d'une fille jumeaux et vivants. La famille peut toutefois les racheter moyennant une indemnité. Pendant son voyage au Cambodge, M. Pavie, agent supérieur des télégraphes, à qui nous devons la pose de la ligne de Saïgon à Bangkok par Phnum-Penh, Pursat et Battambang, a rencontré une famille désolée de la naissance de deux jumeaux. Un homme riche du voisinage, frappé de la beauté d'une sœur aînée, était venu proposer d'acheter celle-ci et de l'épouser en qualité de femme de second rang, pour permettre aux parents de payer la redevance accoutumée.

IV. La condamnation des coupables d'attentats contre la puissance royale ou de rébellion contre l'autorité des mandarins entraîne la servitude pour les auteurs des crimes, et parfois pour les membres de leur famille. Sur ce point, la législation des Khmers se rencontre avec le code annamite.

Au Cambodge, les condamnés désignés sous le nom de *neak-ngear*, dans l'Annam, les esclaves de la peine, transmettent la condition servile à leurs descendants. Cette coutume, quelque extraordinaire qu'elle paraisse, n'a rien de surprenant dans un pays où l'unité sociale est, non l'individu, mais la famille. Notre gloire sera de substituer, dans l'extrême Orient, la notion de l'individualisme à celle du collectivisme familial et de suggérer aux indigènes le sentiment de la responsabilité personnelle; ils la soupçonnent déjà; ils n'en ont pas encore la plénitude et sont ainsi privés d'une grande force morale. Nous ne dissimulons pas toutefois que la réforme devra être

progressive et qu'il y aurait un véritable danger à la précipiter. Au point de vue politique, par exemple, nous nous priverions des précieuses ressources que nous fournira, dans l'Annam et le Tonkin, l'organisation communaliste des villages.

Le code de Gia-Long connaissait la servitude militaire. Les condamnés étaient exilés dans des lieux déterminés et étaient soumis là, à perpétuité, aux charges du service militaire. Cette servitude s'appliquait même aux femmes; ces malheureuses étaient conduites dans les postes des frontières pour y être réduites à la condition d'esclaves des soldats. Cette prescription du code annamite, portée par Minh-Mang, successeur de Gia-Long, était en réalité une peine de prostitution à temps ou à perpétuité au profit des soldats.

Cependant, dans l'Annam, les esclaves de la peine formaient la minorité, sauf après les révoltes ou dans les temps de persécution religieuse. En temps ordinaire, la majorité des esclaves se composait de Moïs achetés et surtout de débiteurs insolvable.

V. La cinquième cause de l'esclavage se trouve dans les dettes contractées envers un créancier. C'est une des plus importantes. Le débiteur insolvable, sa femme et ses enfants, pouvaient être saisis par le prêteur. Cette coutume a existé chez tous les peuples de civilisation inférieure; nous la rencontrons chez les Gaulois comme chez les Germains. Les Grecs et les Romains n'ont pas échappé à la loi générale; il y a une question des dettes à Athènes et à Rome, et il faut reconnaître que les eupatrides ou les patriciens se montrèrent plus rigoureux envers leurs débiteurs que les Annamites ou les Cambodgiens modernes.

VI. La vente des enfants est la sixième cause d'esclavage. Les enfants sont généralement cédés en bas âge; ils entrent dans la famille de l'adoptant, y sont élevés, soignés, mariés, prennent le nom d'adoption et participent aux biens de la maison. Cette clause n'est pas reconnue par la loi; elle est punie par le code de Gia-Long. Les indigènes le savent bien; ils s'abstiennent de faire sanctionner de semblables transactions par l'apposition du sceau de la commune, et, à plus forte raison, dans la Cochinchine française, de les présenter à l'enregistrement.

Le plagiat n'existe plus ni dans le Cambodge, ni dans l'Annam. L'empereur Gia-Long le punissait de peines sévères, soit qu'il fût fait par violence ou par dol, ou avec le consentement de la personne vendue, ou qu'il s'exerçât sur un enfant trouvé. Dans tous les cas, la vente était nulle de plein droit. Le commerce des esclaves domestiques, celui des esclaves de la peine et des débiteurs étaient donc seuls licites.

VII. La piraterie, qui est la dernière cause d'esclavage, a été longtemps

le fléau de l'Indo-Chine et de la Chine. L'établissement des Anglais à Hong-Kong, des Français à Saïgon, à Tourane, à Thuan-An, à Haïphong, les voyages des croisières européennes, les visites exercées sur les jonques asiatiques, contribueront à réprimer l'audace des pillards. D'ailleurs, pour ceux-ci, comme pour les Phéniciens et les Grecs primitifs, comme pour les Saxons ou les Normands du moyen âge, la piraterie et la traite sont le simple exercice du droit du plus fort. Il arrive que des jonques, parties des ports de la Chine et du Tonkin dans un but de commerce, rançonnent les embarcations plus faibles si leurs opérations n'ont pas réussi, sauf à être piratées à leur tour par les forbans de profession. La piraterie était tellement entrée dans les mœurs, que les faibles ne se défendaient même pas, laissaient enlever une partie de leur cargaison ou la rachetaient sur promesse de paiement d'une rançon dans un port désigné; mais ce qui nous intéresse dans cette étude, c'est le trafic des personnes qui se faisait sur une large échelle. Les pirates débarquaient à l'improviste, attaquaient les villages et se retiraient avant l'arrivée de renforts, emmenant prisonniers jeunes gens et jeunes filles pour les vendre sur les marchés du Céleste-Empire. Ils avaient des correspondants à terre, Chinois pour la plupart, qui se riaient de l'autorité purement nominale pour eux des mandarins de la cour de Hué, tremblants devant leurs menaces ou complices de leurs opérations. Ces correspondants attiraient les jeunes filles annamites dans des rendez-vous amoureux, les prenaient à leur service en qualité de domestiques ou achetaient des enfants à leurs parents.

La servitude est assez douce chez les Indo-Chinois. Francis Garnier, dans sa relation du voyage d'exploration du Mékong fait en 1866-1868 sous la direction de l'éminent commandant Doudart de Lagrée, nous dit « que les esclaves vivent même si intimement et si familièrement avec leurs maîtres que, sans leurs cheveux qu'ils portent longs et leur physionomie particulière, on aurait de la peine à les reconnaître au milieu d'un intérieur laotien ». Tel est aussi l'avis du vicaire apostolique Pallegoix pour le Siam, de M. Aymonier, de M. Moura et de l'abbé Bouillevaux pour le Cambodge; de M. Sylvestre, ancien chef de la justice indigène à Saïgon, puis directeur des affaires indigènes à Hanoï, pour l'Annam. Le voyageur anglais Archibald Colquhoun ne tient pas un autre langage. Il est bon de citer ce dernier, car, si la vérité n'est pas éclatante comme le soleil, il ne veut accepter aucun récit français. On a vu parfois des esclaves émancipés par les administrateurs des affaires indigènes, depuis notre conquête, protester contre leur affranchissement mal interprété par eux, et solliciter comme une grâce l'autorisation de demeurer auprès de leur maître, devenu leur père de famille. Les droits et les devoirs des esclaves seront exposés dans le code de Gia-Long et dans les codes cambodgiens, traduits et publiés avec des annotations dans les *Excursions et Reconnaissances*, imprimées à Saïgon à l'Imprimerie nationale depuis le gouvernement de M. Le Myre de Vilers.

Le maître n'avait pas, comme l'ancien propriétaire romain, droit de vie et de mort sur l'esclave. « Le chef de famille qui peut châtier son esclave désobéissant avec le rotin et le bâton, dit la loi annamite, n'a jamais le droit ni de le tuer ni de le blesser. La blessure est punie suivant sa gravité et en tenant compte de la faute qui a pu motiver la colère du maître; l'homicide commis de propos délibéré sur un esclave entraîne même la mort. » Le droit de châtimement subsiste seul et pouvait être exercé par les parents jusqu'au cinquième degré. Les mauvais traitements du maître pouvaient être une cause d'affranchissement.

Dans la législation cambodgienne, d'autre part, le maître avait aussi le droit de châtimement corporel sur son esclave. Toutefois, dans la coutume, il se montrait réservé dans l'exercice de ce privilège, et la législation reconnaissait certains droits aux personnes servies. Celles-ci pouvaient avoir recours aux tribunaux en cas de sévices graves, ayant occasionné des blessures graves, la fracture d'un membre ou la cécité. Les magistrats devaient constater la nature des sévices et écarter la plainte si les coups portés n'excédaient pas la mesure du droit de châtimement. Dans le cas contraire, les juges devaient poursuivre. Les coups et blessures ayant occasionné la mort pouvaient entraîner pour le maître la peine capitale et la confiscation de ses biens au profit du trésor royal. L'esclave qui prenait la fuite, à cause des mauvais traitements de son maître, n'était pas coupable.

Toutefois, si la vie de l'esclave était sauvegardée, il n'avait qu'un certain nombre de droits civils. Gia-Long l'appelait *homme de condition vile*, par opposition au propriétaire, *homme de condition honorable*. Si le mariage de l'esclave n'était pas rompu, le père n'avait qu'une faible partie des droits naturels sur sa femme et ses enfants. Les unions de premier rang étaient interdites entre les hommes libres et les femmes servies. Incapable de posséder autre chose qu'un pécule, l'esclave ne pouvait figurer dans un acte juridique ou s'obliger civilement pour ses délits; il pouvait être vendu, donné, échangé ou transmis par héritage.

Les prescriptions de la législation cambodgienne sont à peu près semblables. Là aussi le mariage est interdit, même après l'affranchissement, entre l'esclave et sa maîtresse, la tante, la belle-sœur, la belle-mère de la maîtresse, entre l'esclave et la femme libre. Le Cambodgien ne peut épouser une serve qu'en qualité de *teasey piria*, ou femme de troisième rang. La loi ne s'occupe pas du mariage des esclaves, mais elle le reconnaît tacitement en portant une amende contre le propriétaire qui entretient un commerce avec la femme de son débiteur esclave; et celui-ci sera émancipé sans avoir à payer sa dette. La femme doit être rendue au mari; si elle veut demeurer avec le maître, celui-ci devra payer sa valeur en argent au mari offensé. La coutume cambodgienne veut que si le propriétaire tente d'abuser d'une femme esclave, elle ait droit à une indemnité et soit renvoyée libre, à

charge pour elle de prouver la violence. Il y a là certains rapprochements à faire avec la législation mosaïque du Lévitique et du Deutéronome.

L'esclave, n'ayant pas de droits civils bien définis et étant incapable d'ester en justice, ne pouvait citer directement le maître devant la justice. Il devait chercher une caution pour l'assister pendant le procès. S'il ne pouvait trouver un assistant légal, l'esclave passait sous la surveillance d'un officier du tribunal, qui le gardait à vue pendant l'instruction et lui servait de tuteur. Le maître était condamné si la preuve de l'accusation était faite, mais dans le cas contraire l'esclave était sévèrement puni.

L'homme libre qui frappait l'esclave d'autrui était puni et, comme dans le droit romain et le droit germanique, obligé de payer des dommages-intérêts au propriétaire. Il en était de même quand un individu avait entretenu des relations avec une esclave et que celle-ci était morte des suites de couches, quand il l'avait abandonnée. Ces prescriptions, qui se rapprochent du droit romain, montrent que dans ces cas l'esclave était considéré comme une chose. De même l'individu qui causait la mort d'un esclave était tenu de payer des dommages-intérêts au propriétaire.

Dans la législation de l'extrême Orient, comme dans les Institutes et dans les lois germaniques de l'époque mérovingienne, le serf fugitif se rend coupable du vol de sa propre personne. Poursuivi et repris, il est puni du rotin. Le droit cambodgien est prodigue de prescriptions contre la complicité d'évasion et en examine tous les cas imaginables. Le dénonciateur est encouragé et récompensé. Dans l'Annam, le législateur s'occupait surtout d'exercer son droit de suite contre les condamnés à la servitude militaire.

Dans le même pays, l'esclave coupable d'un crime contre une personne libre est puni d'une peine plus forte d'un degré que celle portée contre une personne ordinaire; si, au contraire, le coupable est une personne libre et la victime un esclave, la peine est diminuée d'un degré. Le meurtre ou la tentative de meurtre contre le maître sont assimilés au parricide. Quant aux fautes des esclaves contre leurs compagnons, elles sont passibles des peines du droit commun.

La législation romaine voulait que l'affranchi restât lié à son ancien patron par un lien de reconnaissance; c'était aussi le vœu de Gia-Long. Les Khmers vont même plus loin. Ils déclarent que l'homme libre, vivant en concubinage avec une femme serve, doit témoigner de l'attachement au propriétaire si celui-ci tombe dans la pauvreté ou est atteint de quelque maladie.

Les esclaves pour dettes avaient toujours le droit de se racheter en payant le capital et les intérêts, ou de changer de maître en entrant au service d'un nouveau propriétaire qui soldait l'ancien. En fait, l'affranchissement était rare, parce que le maître augmentait chaque jour la somme due par le prix de la nourriture et de l'entretien de l'esclave. Au Cambodge, le prix de la journée d'un esclave pour dettes était calculé à raison d'un

fuong (50 centimes), celui d'une femme serve à raison d'un demi-fuong. La dette d'un esclave fugitif était augmentée d'un fuong chaque jour.

L'élévation du taux de l'intérêt de l'argent, calculé à un fuong par mois pour un tom-long prac prasat (16 francs) ou à 37 1/2 p. 100 par an (à 36 p. 100 par an dans l'Annam), doublait rapidement la somme prêtée et augmentait dans une grande proportion le nombre des esclaves pour dettes. Mais le code cambodgien, comme la loi de Gia-Long, ne permettait pas que les prétentions des créanciers dépassent le double de la dette primitive.

Le législateur khmer s'attache d'ailleurs à restreindre les causes qui font passer le débiteur sous la puissance de son créancier. L'usure est rendue difficile par une prescription fort humaine : l'indication d'un intérêt supérieur au taux légal rend le capital seul exigible. Dans certains cas, les tribunaux peuvent réduire l'intérêt ou accorder des délais de paiement. Un billet souscrit par une femme, à l'insu de son mari, doit être acquitté, mais il ne produit pas d'intérêts, et le porteur doit payer les frais de l'instance. Les enfants ne peuvent exiger de leurs parents le paiement d'un prêt, « parce que les enfants doivent aider leurs parents ». Le père et la belle-mère, la mère et le beau-père ne doivent que la moitié du capital sans intérêts. Les dettes des frères germains ne doivent pas produire d'intérêt, celles des cousins germains un tiers, et celles des cousins issus de germains les deux tiers seulement de l'intérêt légal. Les enfants doivent acquitter sur leur héritage les dettes de leurs parents pour éviter à ceux-ci des peines dans la vie future; toutefois les intérêts ne seront versés que si l'héritage est important, autrement le capital est seul remboursé. Si les parents n'ont laissé que peu de biens, les fils ne payent que la moitié ou le tiers du capital. Si la succession est insolvable, les créanciers doivent se confier au bon vouloir des héritiers, libres de payer ou de ne pas payer. Les Cambodgiens ne connaissent pas notre système de l'héritage sous bénéfice d'inventaire.

Réunissons en un faisceau ces traits épars. Nous trouvons l'esclavage dans l'Indo-Chine comparable à ce qu'il était dans la législation du proto-moyen âge, quand la législation primitive des Douze Tables s'était modifiée sous la triple influence des jurisconsultes marchant à la conquête du droit naturel, du stoïcisme et du christianisme. L'influence de l'Occident sur l'Orient était nulle jusque dans ces derniers siècles : c'est une nouvelle preuve que le progrès humain se fait d'après des lois générales, tantôt plus vite, tantôt plus lentement, suivant le génie des peuples. Heureuses les nations qui reçoivent l'impulsion de leurs aînées dans la civilisation ! Nous serons pour nos sujets de l'extrême Orient les apôtres de la bonne nouvelle. Tel un professeur se présente devant ses élèves : son plus vif désir est de montrer à ses disciples la voie du juste et du bien et de les y conduire au point où il est parvenu. La question qui s'impose nécessairement à l'esprit du Fran-

çais qui étudie l'esclavage dans l'Indo-Chine est la suivante : « Comment guérir cette plaie que notre drapeau ne peut couvrir ? »

Pour la première source de l'esclavage, l'enlèvement des sauvages dans les forêts du Laos et leur vente sur les marchés de l'Annam, du Tonkin et du Cambodge, c'est une affaire de police et de répression. Le développement de notre domination aura raison de cette cause de servitude. Le temps, la vigilance, l'action de nos canonnières sur le Mékong, quelquefois de nos colonnes mobiles, nous rendront maîtres de la situation. La captivité des prisonniers de guerre prendra nécessairement fin quand nos soldats et nos auxiliaires indigènes, commandés par nos officiers, seront seuls chargés des opérations militaires. La naissance, la servitude pénale n'alimenteront plus la classe servile quand nous aurons étendu à toute l'Indo-Chine la législation franco-annamite, promulguée par le décret du 3 octobre 1883, préparée par M. Lasserre, conseiller à la cour de Saïgon, pendant le gouvernement de M. Le Myre de Vilers. Il ne restera que les condamnations personnelles contre les coupables, subies suivant la loi dans les prisons coloniales, au pénitencier de Poulou-Condore ou à Cayenne. La punition ne sera plus l'esclavage et les condamnés seront soumis à notre régime pénitentiaire. La coutume des débiteurs de s'acquitter envers leurs créanciers en travaillant à leur compte pourra être aussi bien admise qu'en France, sous le bénéfice de l'article 1780 du code civil.

Les prescriptions de la loi annamite sur l'adoption suivies et complétées par le décret précité du 3 octobre 1883 permettront de distinguer l'adoption véritable des engagements des enfants par leurs parents. Les lois contre le plagiat des adultes seront appliquées avec rigueur.

Reste la piraterie, qui a presque complètement disparu de notre colonie. C'est à peine si nos cours d'assises ont à réprimer quelques tentatives isolées d'écumeurs d'arroyos. Les autorités indigènes nous prêtent un concours actif pour la surveillance du pays.

Dans le golfe de Siam, où un groupe d'îles porte le nom caractéristique d'*îles aux pirates*, les voyages de nos canonnières à Bangkok, à Kampot ont purgé la mer des forbans qui y venaient de fort loin, même de l'île de Haïnan, exercer leur coupable industrie. Les côtes du Cambodge et de la basse Cochinchine, surveillées par les embarcations armées du service des douanes et du service des contributions indirectes et de la régie d'opium, concurremment avec la marine militaire, sont devenues très sûres; une attaque de pirates n'y serait qu'un accident.

Déjà en 1880, dans le golfe du Tonkin, la poursuite de nos bâtiments de guerre, le *Bourayne*, le *Du Couëdic*, avaient produit d'excellents résultats, constatés par une dépêche de M. de Kergaradec à M. Le Myre de Vilers, gouverneur de la Cochinchine. « Il y a cinq ans, disait notre consul d'Hanoï, on ne voyait aucun pêcheur annamite en dehors de l'embouchure des fleuves; aussitôt qu'une barque du pays s'aventurait au large, elle

était arrêtée par quelque pirate chinois, qui prenait les filets et s'emparait des femmes et des enfants. Les villages situés sur le bord de la mer étaient aussi fréquemment mis à contribution. Aujourd'hui les pirates n'osent plus descendre à terre que dans les îles du golfe ou sur la côte à peu près inhabitée qui s'étend entre Haïphong et la frontière de Chine; les Annamites vont pêcher aussi loin qu'ils veulent.» De tels résultats obtenus avec les faibles moyens de répression mis à la disposition de M. Le Myre de Vilers, malgré la complicité évidente des mandarins et le mauvais vouloir persistant de Tu-Duc, allié des Pavillons-Noirs de Luu-Vinh-Phuoc, permettent d'augurer favorablement de l'avenir.

Quand la guerre actuelle sera terminée, nos officiers et nos résidents purgeront complètement le golfe au grand avantage de la navigation européenne, des Tonkinois et des Chinois eux-mêmes. Envisageons donc l'avenir avec confiance, mais avec résolution. Nous avons beaucoup à faire; nous saurons être à la hauteur de notre tâche, parce que nous serons actifs et persévérants, prudents et sourds aux lâches alarmes. Nous aurons régénéré une race douce et opprimée. «Fais que dois, adviene que pourra!» est une vieille maxime française. Nous aurons montré une fois de plus à nos rivaux ou à nos adversaires que, suivant la belle expression de Mirabeau, «le droit est souverain du monde». Nos sujets reconnaissants s'attacheront à notre patrie, et nous aurons démontré une fois de plus cette vérité : «Il faut chercher d'abord la justice et tout le reste nous est donné par surcroît.»

M. LE PRÉSIDENT remercie M. Paulus de la communication si claire et si intéressante qu'il vient de faire entendre et souhaite avec lui de voir bientôt réalisées les réformes qu'il indique.

M. ROMANET DU CAILLAUD donne lecture du mémoire suivant, intitulé : *Les nouveaux débouchés pour nos tissus de laine. Le Tong-King, le Laos tongkinois, l'Yü'n-Nan, le sud-ouest du Quang-Si.*

Le Tong-King est enfin soumis à la France; il est absolument ouvert à notre commerce comme le seront prochainement les provinces chinoises limitrophes, l'Yü'n-Nan, le Quang-Si et la frontière terrestre du Quang-Tông; enfin des explorations subventionnées par le budget de la colonie ne tarderont pas à faire connaître les voies de communication avec le Haut-Laos, que j'indiquais en 1882 à la fin de mon travail sur *Les produits du Tong-King et des pays limitrophes*, travail communiqué à la Société de géographie commerciale et publié dans son *Bulletin*. Je ne reviendrai donc point sur les richesses que le commerce français peut exporter de ces contrées; je me contente de renvoyer à l'article précité⁽¹⁾.

(1) *Bulletin de la Société de géographie commerciale de Paris*, t. III, 1881-1882.

Mais devant la crise industrielle qui sévit dans notre pays, je tiens à signaler tout le parti que peut tirer de ces nouveaux débouchés une de nos industries les plus importantes, celle des tissus de laine.

I. — TEMPÉRATURE.

Bien que ces régions appartiennent en partie à la zone torride, il ne laisse pas d'y faire froid, surtout sur les hauts plateaux. Au Tong-King, même dans la plaine, le thermomètre descend maintes fois à zéro. Dans les montagnes du Laos tongkinois, qui s'étendent de 18° latitude Sud à la frontière chinoise, le froid est encore plus intense. Sur ce plateau, il gèle parfois et il y a de la gelée blanche de novembre à la mi-février ⁽¹⁾. Le thermomètre marque même quelquefois 2 ou 3 degrés au-dessous de zéro ⁽²⁾. Il doit en être de même sur le plateau du Tong-King septentrional, au nord de Tuyen-Quang et de Thai-Nguyên, dans les provinces de Lang-So'n et de Cao-Bang, et dans le sud-ouest de la province chinoise de Quang-Si.

L'altitude de l'Yü'n-Nan est très élevée; elle est en moyenne de 1,500 à 1,800 mètres et moindre dans les vallées; mais, dans l'Ouest, il y a des montagnes que la neige couvre plus de neuf mois de l'année. Les vallées elles-mêmes se ressentent de la température générale. Ainsi le matin en novembre, à Yu'ên-Kiang, où la hauteur barométrique est de 725 millimètres, il faisait 12° de chaleur; quelques jours plus tard, à la même heure en un point voisin plus élevé, puisque le baromètre y était descendu à 623 millimètres, le thermomètre marquait + 11° ⁽³⁾.

Pendant le voyage de la commission d'exploration de l'Indo-Chine en 1867, la neige commença à tomber sur le plateau de l'Yü'n-Nan le 16 décembre. « Nos pauvres Annamites, auxquels ce spectacle était absolument inconnu, écrit M. Garnier, le trouvèrent charmant pendant le premier quart d'heure et s'extasièrent devant ces légers flocons blancs qui tombaient lentement et sans bruit et venaient se poser comme à regret sur leurs épaules. Mais leurs pieds nus et leurs mains bleues par le froid ne tardèrent pas à refuser tout service, et je ne pouvais me défendre d'un vif sentiment de pitié en voyant les larmes que leur arrachait la souffrance se geler sur leurs joues pâlies. Cette journée de marche fut pour eux et pour nous-mêmes une des plus pénibles de notre voyage. Nos longues barbes étaient hérissées de glaçons, et boussole, crayon et papier échappaient de mes doigts engourdis ⁽⁴⁾. »

⁽¹⁾ Dr Neis. *Comptes rendus des séances de la Société de géographie*, 1884, p. 266.

⁽²⁾ *Missions catholiques*, 6 juin 1884, p. 266.

⁽³⁾ *Voyage d'exploration en Indo-Chine* (Paris, Hachette), t. II, p. 54.

⁽⁴⁾ *Voyage d'exploration en Indo-Chine, Tour du monde*, 1873, t. I, p. 291, col. 1.

Depuis cette époque jusqu'à la fin de janvier, pendant le voyage de la commission à Yû'n-Nan Sên, à Ta-ly et à Tong-Tchouen, le thermomètre ne s'élevait guère le matin au-dessus de $+ 6^{\circ}$. Une fois il descendit à $- 1^{\circ}$.

II. — NÉCESSITÉ DE VÊTEMENTS CHAUDS.

Cet abaissement de la température est d'autant plus sensible que les étés en Yû'n-Nan sont très chauds, comme le comporte la latitude presque tropicale. Les habitants de cette province sont donc très frileux et doivent user de vêtements chauds. Aussi à Yû'n-Nan Sên fabrique-t-on des feutres, des couvertures, des tapis ⁽¹⁾; cette ville importe également des draps et des fourrures russes. Mais, vu la cherté des draps russes qui, pour parvenir en Yû'n-Nan, ont à traverser tout le continent asiatique à dos de bêtes de somme ou même à dos d'homme, ce sont les cotonnades ouatées qui forment le fond des vêtements d'hiver des populations yunnanaises.

A Talan, au sud du tropique, les habitants trouvent insupportable une température de 13 à 14 degrés au-dessus de zéro. « Ils portaient, écrit M. Francis Garnier, de vrais matelas sur les épaules. Grande fut notre surprise quand nous découvrîmes, sous la longue robe de chacun d'eux, une véritable chaufferette suspendue devant la poitrine et au-dessus de laquelle ils tenaient les mains en marchant ⁽²⁾. »

III. — COSTUME.

Sur le plateau du Laos tongkinois et dans le Yû'n-Nan vivent juxtaposées des peuplades de races multiples. Aussi y rencontre-t-on les costumes les plus variés et les plus pittoresques, ceux des femmes surtout. Il y en a qui rappellent les plus brillants costumes de la Bretagne et du Tyrol.

Dans la région de Kaï-Hoa, c'est le bleu qui semble la couleur principale du vêtement ⁽³⁾. C'est du reste la couleur la plus commune en Yû'n-Nan, attendu que la principale plante tinctoriale du Haut-Laos et de l'Yû'n-Nan est un succédané de l'indigo, le *Ruellia indigotica* ⁽⁴⁾.

Les tuniques sont ici vertes, ailleurs noires, ailleurs gris-bleu. Le tablier et les jupons courts font en général partie du costume féminin. Dans quelques tribus, cependant, les femmes portent des pantalons qui descendent au-dessous des genoux.

Ces vêtements sont soutachés de bandes ou de lisérés aux couleurs vives

⁽¹⁾ *Ibid.*, p. 291, col. 2. Cf. p. 314, col. 1, 20^e ligne.

⁽²⁾ *Loc. cit.* *Tour du monde*, 1872, t. II, p. 36, col. 1.

⁽³⁾ Colquhoun, *Across Chrysé*, t. I, p. 334. *Autour du Tonkin* (Paris, Oudin), t. I, p. 341.

⁽⁴⁾ Voir *Voyage d'exploration en Indo-Chine*, t. II, p. 423.

et variées, aux contours pittoresques. Les perles de verroterie sont généralement employées comme ornement, soit dans la coiffure, soit dans la tunique. Dans certaines tribus, les femmes ornent leurs coiffures de fleurs.

Les boutons métalliques dorés ou argentés sont fort recherchés; jusqu'à présent ceux qu'on a importés en Yû'n-Nan étaient de fabrication anglaise.

Les exportateurs français et les fabricants de tissus qui voudront travailler pour les tribus du Laos tongkinois et de l'Yû'n-Nan feront bien de consulter l'album du grand ouvrage de la Commission d'exploration de l'Indo-Chine ⁽¹⁾. Ils y verront des types de costumes, qui, probablement, pourront leur servir de guides pour l'exploitation commerciale de ce marché lointain.

En résumé, la plupart de ces populations, étant d'une nature primitive, tiennent essentiellement à ce qui brille, et les étoffes de laine aux couleurs vives et variées seront certainement les plus appréciées par elles.

IV. — ÉTENDUE DES DÉBOUCHÉS.

Le plateau du Laos tongkinois, occupé principalement par une race appelée Phu'o'ng, contient peut-être de sept à huit cent mille individus. Cette population est actuellement tyrannisée par des bandes chinoises du nom de Ho, qui semblent en partie composées des débris des Pavillons Jaunes.

La consolidation de notre domination au Tong-King va certainement amener la soumission de ces Ho et la reprise des anciennes communications commerciales avec le royaume laotien de Luang-Prabang et avec les États laotiens feudataires de la Birmanie ⁽²⁾.

La population du Sud-Ouest du Quang-Si et celle de l'Yû'n-Nan sont actuellement fort clairsemées, par suite des guerres civiles et des épidémies qui les ont suivies. Mais l'ouverture de ces contrées au commerce extérieur va y attirer la population surabondante des provinces du centre de la Chine, le Su'-Tchu'en, le Hou-Pé, le Hou-Nan.

Déjà la cour de Pékin se prépare à profiter de l'ouverture de la voie fluviale du Tong-King pour explorer les richesses minérales de l'Yû'n-Nan; en mai dernier, un décret de l'impératrice-régente ordonnait au vice-roi d'Yû'n-Nan de former des compagnies pour l'exploitation des mines d'or, d'argent, de cuivre, etc., que renferme cette province. De même, il est probable que les mines remarquables que renferme le Quang-Si ne tarderont pas à être rouvertes.

⁽¹⁾ Paris, Hachette et C^{ie}.

⁽²⁾ Voir les lettres du docteur Neis, *Comptes rendus des séances de la Société de géographie*, 1884, n^{os} 7 et 11.

Non seulement ces exploitations minières attireront de nombreux travailleurs, mais encore elles auront pour conséquence la remise en valeur de magnifiques territoires actuellement dépeuplés. Puis, de l'Yü'n-Nan et du Quang-Si, les émigrants chinois déborderont sur les plateaux du Tong-King septentrional et du Laos tongkinois, où les richesses métallurgiques ne sont pas moins abondantes.

D'ores et déjà, l'Yü'n-Nan nous offre un marché de cinq ou six millions d'habitants, et le Sud-Ouest du Quang-Si un marché d'environ trois millions; c'est, avec la population du Laos tongkinois et du Tong-King septentrional, un ensemble de neuf à dix millions d'individus habitant une région relativement froide. Dans dix ans cette population aura certainement doublé.

Il ne tient qu'à nous de réserver presque exclusivement ce marché à notre industrie.

Seule l'Espagne a eu des rapports diplomatiques avec le royaume d'Annam; mais elle n'a que les droits que lui confère le traité de 1862. Or aucun tarif douanier n'est stipulé dans ce traité, il n'y a que la clause de la nation la plus favorisée (art. 5)⁽¹⁾.

D'autre part, d'après le dernier traité de Hué, il y a union douanière entre la Cochinchine française et le royaume d'Annam. Si l'Espagne voulait profiter de la clause de la nation la plus favorisée, elle devrait demander l'union douanière entre l'Indo-Chine française et sa colonie des Philippines; ce qui ne pourrait qu'être avantageux au commerce français.

Nous pouvons donc, d'un côté, faire entrer en franchise nos produits au Tong-King, et, de l'autre, faire frapper par les douanes annamites les produits étrangers de droits protecteurs de notre industrie.

Frappés de tels droits à leur entrée au Tong-King, ces produits étrangers seront en général dans une situation inférieure aux nôtres, non seulement sur le marché tongkinois, mais encore sur les marchés des contrées limitrophes, l'Yü'n-Nan, le Sud-Ouest du Quang-Si, le Haut-Laos, contrées pour lesquelles la voie du Tong-King est actuellement la seule voie commerciale pratique.

Que nos exportateurs en tissus de laine cherchent donc sans retard à profiter de ces débouchés *privilegiés*. Il y a là de quoi donner un renouveau de prospérité à nos fabriques de lainages, de flanelles, de tricots, de draps, de couvertures et même de tapis.

M. LE PRÉSIDENT remercie M. ROMANET DU CAILLAUD de la communication qu'il vient de faire entendre et où il a su grouper tant de considérations attachantes.

(1) Voir le texte de ce traité dans l'*Histoire de l'intervention française au Tong-King* (Paris, Challamel), p. 325.

M. CASTONNET-DESFOSSÉS, de la Société académique indo-chinoise de Paris, entretient l'assistance des *Missions espagnoles aux Philippines et au Tonkin*. L'heure avancée de la séance le force à résumer très sommairement l'histoire fort curieuse des entreprises des Espagnols dans l'extrême Orient, depuis le xvi^e et le xvii^e siècle jusqu'à nos jours. Il conclut en souhaitant, pour la politique coloniale française, de nous entendre dans ces régions avec le gouvernement espagnol dont l'influence peut servir très utilement la nôtre.

La séance est levée à onze heures quarante-cinq.

SÉANCE DU MERCREDI 16 AVRIL 1885.

SOIR.

PRÉSIDENCE DE M. LEVASSEUR.

Le bureau se compose de :

MM. Tranchant, vice-président; Lyon-Caen, secrétaire; Chénuaud et Rameau, assesseurs.

L'ordre du jour appelle la suite de l'examen de la question n° 1 du programme : *De la division de la propriété en France.*

M. RAMEAU DE SAINT-PÈRE, de la Société d'économie sociale de Paris et de l'Institut royal d'Ottawa Canada, lit le mémoire suivant, relatif à *l'histoire et au régime de la propriété foncière en Europe* :

J'ai continué, Messieurs, à coordonner les recherches que j'ai commencé à vous exposer l'année dernière sur l'histoire et le régime de la propriété foncière en Europe.

Je ne m'occuperai point aujourd'hui des recherches personnelles que j'ai poursuivies méthodiquement cette année, tant dans le département du Loiret que dans celui du Cher; je remets cette communication à 1886 afin qu'elle soit plus complète. Mais je veux vous présenter ici certaines notes, que j'ai recueillies çà et là, partout où j'ai rencontré des circonstances se rapportant directement ou indirectement aux répartitions de la propriété foncière.

Parmi les travaux qui ont été soumis à mon examen, les uns ont pour objet la France, les autres s'occupent de la Belgique et de l'Angleterre; mais avant d'aborder les analyses que je vous présente, j'ai besoin de vous exposer une sorte de questionnaire que je me suis dressé, et qui me sert de boussole pour me diriger en mes investigations, afin de les coordonner sans me laisser égarer dans les incidences :

1° Comment s'est opérée la manumission des hommes et des terres, lors de la libération de la glèbe? Ont-elles été simultanées?

2° Quelle quantité de terre les seigneurs se réservaient-ils en domaine direct, quel était le mode d'exploitation de ce domaine direct?

3° Quelle était l'importance moyenne des terres concédées à une famille de serfs affranchis?

4° Quel a été l'effet de l'émancipation sur les familles serves libérées et sur leurs propriétés? Que sont devenues ces familles de tenanciers à la suite de l'émancipation? (Conservation ou dispersion du foyer domestique? Subdivision des terres ou émigration?)

5° Étant donnée la subdivision des terres, y a-t-il eu ensuite des réunions de parcelles? Par qui et comment? Quand ont commencé ces rachats et quelle a été leur importance?

6° Quel a été leur effet : 1° sur la distribution du sol; 2° sur le régime de la famille; 3° sur la distribution de la population?

7° Enfin que résulta-t-il de tout ceci : pour la possession du *Home*; pour la stabilité des familles; pour la proportion des populations urbaines et rurales?

J'aborde maintenant l'étude de la châtellenie de Lury (département du Cher), ce qui me fournit l'heureuse occasion de suivre ici les traces du travail si intéressant et si remarquable que vous a présenté, hier, M. Marc de Haut, sur la seigneurie de Sigy (département de Seine-et-Oise), que vous avez tous encore présent à l'esprit.

M. Tausserat, ancien receveur de l'enregistrement, a publié à Bourges, en 1878, une série de recherches extrêmement curieuses sur la châtellenie de Lury; elle comprenait vingt-neuf fiefs et arrière-fiefs, dont neuf très importants et possédant eux-mêmes des arrière-fiefs; elle s'étendait dans trois paroisses et deux demi-paroisses (département du Cher).

M. Tausserat s'est très peu étendu sur l'époque de la manumission des hommes et des terres; il cite cependant plusieurs chartes ou fragments de chartes, qui impliquent l'affranchissement simultané des hommes et de la glèbe, moyennant une rente perpétuelle. Les formules sont ordinairement différentes de celles qui étaient usitées dans les pays du Nord : les termes de ces derniers sont presque toujours plus étendus dans leur portée, et plus précis dans leur forme.

Les affranchissements présentent dans Lury, d'une manière très visible, les tâtonnements, les hésitations, les transitions par lesquels on a passé, du régime des grandes régies serviles, au régime des tenures libres et perpétuelles.

Tantôt la libération n'est pas complète, tantôt la constitution de la propriété censitaire laisse subsister des charges au moins indécises. De là ces anomalies étranges que l'on rencontre souvent, comme des mentions d'hommes et de femmes, de corps, dans des lieux où a déjà été opéré l'affranchissement.

Peu à peu cependant tout cela s'unifia par l'usage, et il arriva un moment où on ne trouva plus partout que des hommes libres de toute condition personnelle, et des propriétés censitaires ayant leur titre de concession complète et perpétuelle, sauf le payement des cens et rentes

En tout cas, on ne rencontre nulle part la variété si arbitraire des tenures anglaises.

Dans cette seigneurie, nous trouvons quelques traces de concessions foncières accordées dans des temps plus récents, de 1450 à 1520 ; concessions analogues à celles des fermes patronymiques du Gâtinais dont je vous ai résumé l'histoire l'année dernière ; mais M. Tausserat s'est contenté de signaler ces faits, sans s'appesantir sur leur examen, de manière que nous ne pourrions suivre dans ses vicissitudes la destinée de ces tenanciers.

En revanche nous trouvons de longs et curieux détails sur la quantité des terres que les seigneurs se réservaient en domaine direct, dans les temps primitifs : en plus de vingt endroits, l'auteur constate, de la manière la plus positive, que les seigneurs ne conservèrent presque aucune terre en domaine direct, et que le sol fut partout subdivisé, avec un grand détail, entre les mains des cultivateurs :

« La terre alors (1350) était morcelée à l'infini, beaucoup plus même que de nos jours, et possédée en grande partie par les cultivateurs eux-mêmes. Ces derniers, il est vrai, étaient tenus du cens et autres devoirs envers le seigneur ; mais ces charges formaient à peine l'équivalent de ce que l'État perçoit aujourd'hui, en impôts et droits de mutation.

« Comme type, je prendrai dans la paroisse de Méreau le *manoir de Chevilly*, dont je puis suivre l'histoire depuis la fin du XIV^e siècle. A cette date, le château n'avait pour dépendances que le moulin, quelques terres éparses, une partie du pré aux Loups, et les bois qui le bordent. Les seigneurs possédaient bien certaines redevances dans la censive de leurs manoirs, mais voilà tout ; le sol appartenait aux censitaires ; aussi que de temps ne leur fallut-il pas pour constituer une véritable terre, et devenir maîtres absolus des biens sur lesquels, à l'image de la royauté, ils ne percevaient primitivement que quelques impôts !

« L'avenue de noyers qui conduit aujourd'hui au château traverse la *pièce des Vallées*, d'une contenance de 30 hectares ; qui croirait que cette pièce, si proche de l'habitation, était autrefois divisée entre une foule de petits propriétaires, et que quatre siècles ne purent suffire pour en faire un tout homogène !

« La formation du domaine du Champ aux Lièvres rencontra les mêmes difficultés ; tous les immeubles qui le composent : *les Noirats, la Campelles, les Cantines, l'étang et le pré de Guérigny*, furent achetés successivement et par fractions aux laboureurs du pays. »

Ici M. Tausserat cite les documents relatifs aux achats précités ; ils forment trente-neuf numéros. Puis il examine deux ou trois autres exploitations dont l'origine prétexte les mêmes circonstances, et enfin il termine ainsi :

« Nous plaçons aux pièces justificatives le tableau du mouvement de la propriété dans la terre de Chevilly depuis 1496 jusqu'en 1683 (il contient

193 actes d'achats, qu'il a pu retrouver, avec la contenance, les noms des vendeurs et acheteurs et le prix). A l'aide de ce travail, il est facile de se rendre compte du morcellement incroyable de la propriété aux *xv^e*, *xvi^e* et *xvii^e* siècles, et de la condition sociale de ses possesseurs. »

Mais si la terre fut très morcelée à la suite de l'affranchissement des glèbes, il s'établit rapidement une hiérarchisation graduée dans les rangs des serfs devenus tenanciers : les plus habiles, les plus aisés, et même tout simplement les mieux dotés dans le partage, prirent rapidement au milieu des autres une importance plus grande et une situation pécuniaire supérieure ; ceux-ci qui avaient eux-mêmes cultivé la terre, connaissaient mieux que leurs châtelains le prix de la possession du sol ; et, au lieu de faire comme les tenanciers anglais, qui sous-inféodaient par portions leurs petits domaines, ils songèrent presque aussitôt à l'agrandir ; ils se prirent donc de très bonne heure à racheter les parcelles voisines de leurs héritages, et ces achats successifs finirent par constituer de grands domaines, leur demeure devint un petit château, ils en prirent le nom ; et c'est ainsi que se forma la seconde couche de la noblesse terrienne, dont une ordonnance de saint Louis a réglé la situation.

Les anciens châtelains eux-mêmes suivirent promptement leurs traces dans la voie des rachats territoriaux. Nous venons d'en voir des exemples dans la châtellenie de Lury ; je vous en ai cité plusieurs autres l'an dernier : dans le département de l'Orne, à Landres ; dans la Touraine, à Chenonceaux ; dans la Nièvre, à Saint-Père ; dans les fermes patronymiques du Gâtinais, etc. ; M. Marc de Haut vous a exposé hier les accroissements successifs du domaine de Siggy.

La propriété du sol, après avoir été très divisée, arriva donc par une réaction naturelle à une évolution inverse, et c'est peu à peu, par la concentration de la propriété, que se sont formées ces grandes terres, qui étaient presque inconnues dans le principe. M. Tausserat, après avoir mis en lumière l'extrême division du sol dans la seigneurie primitive de Lury, démontre, avec surabondance de preuves, le fait de la formation ultérieure des grandes propriétés. Pour le seul fief de Chevilly, qui dans le principe était fort peu de chose, il a eu la patience de dresser un tableau de 193 actes d'achats parcellaires faits par les seigneurs de Chevilly, dans une période de 167 ans.

Les châtelains eux-mêmes de Lury, le fief supérieur, ne possédaient pas en 1400 un domaine direct de 20 hectares ; or, trois cents ans après, ce domaine comprenait plus de 600 hectares. M. Tausserat a fait en outre une étude comparée sur quatorze fiefs de la châtellenie ; la moyenne de leur étendue terrienne en 1380 n'atteint pas 14 hectares (quatre seulement que je sépare des autres atteignaient 100 hectares) ; or l'inventaire de ces mêmes fiefs constate qu'en 1700, par suite d'achats successifs, leur étendue moyenne dépassait 400 hectares. Après de pareilles analyses, il est difficile de con-

sidérer comme sérieux ce vieux préjugé de l'immobilisation du sol dans les temps anciens !

Si nous condons, Messieurs, les résultats de ces savantes recherches, nous trouverons qu'on peut les résumer en quatre conclusions principales :

1° La terre se trouve dès l'année 1200, et même auparavant, répartie entre les mains des cultivateurs, chaque famille devenue libre ayant son chez soi, sa terre, et transmettant à ses enfants, avec la maison de famille, les traditions et l'instrument du travail ;

2° Les seigneurs, les anciens propriétaires des grandes villas serviles, n'ont conservé qu'une quantité insignifiante de terres en domaine direct, ils possèdent des redevances fixes ; on trouve même encore certaines redevances en travail qui prolongent dans certaines familles les apparences du servage ;

3° Les manses et terres libérées par l'affranchissement se trouvent, au bout d'un siècle ou deux, extrêmement subdivisées par les partages successoraux et par les transactions privées ;

4° Enfin dans les époques suivantes, les seigneurs, les sous-feudataires, les tenanciers, les bourgeois, à mesure qu'ils s'enrichissent, achètent incessamment des parcelles de terre, et c'est là l'origine des grandes propriétés dont l'auteur a étudié l'histoire.

Permettez-moi maintenant, Messieurs, avant de quitter cette analyse, de rendre un hommage bien mérité aux travaux si curieux de M. Tausserat. Je n'ai pas l'honneur de le connaître, je ne l'ai jamais vu ; son livre est tombé entre mes mains par le plus grand hasard ; mais rien n'est plus agréable pour un chercheur que de rencontrer de telles aubaines ; quelle satisfaction aussi de mettre en lumière un de ces travailleurs isolés, inconnus, lesquels, cantonnés dans l'intimité de leur foyer, accomplissent souvent, par amour de la science et par amour de l'art, des prodiges d'érudition avec le désintéressement le plus complet.

Ce qui ajoute au charme de ces études, c'est que M. Tausserat travaille non pas seulement en érudit, mais en véritable artiste ; il se passionne pour son sujet ; quand il parle des choses, il semble qu'il les ait vues ; quand il découvre un personnage qui l'intéresse, on sent qu'il palpète de joie en le faisant revivre, et il met en relief avec amour tous les détails que lui révèle le manuscrit ; et encore tout cela est-il écrit avec une grande simplicité, et sans recourir à ces broderies enjolivées, par lesquelles on défigure souvent la valeur des documents.

Ce n'est point sans dessein que je vous présente, aussitôt après l'histoire de la châtellenie de Lury, les chartes d'affranchissement de l'Artois et de la Picardie, qui complètent précisément ce qui manque aux documents relatifs à Lury ; elles s'occupent principalement de l'époque de l'émancipation.

La loi de Vervins (1163) et surtout celle de *Beaumont* (1183) ont exercé une grande influence sur les franchises de la haute Champagne (on assure qu'elles ont servi de modèles directs ou indirects à plus de 500 chartes).

Je vais vous lire quelques passages de la charte d'affranchissement de Vervins, qui a été plus spécialement étudiée par M. l'abbé Defourny dans *la Revue des questions historiques*.

« Concessi eis proprias mansiones, annuatim duodecim nummos Villico meo persolventes, et hoc statutis terminis in festo Joannis, etc.

« Concessi eis totam terram de Vervinio ad terragium sexdecimæ garbæ, et istam de Agneux ad terragium undecimæ.

« Concessi eis etiam totam sylvam mei juris et usum totius sylvæ, quæ mei juris est et Prata de quibus agitur, hereditarie possidebunt. »

On fixe ensuite des droits de mutation : en cas de vente, 4 deniers ; si la veuve hérite, 4 deniers ; mais les enfants ne payent rien : « Pueri, mortuiis parentibus, nihil dant. »

Si maintenant nous examinons une autre famille de chartes dans le nord de la France, nous trouvons dans le pays de Pontoise un grand nombre de documents publiés par M. Douet d'Arc et ressortissant évidemment les uns des autres ; tous présentent, avec quelque variante de rédaction, les mêmes traits généraux que les chartes de la haute Champagne :

« Si quis homo vel femina hujus communie Chambliaci erat servilis conditionis, die qua data fuit hæc communia Volumus ipsos et eorum hæredes, liberos in perpetuum remanere.

« Masuræ vero datæ, prescripto tempore concessæ communie, sub eo censu et redditu, quibus erant ante datam communiam remanebunt ; masuræ vero dandæ de cætero, ad duodecim censuales denarios nobis annuatim reddendos concedentur. Sit sciendum, quod de singulis masuris factis et faciendis ab hominibus communie Chambliaci, pro talliis, pro corveis et demandis habemus quinque solidos annuatim Præter censum prescriptum et foris facta, etc. »

Cette charte est celle de Chambly (Oise, an 1173), et ses termes se retrouvent à peu près identiques dans un grand nombre d'actes de la même contrée. Toutes ces chartes du Nord offrent des stipulations beaucoup plus précises et beaucoup plus simultanées que celles du pays de Lury. Partout la répartition générale des terres cultivées, entre les mains des cultivateurs, s'effectue comme un corollaire annexe de la manumission des personnes ; partout elle est complétée par le droit de transmettre par succession ou par vente.

Mention particulière est faite dans la charte de Vervins d'un élément spécial et la répartition du sol : *les communaux*, et avec eux apparaît la trace de l'influence germanique de La Mark, qui vint se combiner dans le nord et dans l'est de la France aux débris de la tradition romaine.

Les seigneurs du reste paraissent aussi, dans cette contrée, faire très peu de cas de la terre comme domaine direct; en effet, sous forme de manses concédées à chaque famille, ou sous forme de jouissance commune accordée aux habitants de chaque fief, la majeure partie du sol fut absorbée dans la répartition des terres, tandis que les réserves territoriales des seigneurs furent partout minimales et souvent insignifiantes.

Dans toute la région, la terre finit donc généralement par appartenir aux cultivateurs; le *home*, le chez soi fut l'apanage de chaque famille, et ces familles ainsi consolidées sur leur héritage furent le point de départ, la souche de la société moderne par l'institution de la liberté, de la propriété, et du foyer domestique autant que par la stabilité des habitudes.

Comment cet état de choses se développa-t-il? comment se modifia-t-il? Le travail de M. Defourny, dans la *Revue des questions historiques*, ne nous dit rien à ce sujet, parce qu'il se restreint dans l'étude des affranchissements, mais il complète admirablement celui de M. Tausserat et nous fournit de solides assises pour la poursuite des recherches que nous nous proposons.

Nous venons de parcourir les origines de la propriété foncière en France; permettez-moi maintenant de vous faire jeter un coup d'œil sur ce qui se passait autour de la France à cette époque, en vous entretenant d'un travail considérable publié par M. Brants, professeur d'économie politique à Louvain. Ce livre, qui traite de la condition des classes rurales en Belgique, a été couronné par l'Académie royale de Belgique en 1880.

Dans ce pays comme dans tout l'occident de l'Europe, ce fut vers le x^e et le xi^e siècle que s'effectua la libération du sol et des personnes; mais elle s'opéra ici dans des conditions spéciales. Partout, nous l'avons déjà fait remarquer, cette émancipation était déjà depuis longtemps à l'état de préparation lorsqu'elle s'effectua, mais il est facile de voir dans les études de M. Brants que nulle part cette préparation n'était aussi ancienne, aussi mûre, aussi complète qu'en Belgique. M. Brants reconnaît que les seigneurs du x^e siècle étaient là comme en France fort embarrassés de leurs grandes régies serviles (p. 136), mais de plus il s'était toujours conservé en Belgique une proportion d'hommes libres et de francs propriétaires plus forte qu'en France, proportion, du reste, qui se trouve toujours croissante à mesure que l'on s'approche de la Germanie. D'autre part enfin, la plus grande abondance des produits agricoles et industriels facilitait singulièrement la transition du servage à la liberté et à la propriété individuelle.

Cette transition fut encore préparée de longue main par une institution spéciale à la Belgique et à la Hollande, celle des *Ghildes*, association d'un genre particulier qui existait entre les habitants d'un même canton, dont M. Brants nous dépeint fort bien la puissante et féconde influence; les esclaves eux-

mêmes formaient entre eux des espèces de Ghildes ou se faisaient recevoir dans les Ghildes ordinaires.

L'affranchissement des serfs en Belgique fut donc le résultat des faits généraux et de la nécessité économique plutôt qu'une combinaison raisonnée. Aussi l'état qui suivit fut non pas une révolution, mais simplement une consécration formelle d'une situation qui, depuis longtemps déjà, était insensiblement passée dans les faits (p. 135 et suivantes).

M. Brants nous signale encore une circonstance très notable, c'est l'existence de nombreux et riches communaux. Cette nature de biens ruraux, que nous avons déjà trouvés mentionnés par M. Defourny, se manifeste avec une importance toujours croissante à mesure que l'on s'approche de la Germanie. Notre auteur, qui a un sentiment très net de l'ancien état de choses rural en Allemagne, reconnaît dans les communaux des villages les vestiges du régime germanique (p. 179), régime encore évident sur le *littus saxonicum* et traditionnel dans le reste du pays (p. 180).

La *mark* qui était la base essentielle de la société germanique, et qui a été si bien décrite par M. Claudio Jannet dans son cours d'économie politique, était une communauté d'un genre particulier, qui n'excluait nullement l'individualité des hommes et des familles : le territoire de la *mark* était considéré comme appartenant à tous, mais à chacun était attribué : 1° le terrain nécessaire pour y établir sa demeure et un entlos tout autour, lequel était fermé et gardé d'une manière permanente contre les atteintes du bétail; de là le mot jardin (*garden*); 2° la jouissance individuelle mais passagère d'une certaine quantité de terre prise sur le fond commun. Quand à la masse des landes, des bois, des pâturages, l'usage en appartenait à tous.

Le chef de la tribu, du clan ou de la *mark* était traité comme les autres, seulement sa part de terre réservée était plus considérable; cette réserve, avec les bâtiments et la cour près de ceux-ci, constituaient le *hof*, c'est-à-dire une sorte de manoir seigneurial qui était le centre de la communauté.

Cette forme de société, qui se rapporte tout à fait à l'exposé des mœurs germanes par Tacite, avait aussi beaucoup de parenté avec celles des clans celtiques qui a si longtemps survécu en Écosse; c'était probablement la forme primitive, commune aux Germains, aux Celtes et peut-être à beaucoup d'autres peuplades d'origine aryenne. Dans la Gaule, la conquête romaine, les envahissements successifs des barbares, n'en laissèrent subsister que des débris et des traditions; mais dans la Belgique l'existence de ces communaux absorbait encore au x^e siècle une portion considérable du sol, et ils jouèrent un rôle important dans l'histoire de la société rurale.

Les seigneurs belges paraissent avoir conservé beaucoup plus de terres en domaine direct que ceux de France, et surtout comme ceux d'Angleterre, beaucoup plus d'exploitations en régie (p. 87, 88, 89). « Rien de plus simple, dit M. Brants, que l'existence de ces premiers seigneurs féodaux !

« Chacun vit chez soi retiré, ordinairement pauvre, du revenu de son exploitation et des redevances de ses tenanciers. Le seigneur disons-nous, était souvent pauvre; l'exploitation seigneuriale avait son centre au château, dans l'intérieur même *du Wall*; là est la cour (*Hof*), la bassecour (*Voorhof*) et la grange (*Spycker*). Au bas de la motte, s'étend le domaine propre du seigneur, *villa indominicata*; il la cultive aidé du travail de ses valets et de ses tenanciers; les seigneurs flamands ont toujours aimé l'agriculture. Autour de la villa dominicale se trouvent les tenures; les gens qu'il es occupent doivent des redevances soit en travail, soit en nature. Telles étaient les ressources du budget seigneurial; la difficulté des échanges et la rareté du numéraire maintinrent longtemps les redevances en nature qui furent, même pour les comtes de Flandre, la forme primitive de leur revenu (p. 88-89). »

Il se trouvera donc, après l'émancipation, une différence considérable entre les réserves terriennes des seigneurs belges et celles des seigneurs français; ces derniers, qui, pour la plupart, ne conservèrent point d'exploitation en régie, renoncèrent facilement à une grande part des redevances corporelles; mais les seigneurs belges, craignant de voir la main-d'œuvre leur faire défaut, stipulèrent, tout en affranchissant, de nombreuses redevances de travail. Certains serfs même ne furent affranchis qu'à la condition de rester attachés aux exploitations du seigneur (en France, *hommes de poëste*); il en résulte qu'il semble, au premier abord, que le servage se soit prolongé en Belgique plus tard qu'ailleurs.

Les terres, subdivisées et livrées à la circulation publique, comprenaient donc en Belgique des *terres d'origine libre*, qui n'avaient d'autres charges que des charges de féauté envers le seigneur de la région ou envers la couronne, et les *manse serviles* affranchies avec les serfs, chargées de rentes foncières et souvent de services manuels. D'autre part se trouvaient les terres non subdivisées, savoir : les propriétés directes conservées par les seigneurs après l'affranchissement. et les terres communales.

Telles furent les circonstances au milieu desquelles s'opéra dans ce pays l'émancipation des hommes et la distribution des terres; sauf quelques nuances de détail, les traits généraux se présentent à peu près semblables à ceux que nous rencontrons en France aux mêmes époques. Nous avons vu dans les détails fournis par M. Brants, que les propriétés directes réservées par les seigneurs ont été plus importantes que celles des chefs féodaux français, mais j'y ai cherché vainement quelle avait été la destinée des manse affranchies, comment elles s'étaient subdivisées, et si plus tard on avait, par la concentration des parcelles, formé de grandes propriétés.

Il parle fort peu aussi de l'histoire ultérieure des biens communaux, biens qui ont eu à subir en Angleterre, comme nous le verrons, de si graves altérations. Je sais que cet ordre d'idées n'entraîne point dans le cadre de son travail; cependant j'ai remarqué que M. Brants semble indiquer (p. 178)

que si les terres publiques ont pu être altérées par quelques entreprises des seigneurs belges, l'ensemble des communaux est généralement demeuré intact, et je sais personnellement qu'en Luxembourg et dans certaines parties de la Belgique, les communaux fournissent de très importantes subventions aux populations rurales.

Au milieu des recherches qui nous occupent, nous félicitons l'Académie de Belgique d'avoir signalé à l'attention publique le livre que je viens de vous analyser : la hiérarchie foncière du moyen âge, l'origine des biens communaux, la question des Ghildes, les conditions de la vie rurale dans le Nord y sont traitées avec supériorité, et surtout avec une clarté de disposition et d'exposition qui fait souvent défaut en pareille matière.

A côté de la grande érudition personnelle de M. Brants, on y voit en outre, par des notes nombreuses, qu'il a été exécuté dans toutes les provinces des recherches locales très multipliées, desquelles il résulte que les Belges se sont beaucoup plus préoccupés que les Français de leurs origines sociales et terriennes.

C'est maintenant, Messieurs, dans la Grande-Bretagne que vont se transporter nos observations. Les archives foncières de l'Angleterre ont été explorées avec un soin particulier par un Allemand, nommé M. Nasse ; le travail de celui-ci est très diffus, les matières en sont mal ordonnées, et la rédaction fort obscure, mais l'auteur y déploie une très grande érudition ; et quoique fort laborieux à parcourir, c'est un livre extrêmement précieux à consulter. Il faut bien, du reste, qu'il en ait été ainsi, puisque, rédigé en Angleterre et publié en Allemagne, il a été retraduit en Angleterre par le colonel Ouvry, et que l'Institut de France a récemment élu M. Nasse comme membre correspondant.

Son principal objectif a été de suivre l'histoire des biens communaux en Angleterre ; mais il projette également des vues latérales sur les anciennes chroniques de la propriété foncière en Angleterre.

Je ne reviendrai point sur ce que je vous ai dit tout à l'heure de l'origine des biens communaux ; mais, en Angleterre, cette singulière distribution du sol absorbait une surface énorme, et faisait le fonds même de l'existence sociale du temps des Saxons. Il s'y trouvait donc peu d'esclaves ; il en existait cependant, car dans une loi d'Henri I^{er} ils sont ainsi définis : *Alii servi naturæ*. — *Alii facti*. — *Alii empione*. — *Alii sua vel alterius datione*. (Ces termes supposent que, vers le ix^e siècle, en Angleterre comme en France, il se manifesta dans les populations un découragement général.) Quoi qu'il en soit, le mal y fut sans doute moins grand, car, en Angleterre comme en Germanie, on comptait, au x^e siècle, plus d'hommes libres d'origine qu'en France.

La conquête des Franco-Normands ayant importé dans l'île le régime féodal, on y procéda progressivement par la libération des serfs à la consti-

tution des basses tenures féodales. La libération des personnes et du sol y fut donc simultanée de même qu'en France, et chaque serf reçut à son affranchissement une terre grevée d'une rente foncière. On trouve alors quatre espèces d'hommes en Angleterre :

1° *Les lords of manors*, seigneurs et châtelains féodaux ;

2° *Les liberi tenentes*, ne devant rien que la foi et hommage ou une redevance insignifiante, représentaient les anciens propriétaires libres de la mark saxonne ou du clan celte ;

3° *Les serfs affranchis*, possédant un cottage (une manse), payant cens et rente, et fournissant en outre des services corporels pour la culture des domaines du seigneur ;

4° *Les serfs plus ou moins affranchis*, qui étaient attachés à l'ost seigneurial (*villani*) pour les travaux de l'intérieur et de la culture. Ils correspondaient à nos gens de poëste ou de condition ; les seigneurs de manoirs s'étaient en effet réservés, de même qu'en Belgique et peut-être plus encore, des propriétés directes, bien plus importantes que celles des seigneurs français.

Néanmoins, étant donnée l'étendue énorme des biens communaux dans ces contrées, les réserves terriennes des seigneurs à manoir n'offraient encore, même en Angleterre, qu'une quantité assez restreinte (*terra dominica* ou *demesne*) ; seulement, afin de pourvoir à leur culture, les redevances personnelles et foncières se soldaient généralement plutôt en travail qu'en argent.

Cependant cette *terra dominica* ne tarde pas à s'éparpiller elle-même et à se réduire, et en voici la cause : par des circonstances spéciales, que nous n'avons pas le loisir d'exposer ici, l'importance des seigneurs anglais se mesura en partie sur le nombre de leurs vassaux ; ils multiplièrent donc le nombre de leurs tenures, soit en divisant les anciennes, soit en en créant de nouvelles (inféodations qui furent quelquefois formées aux dépens des biens communaux).

D'autre part, ceux de leurs tenanciers qui étaient les plus riches en terres suivirent cet exemple ; ils créèrent sur leurs domaines de petits cottages en sous-inféodation, et s'étant ainsi assurés des tenanciers qui venaient rendre foi et hommage à leur logis, celui-ci prenait le caractère d'un manoir, et le propriétaire de ce nouveau manoir, ainsi que son fief lui-même, montait d'un rang dans la hiérarchie féodale.

Je vous ai déjà signalé des faits analogues dans l'histoire de la châtellenie de Lury, et aussi l'an dernier dans les fermes patronymiques du Gâtinais, par le fait de gens qui transformaient en de petits fiefs de simples censives. Mais, en Angleterre, ce mouvement revêtit une toute autre importance, à la fin des rois normands et sous les Plantagenets.

Les sous-inféodations se multiplièrent à l'infini, et ces subdivisions de la terre, combinées avec celles qui résultaient des partages successoraux, devinrent tellement abusives, qu'Édouard I^{er}, vers 1280, fut obligé de pu-

blier un édit, célèbre dans la jurisprudence anglaise (*Quia emptores terrarum*, etc. . .), par lequel il était interdit désormais à tout homme, excepté au Roi et aux seigneurs qui relevaient directement de la couronne, de diviser les fiefs, ou de créer des sous-inféodations.

La subdivision du sol fut enrayée; bientôt même se manifesta une réaction dans un sens contraire, parce qu'on commença à s'apercevoir qu'il y avait un intérêt réel à accroître l'étendue des propriétés directes autour des manoirs. En France, les seigneurs rachetèrent considérablement, parcellées par parcelles; en Angleterre, ils s'y prirent autrement: les uns supprimèrent ou transformèrent un grand nombre de tenures temporaires (*at will*); d'autres, et les plus nombreux, s'attaquèrent sous diverses formes aux biens communaux.

C'est ici qu'apparaît l'idée dominante du livre de M. Nasse, et le grand intérêt que présente son travail: après avoir recherché les origines des biens communaux, puis exposé les vicissitudes de leur conservation, il met en lumière les altérations et les usurpations que ce grand domaine des biens communaux a eu à subir, il montre comment les seigneurs ont très souvent agrandi leurs domaines directs à leurs dépens; quelquefois par la fraude et l'usurpation, mais plus fréquemment sous des formes légales.

Cette évolution nouvelle (l'accroissement des domaines et la concentration des terres), déjà commencée, dit M. Nasse, dès le *xiv^e* siècle, se développa, surtout sous les Tudors. Non seulement les lords étaient devenus désireux de grouper de grands domaines autour de leurs manoirs, mais, depuis une certaine époque où les tenanciers rachetèrent à prix d'argent et sur une grande échelle leurs services personnels, ils trouvaient peu d'intérêt à créer et même à conserver les petites tenures.

Sous le règne d'Henri VII, nous trouvons des plaintes multipliées au sujet du nombre décroissant des petits propriétaires et contre la fréquence des clôtures qui empiétaient sur les *commons-fields*.

«Beaucoup de maisons et de villages dans ce royaume, est-il dit, dans une ordonnance d'Henri VII, sont abandonnés; les terres arables qui en dépendent sont clôturées et converties en pâturages, et la paresse (cause de tout le mal) se répand de plus en plus. Là où l'on trouvait autrefois deux cents hommes vivant honnêtement par leur travail, on ne voit plus que deux ou trois bergers.

«La première loi d'Henri VII concerne l'île de Wight: elle expose la nécessité qu'il y a d'y maintenir une forte population pour la défense des côtes contre la France et autres; et on ordonne que personne ne puisse avoir un bail ou tenure de plus de 10 marks de rente annuelle, et que personne ne puisse démolir les bâtiments agricoles, ni les laisser tomber en ruines.»

C'est alors qu'intervient, en 1488, un nouvel édit d'Henri VII contre

les suppressions de fiefs, ou leurs réunions. édits absolument analogues avec celui de 1280, mais en sens inverse.

Peut-être cet édit eut-il un effet salutaire pour les détenteurs de petits fiefs temporaires (les tenanciers *at will*), en les protégeant contre l'éviction ? peut-être fut-il le point de départ de l'extension tutélaire que prit ensuite la tenure du *copy-right* ? mais, en tout cas, il ne réprima point, et il n'atteignit point les usurpations et les amoindrissements que subissaient depuis assez longtemps déjà les biens communaux. Notre auteur, M. Nasse, d'accord en ceci avec les savantes leçons de mon excellent ami, M. Claudio Jannet, nous montre comment les seigneurs tirèrent le principal accroissement de leurs propriétés de l'appropriation qu'ils surent mettre en œuvre sur une partie des biens communaux ; et c'est là l'intérêt capital de son livre.

Les uns opéraient par des anticipations latentes mais progressives ; les autres, par des usurpations audacieuses ; un grand nombre suscitaient des instances judiciaires en disjonction, par lesquelles ils faisaient attribuer au seigneur une partie des biens communaux, soit comme copropriétaire des biens, soit comme propriétaire originaire cherchant à dégager son fonds d'usages et de servitudes, soit à titre de chef des communautés antiques, ayant un droit de majoration sur les choses communes. Le résultat général de toutes ces entreprises, soit *anticipation*, soit usurpation, soit licitation, était généralement le même. La portion des communaux attaquée était aussitôt bornée et circonscrite, *inclosed* ; fait matériel qui était à la fois la conséquence et la consécration de l'annexion du territoire à la terre seigneuriale (*terra dominica*).

Ces inclosures ont joué un rôle très considérable dans la législation et la jurisprudence anglaises, et c'est par ce système que, pour une portion notable, se sont développées les grandes propriétés de ce pays et de l'Écosse ; propriétés dont on recherche à tort l'origine exclusive dans la féodalité.

Nous n'avons ici ni la possibilité ni le temps de suivre en détail les recherches et les discussions très savantes et très intéressantes de M. Nasse sur ce sujet ; mais nous retiendrons, de son travail, quelques points importants pour les études que je poursuis avec vous, savoir :

1° La démonstration fort évidente que, dans l'origine du régime féodal, l'étendue des propriétés seigneuriales (*terra dominica*) fut assez minime, malgré l'attache des seigneurs anglais pour la terre et pour les exploitations rurales ; l'existence de communaux immenses limitait nécessairement l'extension de ces domaines ;

2° Sous les Plantagenets, les domaines se subdivisent et se réduisent à l'excès : ces petites tenures féodales n'étaient très souvent que temporaires, ce qui en amoindrait les inconvénients ; néanmoins il fallut publier l'édit *quia emptores* pour limiter cet émiettement du sol ;

3° Sous les Tudors, il s'opère à l'inverse un mouvement très soutenu de concentration territoriale, autant par des empiètements sur les communaux que par des suppressions de petites tenures. Ces formations de grandes propriétés deviennent à leur tour tellement abusives, que l'autorité royale s'efforce d'y mettre obstacle ;

4° Néanmoins le résultat définitif de cet état de choses détermina un reflux considérable et toujours croissant des familles rurales : premièrement vers les villes, et plus tard vers les émigrations hors de l'Europe. De là sont nés en Angleterre le prolétariat et les colonies.

Vous voyez, Messieurs, que les vicissitudes de la liberté humaine, de la propriété, de la distribution du sol, ne se présentent pas, dans chaque pays, comme des faits isolés qui se produiraient çà et là dans l'espace et dans le temps.

En poursuivant parallèlement nos études sur la propriété foncière en France et à l'étranger, nous apercevons que les mêmes phénomènes se sont produits dans notre Europe avec un ensemble et avec une certaine solidarité.

C'est à peu près à la même époque, entre le x^e et le xii^e siècle, que se produit partout l'émancipation des serfs, sous la double pression des doctrines chrétiennes et de l'impuissance administrative des envahisseurs germaniques ; l'émancipation des serfs entraîne la distribution du sol, et cette distribution s'opère avec un échelonnement hiérarchique. La féodalité armée trouva ainsi son complément dans la féodalité terrienne, et ce système de rangs échelonnés, basé sur la possession de la terre, détermina, avec une grande prospérité sociale, une extrême subdivision du sol.

Mais la richesse, en se développant, fit mieux apprécier aux hommes riches les profits de la culture, et ceux-ci cherchèrent à agrandir leurs domaines ; c'est précisément cette formation toujours croissante des grandes propriétés en Europe, du xv^e au xviii^e siècle, qui partout a préparé simultanément l'éclosion du prolétariat moderne.

En développant ces recherches, j'espère arriver un jour à vous présenter dans son ensemble la physionomie de ces phénomènes économiques et moraux au sein de notre civilisation. Je dis à dessein, *moraux*, car, au-dessus des faits économiques, il y a des faits intellectuels, des lois plus générales et plus philosophiques qui les dominent et souvent les déterminent. Pour ma part, j'ai toujours profondément regretté que les célèbres créateurs de la science économique ne se soient point préoccupés davantage de ces considérations ; et c'est une des gloires de mon illustre maître, M. Le Play, de n'avoir jamais perdu de vue que la science économique n'a de valeur qu'autant qu'elle se rattache étroitement au sentiment de la moralité humaine.

Cherchons donc dans l'histoire de la distribution du sol autre chose

qu'un fait matériel, autre chose qu'un fait de production; elle se rattache en réalité aux conditions vitales de la Société, qui sont : la possession du chez soi, la stabilité du foyer domestique et des familles, le sentiment de la responsabilité individuelle; faits qui se lient tous intimement à la moralité particulière et générale des peuples.

Nous apprendrons aussi, dans ces analyses, que l'état ancien en Europe c'est la famille souche, la permanence du chez soi (*home*); le fait nouveau c'est le prolétariat, c'est-à-dire cette masse de familles, sans foyer domestique, sans stabilité, sans traditions, qui vivent d'une vie artificielle. Cette situation est misérable, mais ces familles instables sont plus facilement accessibles aux désirs et peu accessibles à la réflexion; ces désirs sans contre-poids décuplent leur misère, et c'est ainsi que leurs esprits surexcités se passionnent constamment pour un progrès idéal et vague, tandis qu'ils s'écartent aveuglément des éléments essentiels qui, en tout temps et en tout lieu, ont été les organes du réel progrès.

M. QUARRÉ-REYBOURDON, membre de la Commission historique du Nord, donne lecture d'une étude intitulée : *Chronique d'une maison lilloise par ses parchemins*. Il s'agit de la monographie d'une maison appartenant à l'auteur de l'étude dans un des quartiers les plus commerçants de Lille (rue Esquermoise, au coin de la grande place).

M. DE SAINT-GENIS, conservateur des hypothèques à Corbeil, délégué par la Société de statistique de Paris, lit un mémoire qui a pour titre : *Monographie du domaine rural de la Rochette, en Bourgogne*, de 1523 à 1885.

Cette histoire agricole de l'ancien régime offre cette particularité que le fief de la Rochette dépendait de la seigneurie de Bourbilly, et que les lettres de Bussy-Rabutin et de M^{me} de Sévigné offrent nombre de détails piquants sur la condition réciproque des propriétaires terriens et des paysans à cette époque.

Les titres montrent la terre changeant de condition avec les personnes, de serve devenant franc alleu roturier, puis fief grevé de rentes féodales, enfin terre libre.

Depuis 1760 jusqu'en 1885, deux seules familles de fermiers ont, de père en fils, cultivé le domaine : les Nicole, de 1760 à 1847; les Perrot, de 1847 jusqu'à aujourd'hui. C'est un fait rare, et qui a exercé une influence sur les progrès de la culture. Ces deux familles sont riches.

Le revenu du domaine a doublé tous les cinquante ans, quoique la contenance restât la même. Le prix de ferme, d'abord payable en nature, s'est peu à peu transformé en numéraire. Depuis 1879, les redevances ont disparu.

Depuis 1790, le domaine nourrit le même cheptel en chevaux, bœufs et vaches, moutons, etc.; mais le personnel agricole a diminué des deux tiers à mesure que le salaire augmentait et que l'emploi des machines se généralisait.

L'auteur, précisant les faits, les dates et les chiffres, s'est abstenu avec soin des moyennes.

La discussion sur les études et mémoires relatifs à la division de la propriété en France sera ouverte au début de la séance de demain soir jeudi.

La séance est levée à 5 heures.

SÉANCE DU JEUDI 9 AVRIL 1885.

MATIN.

PRÉSIDENCE DE M. LEVASSEUR.

La séance est ouverte à 9 heures.

Le bureau se compose de :

MM. Tranchant, vice-président; Bonnassieux, secrétaire; Ch. Robert, Chénau, assesseurs.

M. TRANCHANT donne lecture, en l'absence de l'auteur, d'un mémoire intitulé : *L'inhumation en propriété privée, et l'article 14 du décret du 23 prairial de l'an XII sur les sépultures, considéré au point de vue économique et social*, par M. Théophile Ducrocq, professeur à la faculté de droit de Paris, délégué de la Société des antiquaires de l'Ouest.

En voici le résumé :

L'article 14 dispose que « toute personne pourra être enterrée sur sa propriété, pourvu que ladite propriété soit hors et à la distance prescrite de l'enceinte des villes et bourgs ». On pense généralement que l'application de cette disposition a un caractère très exceptionnel. Or l'intérêt de la question résulte précisément de l'extension considérable que l'application de cette disposition a reçue dans certaines parties de la France. L'auteur, en l'examinant dans son travail au point de vue économique et social, poursuit les études qu'il a déjà faites sur le même sujet et soumises en partie au Comité des travaux historiques et au Congrès ⁽¹⁾. C'est l'usage excessif, signalé et décrit précédemment par M. Ducrocq, des sépultures isolées et des cimetières de famille dans les centres protestants de l'Ouest de la France et spécialement en Poitou, qui recommande l'étude approfondie de l'article 14 du décret de l'an XII à l'attention de l'économiste et de l'administrateur.

M. Ducrocq présente le tableau des inconvénients économiques et sociaux auxquels donne lieu l'application étendue de cette disposition de la loi. Il signale l'immobilisation relative et la dépréciation qui résulte pour la pro-

⁽¹⁾ *Bulletin du Comité des travaux historiques et scientifiques*, Section des sciences économiques et sociales, année 1884, p. 146 et 212; *Revue générale du droit, de la législation et de la jurisprudence*, 1884, p. 197; *Dalloz périodique*, 1884, 2^e partie, p. 185.

priété de la présence des tombeaux partout établis, dans les champs, les vergers, les jardins. Il fait connaître les conventions et les difficultés qui en sont la conséquence; il signale d'autres inconvénients d'ordre moral et social. Néanmoins M. Ducrocq conclut au maintien du droit, subordonné d'une manière effective aux autorisations prescrites par la loi; sous cette condition qui sauvegarde les intérêts supérieurs de la sûreté et de la salubrité publiques, et du respect dû aux restes des morts, la conservation de l'article 14 du décret de l'an XII est un acte de justice pour des traditions respectables, une conséquence du droit de propriété, une application du principe de liberté, et un palliatif contre l'insuffisance des lieux de sépulture.

M. Charles ROBERT, de la Société pour faciliter l'étude pratique des diverses méthodes de participation du personnel dans les bénéfices, communique le mémoire suivant sur cette question : *Du contrôle des comptes, au double point de vue juridique et économique, dans le système de la participation du personnel aux bénéfices.*

I.

En 1882, lors de la vingt-deuxième réunion du Congrès, la Société pour l'étude pratique des diverses méthodes de participation a présenté à la Section des sciences économiques et sociales un mémoire sommaire indiquant les avantages de la participation aux bénéfices en ce qui touche la concurrence industrielle, les grèves, l'harmonie sociale, l'intérêt bien compris des ouvriers et des patrons, ainsi que le développement des institutions de prévoyance.

Nous venons vous entretenir aujourd'hui, Messieurs, de la question du contrôle des comptes sous le régime de la participation. De toutes les objections soulevées contre ce système de rémunération du travail, la crainte d'une ingérence indiscrete des ouvriers et employés dans les inventaires est sans contredit, en théorie, la plus importante. Si nous la rappelons ici, c'est avec l'espoir de démontrer que cette difficulté n'est pas insoluble et qu'elle ne saurait arrêter l'essor de la participation.

Que la participation du personnel d'un établissement dans les bénéfices vienne d'un acte de libéralité du patron ou qu'elle soit le résultat d'une convention expresse entre lui, ses ouvriers et employés, destinée à remplacer par une portion de bénéfice éventuel l'augmentation inopportune du salaire fixe, cet élément de la rémunération du travail doit être accompagné, en ce qui touche les prérogatives et les droits du chef, de règles clairement établies et de principes nettement posés.

Ce qui se passe dans beaucoup d'associations coopératives de production montre que les ouvriers méconnaissent trop souvent la part essentielle et prépondérante de la direction dans les succès ou les revers d'une entreprise.

Il importe donc aux maisons qui accordent aux ouvriers une participation aux bénéfices d'éviter à cet égard tout malentendu et d'assurer la conservation, dans les mains du gérant, des pouvoirs dont il a besoin pour exercer convenablement ses fonctions.

De même que les ouvriers et employés participants ne sont admis nulle part à discuter les ordres donnés ni à s'immiscer chaque jour, en dehors de leurs attributions, dans l'administration générale de l'entreprise, il est également impossible de livrer à leur contrôle et d'exposer à leurs critiques les inventaires de fin d'année. Si leur qualité d'intéressés dans les bénéfices devait impliquer nécessairement cette fâcheuse ingérence, une réaction se produirait immédiatement contre l'idée, admise aujourd'hui en principe par un très grand nombre d'établissements, d'intéresser le personnel dans les bénéfices. La participation qui peut rendre au pays d'éminents services en rapprochant les trois facteurs du produit industriel, direction, travail des collaborateurs et capital engagé, la participation qui, en arrêtant l'augmentation capricieuse et exagérée des salaires français, permet au fabricant de mieux soutenir la concurrence étrangère, cesserait de se propager, et son maintien pourrait être gravement compromis même dans les maisons qui se déclarent entièrement satisfaites des résultats de ce système.

Au point de vue économique, la participation doit être organisée de manière à concilier deux principes essentiels.

D'une part, elle doit stimuler le zèle de l'ouvrier, l'attacher à la maison où il travaille, prévenir autant que possible les grèves et les conflits, réaliser une sérieuse économie de production et servir de base, dans l'usine ou le syndicat professionnel, à un système d'institutions de prévoyance sagement combiné.

D'un autre côté, la participation aux bénéfices doit laisser intacte l'autorité normale du patron en ce qui touche le calcul et la fixation du chiffre des bénéfices à distribuer. Nous ne saurions trop insister sur ce point fondamental. Qu'il s'agisse d'une entreprise particulière ou d'une société anonyme, le chef d'une maison qui intéresse le personnel dans les bénéfices doit rester maître de la direction de l'affaire non seulement pour la conduite des opérations journalières, mais pour l'établissement des comptes de fin d'année. Le directeur, gérant ou patron doit certainement se conformer aux lois et aux règlements intérieurs, aux statuts sociaux s'il en existe, aux usages adoptés; il ne doit léser personne injustement, mais il faut qu'il puisse prendre au besoin des décisions de nature à diminuer par un acte de prudence les bénéfices de l'année; prévoir une transformation d'outillage; constituer des réserves; évaluer les produits et les créances très bas en prévision d'une crise. En un mot, investi de la liberté du commandement, il faut de toute nécessité et sous peine de déchéance de l'industrie que le patron possède également ce que nous appellerons la liberté de l'inventaire.

Dans les maisons où la participation existe aujourd'hui au profit des ouvriers, ces principes sont admis sans contestation par tout le monde.

L'ingérence personnelle des ouvriers et employés participants dans le détail des comptes et inventaires n'a jamais été réclamée par aucun d'eux.

II.

Nous passons maintenant au point de vue juridique. La présente note a surtout pour but d'appeler l'attention de la Section des sciences économiques et sociales sur les difficultés que pourrait faire naître, au sujet du contrôle des comptes, la jurisprudence des tribunaux si les patrons négligeaient d'introduire dans les règlements de participation une stipulation portant interdiction de toute immixtion des intéressés dans l'établissement des comptes de fin d'année. La question se pose en droit dans les termes suivants :

L'attribution d'une part de bénéfices, sans participation aux pertes, à un employé quelconque ou à un ouvrier implique-t-elle pour lui le droit de contrôler les comptes et les inventaires ?

Oui, d'après la jurisprudence, s'il n'y a pas eu stipulation contraire.

« L'ouvrier, dit Dalloz ⁽¹⁾, peut avoir, outre ses gages et son salaire, une part des bénéfices. »

Mais ne s'agirait-il pas là d'une simple gratification ?

Non, la jurisprudence distingue avec soin entre les deux cas.

Elle déclare que, même constituée à titre de pure libéralité et déclarée telle, la participation crée des droits corrélatifs dans la mesure des règles tracées par les règlements qui l'ont établie ⁽²⁾; elle s'exprime en termes tout différents quand il s'agit d'une simple gratification donnée à titre purement gracieux ⁽³⁾.

Nous croyons utile de rappeler ici que la participation aux bénéfices sans participation aux pertes se rattache non pas au contrat de société, mais au contrat de louage d'industrie. « Le commis intéressé n'est pas tenu des dettes, n'est pas obligé envers les tiers, n'a pas la position d'égalité d'un associé, reste soumis aux ordres du patron et est révocable ⁽⁴⁾. »

Ceci posé, la jurisprudence admet que, s'il n'y a pas stipulation contraire, la participation aux bénéfices confère, en cas de désaccord, au

⁽¹⁾ *Répertoire de législation, de doctrine et de jurisprudence*, Industrie et commerce, N° 106.

⁽²⁾ Arrêt de la cour d'appel de Paris du 6 août 1881. Compagnie d'assurances générales contre S...

⁽³⁾ Arrêt de la cour d'appel de Paris du 14 novembre 1873. Brigot contre Boulet.

⁽⁴⁾ Dalloz. V° Sociétés (N°s 132 et suivants).

commis intéressé, un droit de vérification sur les livres de l'industriel ou du commerçant, et cela malgré les termes de l'article 14 du Code de commerce, portant que la communication des livres et inventaires ne peut être ordonnée en justice que dans les affaires de succession, partage de société et en cas de faillite.

Cela résulte de diverses décisions judiciaires dont voici l'énumération :

Arrêt de la cour de Paris du 7 mars 1835, rendu au profit d'un commis en librairie au traitement de 2,500 francs qui recevait en outre 10 p. o/o dans les bénéfices ⁽¹⁾.

Arrêt de Nîmes du 20 juillet 1864. La cour, sur la réclamation de l'employé intéressé d'un négociant en vins, a refait complètement l'inventaire et en a fait sortir un bénéfice au lieu d'une perte ⁽²⁾.

Arrêt de la cour de Rennes du 29 juin 1871, rendu en faveur du commis principal d'un entrepreneur de travaux publics ⁽³⁾.

Arrêt d'Amiens du 12 février 1876, confirmé par arrêt de la Cour de cassation, chambre des requêtes, du 3 janvier 1877 ⁽⁴⁾.

Jugement du tribunal de commerce de la Haute-Marne du 19 février 1883. Il s'agissait dans l'espèce de la grande usine métallurgique de Marnaval et d'un débat soulevé à la suite de l'inventaire entre le patron et les héritiers d'un chef de fabrication qui recevait 3,600 francs d'appointements et 6 p. o/o des bénéfices nets. Le tribunal a ordonné une vérification des éléments de l'inventaire ⁽⁵⁾.

Nous rappelons que la stipulation contraire à l'ingérence du commis intéressé n'existait dans aucune des espèces mentionnées ci-dessus.

Cette jurisprudence qui s'est faite en cinquante années à propos des réclamations de quatre commis intéressés et d'un chef de fabrication est très conforme aux règles du droit et nous n'en contestons nullement la sagesse; nous constatons seulement qu'elle pourrait et devrait s'étendre aux ouvriers participants eux-mêmes, et qu'ainsi généralisée son application pourrait créer, en fait, des difficultés inextricables et de réels dangers si la clause expresse d'interdiction dont nous venons de parler n'était admise.

Il suffirait pour entrevoir ces difficultés de mettre en face l'un de l'autre les mémoires produits devant le tribunal de commerce de Chaumont par les deux parties :

« Si la participation aux bénéfices, disait l'avoué des héritiers du chef de fabrication de Marnaval, famille d'ouvriers, n'est qu'un mode particulier de rémunération et de salaire, cette convention confère cependant au

(1) Affaire Poussielgue contre Meyer et C^{ie}.

(2) Affaire Binar contre X...

(3) Hermann contre Jigouzo.

(4) Vaguier-Fiquet contre Hauteœur.

(5) Héritiers Decées contre Guyot-Dormoy.

commis le droit de constater s'il y a des bénéfices et quel en est le véritable chiffre.»

Et l'avoué du patron répondait : « qu'on ne peut l'obliger à communiquer à des tiers ses moyens industriels, les noms de ses fournisseurs, commettants, correspondants ou clients, les opérations auxquelles il se livre, et, en un mot, le secret de son commerce ». Un employé révoqué ou démissionnaire qui veut s'établir pour son compte, un ouvrier soudoyé peut-être par un concurrent étranger pourraient susciter à dessein des procès pour se faire ouvrir les livres du patron et y prendre des notes !

III.

Il est heureusement très facile de prévenir de telles contestations. Il suffit pour cela d'insérer dans le règlement de la participation une stipulation contraire à toute ingérence anormale, c'est-à-dire une clause portant que les employés et ouvriers participants ne pourront prétendre exercer aucun contrôle sur la confection des inventaires.

La question a peu d'intérêt en ce qui touche les sociétés anonymes et en commandite dont les comptes sont toujours l'objet d'une certaine publicité. Quant aux entreprises individuelles, les livres étant tenus par des employés participants, le personnel connaît toujours plus ou moins bien la situation réelle de la maison. D'ailleurs, établie au profit d'un certain nombre d'employés et d'ouvriers, la participation suppose entre eux et le patron une confiance réciproque qui rend peu probables les velléités de contrôle hostile ou gênant. Quoi qu'il en soit, la clause dont nous venons de parler existe dans la plupart des règlements de participation. Elle est tacite et sous-entendue dans les autres, où l'on fera bien désormais de l'inscrire en toutes lettres. Est-il besoin d'ajouter que si, contre toute attente, les participants, abusant de la jurisprudence analysée ci-dessous, songeaient à empiéter à cet égard sur les pouvoirs nécessaires de la direction, celle-ci, soit par des modifications dans le personnel, soit même par l'abrogation pure et simple du règlement de participation, aurait toujours le dernier mot ?

Nous tenons néanmoins à dire que la jurisprudence démontre l'utilité de la stipulation contraire à toute immixtion dans les comptes et que cette stipulation est parfaitement régulière et légale. Nous pourrions citer, par analogie, à l'appui de cette opinion, deux arrêts rendus, l'un par la cour d'appel de Paris le 12 janvier 1881, et l'autre par la Cour de cassation le 19 juillet suivant, dans une affaire Lepoutre contre la compagnie La Nationale, où il s'agissait du contrôle des comptes en matière de participation dans les bénéfices des compagnies d'assurances sur la vie. La clause de stipulation contraire, que nous croyons valable et légitime, n'a pas du tout le caractère des conditions potestatives déclarées nulles par l'article 1174 du Code civil.

Un autre système, déjà appliqué en Angleterre pendant cinq ans sans difficulté dans l'usine métallurgique de MM. Fox Head et C^{ie} ⁽¹⁾, avec le concours des *publics accountants*, va être mis en pratique à Paris par une importante entreprise de couverture et plomberie où la participation existe depuis longtemps. Cette maison cherche à donner une garantie officielle aux ouvriers participants, sans compromettre ni l'autorité du patron ni le secret des affaires. C'est une tentative qu'il sera intéressant de suivre et d'observer dans ses applications. Les chefs de l'entreprise viennent d'introduire dans leur règlement de participation une clause nouvelle relative au contrôle des comptes. Ce contrôle sera opéré désormais chaque année par un arbitre-expert désigné à cet effet d'un commun accord par les patrons et les ouvriers. Voici le texte de la clause adoptée :

« A partir de l'exercice 1883, dit l'article 20 du règlement, les écritures continueront à être tenues et les inventaires seront établis en conformité de l'acte de société en commandite qui détermine : 1° le capital social ; 2° l'intérêt attribué à ce capital ; 3° les prélèvements des patrons et autres frais généraux ; 4° les réserves à prélever sur les bénéfices nets ; 5° la répartition des bénéfices aux ayants droit. Mais, pour garantir les droits des ouvriers et employés intéressés et bien que la comptabilité soit tenue par des participants et établie de manière à fixer régulièrement les parts, à chaque assemblée générale on procédera à la nomination d'un arbitre-expert accrédité près les tribunaux du département de la Seine, qui sera chargé du contrôle des comptes avec les commanditaires. Le rapport dressé par l'arbitre aura pour objet de constater : 1° si l'inventaire a été fait conformément aux prescriptions de l'acte social susmentionné, rendu public par le dépôt d'une expédition conforme aux greffes de la justice de paix de l'arrondissement où est le siège de la société, et du tribunal de commerce du département de la Seine, en conformité de l'article 55 de la loi du 24 juillet 1867, prescrivant la publicité qui doit être donnée à toute constitution de société commerciale ; 2° si la participation de 5 p. o/o dans les bénéfices nets de cet inventaire a bien été appliquée au personnel participant, suivant les statuts ⁽²⁾. »

⁽¹⁾ *Bulletin de la participation aux bénéfices*, t. V, année 1883, p. 168.

⁽²⁾ Barbas, Tassart et Balas, ancienne Société Ed. Goffinon et Barbas, boulevard de Strasbourg, 85, à Paris. Règlements et statuts du 1^{er} juillet 1884.

L'exemple ainsi donné a été suivi à bref délai par une autre maison qui appartient aussi à l'industrie du bâtiment. Le règlement de la participation aux bénéfices de la maison Mozet et Delalonde, entreprise de maçonnerie à Paris, mis en vigueur à partir du 1^{er} mars 1885, contient, sous la rubrique : contrôle des comptes, un article 7 ainsi conçu :

« Pour garantir les droits des ouvriers et employés intéressés, et bien que la comptabilité soit tenue et établie de manière à fixer régulièrement les parts, il pourra être procédé, sur la demande des participants et par eux, au scrutin secret

Il s'agit là d'une innovation et d'un essai. Presque toutes les maisons françaises qui donnent aujourd'hui la participation refusent d'une manière absolue au personnel tout contrôle officiel, direct ou indirect, sur les éléments qui servent à la confection de l'inventaire. C'est, à leurs yeux, une question capitale. Avant de s'occuper d'amélioration et de progrès, il faut vivre et ; dans ce but, protéger contre toute atteinte les conditions essentielles de l'activité industrielle. Au premier rang se place l'autorité du chef de la maison. Par conséquent si, contrairement à notre opinion, le moindre doute pouvait s'élever sur la valeur de la stipulation contraire à toute ingérence dans les comptes, insérée dans la plupart des règlements de participation, il faudrait demander d'urgence aux pouvoirs législatifs le vote d'un article de loi ainsi conçu :

«Lorsqu'en sus des appointements et des salaires, une participation aux bénéfices sans participation aux pertes est accordée individuellement ou collectivement, sous une forme quelconque, en espèces ou à titre de prévoyance et de retraite, aux employés ou aux ouvriers, il peut être valablement convenu, dans l'intérêt commun, pour conserver aux livres et aux inventaires le caractère que leur attribue l'article 14 du Code de commerce, que les ayants droit à cette participation renoncent d'avance à tout contrôle sur les comptes et documents qui servent à établir le chiffre des bénéfices, si mieux n'aiment les intéressés convenir que lesdits ayants droit accepteront la déclaration annuelle d'un expert-comptable choisi dans ce but par le patron et les ouvriers.»

Ce projet d'article de loi est la conclusion présentée par le rédacteur du

et à la majorité des voix, à la nomination d'un arbitre-expert accrédité près le tribunal de commerce, qui sera chargé du contrôle des comptes avec le comptable et les patrons.

«Le rapport dressé par l'arbitre aura pour objet de constater si les écritures ont été régulièrement tenues et si la participation de 10 p. 0/0 dans les bénéfices nets de l'inventaire a bien été appliquée au personnel participant suivant le présent règlement.

«Les honoraires à allouer à cet arbitre seront prélevés sur la participation, avant la répartition aux ayants droit.»

La pleine indépendance de l'autorité patronale est, en même temps, énergiquement affirmée et garantie par deux autres articles du même règlement. La participation aux bénéfices, dit l'article 11, est une libéralité volontairement offerte par les patrons aux employés et ouvriers de leur maison. Aussi MM. Mozet et Delalonde ne reconnaissent à personne le droit de critiquer leur gestion, ceux qui ne l'approuveront pas étant libres de se retirer ou de ne pas travailler pour eux. Et l'article 12 ajoute : «La répartition annuelle a lieu d'après les comptes de la maison, arrêtés à la clôture de l'exercice (fin février), sans que les participants aient le droit de s'immiscer en rien dans les écritures qui, du reste, peuvent être contrôlées conformément à l'article 7.»

présent mémoire, le 21 janvier dernier, à la Commission extraparlémentaire des associations ouvrières, nommée par le Ministre de l'intérieur.

Nous croyons que la participation du personnel dans les bénéfices, généralisée par l'initiative individuelle, peut contribuer, dans une large mesure, à assurer l'avenir des ouvriers et à pacifier les esprits; elle peut servir de base à un vaste système d'institutions de prévoyance et d'épargne. Mais, pour que la participation se propage et produise ses bienfaisants effets, il faut qu'elle s'organise peu à peu, grâce aux leçons de l'expérience, qu'elle trouve, qu'elle crée elle-même ses formes, ses organes, ses ressorts, ses contrepoids, ses garanties, ses méthodes, ses coutumes et ses lois. Appelée peut-être à donner satisfaction dans l'avenir aux grands intérêts solidaires du travail et du capital, la participation ne pourra réaliser cet heureux progrès qu'en sachant tenir compte en même temps des nécessités pratiques de l'industrie, des principes économiques et du respect sincère de tous les droits.

M. Charles ROBERT dépose sur le bureau le règlement de participation de l'ancienne maison Goffinon, entreprise de couverture et plomberie, qui contient la clause de l'expert-arbitre, et le tome VI du *Bulletin de la participation*, où l'on trouvera l'intéressant tableau graphique présenté par M. Chaix au dernier congrès de Blois.

M. LE PRÉSIDENT remercie M. Ch. Robert de son importante communication et s'associe à lui pour demander qu'on respecte avant tout, dans le projet de contrôle dont il est question, les droits et la liberté des patrons et chefs d'industrie.

M. Ch. LUCAS, de la Société centrale des architectes, indique la réserve qu'il convient de constituer en matière de participation aux bénéfices, pour l'usure et la dépréciation du matériel ou des bâtiments d'exploitation et pour l'amortissement du capital; mais il signale en même temps le danger que présente l'établissement d'une réserve exagérée, d'une annuité de rachat trop considérable, et les préjudices que les ouvriers, commis ou contremaîtres peuvent en éprouver.

M. LEVASSEUR, M. TRANCHANT ET M. CH. ROBERT échangent avec M. Ch. Lucas diverses observations au sujet de la distinction à faire entre l'amortissement du capital primitif et l'amortissement

des capitaux nouvellement versés dans l'industrie ou l'établissement.

M. GOFFINON entretient l'assistance des moyens à l'aide desquels on peut remédier à la difficulté qui vient d'être signalée par M. Ch. Lucas : il est facile, par exemple, de procéder chaque année, lors de l'établissement de l'inventaire, à une réestimation nouvelle de chaque pièce du matériel, en tenant un compte exact de l'usure ou de la disparition de chacune d'elles. Cette réestimation supprime tout amortissement. Il indique à ce propos les avantages qu'assure pour le bon entretien du matériel la participation des ouvriers au bénéfice. Les pertes annuelles de matériel ont été ainsi diminuées dans des conditions considérables dans un établissement qu'il connaît, une fois les ouvriers de cet établissement intéressés dans les bénéfices de la maison.

M. A. VITU, de la Société de l'histoire de Paris et de l'Île-de-France, communique un mémoire sur cette question : *La propriété bâtie à Paris.*

La contenance et le type de la propriété bâtie à Paris varient à l'infini, à l'opposé de ce qui se voit dans plusieurs villes d'Angleterre et d'Amérique. D'où résulte une grande difficulté pour une appréciation générale de la valeur comparée de cette propriété. Alors même qu'on peut suivre entre les mêmes mains les destinées et l'histoire d'un hôtel ou d'une maison, on ne peut se rendre compte exactement de la valeur de cet hôtel pendant une longue période de temps. M. Vitu cite à l'assistance quelques preuves de la difficulté que présente l'évaluation de la valeur comparative de la propriété bâtie à Paris. Il résume ainsi l'histoire fort intéressante de l'hôtel sis place des Vosges, n° 14 (précédemment 25, place Royale), resté 300 ans entre les mains de la même famille (famille de Lescallapier), de la maison occupée aujourd'hui quai Conti par la librairie Nyon et des maisons sises aux n° 40 et 21 de la rue de Richelieu, constatant à ce propos la difficulté, sinon l'impossibilité, que présente, en raison d'inévitables lacunes, l'évaluation exacte de la valeur comparative de la propriété bâtie à diverses époques, même pour celui qui peut en connaître le mieux l'histoire.

De l'ensemble de ses recherches, M. Vitu est amené à constater l'augmentation constante de la valeur de la propriété bâtie à Paris ; mais il convient, ajoute-t-il, de ne pas oublier que cette plus-value

se lie étroitement à la plus-value des terrains et que la valeur propre de la construction n'est qu'un facteur secondaire : la valeur du terrain est le premier et le plus important.

M. LE PRÉSIDENT remercie M. Vitu de sa très intéressante communication et échange quelques observations avec lui sur la valeur de la propriété bâtie à Paris. L'augmentation de la valeur de cette propriété peut être établie dans une certaine mesure en dehors de l'augmentation du prix du terrain. Il en cite un exemple fort probant entre bien d'autres qu'on pourrait indiquer.

M. Ch. LUCAS demande qu'on réserve pour le prochain Congrès la question de la valeur de la construction à Paris, dont l'étude se lie, suivant lui, à tout un ordre de considérations générales, économiques et juridiques, sur lesquelles l'attention de la Section pourrait être fort utilement appelée.

M. ARNOULD, de la Société de Loir-et-Cher, a la parole sur ce sujet : *De la codification générale des lois françaises*. Le mémoire dont il donne lecture, s'appuie sur le plan dressé par M. Eugène de Rochas et en résume les lignes principales. M. de Rochas assimile la nation à un type unique, à un type individuel dont il étudie les formes et les fonctions diverses.

Le plan qu'il a imaginé dans ces conditions classe les lois de la France en lois relatives : 1° à son territoire; 2° à son organisation; 3° à ses fonctions. Il aurait, dit M. Arnould, pour principal avantage de permettre la recherche facile de toute loi.

M. TRANCHANT fait observer qu'il ne faut point s'attendre à voir jamais le législateur procéder à une codification aussi générale que celle indiquée par M. de Rochas. Ce que le législateur peut faire utilement, c'est de chercher à codifier, en certaines matières, comme complément de ce qui a déjà été fait dans les matières de droit civil, commercial, pénal, etc. On peut citer comme travail de ce genre le *Code rural* préparé sous le dernier Empire, et dont la confection s'achève maintenant.

Dans les matières administratives, il ne faut pas se le dissimuler — la codification est plus périlleuse à cause des modifications fréquentes que comporte le sujet.

M. CAILLEMER insiste sur la difficulté que présenterait l'exécution du travail proposé par M. de Rochas.

M. TRANCHANT ajoute qu'au point de vue des recherches pratiques, c'est surtout par la rédaction des répertoires et des dictionnaires qu'il faut chercher à procurer des facilités aux intéressés. Ces recueils ont d'ailleurs l'avantage de donner des indications sur la jurisprudence en même temps que sur la législation.

M. CHÉNUAU présente des observations dans le même sens. Il remarque, en outre, qu'avec le temps certaines réformes se font d'ailleurs. La nouvelle loi de 1881 sur la presse a codifié ainsi, dans d'excellentes conditions de recherches pour les avocats et pour les magistrats, les dispositions si nombreuses et jusque-là éparées dans nos codes.

M. Ch. LEMIRE, de la Société de géographie commerciale de Paris, dépose sur le bureau un article *sur la question coloniale et la question sociale en France* et lit le mémoire suivant :

Les événements récents qui ont fait éprouver au pays un sentiment de malaise passager ne sont pas de nature à détourner notre attention des possessions françaises de l'Océanie et des territoires sans maîtres, où se débattent nos intérêts sociaux et nationaux.

En nous renfermant dans le domaine de la science économique et sociale et de géographie commerciale, nous y trouvons, au contraire, de graves et profitables enseignements pour le présent, de précieux encouragements et un vaste champ d'action pour l'avenir.

Laissant donc de côté les points sur lesquels la domination française est aux prises avec de jalouses contestations et des rivalités étrangères, nous ne nous occuperons ici que des territoires nouveaux où elle est en mesure de faire pénétrer pacifiquement sa *civilisation* par la *colonisation*.

Ces deux expressions sont sinon synonymes, du moins *connexes*. La question sociale sera en partie résolue avec la question coloniale. Il y a là en jeu un intérêt national qui est du ressort des sciences économiques, sociales et géographiques. Un Français de grand talent, un esprit clairvoyant, l'auteur de *la France nouvelle*, avait jeté à notre nation ce cri d'alarme : « Avant deux siècles, le monde sera anglo-saxon ! » Il ne prévoyait pas l'entrée en lice d'une nouvelle puissance coloniale, l'*Allemagne*, qui, dans le partage des îles de l'Océanie, se fait une large part à côté de la Grande-Bretagne et de la France.

Prévost Paradol, après cette prédiction fatale, a voulu mourir avant nos désastres.

Par une même intuition patriotique, Thiers, Gambetta et enfin un académicien, dont nous déplorons la perte récente, Edmond About, ont, avant de disparaître, lancé les mêmes appels à leurs compatriotes, et ces appels ont eu à l'étranger un écho plus éclatant encore que dans notre pays.

Qu'est-ce donc que la colonisation ?

« Il faut, disait About à son retour d'Algérie et quelques jours avant sa mort, pour toute œuvre de colonisation, des pionniers, *des premiers occupants du sol* ; il faut en second lieu *une sanction du gouvernement* dont relèvent ces premiers occupants ; il faut en troisième lieu *des colons*. »

Quelques jours après, dans un parlement voisin, un homme d'État des plus célèbres définissait ainsi la colonisation : « Il faut des *premiers occupants* qui fondent les premiers établissements ; il faut ensuite la sanction, la *consolidation de ces établissements par la métropole* dont ils relèvent ; il faut enfin *l'élan spontané, l'enthousiasme des nationaux*, des compatriotes. »

Vous serez sans doute frappés comme moi de ces rapprochements extraordinaires ; tout à l'heure c'était entre deux camarades d'école, deux universitaires, et c'est peut-être pourquoi leur cri patriotique a été si bien entendu de l'Université, notre *alma parens*. Maintenant c'est entre deux hommes séparés par un antagonisme international que nous partageons tous pour le présent du moins.

On a trop souvent répété, Messieurs, que *les Français ne sont pas colonisateurs*. On a prouvé le contraire par l'histoire de notre *passé colonial*, dont les avantages acquis ont été perdus *par notre faute*.

Je désire aujourd'hui vous exposer, comme preuve nouvelle, des faits tout récents : la conquête commerciale d'un archipel océanien par un vieux ponton français.

Vous savez qu'il existe à quatre-vingts lieues de Nouméa, *dans les eaux de la Nouvelle-Calédonie*, un archipel de vingt-cinq îles principales et de 140 lieues de longueur, appelé par Quiros, qui le découvrit en 1606, *Australie du Saint-Esprit* ; puis par Bougainville en 1768, *Grandes Cyclades*, et enfin six ans après par Cook en 1774, *Nouvelles-Hébrides*. Cet archipel, habité par 50,000 Canaques, est indépendant.

Objet de la convoitise des Anglo-Australiens, qui appliquent à l'Océanie la doctrine de Monroë d'une part, et des Franco-Calédoniens d'autre part, qui veulent rester les maîtres chez eux, ces prétentions simultanées amenèrent les deux partis à contracter en 1878 une convention aux termes de laquelle chacune des deux nations s'engageait à ne pas prendre possession de ces îles, sans un *avis préalable* notifié à l'autre intéressé.

Cette convention, aussi fâcheuse que celle qui nous lie pour les îles sous le vent dans l'archipel de Taïti, ne pouvait léser que nous. C'est la situation actuelle.

Il s'agissait de tourner la difficulté, de se passer de l'intervention de l'État et de faire les dépenses nécessaires pour l'acquisition de ces îles au moyen de deniers privés fournis par des colons français.

C'est alors que se forma à Nouméa, en septembre 1882, la Compagnie commerciale des Nouvelles-Hébrides. Un capital de 500,000 francs fut souscrit en trois jours entre les colons français de Nouméa. Ce fut un mouvement général d'opinion, une manifestation nationale de nos compatriotes. L'action des particuliers précédait et remplaçait l'action gouvernementale, momentanément impuissante pour la sauvegarde de nos intérêts futurs. C'est ainsi que s'était fondée la colonie de Victoria en Australie. Les Calédoniens constituaient une sorte de nouvelle compagnie des Indes, mais sans charte, sans privilèges ni monopole, sans vaisseaux de guerre et sans troupes. C'est en quoi cette entreprise mérite votre attention et votre admiration.

La compagnie acheta 200,000 hectares de terres dans les diverses îles. Elle fit l'acquisition des comptoirs et établissements déjà existants; elle en prit les gérants étrangers comme ses propres agents. Par suite, la colonisation française s'implantait sans rivale dans l'archipel.

Après s'être établis à Franceville et à Port-Hovannah dans l'île *Sandwich*, l'île principale qui a 3,000 habitants, les Français traitèrent avec les indigènes de l'île *Tauna* qui a 4,000 habitants. C'est là qu'on trouve un volcan en éruption et des gisements de soufre plus riches que tous ceux de la Sicile. Le sol y est d'une fertilité extraordinaire et les plantes y atteignent des dimensions prodigieuses.

L'administration coloniale française intervint pour valider ces différents traités particuliers, pour *sanctionner* la loyauté et la légalité des acquisitions faites par nos nationaux sous pavillon national.

La colonisation française se propageait ainsi pacifiquement dans ces îles peuplées de races déchues. Ces territoires se trouvant sous un climat propice à la race européenne sont propres à faire des colonies *agricoles*, c'est-à-dire des colonies de *peuplement* si recherchées par les nations européennes depuis qu'a commencé cette *curée d'annexions* prédite depuis plusieurs années.

Les choses étaient en cet état, lorsque de nouvelles appréhensions surgirent à l'égard des établissements fondés par nos compatriotes.

Les missionnaires wesleyens et presbytériens anglais faisaient aux Hébrides une active propagande en faveur de l'Angleterre. Ils indisposaient les indigènes contre nous. Ils faisaient remettre par un haut fonctionnaire rentrant en Angleterre une soi-disant pétition de chefs hébridais demandant à la reine leur annexion à l'Australie.

De plus, l'Allemagne qui n'était liée par aucune convention comme la nôtre, avait établi sa prépondérance aux îles Samoa et aux Touga, où elle entretient des agents et des navires de guerre. Elle venait de planter son

pavillon dans la partie Nord de la Nouvelle-Guinée, la Nouvelle-Bretagne et l'île Anderson. L'Angleterre ripostait par l'occupation des archipels Louisiades et Woodlark, d'Entrecasteaux et du golfe Huon, groupes d'îles portant des noms français. On prêtait à l'Allemagne l'intention d'envoyer des colons allemands aux Nouvelles-Hébrides, ce qui était un premier pas vers l'annexion. Les colonies australiennes protestaient en vain contre les occupations allemandes. L'Angleterre et la France pouvaient, en présence de tels faits, se croire dégagées de leurs stipulations réciproques.

Enfin, le 26 octobre 1880, le paquebot-poste apporte à Nouméa la nouvelle que le Parlement de la Nouvelle-Zélande, sur une proposition du premier ministre, sir Julius Vogel, avait favorisé la création d'une société anglo-australienne ayant pour objet l'exploitation commerciale des Nouvelles-Hébrides. Le capital souscrit devait être de 25 millions de francs avec jouissance d'un intérêt annuel de 5 p. o/o garanti par le Parlement de Wellington. Or qui veut *exploiter* doit *occuper*. Une telle concurrence aurait ruiné l'influence française aux Hébrides et les Anglais auraient remplacé notre pavillon par le leur dans cet archipel, bien qu'il soit reconnu comme une dépendance géologique de la Calédonie.

Il faut savoir en outre que notre colonie de Nouméa a recruté jusqu'ici sa main-d'œuvre volontaire et libre aux Nouvelles-Hébrides, et que les Australiens de Queensland et des Fidjis, les Allemands de Samoa en font autant à notre détriment.

Un haut commissaire anglais, qui dispose aux Fidjis des navires de guerre de la station navale anglaise, s'arroge sur ces îles une juridiction arbitraire, visite les tribus, règle les différends entre Européens et Canaques, sanctionne les contrats, venge les trahisons et donne ainsi à son pavillon une prépondérance devant laquelle la nôtre n'aurait bientôt plus qu'à s'incliner.

La Calédonie, avec son contingent de dix mille condamnés et libérés et bientôt de milliers de récidivistes, n'a presque plus de terres à concéder aux colons libres. Ceux-ci ont donc jeté leur dévolu sur cette dépendance de leur colonie. Enfin la Calédonie étant entourée par les Fidjis, Norfolk, la Nouvelle-Zélande, qui sont aux Anglais, et par les Samoa où les Allemands règnent en maîtres, n'a plus qu'une issue restée ouverte vers la voie de Panama, une *trouée de Belfort* vers ce canal transocéanique dont Taïti, les Marquises, les Gambier, les Touhouaï et les Tamataves forment les étapes, les Échelles océaniques, acquises depuis plus de quarante ans par la France. Livrer cette porte aux étrangers, c'est perdre le fruit de ces quarante ans de travaux, de luttes, de sacrifices d'hommes et d'argent, alors que nous devrions être les premiers à tirer profit de l'œuvre que le *grand Français*, le *poussendeur de grands continents* aura achevée dans trois ans.

Dans ces conjonctures, que faire ?

En appeler à la métropole, au pouvoir central ? On est absorbé en France

par d'autres préoccupations plus graves. Le président-fondateur de la Compagnie franco-calédonienne revenait des Nouvelles-Hébrides. Le Conseil décide qu'on y retournera immédiatement et qu'on devancera ainsi les Australiens dont les projets tomberont d'eux-mêmes.

Un vapeur français, *le Néoblie*, fut affrété à Noumea, et le soir du 3 novembre 1884, moins de huit jours après que la tentative des Australiens eût été connue, le président, M. Higginson (qui a conquis en 1876 ses lettres de grande naturalisation française), plusieurs administrateurs, des négociants, un capitaine d'infanterie de marine, des officiers de la marine marchande étaient en route pour les Hébrides, sans discours préalables, sans discussions, sans bruit.

Le 6 et le 7 novembre, on prenait charge des produits des établissements français dans l'île Sandwich, à Franceville et à Port-Havannah.

On trouvait dans ce dernier port un vieux ponton français qui y servait de magasin flottant.

Il s'appelait *le Chevert*. Jadis navire de guerre français, il avait promené notre pavillon en Océanie. Par une nuit sans lune, il s'était disloqué sur les récifs. Ses débris furent achetés par la Compagnie calédonienne. Elle les fit réparer et en fit un comptoir commercial flottant.

Le Néoblie le prenait à la remorque et l'on partait le même soir (7 novembre) pour *Port-Sandwich* (qu'il ne faut pas confondre avec l'île précitée), principal mouillage de l'importante île de *Mallicolo*.

La mer était très mauvaise au large.

Dans la nuit, la remorque du ponton casse sous l'effort des vagues. Deux capitaines français et les agents de la Compagnie, après deux heures de lutte contre la mer, dans une obscurité pleine de périls, réussissent à rétablir les amarres et à reprendre la remorque. Dans la nuit suivante (8 novembre), on était en face de l'entrée de Port-Sandwich.

Vous savez que les îles de la mer de corail sont entourées d'une ceinture de récifs, murailles édifiées par les polypes, ces *faiseurs de mondes*, comme les appelle Michelet, pour en défendre l'approche. Des passes étroites s'ouvrent entre ces formidables récifs. Il faut des pilotes et des manœuvriers habiles pour les reconnaître et les franchir.

Représentez-vous deux navires amarrés l'un à l'autre, se trouvant pris de tous côtés entre deux mascarets. Il est nuit. On entend mugir les vagues déferlant avec fracas sur ces dangereux récifs, couvrant le pont d'embruns et de vapeurs. On ne distingue que les nuages blanchâtres d'écume jaillissant à intervalles réguliers. On se prépare en silence à pénétrer entre les deux gouffres.

Passer la nuit au large, c'est risquer de nouveau de perdre *le Chevert*, de se perdre soi-même. Tenter l'entrée, c'est risquer la sécurité des deux navires, la vie des hommes, le succès de l'entreprise. D'intépides marins hésiteraient; d'intépides colonisateurs français n'hésiterent pas.

Ordre est donné de franchir la passe.

On arme une baleinière. On y embarque le capitaine Gaspard avec les feux de position du vapeur pour éclairer les abords de la passe et servir de pilote.

La barre du steamer est solidement tenue. Le capitaine Martin a l'œil sur les feux de son pilote.

Celui-ci avançait en godillant à l'arrière de son embarcation. La godille casse et le pilote tombe à la mer. L'un des fanaux s'abat dans l'embarcation. L'homme est perdu dans les ténèbres, mais les yeux perçants de ses Canaques le retrouvent se débattant dans les flots. Ils le repêchent et le ramènent sain et sauf dans son canot. Ainsi, voilà l'un des conquérants sauvé par les indigènes de ces peuplades qu'il va conquérir. C'est un fait nouveau, non sans gloire pour notre race. Les fanaux sont remis en position. On reprend la route et, vers dix heures et demie du soir, le *Néoblie* et le *Chevert* mouillaient côte à côte dans le port de Mallicolo, à l'abri dans une baie entourée d'une magnifique végétation et qui ne peut être comparée qu'à celle de Rio-Janeiro ou de Sydney pour son étendue et sa beauté.

Le lendemain, à l'aurore, la plage se couvrait d'indigènes étonnés de la forme bizarre du *Chevert* et se demandant comment dans la nuit un pareil navire désarmé avait pu venir où il se trouvait!

Après quelques moments d'hésitation, les pirogues amenèrent sur le pont une cinquantaine de Néo-Hébridais et les principaux chefs de l'île qui compte 6,000 habitants.

Ils entrent en pourparler avec le chef de cette expédition pacifique, comme l'Océan au milieu duquel elle s'accomplissait. Ils demandent à trafiquer avec les Français, à être protégés par eux et s'engagent à protéger nos compatriotes établis dans ces parages. Ils réclament la faveur de se considérer comme sujets français et d'arborer dans leurs villages et sur leurs pirogues le pavillon français.

C'était une proposition attendue et désirée. Le chef de l'expédition revêt le principal chef hébridais, Naïm Bangéréré, d'une vareuse galonnée et d'un képi de capitaine et il lui boucle à la ceinture un sabre orné d'une dragonne aux trois couleurs nationales. Un contrat est rédigé et les clauses, aussi courtes que précises, en sont traduites aux chefs assemblés par des interprètes de leur race, bien connus d'eux, et ayant leur confiance. Les chefs y mettent leur croix et tous les Français et Européens présents y apposent leur signature. Ce traité confirmait en outre la vente de la baie de Port-Sandwich (Mollicolo) à la Société franco-calédonienne, et l'établissement d'un centre commercial français dans cette île; on sollicitait enfin la validation, de la part du Gouvernement français, des stipulations conclues de part et d'autre.

Acte était dressé du mouillage du *Chevert* pour servir de comptoir français et pour couvrir de notre pavillon les acquisitions faites par les Français.

Ce résultat est dû à l'initiative énergique et patriotique de colons français. Dira-t-on encore que nous ne sommes pas colonisateurs? Dans le même moment, les Anglais envoyaient le commodore Erskine avec un cuirassé et quatre navires de guerre planter le pavillon britannique à Moresby, dans le Sud de la Nouvelle-Guinée.

Avec l'aide d'un missionnaire presbytérien, le commodore put réunir une quarantaine d'indigènes à bord du *Nelson*. On leur fit visiter les batteries du cuirassé; on leur servit à discrétion du riz sucré; puis on fit savoir au chef que son pays était désormais placé sous l'autorité de la Reine qui allait envoyer un fonctionnaire anglais y résider.

Le bruit des canons se joignit aux sifflets stridents de la sirène de brume et à l'éclat de la lumière électrique. Un mât de pavillon est planté par un missionnaire. Le pavillon est hissé par un officier. Les pavois sont arborés, la musique joue le *Good Save*. Toutes les troupes sont en grande tenue. Le commodore investit le chef indigène d'un droit de suprématie sur les autres chefs de tribus. Enfin il lui remet, comme insigne de son autorité, une canne d'ébène garnie de l'effigie en argent de la reine Victoria, en disant : « Je confie cette canne au chef, afin qu'il puisse déferer toutes les affaires qui surgiront au représentant de la Reine dont cette canne porte l'image! »

Une distribution de cotonnades anglaises, de pipes, de tabac et de couteaux termina la cérémonie, et le protectorat britannique était proclamé et établi sur un vaste territoire en Océanie.

Comparez, Messieurs, les forces mises en présence de part et d'autre, en Nouvelle-Guinée et aux Hébrides.

De notre côté, Messieurs, ce n'est pas une flotte, c'est un vieux ponton qui n'a plus qu'un mât, mais qui garde à cet unique mât, comme autrefois *le Vengeur* au moment de s'engloutir, notre pavillon haut et ferme. Il lui suffit de le montrer et autour de lui se groupent des peuplades inférieures, parce qu'elles comprennent qu'il apporte dans ses plis, en Océanie comme dans le centre africain, l'affranchissement, la justice, la fraternité, la liberté.

N'est-ce pas là, Messieurs, une image touchante du sort de la patrie? Elle aussi a ses jours de gloire et ses jours de revers. Mais quand le pavillon est déchiré par la tempête ou les balles, ses lambeaux sur terre et sur mer, en France comme sur tous les points du globe, suffisent pour faire serrer en rangs plus pressés ses héroïques enfants autour de lui. La fortune du navire a pu varier suivant les risques de la mer; mais il vient toujours une embellie où le pavillon se relève plus fier, plus glorieux, plus cher à tous les Français. Et le 10 novembre dernier, il a conquis à la France, loyalement, pacifiquement, un nouvel archipel en Océanie.

Vous connaissez la devise du Chancelier de fer qui vient d'inaugurer au profit de sa patrie la colonisation allemande. Cette devise est celle-ci : *Fort una nec regitur!*

Comme celle de César, la fortune du Chancelier semble n'avoir rien à redouter du caprice des flots qui la portent. Laissez-moi proposer, en raison des péripéties maritimes que j'ai eu l'honneur de vous exposer, de donner pour devise à nos possessions commerciales des Hébrides la devise plus modeste de notre capitale : *Fluctuat nec mergitur.*

Le pavillon qui flotte sur le *Chevert* aux antipodes et celui qui flotte sur l'hôtel de ville de Paris est un et indivisible : c'est le pavillon français ; c'est l'image de la mère-patrie.

Et maintenant, Messieurs, revenons au programme de la colonisation :

1° Les premiers occupants, les fondateurs d'établissements par l'initiative privée, les voilà, vous les connaissez ;

2° Quant aux colons, notre état social actuel nous fournit en ce moment des milliers de volontaires dans les villes et les campagnes ;

3° Enfin, en ce qui concerne la sanction, la consolidation officielle par le Gouvernement métropolitain des établissements fondés, nous l'obtiendrons, car le pavillon qui couvre nos marchandises et nos marchands est le même que celui qui couvre notre armée et notre marine, qui protège nos intérêts commerciaux et défend notre honneur militaire. A l'élan spontané de nos compatriotes des colonies répondra l'élan spontané de la métropole. La patrie sera prolongée au delà des mers et après ses douleurs elle revivra plus forte et plus prospère, grâce aux jeunes générations de Français patriotes répandus jusqu'aux extrémités du monde.

M. Ch. LEMIRE, de la Société de géographie commerciale de Paris, entretient la Section de l'état actuel de la *Question coloniale en France*. Il constate son actualité, l'intérêt qu'elle excite, les efforts qui ont été faits déjà et ceux qu'il reste à faire.

Il résume, à ce propos, l'histoire curieuse de la colonisation française dans l'archipel des Nouvelles-Hébrides. Cette colonisation s'est faite pacifiquement, commercialement. Elle doit être encouragée, malgré les obstacles qu'elle rencontre au dehors, car elle présente des avantages considérables aux points de vue économique et commercial.

M. LE PRÉSIDENT remercie M. Lemire de sa communication, à l'occasion de laquelle il entretient l'assistance des conditions dans lesquelles les colons de l'Australie ont agi dans ces dernières années sur le Gouvernement britannique pour demander l'établissement de l'autorité anglaise dans la Nouvelle-Guinée.

M. NOTTEL, de la Société des Amis de la paix, lit un mémoire sur ce sujet : *Le patriotisme et le cosmopolitisme; preuves par la philosophie et l'observation qu'ils sont l'un pour l'autre la condition d'existence*. Le cosmopolitisme n'est autre chose que le patriotisme humain. La société ne peut trouver son salut que dans l'établissement de la solidarité universelle. Pour établir cette évolution féconde, il faut un mouvement comparable à celui de 1789, dont il appartiendrait à la France, dit M. Nottel, de prendre l'initiative.

La séance est levée à midi.

SÉANCE DU JEUDI 9 AVRIL 1885.

SOIR.

PRÉSIDENCE DE M. LEVASSEUR.

Le bureau se compose de : M. Tranchant, vice-président ; M. Lyon-Caen, secrétaire ; MM. Chénuaud, Rameau, Marc de Haut, assesseurs.

L'ordre du jour appelle la discussion sur la question n° 1 du programme : *De la division de la propriété en France*, sur laquelle des mémoires ont été lus dans les séances de mardi et de mercredi soir.

M. BRANTS, professeur à l'Université de Louvain, présente les observations suivantes :

Dans une conférence des plus savantes et intéressantes, M. Rameau a exposé hier l'histoire de la propriété sous l'ancien régime français. Il a fait une excursion dans les autres pays, et notamment, passant la frontière du Nord, il s'est arrêté à l'histoire de la terre en Belgique. Il m'a mis en cause d'une manière très inattendue pour moi et mis en demeure de répondre au point de vue belge aux questions du congrès. J'ignorais le texte de ces questions, et ne m'attendais à venir ici qu'en auditeur. Je demande pardon à l'assemblée de ne répondre que par affirmation, ne pouvant lui apporter à l'improviste de documents à l'appui.

M. Rameau a bien voulu m'interroger spécialement sur le phénomène de recomposition de la grande propriété qu'il a constatée en France au xiv^e siècle et à d'autres époques dans les autres pays d'Europe, notamment en Allemagne au xv^e siècle, et en Angleterre à la fin du même siècle et au xvi^e. De ce phénomène, dit-il, il n'y a point trace dans mon mémoire ⁽¹⁾, dont il a fait un éloge qu'il ne mérite point. De fait et avant d'aborder le détail de la question, ce phénomène ne m'a point frappé dans l'histoire de notre sol belge. Le fait de la *division du sol* et de son émancipation est constaté sans interruption dans nos annales rurales. Il y a là une *certitude négative* qui se base sur l'absence de preuves de la reconstitution des grands do-

(1) *Essai historique sur la condition des classes rurales en Belgique*. Paris, Champion, 1880.

maines, et ensuite une *certitude positive* par l'affirmation fréquente de la division du sol révélée par les cartulaires, les livres terriers et les chroniqueurs des diverses époques.

Voilà le fait.

Décomposons maintenant, si vous le voulez bien, ce phénomène. D'après M. Rameau, la reconstitution de la grande propriété s'est faite par *deux voies* : 1° l'absorption des communaux au profit des seigneurs; 2° la reprise des petits fiefs et des petits domaines qui se morcelaient.

Ces deux points doivent être examinés au point de vue belge.

I. — BIENS COMMUNAUX.

Les biens communaux ont été considérables en Belgique. M. Rameau les fait dériver de la *marca*. De fait, l'usage de ces communaux avait certaines analogies avec le type germanique, et notamment les biens en jouissance commune administrés par les fonctionnaires de la communauté. Cette forme de constitution du village répondait d'ailleurs aux exigences économiques de l'époque pour des populations sortant à peine du régime pastoral. Mais la *marca* n'a point eu sur notre sol son type primitif absolu. On a beaucoup étudié la *marca* (Maurer, Nasse, Inama Sternegg, Laveleye). Or il est prouvé que son type pur, tel que M. Rameau l'a décrit hier, n'a point existé chez nous; notamment, on y a ignoré la rotation des cultures dont il n'y a aucune trace (M. Thonissen l'a prouvé). Mais les biens communaux n'en sont pas moins une trace des souvenirs germaniques, trace d'autant plus forte qu'on remontait plus vers le Nord. Il y a donc eu partout en Belgique des communaux dans les villages libres, comme dans les villages seigneuriaux, formés d'eux-mêmes et par concession, par suite des nécessités de l'économie agraire de l'époque. Les mots, le souvenir de la *marca* y étaient, mais la chose était très modifiée.

Dans beaucoup de cas, les seigneurs auraient donc pu reprendre leurs communaux, comme en France (*mei juris*). D'ailleurs, ce n'est pas le souvenir de la *marca* qui les eût arrêtés, car en Allemagne ils reprirent les communaux malgré cela. Ils invoquèrent là non leur droit de propriété, mais leur droit seigneurial, confondant les principes du droit germanique avec ceux du droit romain. C'est ce qui excita la fameuse guerre des paysans.

Si les seigneurs belges n'ont point repris les communaux, ce n'est donc point à la *marca* qu'il faut en rendre grâce.

A quoi, donc? En fait, on ne constate point d'emprises, point de réclamations, pas d'apparence d'une guerre de paysans. Il y a des difficultés isolées, pas un *fait social* général comme les *enclosures* anglaises ou les ab-

sorptions allemandes. N'y avaient-ils donc point d'intérêt? *C'est possible.* Nous le verrons bientôt. Ce n'est pas à dire d'ailleurs qu'il n'y eut jamais de difficultés. Souvent les seigneurs et les communautés discutaient l'étendue d'un droit d'usage; le seigneur cherchait à s'en débarrasser. Mais il intervenait alors des arrangements amiables.

Les communaux n'ont point été chez nous l'objet des mesures qui les ont entamés en France. Il y en a encore dans les provinces les moins cultivées, et parfois ces droits d'usage et autres (affouage) constituent, en effet, des ressources importantes, des subventions de 300 à 400 francs par an et par feu.

Les communaux s'éteignent d'eux-mêmes et disparaissent, comme la *marca* elle-même, par les progrès de la culture.

II. — PETITES PROPRIÉTÉS. MORCELLEMENT.

La reprise des petits domaines ne se manifeste pas davantage. La Belgique, je le répète, est de bonne heure toujours signalée comme terre de petits domaines, et de petits domaines prospères quand les malheurs publics ne les grevaient pas. De bonne heure, le prix des lopins de terre monte fort; les acquéreurs font de grands sacrifices : il y a le *démon de la propriété*. Certes, il y a des périodes de *calamités* et de *dépopulation*, mais non d'*expropriation*. La richesse se reforme vite : ce qui est le propre des nations vigoureuses.

N'y a-t-il donc pour le petit domaine aucune période de dépression? Les propriétaires féodaux n'ont donc jamais tenté de reprendre leurs concessions? Il y eut *un moment*, au *xv^e* siècle, sous les ducs de Bourgogne, où la tendance à aggraver les charges se manifesta.

Pendant le *xvi^e* siècle et les époques suivantes, on ne voit point ces luttes; les seigneurs, au contraire, ont, sur leurs féodaux, une influence *sociale* qui exclut les exactions.

Il est toujours question des petits domaines; les acquisitions à un prix élevé sont signalées à bien des reprises à diverses époques. Je ne vois point dans toute l'histoire une période où la grande propriété envahisse les petits domaines. Souvent sans doute, la petite propriété était dissimulée sous le masque féodal de la *censive* ou de quelque concession analogue, mais la situation réelle n'en était pas affectée. C'était bien de la petite propriété.

M. Rameau me demandait si le morcellement ne s'était pas produit et n'avait point nécessité de mesures spéciales.

En fait, cette question ne se présente guère dans notre histoire économique. Nous avons toujours eu la prédominance de la petite culture, et l'exemple des Flandres a, sous ce rapport, été contagieux.

Certes, ce type flamand n'était point universel, mais il exerçait sans doute de l'influence. L'idée des vastes domaines, des *latifundia*, ne s'est point

présentée. Le type était petit, point également partout, mais la tendance était de ce côté. Une sorte de bon sens, qui existe encore, empêchait d'ailleurs qu'on ne réduisît outre mesure les domaines.

Même, à la fin de l'ancien régime, la question du morcellement ne se pose guère. Les voyageurs admirent nos cultures (A. Joung, etc.). Les agronomes les plus considérables approuvent et encouragent les petits domaines et vont même jusqu'à proposer un *maximum* (Abbé Mann, etc.).

Voilà le fait!

Quelle en est la cause? Pourquoi la grande propriété féodale et la grande culture ne s'est-elle point reconstituée? L'examen de la question serait plus long que ne le permettrait la patience de la Section. Je me permets de dire en deux mots : les seigneurs n'ont eu ni cet *intérêt*, ni ce *désir*.

Intérêt. Il va de soi que l'intérêt souvent inconscient est le grand mobile de ces phénomènes sociaux; or, en Belgique, les seigneurs étaient convenablement payés par la richesse de leurs petits censitaires. Les rentes étaient peu élevées souvent mais ils s'en contentaient, ayant en compensation une large influence. La grande culture n'eut point, comme en Angleterre, élevé leur produit net. Hausser les rentes comme en Allemagne et en Angleterre aussi eût désaffectionné les populations.

Désir. C'est la seconde raison : les seigneurs belges restaient chez eux et tenaient à leur influence plus qu'à leurs revenus. C'était au moins la grande masse, c'est un trait caractéristique. — La raison est difficile à indiquer : l'absence des goûts de luxe si répandus en Allemagne et que Langenthal et Janssen donnent comme motif de ce qui s'y passa; l'absence d'une Cour qui pût provoquer les dépenses, sauf un moment, sous les ducs de Bourgogne, voilà, sans doute, la cause principale.

On n'a donc pas exproprié parce qu'on n'y avait point un intérêt sérieux et pressant : celui d'augmenter son revenu pour pouvoir dépenser davantage et que, d'autre part, ce revenu même peu élevé des petits domaines était bon et sûr.

Voilà les quelques mots que je crois pouvoir répondre aux questions qu'a bien voulu me poser M. Rameau, en m'excusant d'avoir porté une parole étrangère dans cette assemblée française.

M. RAMEAU demande s'il y a de grandes propriétés en Belgique et quelle est leur origine.

M. BRANTS dit que l'origine en est multiple, mais qu'il n'y a pas eu de rachats en masse, comme en France.

L'ordre du jour appelle l'examen de la 9^e question du programme, ainsi conçue : *L'enseignement secondaire spécial, ses caractères distinctifs, son utilité sociale et ses relations avec les autres ordres d'enseignement.*

M. MOREL, de la Société pour l'étude des questions d'enseignement secondaire, donne lecture du mémoire suivant :

J'ai eu l'honneur de présenter au congrès de 1884 quelques considérations sur l'enseignement spécial, ses caractères et ses rapports avec les autres enseignements. Je résumerai seulement ici les conclusions que j'avais été conduit à émettre à ce sujet, pour étudier deux points particuliers qui ont occupé l'opinion depuis le dernier congrès.

J'ai cherché à prouver, dans ma communication précédente, que l'enseignement primaire supérieur ne pouvait pas suffire à toutes les exigences de la société actuelle; que, au-dessus de cet enseignement primaire supérieur, il fallait un enseignement secondaire, répondant aux besoins de la haute industrie; que cet enseignement devait exister à côté de l'enseignement classique qui conduit aux carrières libérales, telles que le barreau, la médecine, etc; enfin que les deux enseignements secondaires devaient marcher côte à côte, sans avoir le désir d'empiéter l'un sur l'autre. Je crois encore qu'il n'est pas bon, en particulier, d'ouvrir à l'enseignement spécial les portes de toutes les écoles qui se recrutent actuellement parmi les élèves de l'enseignement classique.

Je prendrai maintenant la liberté d'examiner deux questions qui ont été discutées dans le courant de l'année qui vient de s'écouler.

La première est relative à l'existence simultanée des deux enseignements secondaires dans le même établissement. Doit-on, comme certaines personnes le demandent, laisser aux collèges et petits lycées l'enseignement spécial, pour réserver l'enseignement classique pour les grands lycées? Je ne vois pas quel serait l'avantage d'une telle décision. Je comprends très bien que, sous l'influence de causes locales, l'enseignement spécial se développe dans une ville de préférence à l'enseignement classique; je crois même que, revenant à l'esprit des programmes de 1865, on pourrait, dans chaque région, s'étendre plus spécialement sur les parties de l'enseignement qui trouvent leur application dans les industries de la région; mais il me semble qu'une question de cette nature ne doit pas être tranchée *a priori* par voie administrative; c'est au conseil de perfectionnement de chaque établissement d'examiner les véritables moyens de lui assurer la plus grande prospérité possible; mais je vais dire pourquoi, dans le plus grand nombre des cas, je voudrais voir les deux enseignements exister côte à côte. Je con-

sidère l'internat comme un mal nécessaire, mais qu'il faut restreindre autant qu'il est possible; je crois donc qu'il ne faut pas mettre les élèves qui habitent les petites villes dans la nécessité d'abandonner leur famille pour faire des études complètes. J'admets parfaitement qu'une ville qui pourra posséder plusieurs établissements secondaires arrive à réserver l'un d'eux à l'enseignement spécial, à l'exclusion de l'enseignement classique, et inversement; un élève qui, au début, se sera trompé de voie, en sera quitte pour changer d'établissement, ce qui ne présentera pas de grand inconvénient pour lui et pour sa famille. Mais, en dehors de ce cas, je crois utile de maintenir les deux enseignements partout dans le même établissement.

Un second point qui a été discuté est relatif à la situation des professeurs de l'enseignement secondaire spécial. Pour bien préciser la question, je rappellerai que ces professeurs peuvent prendre l'agrégation, et par suite sont officiellement sur le même pied que leurs collègues de l'enseignement classique; de plus, un décret du 20 août 1881 assimile, pour les traitements, aux professeurs de l'enseignement classique, les agrégés de l'enseignement spécial pourvus d'un diplôme de licencié, ou parvenus à l'âge de quarante ans. Les fonctionnaires de l'enseignement classique ont protesté contre toute assimilation, et ont même voulu contester à leurs collègues le droit de porter le titre d'agrégés. Suivant eux, l'agrégation de l'enseignement spécial ne peut se comparer à l'agrégation classique, parce qu'elle n'exige que le brevet de capacité; titre dont la valeur est bien inférieure aux licences réclamées pour l'autre agrégation. Je ne veux pas discuter sur la difficulté que peut présenter tel ou tel examen, car il faudrait peut-être aller plus loin, et voir dans quel centre de faculté il est subi; le brevet de Cluny, d'après les sujets que j'ai vus, présente un degré de difficulté qui me paraît une sérieuse garantie.

Mais il y a un moyen de lever l'objection de nos contradicteurs : il suffit de créer des licences de l'enseignement spécial. Cette idée, je m'empresse de le dire, ne m'appartient pas en propre : la Société pour l'étude des questions d'enseignement secondaire en a posé le principe il y a deux ans; et, depuis le dernier congrès, elle a consacré la plus grande partie de ses séances à l'examen de ce point important. La Société a émis le vœu qu'il y eût, comme pour l'enseignement classique, des licences particulières obligatoires avant l'agrégation; la Société a même tracé les lignes principales des programmes de ces licences, de façon à leur donner le cachet particulier de l'enseignement spécial. Pour rester dans la partie scientifique, la seule que je connaisse assez bien pour en parler, je dirai que la théorie a été poussée juste assez loin pour permettre de comprendre les applications, qui constituent la partie essentielle de cet examen. Je crois qu'il serait difficile de déclarer, sans parti pris, que les licences de l'enseignement spécial seraient inférieures aux licences classiques, parce qu'elles ne traitent pas les questions de la même manière. J'ajouterai que, soucieuse de placer les professeurs de l'en-

seignement spécial dans la même situation que leurs collègues, la Société de l'enseignement secondaire demande que l'on exige les deux licences scientifiques pour l'agrégation.

Cette réforme présente un autre avantage. On a reproché quelquefois à l'agrégation spéciale d'être, sans autre préparation particulière, le refuge de ceux que l'agrégation classique arrêtaient au seuil du professorat ; en exigeant des études nouvelles de ces candidats on évitera cet écueil. Et, en demandant ces nouveaux diplômes, nous ne faisons qu'imiter ce qui a lieu pour les autres agrégations ; si un licencié ès sciences voulait plus tard se destiner à l'enseignement des lettres, il serait bien obligé de justifier du grade de licencié ès lettres ; même, pour l'agrégation des sciences naturelles, la licence ès sciences mathématiques ne peut pas suppléer à la licence ès sciences naturelles. On pourrait donc exiger de tout candidat à l'agrégation spéciale les licences correspondantes, et il me semble que cela ne doit présenter aucune difficulté.

Enfin je crois devoir indiquer que la Société de l'enseignement secondaire a demandé la suppression des privilèges accordés à certains candidats lorsque l'on a voulu attirer dans l'enseignement secondaire spécial un assez grand nombre de professeurs présentant des garanties de savoir, par suite des diplômes qu'ils ont obtenus ; il n'y aurait plus d'équivalence, et la licence serait obligatoire pour tous aux mêmes titres.

C'est de tous mes vœux que j'appelle l'accomplissement de cette réforme ; je crois que l'enseignement spécial ne prendra chez nous tout son développement que lorsqu'il ne sera plus gêné, et pour ainsi dire intimidé, par l'enseignement classique. Il faut bien espérer que, en présence d'un personnel dont on ne pourra pas contester la valeur, on parlera avec moins de dédain de l'enseignement spécial devant les élèves, qui arriveront à ne plus le considérer comme étant presque réduit au rang d'enseignement primaire supérieur, et par suite indigne d'un jeune homme qui désire faire des études à peu près complètes.

Mon collègue, M. Paulus, m'a signalé tout récemment une étude publiée en 1881 dans la *Revue pédagogique*, par M. Marguerin, sur les limites qui séparent l'enseignement primaire supérieur de l'enseignement secondaire spécial. Je suis flatté de m'être rencontré, dans l'étude que j'ai présentée l'année dernière au congrès, avec un homme aussi compétent que l'ancien administrateur des écoles supérieures de Paris, qui avait depuis longtemps organisé les écoles Turgot en écoles primaires supérieures, ne conduisant qu'une faible partie de leurs élèves jusqu'à l'enseignement secondaire spécial, dans des cours qui portent encore le nom de cours complémentaires.

M. BURNON, de la Société d'enseignement supérieur, professeur à

la faculté de droit de Paris, fait remarquer que la question comprend les rapports de l'enseignement spécial avec l'enseignement supérieur. M. Morel est-il d'avis d'ouvrir aux élèves de l'enseignement spécial les études de l'enseignement supérieur?

M. MOREL voudrait que le baccalauréat ès sciences fût exigé des élèves de l'enseignement spécial pour entrer dans les établissements qui demandent ce baccalauréat. Ce titre leur serait facile à obtenir. Le baccalauréat spécial ne donne pas une garantie suffisante quant aux connaissances littéraires.

M. BUFNOIR voudrait exclure les élèves de l'enseignement spécial de l'enseignement supérieur. Il regrette l'admission de ces élèves aux examens de la licence dans les facultés des sciences.

M. MOREL s'associe aux critiques de M. Bufnoir quant à cette mesure prise en 1880.

M. BUFNOIR observe que ces questions sont discutées également en Allemagne pour les *Realgymnasien*. Ces établissements n'ont obtenu l'entrée de leurs élèves dans les Universités que pour les études scientifiques et la philologie moderne, et après avoir développé notablement leurs programmes; on y enseigne le latin d'une façon assez développée. Les *Realgymnasien* n'ont jamais réclamé l'entrée des Universités en limitant leur enseignement dans les bornes de notre enseignement spécial.

M. PAULUS, de la Société des études coloniales et maritimes de Paris, fait observer que les bons élèves de l'enseignement spécial peuvent, sans grande difficulté, entrer dans l'enseignement classique. On voit des élèves des écoles primaires supérieures entrer à l'École polytechnique.

M. CAILLEMER, doyen de la faculté de droit de Lyon, membre non résidant du Comité, présente les observations suivantes :

Mon honorable collègue, M. Bufnoir, vient d'appeler très utilement l'attention du Comité sur un passage du mémoire de M. Morel.

Je demande maintenant la permission de faire une courte observation sur un autre passage du même mémoire.

Il ne s'agit plus de l'assimilation du baccalauréat de l'enseignement spécial aux baccalauréats de l'enseignement classique. Il s'agit de l'assimilation du brevet de Cluny aux licences délivrées par les Facultés.

Ce n'est pas la première fois que cette équivalence est affirmée. Ici même, l'année dernière, M. Mondiet la formulait devant vous.

Elle me paraît complètement inadmissible.

Si j'ose exprimer très nettement une opinion si contraire à celle de professeurs qui représentent au milieu de nous l'enseignement spécial, c'est que je crois avoir quelque autorité pour le faire. J'ai pendant longtemps, de 1876 à 1883, siégé dans les jurys chargés d'examiner les élèves de l'École normale de Cluny. Je ne représentais, il est vrai, dans ces jurys composés presque exclusivement de professeurs appartenant à l'enseignement supérieur de Lyon, qu'une petite partie du programme; mes interrogations étaient limitées au droit et à l'économie politique. Mais, comme tous les membres de chaque jury se réunissaient pour délibérer sur l'admission ou sur l'ajournement des candidats et que nous échangeions longuement nos impressions individuelles sur chacun des élèves, j'ai pu toujours savoir ce que pensaient mes collègues de la Faculté des sciences et de la Faculté des lettres, et j'ai contrôlé mes jugements par les leurs.

Eh bien, je le dis simplement, sans chercher le moins du monde à attaquer l'École normale de Cluny et en rendant, au contraire, témoignage du mérite et du dévouement des maîtres qui enseignent ou ont enseigné dans cette École, il n'y a pas d'assimilation possible entre les élèves qui sortent de l'École pourvus d'un brevet scientifique ou littéraire et les licenciés reçus par les Facultés des lettres et par les Facultés des sciences. Je suis même très porté à croire que les professeurs de l'École normale pourvus de l'une des licences seraient les premiers à protester si l'on soutenait devant eux qu'il n'y a aucune différence à faire entre des licenciés et leurs anciens élèves.

On comprendrait à la rigueur une tentative d'assimilation si, comme le voulaient les rédacteurs du décret du 4 août 1881, pour remédier à la faiblesse progressive des examens d'admission et relever le niveau de ces épreuves, tous les candidats à l'École normale

secondaire de l'enseignement spécial devaient être pourvus d'un diplôme de bachelier. Les élèves de l'École de Cluny pourraient dire alors qu'ils complètent leurs études dans l'École, en vue de l'enseignement spécial, comme les bacheliers qui aspirent aux licences les complètent dans les Facultés, en vue de l'enseignement classique. Mais le décret du 4 août 1881, applicable seulement en 1883, a été presque aussitôt rapporté, et, depuis le 3 août 1884, l'École normale de Cluny recrute, comme elle le faisait jusqu'en 1883, son personnel parmi les jeunes gens pourvus du brevet supérieur de l'enseignement primaire, auxquels s'adjoignent quelques bacheliers de l'enseignement secondaire spécial. Les bacheliers ès sciences ou ès lettres ont été et seront toujours en très petit nombre à Cluny.

Ainsi donc, et je crois exprimer la pensée de tous les hommes distingués qui ont siégé avec moi dans les jurys, notamment de mon honorable collègue de la Faculté des lettres de Lyon, M. le doyen Heinrich, il ne faut pas établir d'assimilation entre le brevet délivré aux élèves de l'École normale de Cluny et les diplômes de licencié.

Personnellement, j'irais même plus loin, et ceci me ramène à la question soulevée par M. Bufnoir. Je n'admettrais pas d'équivalence, pour l'admission dans les Facultés, entre le brevet de Cluny et les baccalauréats de l'enseignement classique.

Pourquoi toutes ces tentatives d'assimilation entre des choses dissemblables? L'enseignement spécial a une utilité que personne ne conteste aujourd'hui. Il répond au besoin, depuis longtemps reconnu, d'une bonne préparation aux carrières industrielles ou commerciales. Il s'est fait, en vingt ans, une grande et large place à côté de l'enseignement classique, par lequel il était naguère éclipsé. Convient-il que, par une sorte de réaction, il se substitue aujourd'hui à l'enseignement traditionnel?

La justification de bonnes études classiques reste et doit rester obligatoire pour les élèves de l'enseignement supérieur. Pour qu'un jeune homme étudie avec fruit le droit et les autres sciences morales, il faut qu'il ait reçu une éducation intellectuelle que l'enseignement classique seul peut donner. Nous en avons tous les jours la preuve. L'entrée des Facultés de droit est ouverte, sans condition de diplôme, aux jeunes gens qui aspirent seulement au certificat de capacité en droit. Parmi ces jeunes gens, beaucoup sont

intelligents, laborieux et déjà initiés à la pratique des affaires; ce seront plus tard d'excellents avoués. Mais, à en juger par leurs réponses aux examens, ils auraient de grands efforts à faire pour devenir de vrais jurisconsultes. Il en serait de même, à des degrés plus ou moins accentués, si l'on admettait dans nos écoles les bacheliers de l'enseignement spécial et même les brevetés de Cluny.

Ce que j'ai pu observer à Cluny même me confirme dans le sentiment que je viens d'exprimer. Presque toujours, lorsque je me suis trouvé en présence d'un élève dont les réponses n'étaient pas dues à un effort de mémoire et attestaient quelque intelligence du droit et de l'économie politique, j'ai appris que le candidat était bachelier ou avait au moins suivi presque tout le cours de l'enseignement classique.

La question que je viens d'examiner à propos du mémoire de M. Morel n'est pas purement spéculative. Elle s'est déjà présentée dans la pratique. Un ancien élève de l'École de Cluny, pourvu du brevet, a demandé à prendre des inscriptions dans une Faculté de droit, sans justifier du diplôme réglementaire de bachelier ès lettres. La Faculté que j'ai l'honneur de diriger, consultée par le Ministère sur la suite qu'il convenait de donner à cette pétition, a été unanimement d'avis qu'il ne fallait pas l'accueillir favorablement. Unanimité notable! Car mes collègues ne se montrent pas habituellement rigoureux, et autoriseraient volontiers, si l'administration centrale ne s'y opposait pas, les bacheliers ès sciences à suivre leurs cours. Ils ont estimé qu'un breveté de Cluny n'est pas suffisamment préparé pour l'étude du droit, et le Ministère de l'instruction publique, adoptant leur avis, a adressé au postulant une réponse négative.

Je crois qu'il faut souhaiter que la jurisprudence administrative se fixe en ce sens.

Puisque nous avons la bonne fortune d'avoir au milieu de nous un de nos collègues de l'Université de Louvain, M. Victor Brants, nous pourrions lui demander si, depuis le jour où l'accès des Universités belges a été ouvert à tous, sans distinction entre ceux qui ont fait des études classiques et ceux qui n'en ont pas fait, il n'y a pas eu décadence des études supérieures. Les renseignements particuliers qui m'ont été donnés par des professeurs des Universités de Gand et de Bruxelles sont au nombre des arguments que je ferais valoir pour défendre nos anciens règlements s'ils étaient sé-

rieusement menacés. Je serais heureux de les sentir confirmés par le témoignage de M. Brants.

M. BRANTS dit qu'en Belgique toute personne peut entrer dans les Universités, depuis 1876, sans condition. C'est le principe consacré par la loi. Mais il y a des universités (trois sur quatre) où, en fait, on exige certaines conditions. Il faudrait étudier les effets de la loi dans chaque université. Dans l'université où l'on n'exige pas de condition, la force des études s'est abaissée. Si le même effet ne s'est pas produit ailleurs, c'est malgré la loi. On réclame généralement le rétablissement de la nécessité du *graduat*, qui correspond au baccalauréat français.

M. PASQUIER, professeur d'histoire au lycée Saint-Louis, croit que, pour le bien même de l'enseignement spécial, il importerait de le limiter à la préparation aux carrières industrielles et commerciales; il pense que les carrières libérales devraient être fermées aux élèves de l'enseignement spécial. Il manque à cet enseignement une école normale présentant des garanties que ne peut offrir une école très éloignée de Paris, comme celle de Cluny.

M. PAULUS constate que M. Marguerin était dans les idées développées par MM. Morel, Bufnoir et Pasquier.

M. LE PRÉSIDENT rend hommage à la mémoire de M. Marguerin, dont il est heureux d'entendre prononcer le nom. Il constate que tous les orateurs sont d'accord pour ne pas admettre que les élèves de l'enseignement spécial soient admissibles dans les établissements d'enseignement supérieur.

L'ordre du jour appelle l'examen de la question n° 7, ainsi conçue : *Étudier la situation légale des sociétés commerciales françaises à l'étranger et des sociétés étrangères en France.*

M. WEISS, professeur agrégé à la faculté de droit de Dijon, pour répondre à cette question, commence par développer quelques idées générales sur la création des personnes morales, soit publiques, soit privées, et sur les motifs qui font admettre la personnalité civile.

Il examine ensuite si les personnes morales étrangères ont une existence légale en France. Il croit qu'en dehors de la reconnais-

sance du législateur français, elles n'ont aucun droit en France. Un législateur *local* ne peut créer pour tous les pays une fiction comme celle de la personnalité civile. Mais une personne morale étrangère ayant en France une existence légale doit pouvoir exercer en France tous les droits qui appartiennent à des individus étrangers.

M. Weiss passe ensuite à l'examen des questions relatives spécialement à la condition des sociétés commerciales étrangères en France. Il admet qu'on doit considérer comme étrangères seulement les sociétés ayant leur principal établissement hors de France. Il admet que les sociétés étrangères n'ont pas, en principe, d'existence en France. Il y a seulement une reconnaissance générale résultant de l'usage pour les sociétés en nom collectif et en commandite simple. La loi du 30 mai 1857 n'exige l'autorisation du Gouvernement français que pour les sociétés par actions.

M. Weiss expose l'histoire de la condition légale des sociétés par actions étrangères en France avant 1857. Il admet qu'avant 1857, l'autorisation de l'article 37 du Code de commerce devait être exigée pour les sociétés étrangères anonymes, puis il analyse la loi du 30 mai 1857, et soutient que cette loi ne s'est pas trouvée abrogée par la suppression de l'autorisation préalable pour les sociétés anonymes françaises. M. Weiss fait connaître les dispositions du projet de loi sur les sociétés, déjà admis par le Sénat, et qui modifie la loi du 30 mai 1857. Il critique le projet et croit qu'une autorisation *spéciale* exigée pour *chaque* société par action étrangère donnerait seule des garanties sérieuses et efficaces.

M. LYON-CAEN, de la Société de législation comparée, professeur à la faculté de droit de Paris et à l'École des sciences politiques, prend la parole sur le même sujet⁽¹⁾. Le travail intéressant et complet de M. Weiss le dispensera d'exposer la question. Il se propose surtout de combattre les conclusions de M. Weiss, qui voudrait que *chaque* société étrangère par actions fût autorisée *spécialement* à agir en France pour que son existence légale y fût reconnue.

M. Lyon-Caen explique que trois systèmes différents sont admis

⁽¹⁾ Les observations de M. Lyon-Caen ont été reproduites complètement par le *Journal du droit international privé* (1885, p. 265 et suiv.).

par les diverses législations relativement à la condition des sociétés étrangères en dehors de leur pays d'origine. Il y a :

1° Le système français consacré par la loi du 30 mai 1857, d'après lequel les sociétés par actions étrangères, pour pouvoir faire en France des opérations, y établir des succursales, y agir devant nos tribunaux, doivent avoir été l'objet d'une autorisation du Gouvernement. — Cette autorisation n'est pas spéciale à telle ou telle société, elle s'applique à toutes les sociétés par actions d'un même pays. Le Gouvernement doit l'accorder seulement après avoir examiné si la législation du pays étranger dont il s'agit offre des garanties équivalentes à celles que présente la loi française.

2° Le système autrichien. — En Autriche, chaque société par actions étrangère doit être individuellement autorisée. Chaque société par actions étrangère est aussi l'objet d'une surveillance administrative, quand elle établit une succursale en Autriche : il faut qu'elle choisisse un représentant domicilié en Autriche qui agit en son nom pour toutes les opérations qu'elle y fait, qui dépose chaque année le bilan général de la société et le bilan spécial aux affaires traitées en Autriche.

3° Le système admis dans la plupart des autres États, spécialement en Allemagne, en Belgique, en Italie, en Suisse, etc. — D'après ce système, toute société par actions, constituée conformément aux lois de son pays d'origine, a de plein droit une existence légale dans tous les autres États, peut y faire des opérations, y créer des succursales, y plaider devant les tribunaux. A cette liberté accordée aux sociétés par actions étrangères, deux restrictions seulement sont apportées :

D'abord, quand des sociétés étrangères font des opérations que les sociétés nationales mêmes ne peuvent accomplir sans conditions spéciales, elles doivent aussi les remplir. C'est ainsi qu'en Allemagne, en général, les sociétés étrangères d'assurances sur la vie ne peuvent faire leurs opérations qu'après dépôt d'un cautionnement, parfois même d'une autorisation administrative spéciale.

Ensuite les sociétés étrangères par actions, qui établissent des succursales hors de leur pays d'origine, doivent rendre leurs statuts publics dans les mêmes formes que les sociétés nationales.

M. Lyon-Caen déclare donner la préférence au système français. Il croit que nos lois exigeraient seulement trois modifications.

Le système de l'autorisation spéciale à chaque société étrangère, préconisé par M. Weiss, est en contradiction avec les motifs mêmes qui ont fait supprimer en 1867 l'autorisation préalable pour les sociétés françaises. Le Gouvernement n'est pas chargé de défendre et de surveiller les intérêts privés : il est inapte à examiner si une société est dirigée par des hommes dignes de confiance et a pour objet une entreprise présentant des chances de succès. Il l'est plus encore peut-être à l'égard des sociétés étrangères que des sociétés françaises.

Le système de l'autorisation *spéciale* serait un véritable recul dans la législation. Au contraire, le système de l'autorisation générale se conçoit et se justifie très bien. Nos sociétés par actions ne sont pas absolument libres : leur constitution et leur fonctionnement sont soumis à une réglementation minutieuse.

Il est juste que le Gouvernement soit appelé à examiner si la réglementation de la loi étrangère présente à peu près les mêmes garanties que celle de la loi française. C'est une mission que le Gouvernement peut remplir sans peine. Donner sur notre territoire aux sociétés par actions étrangères une liberté absolue serait faire du protectionnisme à rebours au détriment du commerce national.

M. Lyon-Caen expose les trois modifications qu'il voudrait voir apporter aux lois françaises actuelles. Il émet le vœu :

a. Que les sociétés d'assurances sur la vie étrangères soient soumises par exception à une autorisation *individuelle* et à la surveillance du Gouvernement;

b. Que les sociétés par actions étrangères, qui établissent des succursales en France, soient soumises aux mêmes formalités de publicité que les sociétés françaises;

c. Que le droit d'agir en justice aussi bien comme demanderesses que comme défenderesses ne soit pas refusé aux sociétés étrangères par actions non autorisées, quand elles agissent en vertu d'opérations, non pas faites indûment en France, mais conclues régulièrement dans leur pays d'origine.

M. Lyon-Caen développe les motifs qui lui paraissent rendre des réformes nécessaires, et constate que les deux premières ont été admises par le projet de loi sur les sociétés, voté en novembre 1884 par le Sénat, et soumis actuellement à la Chambre des députés.

L'ordre du jour appelle la discussion de la question n° 8 du programme, ainsi conçue : *Des modifications à introduire dans la législation en vue d'autoriser ou de régulariser la preuve du décès d'une personne disparue, dont la mort ne peut pas être constatée par un acte régulier de l'état civil.*

M. BURNOIS, vice-président de la Société de législation comparée, professeur à la faculté de droit de Paris, présente sur la question les observations suivantes :

Le Code civil n'a organisé un mode régulier de constatation des décès que pour les cas où la représentation du cadavre permet à l'officier de l'état civil de s'assurer de la mort (Code civil, art. 77 et 78). Or il y a des circonstances diverses dans lesquelles, bien que la mort puisse être moralement tenue pour certaine, il est impossible de la constater dans les conditions que la loi suppose. L'hypothèse la plus ordinaire, celle qui par sa fréquence même et en raison des situations douloureuses qu'elle engendre a plus particulièrement ému l'opinion, se rencontre dans le cas de décès survenus au cours d'un voyage en mer. Je suppose un sinistre individuel ou collectif dont les victimes disparaissent sans que leurs cadavres puissent être retrouvés, sans que parfois même aucun survivant, aucun témoignage matériel viennent révéler la catastrophe dans laquelle un navire a péri. Chacun sait combien sont nombreuses les veuves de marins victimes de sinistres de ce genre, veuves de fait, mais sans moyens bien certains de prouver juridiquement leur veuvage et placées ainsi dans une situation sans issue.

Il y a quelques années déjà, M. Alfred de Courcy a appelé l'attention sur la condition malheureuse ainsi faite aux femmes des marins disparus par l'insuffisance de la loi et les hésitations d'une jurisprudence à laquelle manque l'appui des textes. Les pouvoirs publics ne sont pas restés sourds à cet appel que leur sollicitude avait peut-être même prévenu. Un projet de loi a été préparé sur ce sujet par les soins des deux Ministres de la guerre et de la marine et formulé par le Conseil d'État. J'en exposerai tout à l'heure l'économie, mais je dois d'abord montrer que ce projet limité à un seul ordre de faits ne saurait suffire à combler la lacune législative dont les inconvénients se manifestent dans beaucoup d'autres circonstances.

Je mentionne en passant les disparitions si nombreuses qui se produisent par suite des événements de guerre : guerre étrangère ou guerre civile. Des lois spéciales se sont efforcées d'y pourvoir pour les cas les plus notables ; mais outre que leurs dispositions, ainsi que je le dirai, sont loin d'avoir toute la précision désirable, elles n'ont aucun caractère de généralité ni de permanence.

Hors de là on pourrait faire une longue énumération des accidents ou des catastrophes de tout genre, sinistres individuels ou collectifs, dans lesquels, chaque jour pour ainsi dire, un grand nombre de personnes trouvent la mort sans qu'il soit possible de constater leur décès par des actes réguliers dressés conformément aux prévisions et aux conditions du Code civil. La jurisprudence présente, par exemple, divers cas d'individus noyés dans une rivière sans que leur corps ait pu être retrouvé. Les exploitations des carrières et des mines donnent lieu assez fréquemment à des faits analogues. On peut encore mentionner les accidents de chemins de fer, mais surtout les incendies, particulièrement ceux qui se produisent dans les locaux où la foule se trouve réunie et dont les victimes, parfois très nombreuses, peuvent échapper à toute constatation d'identité.

Dans cet ordre de faits, il n'est personne qui n'ait conservé la mémoire de la catastrophe du *Ring Theater* à Vienne, le 8 décembre 1881, qui fut, pour le Gouvernement et les Chambres d'Autriche, l'occasion de soumettre à un examen sérieux les lois qui pouvaient être invoquées pour subvenir aux difficultés nées de ce déplorable événement.

Dans ces diverses hypothèses, notre législation ne contient pas de dispositions précises déterminant si la preuve du décès qui ne peut pas résulter d'un acte de l'État civil, pourrait être faite d'une autre manière. A défaut de preuve possible du décès (en fait ou en droit), le Code civil offre un palliatif, mais seulement un palliatif, dans les règles de l'absence. Ces règles, comme l'on sait, ont pour objet principal de déterminer le sort des biens délaissés par la personne qui a disparu et dont l'existence est devenue incertaine, ce qui constitue l'absence au sens propre et technique du mot. Prise en elle-même, cette législation de l'absence, législation un peu surannée, appellerait sans doute, j'y insisterai tout à l'heure, plus d'une modification utile. Surtout il est à remarquer que le Code civil s'inspirant à cet égard du droit canonique n'admet pas que l'absence puisse, par une présomption de mort qui y serait attachée dans des circonstances déterminées, entraîner la dissolution du mariage. On peut déjà se demander si sur ce point il n'y aurait pas lieu d'en solliciter la réforme.

Mais en laissant à la législation sur l'absence la part légitime d'application qu'il faudra toujours lui maintenir, une autre question se pose, savoir si, dans les circonstances que j'ai supposées, il y a possibilité de faire la preuve du décès et notamment si cette preuve peut être procurée par des témoignages ou même par de simples présomptions dont l'appréciation serait souverainement réservée aux tribunaux. Ici l'insuffisance de la loi paraît manifeste.

Un cas spécial a été prévu par le décret du 3 janvier 1813 contenant des dispositions de police relatives à l'exploitation des mines. L'article 19 de ce décret dispose qu'au cas où il y a impossibilité de parvenir jusqu'au lieu où se trouvent les corps des ouvriers qui ont péri dans les travaux d'explo-

tation d'une mine, « les exploitants, directeurs et autres ayants cause, seront tenus de faire constater cette circonstance par le maire ou autre officier public qui en dressera procès-verbal et le transmettra au procureur impérial (procureur de la République) à la diligence duquel, et sur l'autorisation du tribunal, cet acte sera annexé aux registres de l'état civil ».

Ce document législatif comporte-t-il une application par analogie aux cas autres que celui qu'il prévoit? La Cour d'appel de Besançon a admis l'affirmative (30 juillet 1878), en décidant, contrairement à l'opinion qui avait prévalu devant le tribunal de première instance de Vesoul, qu'il y avait lieu d'annexer aux registres des décès d'une commune le procès-verbal dressé par le maire de cette commune à l'effet de constater la disparition dans la Saône d'un individu dont le corps n'avait pas été retrouvé.

C'est là, on ne peut le nier, en fait, une jurisprudence sage, étant bien entendu que le tribunal, appelé à statuer sur chaque espèce, apprécie, d'après les circonstances, s'il convient de considérer que le décès est suffisamment établi. Mais fût-elle admise sans contestation, elle ne pourrait pas à toutes les situations qui peuvent se rencontrer. Ainsi quand il s'agit d'accidents individuels survenus au cours d'un voyage en mer ou dans un combat sur mer, on conçoit très bien qu'il soit dressé un procès-verbal de la disparition à peu près dans les termes du décret de 1813. C'est ainsi en effet que les choses se passent dans la pratique, et pour les cas de ce genre, quand ils surviennent à bord d'un bâtiment de guerre, une circulaire du Ministre de la marine du 11 décembre 1878 ordonne en outre qu'il soit fait une enquête minutieuse sur les circonstances qui ont accompagné ou suivi l'accident; l'on conçoit qu'il y ait alors des éléments suffisants d'appréciation pour permettre à un tribunal de se prononcer sur le fait du décès, et l'application analogique du décret de 1813 est possible. Mais il n'en est plus de même si nous supposons un navire perdu dans un naufrage lointain et auquel n'ont échappé que de rares survivants. A plus forte raison si, comme il arrive trop souvent, le navire a péri corps et biens sans que cette perte ait laissé aucune trace. Alors il n'y a plus possibilité d'invoquer le décret de 1813, et la question de principe subsiste tout entière.

Dans le cas de disparitions par suite d'événements de guerre, il est intervenu à diverses reprises des actes législatifs ayant pour objet de régler le sort des personnes disparues et dont le décès ne se trouvait pas régulièrement constaté. Telle fut la loi du 13 janvier 1817 concernant les militaires ou marins disparus pendant les guerres de la République et du premier Empire jusqu'au 20 novembre 1815. Telle encore la loi du 9 août 1871 remettant la précédente en vigueur pour l'appliquer à toute personne ayant disparu par suite de faits se rattachant à la dernière guerre, du 19 juillet 1870 au 31 mai 1871. Prises en soi, ces lois ont pour objet principal de faciliter la déclaration d'absence des personnes auxquelles elles s'appliquent sans modifier les effets de l'absence d'après le droit commun. Elles auto-

risent aussi (loi de 1817, art. 5) les tribunaux à admettre la preuve testimoniale du décès, mais dans des conditions qui ne paraissent pas suffisamment précisées et qui, dans les termes, ne font qu'appliquer la disposition de l'article 46 du Code civil pour le cas où il n'a pas été tenu de registres et pour celui où les registres ont été perdus ou détruits en tout ou en partie, ce qui implique, je le dirai tout à l'heure, qu'il aurait pu être dressé un acte régulier de décès. Ces lois, dans leurs termes du moins, ne donnent donc pas même pour les circonstances transitoires pour lesquelles elles ont été faites la solution législative de la difficulté qui nous occupe. Encore moins fournissent-elles une base de solution pour les hypothèses demeurées en dehors de leurs prévisions.

La doctrine des auteurs ne donne pas davantage la solution de la difficulté qu'elle ne paraît pas même avoir nettement prévue. On discute sans doute dans la doctrine sur le point de savoir si l'article 46 du Code civil qui autorise la preuve par témoins des naissances, mariages et décès quand les registres n'ont pas été tenus ou lorsqu'ils ont été perdus ou détruits, doit être étendu au cas de simple omission d'un acte sur les registres d'ailleurs régulièrement tenus; mais il semble que les termes de la controverse impliquent que les éléments requis pour la rédaction d'un acte régulier ne faisaient pas défaut et que l'omission de cet acte est le résultat d'une négligence. Toutefois, en ce qui concerne spécialement la preuve du décès, Merlin met sur la même ligne, paraît-il, le cas où la déclaration de décès n'a pas été faite et celui où il n'y a pas eu possibilité de constater le décès. (Questions de Droit, v^o Décès, n^o 1, et Répertoire, v^o Bigamie, n^o 4.)

Quoi qu'il en soit, les auteurs sont loin d'avoir à cet égard une doctrine bien ferme, et Merlin en particulier, à l'occasion de la preuve du décès, quand cette preuve ne résulte pas d'un acte de l'état civil, admet qu'elle peut être faite en justice à l'aide de témoignages et de présomptions, mais en faisant exception pour les cas où il s'agirait pour le conjoint de la personne disparue de prouver sa mort à l'effet d'être admise à contracter un nouveau mariage.

Quant à la jurisprudence, elle consacre le droit pour les tribunaux d'admettre à défaut d'acte régulier de décès, quand il n'a pas pu en être dressé, la preuve de la mort à toutes fins, même au point de vue de la dissolution du mariage, soit par des témoignages, soit par un ensemble de présomptions déterminant la conviction des juges.

M. de Gourcy, à une certaine époque au moins, avait cru pouvoir constater une divergence d'opinion entre les tribunaux du Midi, plus attachés à la lettre de la loi et refusant d'admettre la preuve dans les conditions qui viennent d'être indiquées, et les tribunaux du Nord, l'accueillant au contraire

en s'inspirant de ce que l'auteur appelle l'esprit du droit coutumier ⁽¹⁾. Il a depuis constaté que cette jurisprudence plus humaine du Nord avait pénétré les Cours du Midi ⁽²⁾.

A mon avis, les divers monuments de la jurisprudence ne révèlent aucune divergence de principe; les divergences signalées s'expliquent par l'appréciation des faits spéciaux à chaque affaire. On conçoit seulement que, dans une matière où le texte précis de la loi fait défaut, les décisions d'espèce aient pu être influencées par les dispositions personnelles des magistrats appelés à exercer un pouvoir souverain d'appréciation. (Cf. Bordeaux, 6 mars 1874, 2 juin 1875, 7 février 1876, 25 juillet 1876. Cass. 19 juin 1872. Voy. aussi Bertin, *Chambre du Conseil*, t. I, n° 127, 2^e édition.)

C'est là d'ailleurs une des raisons qui rendent désirable l'intervention du législateur. En outre il ne faut pas oublier que si la jurisprudence, dans la voie où elle semble fixée, donne satisfaction aux intérêts si considérables qui se trouvent ici en jeu, aucune jurisprudence n'est à l'abri de revirements et celle-ci moins que toute autre, car on ne peut se dissimuler qu'il n'y ait des incertitudes et une certaine incohérence dans les raisons sur lesquelles on l'appuie. En ce qui me concerne, je la considère comme parfaitement fondée en droit. S'il fallait la justifier, ce n'est pas sur la disposition de l'article 46 du Code civil que je l'appuierais. Dans ma pensée, ainsi que je l'ai déjà fait pressentir, ce texte fait connaître à quelle condition il est permis de suppléer par d'autres preuves la preuve régulière résultant des registres de l'état civil dans le cas où un acte de l'état civil aurait dû et pu être dressé. Même en ce cas, je ne l'interpréterais pas d'une manière trop rigoureuse; mais il faut reconnaître qu'il n'est pas fait pour les hypothèses du genre de celles qui nous occupent. Il est mieux de dire que la loi a laissé en dehors de ses prévisions et partant sous l'empire du droit commun la preuve du décès, quand la rédaction d'un acte régulier de décès n'a pas été possible.

Or le droit commun applicable ici, c'est cette idée élémentaire que les faits de l'ordre naturel, à la différence des faits de l'ordre juridique, admettent librement la preuve par témoins ou par présomptions de l'homme, sans qu'il y ait à s'arrêter aux restrictions dont ce genre de preuves a été entouré par les articles 1341 et suiv. du Code civil. (Cf., art. 1353.)

Au surplus, tout cela fût-il mis hors de controverse, il faudrait encore solliciter l'intervention du législateur pour donner à la pratique qui tend à s'établir plus de régularité et de fixité, en distinguant des hypothèses qui présentent de notables différences de fait et qu'il importe de ne pas confondre. A côté du principe encore, il y a des points importants à fixer dans l'appli-

(1) Les veuves des marins disparus, mémoire adressé à M. le Ministre de la marine, etc. Paris 1878.

(2) Questions de droit maritime, 3^e série, 1885, p. 428 et suiv.

cation pratique qui peut en être faite. J'aperçois d'abord une difficile question sur l'autorité absolue ou simplement relative qu'il convient de donner au jugement qui a admis le décès comme prouvé. Faut-il à ce point de vue tenir pour exacte la formule qui se rencontre fréquemment et d'après laquelle ce jugement inscrit sur les registres doit tenir lieu d'acte de l'état civil? S'il doit en être ainsi, n'y a-t-il pas lieu d'entourer ce jugement de formalités particulières et notamment de donner à la procédure une publicité qui n'est point exigée dans l'état actuel des choses? Enfin la pratique a soulevé en cette matière des questions de compétence qu'il serait opportun de trancher.

J'ai indiqué précédemment que les Ministres de la guerre et de la marine avaient fait préparer un projet de loi dans lequel ils se sont proposé de donner satisfaction, pour un certain ordre de faits, aux *desiderata* qui viennent d'être exprimés. Ce projet introduit un certain nombre de modifications aux dispositions du Code civil sur la rédaction des actes de l'état civil et des testaments pour les marins et les militaires en campagne. Il a été soumis à l'examen du Conseil d'État qui en a arrêté les termes dans les premiers mois de l'année 1881. Depuis lors il n'y a été, semble-t-il, donné aucune suite. Dans l'ordre d'idées particulier dont il s'agit ici, ce projet ne prévoit que le cas de décès en mer, sur lequel il statue de la manière suivante dans deux textes destinés à former les articles 87 et 101 nouveaux du Code civil :

ART. 87. — « Si, pendant le cours d'un voyage de mer, ou pendant une « relâche dans un port français ou étranger, une ou plusieurs personnes embarquées tombent à la mer ou disparaissent sans que le décès puisse être « constaté, il sera dressé un procès-verbal de disparition par l'officier chargé « de la rédaction des actes de l'état civil. Ce procès-verbal sera signé par l'officier instrumentaire et les témoins de l'accident et inscrit à la suite du rôle « de l'équipage.

« En cas de présomption de perte totale d'un bâtiment, il sera rendu par le « Ministre de la marine, après enquête, une décision déclarant la présomption de perte du bâtiment ou la disparition partielle de l'équipage ou des « passagers.

« Une expédition des procès-verbaux et des décisions de disparition ou de « perte sera transmise par le Ministre de la marine au procureur général du « ressort dans lequel se trouve le tribunal compétent pour constater le décès. « Le ministère public pourra agir d'office sur la demande du Ministre de la « marine, lorsqu'il s'agira de constater le décès d'un marin porté sur les registres de l'inscription maritime ou celui d'une personne inscrite au rôle « d'équipage d'un bâtiment de l'État.

« Dans les autres cas, les parties intéressées devront se pourvoir devant le « tribunal compétent dans les formes prescrites par les articles 855 et suivants du Code de procédure civile à l'effet d'obtenir la constatation du décès par décision judiciaire.

« Tout jugement constatant un décès dans les circonstances ci-dessus prévues sera transcrit sur les registres de l'état civil du dernier domicile de la personne décédée, s'il est connu, ou, dans le cas contraire, sur ceux du port d'armement.

« Le jugement tiendra lieu d'acte de décès.

« ART. 101. — Si un cas de disparition en mer se produit dans les circonstances prévues à l'article 87 § 1^{er}, le tribunal compétent pour constater le décès sera celui du dernier domicile de la personne disparue, s'il est connu, ou celui du port d'armement.

« En cas de perte totale d'un navire ou de disparition d'une partie de l'équipage ou des passagers, il pourra être statué par un jugement collectif rendu à la requête du procureur de la République, sur la demande du Ministre, par le tribunal du port d'armement. Le jugement sera transcrit sur les registres de l'état civil de la commune du port d'armement et il tiendra lieu d'acte de décès.

« Il pourra en être délivré des extraits individuels. »

Ces dispositions ne donnent pas pleine satisfaction aux intérêts que la législation actuelle laisse en souffrance. Pourquoi ne réglementer qu'un cas particulier? La loi à faire doit être plus large, sauf à établir entre les divers cas qui peuvent se présenter les distinctions nécessaires. On conçoit bien que, dans l'hypothèse d'un naufrage ou d'un accident de mer, des attributions spéciales soient conférées aux officiers du bord et au Ministre de la marine pour régulariser et faciliter la preuve du décès, mais il convient de poser des principes qui s'appliquent d'une manière générale.

En exprimant le vœu qu'une loi générale intervienne, je n'ai pas la prétention d'en formuler ni même d'en esquisser les dispositions. Je me bornerai à indiquer les idées fondamentales auxquelles il conviendrait de s'attacher.

Avant toutes choses, la loi à intervenir devrait consacrer expressément le pouvoir pour les tribunaux de tenir pour acquise la preuve du décès d'une personne disparue, quand cette preuve, à défaut d'acte de décès, se trouverait établie par des témoignages ou par des présomptions jugées suffisantes.

Le principe posé, il y aurait lieu, dans l'application, de distinguer deux catégories d'hypothèses, savoir : les cas dans lesquels, bien que le corps n'ait pas été représenté, il a pu être dressé un procès-verbal qui, sous la surveillance de la justice, pourrait être regardé comme équivalant à un acte de décès (décret de 1813 sur les mines et hypothèses analogues), et les cas où, comme dans un naufrage, il n'est possible que de recourir à des témoignages ou à des indices recueillis après coup. Cette distinction se trouve faite exactement dans le projet de loi ci-dessus mentionné (art. 87 proposé du Code civil), mais il y aurait peut-être à en tirer des conséquences que le projet n'en a pas tirées. Dans les cas de la première espèce, il n'y a aucun

inconvenient à ce que la procédure soit simple, rapide, sans publicité particulière, et même à ce que le jugement intervenu vaille acte de décès, car en réalité on a l'équivalent d'un acte de décès. Dans les cas de la deuxième espèce, au contraire, il y a plus de précautions à prendre pour éviter les erreurs possibles, des délais à observer, des mesures de publicité à prescrire, comme aussi peut-être à appliquer sur la valeur du jugement le principe inscrit dans l'article 100 du Code civil, savoir, que le jugement ne peut être opposé à ceux qui n'y ont pas été parties ou au moins appelés.

Sur la compétence, on ne peut qu'approuver, pour les décès en mer, la disposition du projet qui l'attribue au tribunal de dernier domicile de la personne disparue (art. 101 proposé); mais, dans l'hypothèse d'incendie, d'accident de mines ou de rivières, il conviendrait d'approuver la jurisprudence affirmée par la Chambre du Conseil du Tribunal de la Seine (jugement du 9 décembre 1854), en consacrant la compétence du tribunal dans le ressort duquel l'accident s'est produit.

Tout cela ne serait guère que la régularisation de la pratique actuelle. Il va sans dire que la législation sur l'absence n'en conserverait pas moins sa part d'application, et cette part serait encore très large, car la preuve du décès, même par présomption de l'homme, implique une référence à un événement précis, déterminé, dans lequel la personne disparue aurait perdu la vie.

Hors de là resteraient les hypothèses, assez fréquentes encore, de personnes ayant quitté leur domicile et ayant cessé de donner de leurs nouvelles, mais sans qu'il soit possible de suivre leurs traces jusqu'à l'accident ou au sinistre dans lequel elles auraient trouvé la mort. Ici la preuve du décès, même par présomptions tirées des circonstances de fait, n'apparaît plus comme possible. C'est le cas de recourir, pour sauvegarder les intérêts en souffrance, à la loi de l'absence. A ce point de vue, la réforme législative que je sollicite se compléterait utilement par des modifications au régime de l'absence tel qu'il est organisé par le Code civil.

Il y aurait lieu sans doute d'abrégé des délais qui peuvent paraître excessifs. Mais il y aurait surtout, à mon avis, à modifier en un point essentiel le fond même de cette législation en attachant à la déclaration d'absence, sous certaines garanties, une présomption de décès suffisante pour produire la dissolution du mariage. Dans la discussion récente de la loi sur le rétablissement du divorce, le législateur s'est refusé à voir dans l'absence prolongée de l'un des conjoints une cause de divorce et il a eu raison. Le divorce, dans le système de notre loi, est la sanction d'un manquement grave aux obligations résultant du mariage, et comme on l'a très bien dit dans la discussion, l'absence d'un conjoint n'implique pas de sa part l'abandon volontaire et injurieux de son conjoint. Ce que je propose est tout autre chose et pourrait être introduit dans une législation qui n'admettrait pas le divorce. Il ne s'agit en effet que de la dissolution du mariage par la mort de

l'un des conjoints et l'innovation ne consisterait que dans la manière de faire la preuve de la mort.

L'innovation ainsi comprise aurait cet avantage de n'être pas en contradiction nécessaire avec la doctrine de l'Église catholique qui ne répugnerait pas sans doute à accepter les décisions de la loi civile relativement à la manière dont le décès pourrait être tenu pour établi. L'ensemble du système que j'indique fonctionne depuis longtemps en Autriche où le divorce n'existe pas pour les catholiques, et il ne paraît avoir donné lieu à aucun conflit entre la loi civile et l'autorité ecclésiastique.

Le fond de cette législation comportant et la déclaration possible du décès d'un absent et la preuve directe du décès d'une personne ayant péri victime d'un accident avait été déposé dans le Code civil autrichien de 1811 (art. 24, 112 à 114, 277 et 278) et dans un décret impérial de 1817, et lorsque le sinistre du *Ring Theater* (8 décembre 1881) a rappelé l'attention du Gouvernement et des Chambres sur cette question de la constatation des décès dans les circonstances dont je m'occupe, la loi du 16 février 1883 n'a eu qu'à confirmer avec quelques simplifications de procédure des dispositions anciennes dont l'expérience avait démontré la sagesse ⁽¹⁾. Je prends la liberté d'appeler l'attention du législateur français sur la loi autrichienne pour le jour où il se décidera à donner satisfaction à des réclamations légitimes en organisant ou en régularisant la preuve du décès quand il s'agit d'une personne disparue, dont la mort n'a pas pu être constatée par un acte régulier de l'état civil.

M. VETARD, de la Société littéraire, archéologique et historique de Lyon, prend la parole dans les termes suivants :

Peu de jours se lèvent sur notre vieille civilisation sans apporter au contingent des nouvelles une catastrophe, un sinistre, un dramatique événement dans lesquels une ou plusieurs personnes ont péri, souvent même de leur propre volonté, en demandant à la mort la fin de leurs souffrances ou de leurs adversités. Or, quelle que soit la certitude morale qu'on puisse légitimement tirer des circonstances, quant à la réalité de leur trépas, il n'y a légalement décès, selon notre code, qu'autant que le corps est retrouvé et qu'il est bien constaté, d'après son état, que la vie s'en est complètement retirée. Ainsi, qu'un intrépide touriste, perdant le soutien de son guide, fasse, d'une cime escarpée, la chute la plus vertigineuse ou qu'un infortuné voyageur, au cours d'une traversée, vienne à tomber dans un abîme insondable de flots impétueux, ni l'un ni l'autre n'iront grossir de leurs noms le nécrologe de l'état civil. Cette obligation de voir et de toucher un cadavre

⁽¹⁾ Voy. dans l'Annuaire de législation étrangère publié par la Société de législation comparée (année 1883) la traduction que j'ai donnée avec notice et notes de la loi autrichienne du 16 février 1883. C. B.

pour établir qu'il y a véritablement décès est-elle donc le dernier terme d'une législation parfaite ou, au contraire, ne devrait-on pas, aussi légalement, déclarer morts ceux qui ont subi certains accidents, bien qu'on ne puisse approcher de leur dépouille? Dans cette dernière hypothèse, quelle procédure innover? quelles preuves admettre comme concluantes? Telle est, croyons-nous, dans son sens le plus restreint, la question ci-dessus posée, dont l'importance et l'intérêt ne sauraient échapper à personne et dont le libre examen inspire à l'auteur de ce mémoire la hardiesse de parler pour la seconde fois dans cette enceinte, encouragé par la bienveillante indulgence qu'il y a précédemment rencontrée.

Aux adversaires d'aucune réforme en cette matière on pourrait dire, s'ils étaient d'humeur à supporter une critique légère, que, selon la loi de l'humanité, puisque tout décès correspond à une naissance, il doit en être de même en sens inverse, et que peut-être, à leur insu, ils font parfois de l'homme un être immortel au point de vue même purement animal. Quant à ceux qui douteraient de l'utilité sérieuse de la question et de ses côtés pratiques, il suffirait de leur ouvrir notre Code civil au titre IV et de leur lire les différents chapitres sur les effets de l'absence, car un décès non enregistré n'est autre chose qu'une disparition. Ils reconnaîtraient par là, qu'indépendamment des intérêts matériels restant en souffrance par suite d'une simple disparition, au lieu d'un décès, il en est d'autres d'un ordre plus élevé et qu'il n'importe pas moins de prendre en considération. Nous touchons en effet aux questions les plus graves, à savoir : les questions d'état. Mais si le problème est délicat, ce n'est pas une raison, croyons-nous, pour le laisser sans solution et pour garder une réserve absolue dans la crainte de ne pas indiquer du premier coup une voie nouvelle, peut-être bonne à suivre. Une situation franche et nettement définie est ici de beaucoup préférable aux incertitudes qui entravent toute initiative et aux conditions suspensives qui paralysent toute liberté d'action.

Voyons donc, sous le bénéfice de ces observations, s'il n'y aurait pas une procédure et des moyens de preuve qui puissent permettre, à l'avenir, d'enregistrer un décès dans bien des cas où jusqu'ici on s'est abstenu de le faire.

Déjà, dans l'état actuel des choses, aux termes de l'article 81 du Code civil : « lorsqu'il y a des signes ou indices de mort violente ou d'autres circonstances qui donnent lieu de le soupçonner, on ne peut faire l'inhumation qu'autant qu'un officier de police, assisté d'un docteur en médecine ou en chirurgie, a dressé procès-verbal de l'état du cadavre et des circonstances y relatives, ainsi que des renseignements qu'il a pu recueillir sur les prénoms, nom, âge, profession, lieu de naissance et domicile de la personne décédée. » Or ne serait-il pas facile d'obtenir pareil procès-verbal pour tous les accidents où il y a eu des victimes qui peut-être y ont perdu la vie? Ce procès-verbal serait communiqué à tous intéressés sur leur simple demande et ré-

gulièrement transmis au parquet pour y être l'objet d'un examen attentif, et les procureurs ainsi que les intéressés auraient le droit respectivement d'introduire devant le tribunal du lieu de l'accident une demande à fin de déclaration de décès. Le tribunal saisi ordonnerait une enquête, en commitant un juge à cet effet, et désignerait pour l'assister un médecin assermenté; l'affaire ainsi instruite reviendrait, après l'enquête, devant le tribunal qui apprécierait s'il y a décès et ordonnerait, dans l'affirmative, la transcription du jugement sur les registres de l'état civil.

Peut-être que des esprits peu timorés trouveraient bon de placer ici des présomptions légales et d'en établir toute une nomenclature ingénieuse. Pour nous, nous ne saurions aller jusque-là dans la crainte de nuire, à la libre appréciation des juges sur des événements dont les conditions sont variables à l'infini et nous pensons que toute la question pourrait se réduire à deux propositions bien simples, savoir : telle personne a-t-elle été réellement victime de tel accident et les circonstances de cet accident permettent-elles de dire que cette personne a dû infailliblement y trouver la mort? Inutile de faire remarquer qu'il y aurait lieu de tenir compte, pour la solution, du plus ou moins de temps écoulé sans que cette personne ait reparu, et s'il y avait en outre une distinction à faire entre les victimes, nous ne saurions nous opposer à une décision plus facilement affirmative concernant les victimes volontaires qu'envers les victimes involontaires, bien qu'on puisse justement appliquer ici cette pensée de Sénèque : *Fata volentem ducunt nolentemque trahunt*. La raison de la distinction ci-dessus se trouve dans un sorte de pénalité encourue, selon nous, par celui qu'on saurait avoir volontairement attenté à ses jours, surtout lorsqu'il aurait été lui-même la cause de l'accident.

En résumé, nous indiquons comme procédure : un procès-verbal, une demande en justice basée sur ce procès-verbal, un premier jugement ordonnant une enquête et sur cette enquête un jugement susceptible d'appel.

Telle est la réponse que nous nous permettons de faire humblement à la question du programme prise, avons-nous dit, dans son sens le plus restreint.

Maintenant, est-ce tout? Cette question n'a-t-elle pas une portée plus grande, une compréhension plus large? Nous craindrions tout à la fois de l'amoindrir et de rester incomplets si nous la renfermions dans ces étroites limites.

Il ne s'est agi jusque-là que de ceux ayant couru un danger mortel, mais il reste à parler de ceux qui, disparus, n'ont traversé aucun péril connu. On est du reste forcément amené à dire quelque chose de ces derniers, ensuite du sort réservé, d'après ce qui précède, à ceux dont les tribunaux n'auront pas cru devoir prononcer le décès, car il n'y a pas de distinction entre les uns et les autres.

Indépendamment des personnes dont l'existence est restée incertaine à la

suite d'un événement déterminé, il en est bon nombre d'autres qui courent le monde sans obstacle, après s'être ouvertement affranchies des liens qui les gênaient et auxquelles s'applique aussi bien le bénéfice des dispositions écrites au titre des absents. Cette seconde catégorie de personnes disparues commande une deuxième partie à ce travail et son importance ne saurait être niée soit à cause des embarras de toute nature résultant aussi de ces disparitions, soit à raison, on peut le dire, de leur fréquence devenue scandaleuse. Si quelqu'un d'ailleurs voyait là de l'exagération, il lui serait facile de se renseigner et de se convaincre. Tout le monde sait en effet que, pour contracter mariage, on doit justifier à la mairie du consentement de ses père et mère ou bien de leur décès, sinon et à défaut, établir tout au moins par un acte de notoriété l'empêchement où l'on se trouve, par suite de l'absence des parents, de rapporter ces justifications. C'est là une disposition formellement édictée par l'article 155 du Code civil et à laquelle on ne peut opposer ni exception ni désuétude. Or, que l'on consulte les registres de l'état civil et l'on verra ainsi la multiplicité relativement prodigieuse d'actes de notoriété qui, pour satisfaire à la loi, s'accumulent chaque jour dans les pièces annexées. Encore faut-il remarquer que si ce moyen révèle peut-être le plus grand nombre des disparitions, il ne les décèle pas nécessairement toutes par la raison bien simple qu'une personne en disparaissant ne laisse pas toujours derrière elle un enfant destiné à se marier.

L'absence envisagée quant à cette difficulté qui n'est cependant pas la seule au point de vue moral, est donc une chose des plus regrettables, et l'on découvre que les inconvénients n'en sont pas moindres au point de vue matériel si l'on songe un instant à toutes les affaires qu'elle tient en suspens, comme, par exemple, les partages que l'on voudrait en vain consommer et les règlements qui, loin de s'effectuer, ne permettent pas plus au créancier de recevoir qu'au débiteur de se libérer.

Après avoir ainsi pesé le préjudice que cause par son départ imprévu celui qui tout à coup se dérobe à une situation de laquelle dépendent les intérêts d'autrui matériels et moraux, on peut bien légitimement se demander si la loi est à son égard d'une assez juste sévérité. Et franchement on pourrait dire qu'il n'en est rien. A voir le soin paternel avec lequel on lui ménage un heureux retour, à considérer tous les délais, tous les sursis, tous les attermoissements qu'on lui accorde pour qu'il daigne reparaitre et rendre à ceux qui l'entouraient le charme de sa présence, on se rappelle, sans le vouloir, la parabole de l'enfant prodigue.

Quelle a pu être la cause d'une pareille indulgence de la part du législateur? Elle n'est peut-être pas difficile à découvrir, si, en se reportant à l'époque de la confection de nos lois, on veut prendre garde qu'elle est aussi la période de ces guerres incessantes à la suite desquelles tant d'hommes restaient inévitablement perdus loin de la mère-patrie. Ces hommes glorieux, ces géants de notre histoire, méritaient sans doute tous les ménagements et

tous les égards, alors surtout qu'ils n'avaient pour se rapatrier, non plus que pour donner de leurs nouvelles, ni l'organisation actuelle des chemins de fer ni celle des postes et télégraphes.

Mais aujourd'hui quelle peut être l'excuse de celui qui, ayant pris la fuite, n'a plus au cœur un battement pour correspondre avec ceux dont il ne se serait jamais éloigné s'il avait eu le plus élémentaire sentiment de ses devoirs ? Qui peut, en réalité, justifier la tendresse excessive dont la loi fait preuve envers lui ? C'est en vain que nous cherchons une raison plausible en faveur de cet homme qui, au mépris souvent des liens les plus sacrés, s'en va, seul, chercher au loin de nouveaux intérêts et de nouvelles affections. De quel nom n'est pas flétri et de quelles peines n'est pas puni le soldat qui, oublieux de son drapeau, laisse là ses compagnons d'armes, pressé quelquefois, en sens inverse de celui dont nous parlons, par l'amour et le regret de son pays natal ? Or, si la vie est un combat, comme le dit une vérité devenue banale, serait-ce une métaphore inacceptable d'ajouter que la société, elle aussi, est comme une armée immense où chacun a son poste déterminé et qu'il n'est pas honnêtement permis de désertir ?

Celui donc qui disparaît sans motif avouable et sans le fait d'aucun accident n'est autre chose qu'un déserteur, pour l'appeler du seul nom qu'il mérite.

Quels que soient cependant ses torts, il ne saurait encourir, dans notre pensée, aucune autre pénalité que la perte de ses biens par une prochaine dévolution pareille à celle qui résulterait de son décès. On trouvera peut-être la punition sévère, mais il n'aurait pourtant que ce qu'il aurait bien voulu : puisqu'il avait, en partant, et qu'il conserve encore l'intention de laisser les autres morts pour lui, il serait bien juste réciproquement qu'il devînt mort pour eux.

Quant aux victimes dont on reste sans nouvelles après un accident, on peut leur appliquer ce dilemme : ou elles ont réellement perdu la vie, ou elles se tiennent dans un coupable éloignement, de sorte qu'en définitive, ni les uns ni les autres ne méritent des précautions ou des ménagements.

Disons le donc franchement, en revenant à une sage modération, les délais accordés à celui qui disparaît sont hors de proportion avec le prix actuel du temps, avec la durée probable soit de la vie de l'absent, soit de ceux qui l'attendent, et ils ne sont pas moins hors de proportion avec les facilités nouvelles de communication.

Quelques-uns, peut-être, nous reprocheront ici d'oublier entièrement les cas d'enlèvement et de séquestration. Non, répondons-nous, il n'y a pas là un oubli, mais la conviction que ces cas ne sont plus de nos mœurs et ne se voient plus guère qu'au théâtre ou dans les romans. Toutefois, comme ces attentats sont encore possibles vis-à-vis des enfants et que l'enfance a besoin d'une protection spéciale, nous admettons une exception au profit des mineurs de dix ans pour lesquels le nouveau délai légal ne courrait qu'à

partir de leur majorité; nous comprenons encore la même exception avec un sursis jusqu'à la conclusion de la paix, pour le soldat qui a disparu dans une guerre hors des frontières; nous la sollicitons même plus large encore pour le commerçant et l'explorateur qui, eux du moins, partent au grand jour, non pas dans la pensée de chercher une patrie lointaine, mais de faire passer et d'étendre la nôtre au delà des obstacles que lui opposent à la fois la barbarie et la nature.

Et, enfin, nous demande-t-on, ce délai restreint s'appliquant aux disparus des diverses catégories, en général, quelle en sera la limite nouvelle et sur quelle base la fixer raisonnablement? Cette limite, loin d'être d'une fantaisie arbitraire, a sa base toute posée dans l'article 815 du Code civil où nous lisons que nul ne peut être contraint à demeurer dans l'indivision et qu'il n'est pas permis de la stipuler pour plus de cinq ans périodiquement. Ce délai de cinq années a le double avantage de paraître par lui-même suffisant et de correspondre avec le principe fondamental ci-dessus rappelé.

Inutile, pour conclure, d'ajouter que la procédure pourrait être la même dans tous les cas, sans distinguer si la disparition a eu lieu à la suite ou indépendamment d'un accident.

En touchant à la fin de ce mémoire, nous craignons d'être accusés de porter une main téméraire sur ce que nous avons reconnu nous-même, en commençant, être d'une extrême délicatesse. Ce reproche, en y réfléchissant, pouvait être fondé avant la loi du 27 juillet dernier; mais cette loi, en rétablissant le divorce, a ouvert, sur les questions touchant la famille, une brèche par laquelle on peut aisément faire passer nos propositions sur l'absence. Nous manifesterons même un peu d'étonnement de ne pas voir figurer dans cette loi, comme motif dirimant, la disparition de l'un des époux, car on peut se demander, par exemple, en quoi la situation d'une femme qui se plaint de quelques procédés de son mari, est plus intéressante que la situation de celle à qui son mari ouvre, par son départ furtif, un veuvage anticipé sans aucun terme à entrevoir.

S'il fallait, d'ailleurs, au bout de cette étude, s'inspirer des législations étrangères pour les changements dont il s'agit, nous y verrions que, malgré leur respect pour la nôtre et leur timidité à s'en écarter après s'y être conformées, il en est plus d'une ayant modifié ses dispositions dans le sens de la thèse que nous soutenons. Ce travail était déjà terminé dans ses points essentiels lorsque nous avons voulu, soit pour le compléter, soit pour le contrôler, consulter la concordance entre notre Code civil et les codes civils étrangers (ouvrage de M. Anthoine de Saint-Joseph, daté de 1856). Or voici par aperçu et d'une manière sommaire ce que nous y avons relevé :

« Les trois périodes de l'absence (présomption d'absence, déclaration d'absence, envoi en possession définitif) ne se retrouvent pas dans la plupart des pays. Après un délai qui varie, les parties intéressées somment en général l'absent de comparaître; s'il ne comparait pas après un certain temps,

le tribunal prononce l'envoi en possession définitif (Danemark), la déclaration d'absence (Toscane, canton de Soleure), la présomption de décès (droit commun allemand, Hollande, Angleterre), ou la déclaration de mort (Prusse, Saxe, Serbie, cantons de Berne et Zurich). Le délai après lequel ces jugements peuvent être prononcés est ordinairement de vingt ans, mais il est plus court si l'absent a disparu à un âge avancé ou après avoir été exposé à un péril imminent. Ainsi, en Danemark, l'envoi en possession est prononcé après vingt ans d'absence, ou après trois ans seulement si l'absent a disparu après avoir couru un danger grave. En Toscane, le temps après lequel l'absence doit être déclarée est remis à l'arbitre du juge. En Hollande, la présomption de décès ne doit être demandée que cinq ans après la disparition, ou seulement dix ans après si l'absent a laissé une procuration. En Autriche, trois ans suffisent s'il a été exposé à un grand péril. En Angleterre il faut qu'on soit resté sept ans sans nouvelles. En Prusse, la déclaration de mort ne peut être provoquée que dix ans après la disparition ou les dernières nouvelles, ou du jour de la majorité si l'absent était mineur. Les effets de l'absence, quant au mariage, sont quelquefois différents de ceux établis par la loi française. Dans le droit commun allemand, le conjoint de l'absent doit, pour se remarier, provoquer un jugement spécial. Ce jugement n'est pas nécessaire dans le Hanovre et à Oldenbourg. En Angleterre, si le conjoint de l'absent se remarie, après être resté sept ans sans nouvelles, son mariage est nul pour le cas où il reparaît, mais il n'y a pas bigamie. En Hollande, enfin, les femmes de pêcheurs peuvent se remarier lorsque leur mari est absent depuis trois ans. » Tel est le résumé sincère des comparaisons que nous avons trouvées à la seule source d'ailleurs où nous avons puisé.

Quelle que soit, maintenant, la sévérité du jugement qu'on puisse porter sur la hardiesse de nos idées et de leur expression, on ne saurait leur refuser, nous l'espérons, le bénéfice des circonstances atténuantes. L'auteur de ce mémoire, modeste auxiliaire de la justice, est comme ces vieux serviteurs qui, dans l'excès d'un zèle irréfléchi, se permettent parfois une observation parce qu'ils ont pour eux la conscience de leur fidélité et de leur dévouement.

M. PAGET, professeur de la faculté de droit de Toulouse, rend hommage à l'exposé si intéressant et si net fait par M. Bufnoir et renonce à la parole en adhérant à ses idées.

M. CHÉNUAU, délégué de la Société industrielle et agricole du Maine-et-Loire, présente les observations qui suivent :

Le législateur ne peut pas tout prévoir, et la loi ne dispose que pour ce qui arrive le plus souvent : « *de eo quod plerumque fit* ».

Or ce qui arrive ordinairement en matière de décès, c'est que l'on meurt près de ses parents ou de ses amis, et pour ce cas les dispositions du Code sont complètes. Deux témoins font la déclaration à l'officier de l'état civil, qui s'assure du décès et en dresse acte. Tout, alors, est régulier.

Mais on meurt parfois loin de son domicile, dans une bataille ou dans des excursions faites en pays étranger ; et alors, par suite de négligence ou de difficulté à constater le décès, l'acte de l'état civil n'est pas rédigé, et son absence entraîne de graves inconvénients pour les familles. Il faut, en effet, rapporter la preuve du décès dans un grand nombre de circonstances de la vie civile, et notamment pour hériter ou pour se remarier. Or comment et par quels moyens établir cette preuve quand l'acte de décès n'existe pas ? C'est le but de la question qui nous est posée.

On se demande s'il ne conviendrait pas d'introduire dans le Code civil des dispositions nouvelles qui faciliteraient la constatation du décès en ce qui concerne les personnes disparues ; mais il semble rationnel de rechercher au préalable s'il y a lieu d'innover, ou si, au contraire, les dispositions actuelles de la loi, qui ont suffi jusqu'à présent, ne valent pas mieux que tout système nouveau, qui pourrait les affaiblir au lieu de leur venir en aide.

Tous ceux d'entre vous, Messieurs, qui fréquentent le Palais, ou qui se livrent à l'étude du droit, savent que la loi, et surtout la jurisprudence des cours et des tribunaux, ont de tous temps accordé une grande latitude aux familles pour suppléer par des décisions judiciaires à l'absence ou à l'irrégularité des actes de l'état civil qui concernent leurs membres.

Chaque jour, en effet, nous voyons des personnes admises à prouver à l'audience par témoins, ou par papiers de famille, la naissance d'un enfant qui, par oubli ou négligence, n'a pas été inscrit à sa date sur les registres de la commune.

Il en a été de même fréquemment pour les décès ; et après les journées de juillet 1830, par exemple, comme après la guerre de 1870 avec l'Allemagne, un certain nombre de décès pour lesquels il n'existait pas d'actes sur les registres de l'état civil, ont été, sur la demande des familles, constatés par des décisions judiciaires. Des jugements ont été rendus par les tribunaux sur les documents produits par les parties, et après avoir entendu le ministère public ; puis ces jugements ont été, conformément à la loi, transcrits sur les registres de la commune du dernier domicile, et ils ont légalement tenu lieu d'actes de décès.

Que faut-il de plus, Messieurs ; et cette jurisprudence qui s'applique aussi bien aux personnes décédées en pays étranger qu'à celles disparues dans une bataille, ne suffit-elle pas à tous les besoins des familles, comme à toutes les exigences de l'ordre social ? Si, assurément ; et en présence de la facilité qu'elle donne aux parties intéressées, en même temps qu'aux tribunaux, de recourir à tous les éléments de preuve pour suppléer à l'absence

des actes de décès, on n'aperçoit pas la nécessité de nouvelles mesures législatives.

Gardons-nous, Messieurs, de trop réglementer, et ayons confiance dans l'initiative et la prudence des juges. Le législateur a rarement à regretter, croyez-le bien, de leur laisser une large part dans la direction des procédures, qu'une intervention trop minutieuse de la loi compliquerait parfois inutilement. Une sorte d'appréciation souveraine des faits et circonstances de la cause doit d'ailleurs appartenir aux magistrats dans certaines affaires graves, où, comme dans l'espèce, il s'agit de statuer sur l'état des personnes disparues, et de leur maintenir ou enlever, suivant les résultats de l'enquête, la jouissance de leurs droits civils.

En résumé, Messieurs, notre législation actuelle, appuyée sur la jurisprudence que je viens d'exposer, et interprétée comme elle l'est chaque jour par les tribunaux, permet suffisamment de constater par des jugements; à défaut d'actes de l'état civil, le décès des personnes disparues; et il ne semble pas utile, dès lors, d'introduire dans nos Codes des modifications qui, quelque ingénieuses qu'elles puissent paraître en théorie, gêneraient peut-être dans la pratique plus qu'elles ne seconderaient l'action de la justice.

M. BURNOIR persiste à croire qu'il serait utile d'introduire des règles précises et non douteuses, surtout pour permettre la dissolution du mariage sans constatation de décès, comme le fait le code civil autrichien de 1811.

M. PAGET cite à l'appui l'exemple du droit romain qui, à l'époque de Justinien, permettait, après trois ans d'absence, le second mariage au conjoint présent.

M. LEVASSEUR indique, pour montrer le grand nombre des disparitions qui se produisent pendant les guerres, que la statistique dressée, d'après les actes de décès, présente un moins grand nombre de décès pendant les années qui correspondent aux guerres du premier Empire que pendant les années de paix.

La séance est levée à 6 heures.

SÉANCE DU VENDREDI 18 AVRIL 1885.

MATIN.

PRÉSIDENCE DE M. E. LEVASSEUR.

La séance est ouverte à 9 heures.

Vice-président : M. Tranchant; Secrétaire, M. Bonnassieux; Assesseur, M. Chénauau.

M. François BAZIN, délégué de la Société de géographie commerciale de Paris, a la parole sur ce sujet : *Des réformes à introduire dans l'Enseignement commercial et dans l'Enseignement secondaire spécial.*

Le projet de réformes que j'ai l'honneur de soumettre à votre haute appréciation repose sur une étude approfondie de notre enseignement et une expérience de plus de trente années.

Les programmes élaborés en 1852 nous avaient ouvert la voie et, en 1857, le cours de rhétorique (Géographie spéciale de la France) était enseigné avec fruit aux élèves d'une grande école supérieure municipale, l'École Turgot.

Avant même que la géographie agricole, industrielle et commerciale devint officiellement pour tous, grâce à notre illustre Président, M. E. Levasseur, «la géographie économique», nous avons appris à nos élèves des divisions supérieures ce qu'on entend par la valeur réelle d'un pays et les intérêts matériels de la société.

Tous ces faits que je suis heureux de vous signaler, Messieurs, m'ont fait penser que vous n'hésiteriez pas à m'accorder votre précieux concours dans cette phase nouvelle de revendications. L'enseignement commercial n'est encore, il faut l'avouer à regret, qu'à l'état d'embryon à l'École supérieure et dans les cours d'enseignement secondaire spécial.

Nos anciens programmes qu'on vient de remanier, et que chaque professeur spécial a pu étudier avec soin, peuvent répondre certainement aux besoins de notre époque ; mais qu'il y a à faire, pour les mettre en pratique et les interpréter avec fruit !

Voyons d'abord l'École primaire, dont nous devons être les véritables juges, puisque, depuis les concours, nous y recrutons les *sujets* les plus capables ; eh bien, le mode d'enseignement qu'on y donne ne répond pas à ce que nous sommes en droit d'attendre.

Pendant les deux premiers mois de l'année, il nous faut en effet revenir sur les *éléments* de la géographie et l'étude si importante de la *sphère*.

Les divisions élémentaires de nos écoles, qui préparaient si bien nos enfants aux cours supérieurs, n'existent plus, et les *nouveaux venus* restent alors dans une situation bien inférieure.

Les travaux que j'ai eu l'honneur de faire exécuter pour l'Exposition de Londres ne l'ont que trop prouvé. . . . Quelques Élèves d'élite ont pu seuls se mettre sur les rangs. D'où vient cette infériorité? D'abord, de la manière de traiter la *cartographie*. J'ai fait enquête, et, sur les 20 écoles que j'ai pu juger, pas une ne s'occupe sérieusement de ce qui fait la base de notre enseignement.

Un enfant se sert d'une carte d'atlas ou d'une carte murale quelconque, sans se rendre compte de l'orientation et des échelles si utiles.

Comment fait-il les deux ou trois cartes qu'il a à rapporter chaque semaine? Il les calque et ne se préoccupe nullement des genres d'écriture à employer.

Que résulte-t-il d'une pareille manière de procéder? une ignorance complète de la cartographie et la perte des atlas maculés par le fusain ou la sanguine.

Les routiniers ou les satisfaits, qui n'accordent à personne le droit de discuter un programme ou de marcher en avant, répondent, pour se disculper, qu'on n'a pas à faire de nos élèves des cartographes et des géographes. Nous les réfutons et les forçons même à se rendre à l'évidence, en leur rappelant que nos élèves des Écoles supérieures et de l'Enseignement secondaire spécial sont destinés à devenir des officiers de réserve.

Aujourd'hui même, le caporal le plus modeste est forcé de faire le *Topo*, avec l'indication de la position des hommes qu'on lui confie. Il faut donc que l'instituteur puisse avoir le temps d'apprendre à l'élève de la division supérieure à copier une carte, à l'agrandir ou à la diminuer, et à proscrire énergiquement *anglaise* et *ronde* qui n'ont pas à figurer dans la partie graphique.

On parle souvent de revanche à prendre sur le voisin; regardons ce qu'il fait ce voisin dans ses *Realschule*; imitons les Anglais dans leur méthodologie des *Commercialschool*. . . . On ne reprend pas une province perdue. . . . en apprenant l'allemand ou en faisant de la déclamation; on perfectionne son enseignement, on force l'élève à écouter et à ne pas s'écarter de la bonne voie.

A 20 ans alors, il est à même de comprendre ses devoirs de soldat.

L'éminent géographe qui a tué à moitié la routine, notre cher Président, et les savants praticiens qui nous entourent, savent bien aussi que *j'ai un peu raison*, car ils ont beau créer d'excellentes œuvres, ils n'arrivent pas au but désiré, à cause des indifférents et des timides.

Si, maintenant, nous passons à l'étude des départements, l'œuvre si re-

marquable de la Constituante (15 janvier 1790), que sommes-nous en droit de dire? dans certaines écoles, on apprend par ordre alphabétique et par régions; pourquoi pas par bassins, *la vraie méthode*? J'aurais beaucoup à dire encore, mais je m'arrête pour passer à l'École supérieure.

L'École supérieure qui, depuis 1844, a rendu de si grands services à l'industrie et au commerce parisiens, et a inspiré au Gouvernement l'idée de créer un enseignement secondaire spécial, n'est plus aujourd'hui à discuter.

Comme l'a proclamé en 1866 M. V. Duruy, nos enfants, appelés à devenir des industriels et des commerçants, savent désormais que l'agriculture, l'industrie et le commerce, liés par des rapports constants, ne doivent pas être plus séparés dans l'enseignement que dans la pratique.

Naguère encore, M. le Recteur, en rendant hommage à la mémoire de mon bien-aimé maître, M. E. Marguerin, consacrait l'œuvre du Conseil municipal de la ville de Paris, de M. Pompée, de M. Porcher et des Directeurs des Écoles Colbert, Lavoisier, Jean-Baptiste Say et Arago.

Comme je l'ai dit précédemment, Turgot et Colbert ont toujours porté haut le drapeau de l'enseignement de la géographie. La topographie elle-même, que MM. L. Drapeyron et F. Hennequin ont rendue seulement obligatoire en 1875, n'a jamais été oubliée dans nos programmes. Le regretté capitaine d'état-major C. Dutheil, l'inventeur du goniomètre, le capitaine Colson et bien d'autres encore, l'ont mise assez en pratique devant l'ennemi; nos collègues du Congrès, MM. Paulus et Popet, MM. Reufflet, Gibert et Métral, mes élèves, aujourd'hui professeurs à l'École Colbert, en ont souvent montré l'utilité pendant les voyages de vacances.

Nos Directeurs, il est vrai, toujours soucieux de leurs devoirs, nous ont accordé largement ce qui pouvait être utile à l'École. Le Ministère lui-même, en 1868, grâce à la haute bienveillance de M. Ch. Robert, a encouragé nos efforts, en nous autorisant à faire des conférences à la lumière oxydrique.

La situation nouvelle que nous crée la gratuité de l'enseignement, nous oblige à réclamer énergiquement un *changement radical* dans nos programmes.

Pour que l'élève de l'École primaire puisse en effet profiter utilement de notre enseignement, il est indispensable de lui faire commencer en *première année* l'étude de la *géographie spéciale de la France*. Cette étude lui sera d'autant plus facile, qu'il l'aura déjà ébauchée l'année précédente dans sa division supérieure.

La géographie générale et la connaissance approfondie de l'Europe, qui ont pour corollaire la géographie économique, viendront naturellement en *deuxième année*.

La lacune si regrettable, dont nous avons constaté trop souvent les con-

séquences, disparaîtra alors, car les notions de géologie, de géographie physique et de topographie seront encore présentes à sa mémoire.

Autrefois l'élève, en arrivant en *troisième année*, avait oublié en partie ce qu'on lui avait enseigné deux ans auparavant.

L'essai que nous avons tenté depuis deux années à l'École Colbert sous la direction de Monsieur M. Lévêque, nous a permis de demander aux Sociétés savantes et à notre Président « le grand juge en pareille matière » la consécration d'une idée qui doit assurer à nos Écoles supérieures un véritable succès pour l'enseignement de la géographie.

Avant même que la Société de géographie commerciale de Paris, la Société académique Indo-Chinoise et la Société de topographie de France eussent accepté cette réforme à l'unanimité, M. L. Drapeyron, dans la *Revue de géographie*, encourageait nos efforts; M. le professeur de faculté Pigeonneau, que nous avons eu la bonne fortune d'avoir comme Inspecteur général dans nos Écoles, reconnaissait, dans une longue lettre pleine de bienveillance, nos revendications.

Plus tard, M. l'Inspecteur général E. Foncin daignait applaudir aux efforts que nous tentons depuis trente-deux ans, pour rendre populaire et pratique la science que M. E. Levasseur a fait sortir toute régénérée de l'Institut géographique de Paris.

Permettez-moi d'ajouter, Messieurs et éminents collègues, que, le 6 avril dernier, M. du Fief, secrétaire général de la Société royale belge de géographie, m'adressait la lettre suivante :

Cher et honoré collègue,

Dans sa séance du 15 janvier dernier, le Comité central qui a examiné votre projet de réformes, m'a prié de vous dire que, sans se prononcer sur ce qu'il faut réformer dans les Écoles de Paris, a reconnu avec vous les fâcheux effets de l'ancienne routine dans l'enseignement de la Géographie et l'utilité de répandre, dans une mesure proportionnée à chaque degré d'enseignement, des notions de géographie commerciale, comme complément de la géographie purement scientifique.

Notre comité a rendu encore une fois justice à votre actif dévouement aux progrès de la géographie. Je suis heureux de vous le dire, en saisissant cette occasion, mon cher collègue, de vous renouveler l'assurance de mes sentiments les plus distingués, etc.

Une dernière revendication maintenant, Messieurs, et que j'avais l'honneur de vous réserver pour la fin : *Introduction dans les trois années de l'histoire commerciale du monde et de la France*. Cette omission, qu'on ne reprochera pas à l'École commerciale de l'avenue Trudaine, où j'ai enseigné pendant dix ans, doit être réparée dès la rentrée prochaine.

Sans l'histoire du commerce, la géographie économique devient une nomenclature sèche et aride; avec l'étude des grands travaux des anciens et des ligues du moyen âge, tout devient attrayant. Il y a quelques jours, l'Académie décernait le 2^e prix Gobert à l'honorable M. Pigeonneau; que M. le Ministre et les Sociétés savantes récompensent nos efforts, en introduisant dans nos écoles cette branche si utile de l'enseignement!

Quoi qu'on ait pu dire, la grande pensée coloniale, que l'on a rêvée pour notre France, ne doit pas disparaître, et pour que nous profitons des travaux des intrépides explorateurs, les J. Dupuis, les Millot, les Soleillet, les Savorgnan de Brazza, les Giraud, les Harmand, les Vossion, mettons sous les yeux de nos élèves les grands travaux des pionniers de la civilisation internationale.

Le grand Français, qui a mis si bien en pratique le proverbe arabe : « Les chiens aboient, la caravane passe », a réuni les mondes avec Suez et Panama; que nos illustres représentants de la Science géographique fassent de nos enfants des Écoles commerciales et de l'Enseignement secondaire spécial des rouliers des mers et des commerçants actifs!

CONCLUSIONS.

J'aurai donc l'honneur, Monsieur le Président, Messieurs et éminents collègues, de vous proposer de déterminer avec moi :

1^o La somme de connaissances qu'on est en droit d'exiger des élèves qui, d'après le régime de la gratuité et du concours, quittent l'École communale pour former le contingent de Turgot, de Colbert, de Neuilly; etc.; — 2^o De rechercher si, en *première année*, d'après les études précédentes, nous n'avons pas le devoir de commencer par la France, avant d'aborder la géographie physique et politique des cinq parties du monde et de l'Europe en particulier (*deuxième année*), et de couronner l'œuvre par la branche la plus utile, et qui se greffe sur les autres, la géographie agricole, industrielle et commerciale; — 3^o D'introduire en *troisième année* l'étude indispensable de l'histoire du commerce, que l'on pourra esquisser pendant *les trois années antérieures*.

M. PAULUS donne, à propos de l'intéressante communication de M. Bazin, de substantiels renseignements sur l'état actuel de l'Enseignement économique et géographique dans les Écoles dont il vient d'être parlé. Les professeurs n'ont pas un nombre suffisant d'heures de classe pour pouvoir donner à cet enseignement le développement qu'il exigerait. Il signale, en outre, la préparation insuffisante des élèves que les Écoles primaires fournissent aux Écoles primaires supérieures et aux Etablissements d'enseignement secondaire spécial.

M. LE PRÉSIDENT insiste à ce propos sur la difficulté que l'on éprouve à concilier l'étude simultanée des différentes matières sur lesquelles l'attention des élèves est d'ailleurs, à juste titre, appelée aujourd'hui et sur le soin avec lequel il convient de faire à chaque ordre d'enseignement une part qui soit bien proportionnée à son utilité propre et à son importance relative.

M. SANGUET, de la Société de topographie, communique un travail sur *l'act Torrens* et sur *la mobilisation de la propriété foncière*. Il signale le projet de loi rédigé par un Français sur la matière, M. Decourdemanche, 21 ans avant la publication de l'act Torrens, et montre, par une analyse comparée des deux systèmes, l'identité des dispositions du projet de loi Decourdemanche et de l'act Torrens. Il demande s'il ne serait pas juste, aujourd'hui qu'on parle d'appliquer au régime de la propriété en Tunisie le système Torrens, de l'appliquer au moins sous le nom du véritable auteur du système, M. Decourdemanche.

M. TRANCHANT fait remarquer que le moyen le meilleur pour rendre à M. Decourdemanche ce qui lui appartient, c'est précisément de lui faire honneur de sa proposition dans des réunions comme celle du Congrès.

M. Tranchant ajoute que, pour bien préciser les indications données par M. Sanguet, il est nécessaire de rappeler comment, dans le système de Robert Torrens, se pratique la transmission une fois la mobilisation établie. Quand le titre a été remis au propriétaire, celui-ci peut le transférer par simple endos à toute autre personne, sous la seule formalité de faire enregistrer son transfert. Les parties comparaissent devant le maire ou un officier public quelconque qui légalise les signatures.

M. SANGUET dit que, dans le système de M. Decourdemanche, la transmission se fait dans des conditions un peu différentes, mais les deux systèmes n'en restent pas moins les mêmes au fond.

M. LE PRÉSIDENT remercie M. Sanguet de la justice qu'il vient de rendre à M. Decourdemanche en établissant qu'il avait, le premier, donné l'idée et le plan du système aujourd'hui connu sous le nom d'act Torrens.

M. SANGUET donne, une fois la lecture de son mémoire achevée, quelques détails sur les difficultés, sinon l'impossibilité que présenterait l'application du système Torrens en France et les avantages qu'offrirait, au contraire, la réfection du cadastre sur des bases nouvelles, avec délivrance aux propriétaires d'extraits du plan les concernant.

M. DUC, de l'Académie des lettres, sciences et beaux-arts de la province, communique un mémoire sur *le rôle des sociétés littéraires*. Il insiste sur l'importance de leurs travaux.

M. LAURENT DE FAGET, de la même académie, donne lecture d'un travail sur *les rapports de la littérature et de la morale*; il signale la nécessité de ces rapports et constate, en le regrettant, que certains écrivains s'attachent à séparer, au contraire, l'une de l'autre.

M. THILLIARD, de la Société havraise d'études diverses, communique un mémoire sur *les constructions économiques ouvrières*. Il indique l'importance de la question au double point de vue moral et social. Le but à atteindre est de construire à bon marché des habitations convenables dont l'ouvrier puisse facilement devenir propriétaire.

La réconciliation du capital et du travail s'obtiendrait ainsi, au grand profit de tous. Il constate, dans une étude comparative des diverses constructions ouvrières qui ont déjà été édifiées, les avantages de tous genres qu'elles présentent, et cite les moyens pratiques à employer pour faire prospérer et progresser ce genre d'habitations. Les caisses des caisses d'épargne, les caisses des sociétés de secours mutuels pourraient fournir, par exemple, un très utile concours dans ce sens. Mais M. Thilliard recommande surtout l'établissement de sociétés philanthropiques se donnant pour but la construction de maisons ouvrières, et montre, par des exemples démonstratifs, que ces sociétés peuvent faire à la fois une bonne action et une bonne affaire. Il cite, en particulier, comme modèle l'exemple de la société immobilière de Lille, qui a admirablement réussi et que l'on pourrait prendre partout comme type de fonctionnement et de formation d'habitations économiques.

M. LE PRÉSIDENT rappelle que M. Siegfried, maire du Havre, a, l'un des premiers, donné à Mulhouse l'exemple de ce que l'on pou-

vait faire dans ce sens. Il relève en même temps quelques-uns des chiffres donnés par M. Thilliard dans les diverses statistiques jointes à son intéressant mémoire, notamment en ce qui concerne la mortalité des enfants à Londres et en Angleterre. La mortalité infantine de l'Angleterre semble bien plus faible que celle de la France; mais M. le Président estime qu'elle néglige certains éléments et devrait, sans doute, admettre certaines majorations.

M. Ch. Lucas, qui s'est maintes fois occupé de la question, estime qu'on peut ajouter aux diverses sociétés auxquelles il conviendrait de faire appel pour la construction d'habitations ouvrières, les sociétés en participation aux bénéfices et les associations syndicales.

M. Goffinon cite, à propos de l'observation de M. Ch. Lucas, l'exemple récent qui vient d'être donné dans ce sens par la grande chocolaterie Lombart, à Ivry, où une part des bénéfices à provenir est affectée, d'après les statuts de la société en participation, à la construction de maisons ouvrières.

M. E. Froger, professeur à l'école navale, délégué de la Société académique de Brest, présente l'exposé suivant sur l'expansion de la France :

J'ai l'honneur de soumettre à vos réflexions et à vos études une question d'économie sociale et d'histoire que les circonstances actuelles imposent à notre attention : la corrélation de la crise économique et de l'expansion coloniale au XVIII^e siècle. Si l'on doit étudier l'histoire à la lumière des faits contemporains, le moment est trop favorable, malheureusement, pour que nous le laissions passer. Cette étude confirmera cette loi générale qui montre les passions et l'activité de l'homme mises en branle et dirigées par les nécessités de l'évolution naturelle des nations.

Un peuple ne colonise pas parce qu'il le veut; mais il veut coloniser quand il faut qu'il colonise.

Le Français colonisa au XVIII^e siècle, parce qu'il était à l'étroit en France. Il ne le fit pas durant la première moitié du XIX^e siècle, parce qu'il n'en avait pas besoin.

Il recommence aujourd'hui à s'épancher au dehors, parce que la situation l'exige.

Voilà la vérité. Ainsi se trouve réduit à néant ce dicton déjà vieux, que le Français n'est pas colonisateur. Le Français est virtuellement tout ce qu'il

faut être pour vivre et suivre la marche du progrès en satisfaisant à ses besoins, mais il n'use de ses facultés que lorsqu'il est nécessaire.

Il serait merveilleux que cette nation qui avait, depuis Louis XIII jusqu'à Louis XVI, déployé de si grandes facultés colonisatrices, que cette nation qui a conservé depuis tant de siècles ses qualités et ses défauts, ses vertus et ses vices, eût, en quelques années, totalement changé sur ce point seul, eût perdu d'un coup les qualités multiples qui font le colonisateur, l'énergie, l'esprit d'entreprise, l'ingéniosité, la faculté de se plier aux climats et aux mœurs des pays les plus divers, de nouer avec les forts comme avec les faibles des relations de sympathie. Cette transformation subite, sans transition, serait absurde. La science a droit d'affirmer *a priori* qu'elle n'a pas dû se produire.

Cependant il est incontestable que, de 1789 à 1880, notre expansion coloniale a été absolument enrayée.

Un coup d'œil sommaire sur l'histoire nous en dira la cause.

Le XVIII^e siècle est pour la France une époque de transformation économique. Le système bouleverse les fortunes, ruine quantité de petite noblesse et de bourgeoisie qui ne peuvent plus trouver en France de quoi satisfaire leurs besoins factices et soutenir leur rang. La refonte des monnaies, les banqueroutes redoublent le mal. La rigidité que prend peu à peu le système des jurandes et des maîtrises empêche de s'établir nombre d'ouvriers intelligents et capables qui se trouvent à l'étroit dans ce cadre inflexible. On commence à multiplier les machines; le Régent fonde la première académie d'arts et métiers. D'autre part, les préjugés contre le prêt à intérêt obligent les capitaux de s'associer aux entreprises aventureuses; les cadets de famille sont souvent forcés par les lois de succession de chercher fortune hors du pays. Mais toutes ces causes sont un faible appoint à une cause plus générale : la liberté du commerce intérieur substituée au régime des douanes provinciales. Dès le début du siècle, cette transformation commence et se continue, malgré quelques périodes de réaction, jusqu'à la Révolution.

Il est facile de se représenter quels troubles dut causer d'abord un pareil changement de l'assiette économique. Nos provinces étaient comme autant de bassins juxtaposés où se maintenaient des niveaux différents. La communication ouverte, un niveau commun s'établit. Mais cela ne se fit pas sans courants, contre-courants, agitations profondes. La matière ainsi bouleversée c'était l'homme, l'ouvrier et le patron, et l'on pense ce que durent supporter de misères la plupart de nos provinces. Il y eut des révoltes contre Turgot. On a voulu y voir seulement la main de rivaux ambitieux. Eh ! non ; ceux qui se révoltaient étaient des gens qui souffraient sans comprendre qu'on les sacrifiait à l'intérêt général et au profit de leurs descendants. Les riches vigneron de Veines, qui se déclaraient ruinés si on laissait pénétrer chez eux les vins de Provence « les leurs étant si mauvais que nul alors n'en voudrait plus boire », furent ruinés en effet le jour où leurs barrières furent

rompues. Tel canton de Bretagne qui cultivait à grands frais, pour ses seigneurs, du froment dans de mauvaises terres, dut renoncer à cette culture quand le blé de Normandie arriva sur ses marchés. Le petit chanvre breton céda le pas au chanvre de la Loire, comme celui-ci le cède aujourd'hui au chanvre russe; les soieries de Tours avaient été ruinées par celles de Lyon. Cela était inévitable; et comme, du jour au lendemain, on ne transforme pas les cultures, sans de gros capitaux et sans un long travail; comme on n'improvise pas de nouvelles industries, et qu'on ne forme pas facilement les ouvriers exercés à un autre apprentissage, la France se trouva couverte de malheureux qui s'étonnaient que leur métier ne les nourrit plus comme il avait nourri leurs pères.

Cependant bien des causes contribuèrent à atténuer ces souffrances. J'en signalerai quelques-unes :

1° L'influence d'un pouvoir central modérateur qui rétablissait un peu l'équilibre quand il se rompait trop violemment entre les provinces, les soulageant de certaines charges, accordant certains secours, rapportant même les ordonnances;

2° Les périodes de réaction qui prolongèrent la vie de certaines industries et atténuèrent en quelque sorte la crise en la diluant dans un temps plus long;

3° L'état encore embryonnaire de l'organisation industrielle et agricole dans la plupart de nos provinces; car les organismes primitifs sont ceux qui offrent le plus de résistance aux crises et même à la mort;

4° Les mœurs de l'aristocratie dont le luxe, malgré l'ordonnance de 1759, comportait toujours un grand nombre de serviteurs entretenus du gain de ceux à qui profitait la révolution économique;

5° Enfin les bénéfices faits par quelques-uns aux dépens de leurs voisins ne sortaient pas du royaume, et, tôt ou tard, d'une manière plus ou moins détournée, servaient à soulager ceux qui avaient souffert.

Mais un grand nombre de malheureux ne voyaient et ne trouvaient de ressources que dans l'émigration. Ils étaient menés par ceux qui avaient connu une certaine aisance, avaient contracté des goûts un peu relevés et ne pouvaient se faire aux privations ni supporter l'affront de leur déchéance devant ceux dont ils étaient, la veille, les égaux ou les supérieurs.

Beaucoup allèrent s'établir à l'étranger; un plus grand nombre passèrent aux colonies.

Les registres des paroisses, les archives du commissariat de nos ports de guerre contiennent des documents précieux sur ce chapitre; on y voit parmi les émigrants dont le Gouvernement favorisait le passage ou qu'aidaient les personnes charitables, des hommes de toute condition, des gens de toutes les provinces.

Les curieuses révélations de l'enquête canadienne sur les origines des vieilles familles françaises établies sur le Saint-Laurent avaient déjà montré

que toutes les parties de la France contribuèrent également à former cette belle colonie. On y comptait autant de Poitevins, de Saintongeais, de Parisiens que de Bretons et de Normands.

Cela est vrai de toutes nos colonies des Antilles et de la Louisiane. Jusque dans les registres des notaires on voit combien fut général ce mouvement d'émigration au xviii^e siècle, mouvement tout spontané, très distinct de celui que le Gouvernement voulut diriger, en achetant des familles allemandes pour le Kourou, en faisant des rafles de filles et de rodeurs pour la Louisiane, en déportant à la Désirade les fils et les filles de famille contre lesquels les parents obtenaient des lettres de cachet.

Ces colonies officielles échouèrent toutes; c'est l'émigration spontanée qui fit les florissantes colonies que l'Angleterre nous envia et nous prit au moment où le courant d'émigration bien amorcé allait leur porter des flots de population; car les colonies sont comme les promenades publiques, le peuple n'afflue qu'à celles où il y a foule.

Je ne puis qu'attirer l'attention de messieurs les délégués des Sociétés savantes sur l'intérêt considérable qu'il y aurait à chercher dans les archives des villes et des bourgs les noms et les professions des personnes ayant quitté le pays durant cette longue crise du xviii^e siècle. On referait par là l'histoire de la révolution économique dans chaque région, et l'on mettrait en lumière ce fait signalé plus haut : l'émigration résulte partout et toujours d'une nécessité économique et sociale. Les colonies qui ont réussi là même où elles ont été voulues, ont été aussi nécessaires.

Malheureusement la préoccupation d'étudier les origines de notre régime politique a un peu trop fermé les yeux des historiens sur ces questions d'ordre économique et social. On n'a mis au jour qu'un petit nombre de documents qui nous permettent de voir comment était apprécié, par les philosophes et les hommes d'État, le mouvement que j'ai l'honneur de vous signaler.

Cependant le peu que nous en savons permet de juger que l'on sentait fort bien la nécessité de faire des colonies un déversoir pour ce trop-plein de population pauvre et turbulente.

M. de Kersaint écrivait à M. de la Galissonnière, gouverneur du Canada : « La France est à l'étroit pour la révolution qu'on veut faire. Quand je veux changer d'habit, il me faut place à me retourner. »

Quand Turgot disait à Louis XVI : « Sire, c'est dans les Indes qu'était le salut de votre royaume », il n'entendait pas seulement que les fondations des colonies rendaient quelques ressources au Trésor, mais que la révolution prévue par tous en serait reculée.

Et la révolution ne fit qu'enraciner cette idée dans l'esprit de Talleyrand qui, en l'an v, dans son mémoire aux directeurs « sur les avantages à retirer des colonies nouvelles », écrivait : « Si la révolution d'Amérique n'a pas laissé plus de traces, c'est que le besoin d'agitation a pu se satisfaire dans

un pays vaste et nouveau où une immense quantité de terres incultes donnent à tous la faculté d'aller employer leur activité loin du théâtre des premières agitations. . . . Les États politiques devraient tenir en réserve les moyens de placer utilement hors de leur enceinte cette surabondance de citoyens qui, de temps en temps, menacent la tranquillité.»

Ce que M. de Talleyrand n'applique qu'à l'État politique est encore plus vrai de la situation économique et sociale. Les cités de l'ancienne Grèce, quand elles essaïmaient et peuplaient de leurs colonies les bords de la Méditerranée, obéissaient aux prescriptions de cette sage politique. Le jour où l'écoulement naturel de leurs citoyens ambitieux et pauvres s'arrêta, ce jour-là elles furent condamnées. Elles trompèrent leur besoin d'expansion en louant des soldats aux rois barbares, et, refoulées sur elles-mêmes, elles mouraient de pléthore quand vinrent Philippe et les Romains.

La Révolution française, les guerres de la République et de l'Empire, la perte de nos colonies arrêtaient l'expansion coloniale; mais surtout, tandis que nos paysans se partageaient et mettaient en valeur la moitié des biens de mainmorte rejetés dans la circulation nationale, tandis qu'ils colonisaient la France, on sentit peu le besoin d'émigrer.

L'emploi des machines, le progrès de l'agriculture firent décroître, sans doute, le nombre d'ouvriers agricoles employés sur un domaine; le goût croissant du bien-être, la distribution généreuse de l'instruction, la facilité des communications, l'appât des gros salaires de l'industrie, drainèrent dans les villes une partie du peuple des campagnes; mais les villes avaient de l'ouvrage pour tout le monde. Nous avons pris une telle avance sur les autres nations, que nous étions devenus leurs initiateurs aux progrès de la civilisation et les fournisseurs de la moitié des produits manufacturés dont nous leur donnions le besoin. Dans ces conditions, les crises qu'amena le progrès étonnant des machines ne furent que passagères quoique douloureuses. Nous avons traversé tout un siècle sans que le besoin d'un exutoire se soit fait sentir plus d'une fois (en 1848).

Les esprits sages prévoyaient pourtant que l'application sans réserve du système de libre-échange amènerait, quelque jour, une crise bien plus grave que celle que nous avons subie au XVIII^e siècle; bien plus grave, car, pour en atténuer les effets, il n'y aurait plus ni pouvoir central modérateur, ni fraternité nationale, ni communauté fondamentale des intérêts. Nous avons oublié que si les diverses parties d'une nation ne forment qu'un même être, les peuples sont des unités bien distinctes et souvent ennemies. Ils vivent entre eux à l'état sauvage, appliquant sans réserve le principe de *chacun pour soi*. Or, après avoir mis cent ans à faire de la France un vaste atelier de fournitures pour l'étranger, nous avons eu la générosité d'apprendre aux autres à se passer de nous. A vrai dire, était-il possible de donner à nos voisins les goûts de la civilisation sans leur donner aussi l'envie et les moyens de satisfaire ces goûts sans secours extérieur? Non, sans doute. Il était sûr,

qu'un jour ou l'autre, les Suédois qui nous envoyaient leurs bois à ouvrir et nous les rachetaient à l'état de boiseries, comprenaient qu'ils ont tout avantage à les ouvrir eux-mêmes sur les pentes où le bûcheron les abat, au bas des chutes d'eau qui les dispensent d'emprunter la force coûteuse de la vapeur. Le jour où ils se sont dit cela, une de nos industries est tombée, et chaque jour une autre succombe devant la concurrence étrangère, et les ouvriers des villes regardent vers les champs d'où ils étaient venus.

S'ils y pouvaient retourner, ils y porteraient le regret de leurs salaires, de leur bien-être et des ferments de dissolution sociale. Mais les champs n'ont plus de place pour eux. Après le phylloxera qui ravageait nos vignes, la concurrence étrangère est venue ruiner l'une après l'autre toutes les cultures qui faisaient la richesse de nos campagnes. Le chanvre russe, la betterave allemande, le blé d'Amérique, de l'Inde, de l'Australasie écrasent notre marché. Les droits de protection insignifiants ne pèsent que sur le consommateur et ne sauvent pas le producteur que la terre ne paye plus de de ses débours et de ses peines. Dans cette crise, les régions qui souffrent le moins sont celles dont l'obstination à garder un système suranné d'exploitation désolait naguère nos économistes, celles où la propriété est petite, où le métayage et même le domaine congéable subsistent encore et semblent faits moins pour l'exploitation régulière que pour la lutte, la conquête de la terre et le premier établissement.

Devons-nous élever les droits, fermer nos frontières? Si cela se pouvait, il faudrait à tout prix l'éviter. Les représailles nous affameraient et achèveraient de ruiner notre industrie, car, encore aujourd'hui, un tiers de nos usines ne travaillent que pour l'exportation.

Des économistes conseillent de remplacer la culture des céréales par l'élevage du bétail. Mais quand le bétail surabondera il se vendra mal, et déjà on en importe d'Amérique. D'ailleurs, le capital manque pour cette transformation. Toutes les terres ne peuvent donner des prairies, toutes les eaux ne font pas pousser de l'herbe, mais quelquefois du jonc. Enfin, quand nos champs auraient fait place à des pâturages, nous nous trouverions dans la situation de l'Angleterre aux ^{xvi}^e et ^{xvii}^e siècles, car il faut moitié moins de bras au régime pastoral qu'au régime agricole. Que ferions-nous des milliers de travailleurs que les champs ne nourriraient plus?

Le fermier, écrasé sous de lourds fermages à court terme, se ruine et ne loue plus la terre. Des cantons entiers restent en friche. Seuls le métayer et le propriétaire cultivateur arrivent à vivre en réduisant leur dépense à mesure que diminue leur gain. Chacun se ramasse sur soi-même; les industries de luxe souffrent; la bourgeoisie, accoutumée à un bien-être, à un luxe inconnu de nos pères, ne peut plus le soutenir; des milliers de jeunes gens de famille qui comptaient, pour vivre bourgeoisement, sur les emplois de la finance, de la haute industrie, sur les fonctions rétribuées par l'État, encombre les avenues de toutes les positions libérales. En un mot, la si-

tuation est tout à fait analogue, avec une gravité plus grande, à celle que nous subîmes au XVIII^e siècle.

Aussi voyons-nous se produire de nouveau, et pour les mêmes causes, cette poussée d'expansion coloniale que le Gouvernement peut favoriser, régler; mais dont il n'est certainement pas l'agent déterminant.

Il y a 18 mois, je fondais à Brest la Société française de colonisation, et nombre de gens considéraient cette fondation comme une utopie. Le Français, disait-on, n'est pas colonisateur; vous n'aurez pas d'émigrants. Or non seulement cette société a paru répondre à un besoin si pressant qu'elle a compté bientôt des milliers d'adhérents, recruté son bureau parmi le Sénat, la Chambre et l'Institut, mais, au commencement de cette année, notre bureau de Brest avait reçu plus de 18,000 demandes d'émigration, et le bureau de Paris où nous venons de transporter notre siège social en a enregistré plus de 15,000! Pour satisfaire à tant de demandes et si pressantes, il a fallu créer un bureau de placement gratuit, et nos sections coloniales n'envoient pas assez de demandes d'ouvriers et de commis pour la multitude des offres de service. Enfin, une seule chose entrave le développement de la Société, la crainte de provoquer par une publicité trop grande des demandes trop nombreuses qu'il faudrait rebuter, des espérances qu'il faudrait décourager, au grand péril de la paix publique.

Messieurs, en insistant sur ce point, je craindrais de m'écarter du sujet tout scientifique que j'ai voulu non pas développer devant vous, mais soumettre à vos réflexions et proposer à vos études.

Toutefois permettez-moi de dire en terminant que la science ne déchoit pas à s'employer au bien public et à passer, quand il s'agit de tels intérêts, de la spéculation pure à l'action. C'est encore un trait de notre caractère français qui n'a pas changé, depuis des siècles. Il nous est impossible de voir le bien et ne pas le vouloir, et, le voulant, de ne pas le faire. Je ne vous cacherai pas qu'en prenant la parole devant vous j'ai compté que vous ne pourriez pas étudier les misères d'autrefois sans vous émouvoir à la pensée des misères d'aujourd'hui. Quand vous aurez conclu qu'il faut favoriser l'expansion coloniale pour faire d'un ferment de dissolution un élément de force pour la France, vous serez pris du désir de travailler à cette œuvre où sont également intéressés le patriotisme, la bienfaisance, j'ajouterai l'intérêt le plus matériel de tous. Le mot est de M. Thiers : « Si nous voulons conserver nos institutions sociales, colonisons. »

M. DECROIX, de la Société contre l'abus du tabac, communique une étude sur cette question : *De l'influence du tabac sur l'hygiène*. Il montre que si le tabac s'est introduit jadis en France comme un remède à tous maux, l'abus qu'on en fait aujourd'hui rend son usage fort dangereux à mille points de vue.

M. S. DE DAVID-DELVAILLE, de la Société des sciences et arts de Bayonne, lit une étude sur ce sujet : *Des sourds-muets, et des différents procédés d'instruction qui pourraient leur être appliqués*. Il émet le souhait qu'on puisse introduire les enfants sourds-muets dans les écoles communales publiques, rendant d'ailleurs hommage à M. Samuel Marx, grand rabbin à Bayonne, qui a, l'un des premiers, émis cette idée dans les Basses-Pyrénées.

M. TRANCHANT fait remarquer que la question soulevée est liée essentiellement à celle de la propagation de la méthode nouvelle, appliquée déjà sur une vaste échelle aux sourds-muets et qui leur permet d'entrer en communication avec l'extérieur par la parole. Il rappelle à ce sujet les travaux de M. Claveau, inspecteur général des établissements de bienfaisance.

M. LE PRÉSIDENT dépose sur le bureau de la Section un mémoire de M. Louis Duval sur *la Société royale d'agriculture de la généralité d'Alençon*, dont le temps ne permet pas de donner lecture et qu'en l'absence de l'auteur il n'est pas possible de résumer.

M. ADRIEN VARINARD lit un mémoire sur *la graphologie*, ses méthodes, ses signes et les services qu'elle peut rendre.

M. HENROT, maire de Reims, entretient la Section de *l'assistance à domicile*. C'est par le moyen des sociétés de secours mutuels qu'on cherche surtout à Reims à encourager l'assistance à domicile, au moyen de prix ou de primes.

Il montre les excellents résultats que la ville de Reims obtient en ce sens et les efforts qu'elle fait pour les améliorer encore. Des commissions d'assistance seraient à organiser dans chaque canton pour centraliser et régulariser l'action des sociétés charitables d'assistance existant sur son périmètre. Elles fonctionnent déjà à Reims.

M. LE PRÉSIDENT remercie M. Henrot de son intéressante communication.

La séance est levée à 11 heures 45 minutes.

SÉANCE DU VENDREDI 10 AVRIL 1885.

SOIR.

PRÉSIDENTE DE M. LEVASSEUR.

La séance est ouverte à 2 heures.

MM. Tranchant, vice-président; Lyon-Caen, secrétaire; Ch. Robert, Rameau, de Haut, Chénau, assesseurs.

La question n° 3 du programme est portée à l'ordre du jour. Elle est ainsi conçue :

La législation et le régime des routes et chemins en France au dix-huitième et au dix-neuvième siècle.

M. CHEYSSON, de la Société d'économie sociale, se propose d'étudier les effets économiques des voies de communication. Il ne présente pas une monographie, il veut étudier, d'après la statistique en général, les effets quant au déplacement des hommes et des choses, quant à la création et au détournement du trafic, quant à la rapidité du transport, quant aux économies réalisées, quant aux prix des choses. — M. Cheysson a recouru à la méthode graphique et a préparé des diagrammes qu'il met sous les yeux de la Section.

Déplacement des hommes et des choses. — Quand dans un lieu fermé une voie de communication pénètre, il se produit un effet analogue à celui qui résulte de l'ouverture d'un bassin fermé; seulement cet effet se produit d'abord pour les hommes, puis pour les choses, qui suivent quand les hommes ont préparé les relations et frayé la voie aux courants. M. Cheysson donne à cet égard des indications statistiques pour la France, la Belgique, la Suisse, l'Angleterre, etc. L'effet est d'autant plus grand pour les marchandises que le mouvement industriel est plus considérable.

Il fournit des renseignements détaillés sur les recettes kilométriques qui, à l'origine, étaient plus élevées pour les voyageurs que pour les marchandises. En France, c'est seulement à partir de 1855

que le trafic des marchandises l'emporte, pour la Prusse en 1853, pour la Belgique en 1853, pour la Grande-Bretagne en 1856. En Zélande, en Sardaigne, le trafic des personnes est encore plus considérable que celui des marchandises. Ainsi donc, à l'origine, le percement d'un chemin de fer a plus d'effets quant au déplacement des personnes que quant à celui des choses.

La nature de l'industrie des localités desservies et des professions des habitants a une grande influence sur le nombre des voyageurs et sur celui des tonnes de marchandises. D'autres différences tiennent au climat, aux caractères des habitants. Le mouvement, rapporté à la population, est beaucoup plus considérable quant aux voyageurs dans le Nord que dans le Midi.

Création et détournement du trafic. — Une voie perfectionnée accroît ou détourne le trafic des voies anciennes. Elle produit soit exclusivement l'un de ces effets, soit le plus souvent à la fois l'un et l'autre. M. Cheysson cite à cet égard des chiffres nombreux et explique des tableaux graphiques.

De 1861 à 1882, les voies antérieures ont conservé un tonnage de 4 milliards et demi de tonnes kilométriques, pendant que celui des chemins de fer est passé de 4 à 11 milliards et demi. Les nouvelles voies ont ainsi créé et conquis de toutes pièces leur supplément de trafic sans rien prendre aux autres voies.

Le nombre des chevaux a lui-même plus que doublé depuis 1855.

Rapidité du transport. — En 1692, il fallait huit jours pour aller de Paris à Dijon, près de deux jours de plus que pour aller actuellement par quelques paquebots de Paris à New-York. M. Cheysson a dressé une carte spéciale qui indique les progrès successifs réalisés dans la rapidité des transports. Nous allons vingt fois plus vite que nos pères d'il y a un siècle.

Économies réalisées. — Pour les marchandises, on mesure généralement les économies totales en multipliant la masse des transports par l'économie réalisée sur chaque unité. On arriverait ainsi au chiffre énorme de 3 milliards $\frac{1}{2}$ pour l'économie annuelle sur le transport des marchandises. Ce calcul usuel est contestable, en ce qu'il méconnaît la création du trafic sous l'action de l'abaissement du prix des transports.

Pour les voyageurs, l'économie existe en temps et en argent : 800 millions d'heures ou 270,000 années de travailleurs valides par an; 400 millions de francs à raison de 50 centimes l'heure.

Action des transports sur les prix. — Le transport est une cause puissante d'augmentation de valeur d'un grand nombre de choses. Il joue un grand rôle dans les prix de revient. Les chemins de fer ont contribué à augmenter la valeur de toutes choses, notamment de la propriété foncière. Ils ont permis les transports des matières pondéreuses à de beaucoup plus grandes distances; les marchés se sont ainsi élargis, l'industrie s'est développée. Les prix des choses ont haussé sur place, mais se sont abaissés à l'extérieur par suite de la concurrence. Ce double effet en sens contraire conduit peu à peu au nivellement des prix, ce qui est un grand bienfait pour les populations.

M. Cheysson montre, notamment sur les diagrammes, la marche du prix du blé, dont les oscillations vont sans cesse en se resserrant par la solidarité des marchés et la facilité des échanges.

En terminant sa communication, M. Cheysson croit qu'il y a une contradiction entre les droits de douane et l'amélioration des voies de transport. Les premiers détruisent les progrès réalisés dans les moyens de transport. Les droits de douane détruisent les heureux effets des voies de communications perfectionnées, élargissent l'Atlantique et annulent les progrès de notre marine pour la faire rétrograder à son imperfection primitive.

L'ordre du jour appelle la discussion de la question n° 4 du programme, ainsi conçue : *Étudier, au point de vue de leur valeur comparative, les divers documents qui peuvent être utilisés pour l'évaluation des populations de l'ancienne France.*

M. JADART, de l'Académie de Reims, lit un mémoire sur le recensement de la Champagne en 1773, sur les réponses faites à un questionnaire adressé aux curés par l'archevêché de Reims sur des notes recueillies en 1783 par un chanoine de Reims sur la statistique de 21 paroisses rurales.

M. MARC DE HAUT fait observer que, dans le département de Seine-et-Marne, on trouve des restes constatant que, dans certains

lieux, presque abandonnés, il y avait autrefois une population assez dense. Il y aurait à rechercher les causes de ces faits.

M. RAMEAU dit que, vers 1660, Vauban a insisté beaucoup pour qu'il fût fait des recensements dans nos colonies américaines. Il en a été fait dès cette époque. Il serait étonnant qu'on n'eût pas fait quelque chose d'analogue pour la France continentale. Il y aurait lieu de rechercher s'il n'y a pas de traces de recensements.

M. DAGUIN dit qu'en Bourgogne, à la fin du ^{xvii}^e siècle, un recensement a été fait par l'intendant Bouchut.

M. LE PRÉSIDENT dit que l'on voulait connaître les progrès de la colonie du Canada. C'est ce qui explique qu'on y a fait des recensements. Ces documents ont été publiés dans les cinq volumes du recensement de 1871 au Canada. Pour la France, il n'a pas été fait par les soins de l'administration un aussi grand nombre de recensements. Cependant, au commencement de son ministère, Colbert chargea des maîtres des requêtes de faire une enquête générale dans les provinces.

Le frère de Colbert a fait opérer le travail en Bourgogne et en Poitou. Après la mort de Colbert, un autre ordre a été donné pour une enquête administrative et financière en 1687-1688. Les pièces de cette enquête existent. Le jeune dauphin demanda en 1697 une grande enquête.

De 1698 à 1700, les intendants durent envoyer et envoyèrent, en effet, des descriptions statistiques de leur gouvernement; il existe plusieurs exemplaires manuscrits de cette collection. Le comte de Boulainvilliers, en 1727 et 1728, publia à Londres, à l'aide de ces descriptions, son ouvrage sur l'état de la France. Un libraire, Saugrain, en a tiré la plupart des éléments d'une publication sur le dénombrement des provinces de France.

M. de Boislile est chargé, par le Ministère de l'instruction publique, de la publication des mémoires des intendants; le volume de la généralité de Paris est déjà publié.

L'ordre du jour appelle l'examen de la question n° 5, ainsi conçue : *Étudier sur un point déterminé ou dans une industrie particulière le*

salaires et les conditions des ouvriers sous l'ancien régime et dans la France contemporaine.

M. CHÉNUAU, vice-président et délégué de la Société industrielle et agricole de Maine-et-Loire, donne lecture d'un mémoire de M. Bouchard sur les salaires en Anjou au xviii^e siècle.

Ce travail est emprunté au livre des mises et recettes du curé de l'église Saint-Nicolas d'Angers, qui relevait de l'abbaye du même nom. Cette étude, très intéressante, montre, d'une part, combien la différence est grande entre les salaires d'il y a un siècle et ceux d'aujourd'hui; d'autre part, il nous apprend que beaucoup d'usages, qui existaient autrefois, sont restés encore actuellement dans la tradition locale.

En dehors des renseignements trouvés par M. Bouchard dans le livre de raisons du curé de Saint-Nicolas d'Angers, d'autres documents authentiques, et, entre autres, ceux des archives municipales, lui ont permis d'étudier les salaires concernant l'éducation des vers à soie dans le Saumurois, et les conditions du fonctionnement d'une boulangerie à Angers pendant la Révolution, et de montrer la différence de frais qui incombent à l'industrie du pain.

M. LE PRÉSIDENT déclare la session close. Il constate qu'il y a eu 21 lecteurs dans les séances du matin et que quelques mémoires ont provoqué des discussions intéressantes. Il exprime le regret que quelques personnes inscrites pour des lectures du matin (onze) ne soient pas venues. La plus grande partie des questions du programme des séances du soir ont été examinées (sept sur neuf). Deux questions seulement n'ont pas été traitées. Les travaux du Congrès seront imprimés dans le *Bulletin de la section des sciences économiques et sociales* de 1885. M. le Président invite les personnes qui ont lu des mémoires, fait des exposés ou des observations, à envoyer les manuscrits au Ministère.

La séance est levée à 4 heures et demie.

SÉANCE GÉNÉRALE DE CLÔTURE

DU 11 AVRIL 1885.

La séance de clôture du Congrès des Sociétés savantes a été tenue le samedi 11 avril 1885, à 2 heures, dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne, sous la présidence de M. Goblet, Ministre de l'instruction publique, des cultes et des beaux-arts.

SÉANCE DU MARDI 14 AVRIL 1885.

PRÉSIDENCE DE M. LEVASSEUR.

Étaient présents : MM. Baudrillart, Beaussire, Billotte, Bufnoir, de Foville, Glasson, Gréard, Lyon-Caen, F. Passy, de Saint-Arroman, Tranchant.

M. TRANCHANT fait hommage à la Section, au nom de l'auteur, M. Théophile Ducrocq, professeur à la faculté de droit de Paris, membre honoraire du Comité :

1° D'une dissertation extraite des mémoires de la Société des antiquaires de l'Ouest, intitulée : *Des ossuaires et des boîtes à crânes de la Bretagne armoricaine*;

2° D'une dissertation insérée au recueil périodique de Dalloz et relative à des questions diverses de droit concernant les sépultures (autorisation préalable, cimetières privés).

M. F. PASSY est chargé d'examiner le travail de M. le capitaine Aman-Vigie, intitulé : *Études sur l'extinction du paupérisme*, et de faire un rapport sur une pétition transmise par la Chambre des députés et relative à un système de langue universelle.

M. J. FLACH fait un rapport sur l'état d'avancement de l'impression des *Remontrances du Parlement de Paris*, volume publié par M. Flammermont. Il constate que le bon à tirer des feuilles 21 et 27 a été donné, qu'il a demandé pour les feuilles 28 et 29 une nouvelle collation du texte. M. Flach estime que d'ici à deux mois environ 50 feuilles pourront être tirées.

M. BAUDRILLART fait un rapport sur un mémoire de madame Destriché, relatif au *domaine de la Lézardière* (Sarthe). Il propose de demander à l'auteur le texte même d'une série de pièces qu'il serait intéressant de reproduire *in extenso*. Les conclusions du rapport sont admises⁽¹⁾.

(1) Voy. page 179 et suiv.

M. DE FOVILLE constate que M. Brun-Durand qui a transmis précédemment un mémoire sur le *domaine de Valfanjouse*, l'a renvoyé avec les additions que le Comité avait réclamées. M. de Foville demande l'insertion de ce mémoire au *Bulletin*. Elle est admise⁽¹⁾.

M. FLACH fait un rapport sur un acte de *manumission au XIV^e siècle*, transmis par M. Mosmann. Il conclut à l'impression dans le *Bulletin* de ce document qui semble inédit⁽²⁾. Ces conclusions sont adoptées.

M. GRÉARD présente un rapport ci-annexé sur le travail de M. Lhuillier, intitulé : *Recherches historiques sur l'enseignement primaire dans la Brie*⁽³⁾.

M. TRANCHANT fait un rapport verbal sur une publication de MM. Henri et P. Beauchet-Filleau, intitulée : *De Ruffec à Niort en chemin de fer, notes de voyage* (in-18, Ruffec, Picat, 1885). Ce travail est, pour les localités desservies par la ligne de Ruffec à Niort, un guide un peu analogue aux guides de la collection Joanne, mais plus exclusivement consacré aux détails historiques et économiques; les détails d'un intérêt purement courant ayant été placés soit dans la table, soit dans une annexe tout extérieure. M. Tranchant rappelle que le principal auteur du livre de M. Henri Beauchet est un érudit distingué, correspondant du Ministère, auteur du dernier pouillé du diocèse de Poitiers et l'un des auteurs du Dictionnaire des familles du Poitou.

La séance est levée à 3 heures.

⁽¹⁾ Voy. page 148.

⁽²⁾ Voy. page 156.

⁽³⁾ Voy. page 159.

Notes sur le domaine de Valfanjouse, commune de Léoncel⁽¹⁾, canton de Saint-Jean-en-Royans (Drôme), par M. BRUN-DURAND, correspondant du Ministère.

Le domaine de Valfanjouse est dans le Royannais⁽²⁾, ou, pour être plus précis, sur la montagne de la Saulce, qui est un contrefort du massif d'Ambel dont Toulaud est le point culminant⁽³⁾. Bâti au fond d'une petite vallée qui, descendant du sud au nord, entre des crêtes de 1,067 et 1,226 mètres d'altitude, se termine brusquement par une pente abrupte et rocheuse, formant l'une des parois de la gorge étroite et profonde où coule la Lionne⁽⁴⁾, il est à 963 mètres au-dessus du niveau de la mer. Sa distance du chef-lieu de la commune est d'environ 6 kilomètres, celle du chef-lieu de canton d'à peu près 11 kilomètres, et ses communications ne sont pas moins difficiles avec l'un qu'avec l'autre; seulement il n'en sera bientôt plus ainsi, car le chemin de moyenne communication, dit *de Valence à Léoncel*, doit être continué jusqu'à Bouvantes⁽⁵⁾, en passant par Valfanjouse même, et les travaux sont commencés.

La contenance cadastrale de ce domaine est d'environ 400 hectares, mais on peut dire que le domaine utile n'en comprend guère que 130, attendu qu'il y a 270 hectares de pâturages et de taillis, qui, grevés de droits d'usage au profit d'une vingtaine de petits ménages, sont moins un avantage qu'une charge pour le propriétaire, qui n'en retire pas l'équivalent de l'impôt.

Des 130 hectares possédés en toute propriété, il n'y en a que trente environ de cultivés, le surplus étant en pelouses ou en bois.

Le sol y est généralement bon mais peu profond et par suite sujet à la sécheresse, contrairement à l'étymologie du nom de Valfanjouse.

Les cultures de ce domaine pourraient être celles des domaines de la plaine dans cette région, car on y trouve des échantillons de vigne, de mûrier et d'arbres à fruits; mais le fermier, qui ne peut user des bois que

⁽¹⁾ Léoncel est à 18 kilomètres de Saint-Jean-en-Royans et à 35 kilomètres de Valence.

⁽²⁾ Le Royannais ou Royans est un petit pays correspondant aux cantons de Saint-Jean-en-Royans (Drôme) et du Pont-en-Royans (Isère).

⁽³⁾ Le roc de Toulaud, commune d'Omblèze, canton de Crest-Nord, a 1,584 mètres d'altitude.

⁽⁴⁾ La Lionne, petite rivière qui a sa source au pied de Toulaud, sépare les communes de Léoncel et de Bouvantes, puis celles d'Omblèze et de Saint-Martin-le-Colonel, traverse les communes de Saint-Jean-en-Royans et de Saint-Thomas et se jette dans la Bourne après 13,860 mètres de cours.

⁽⁵⁾ Bouvantes, commune du canton de Saint-Jean-en-Royans, limitant celle de Léoncel au levant.

pour les besoins de son exploitation, s'en tient à la culture des céréales et l'élève du bétail.

A l'origine, le domaine de Valfanjouse comprenait, avec la vallée de son nom, partie de celle de Gampaloux et de la Charge, qui lui est parallèle et limitrophe, c'est-à-dire environ 700 hectares, et son point de départ est l'acquisition que firent en 1173, les religieux de Léoncel ⁽¹⁾, des droits de Lambert de Flandènes, seigneur voisin ⁽²⁾, de tous ses droits dans tout le territoire compris entre le col de Bioux, Beaugontard, le col d'Ombrière, le Chaffal et le col de Tourniol, c'est-à-dire dans la plus grande partie des communes de Léoncel et du Chaffal ⁽³⁾; acquisition qui fut faite au prix de 300 sous viennois ⁽⁴⁾, une fois payés et une rente de cinq setiers de seigle et cinq setiers d'avoine, mesure de Romans ⁽⁵⁾. *Trecentis solidis viennensis monete... et V sextarios sigilinis et V avene ad mensuram Romanensem* ⁽⁶⁾.

Maitres de Valfanjouse dont la possession leur fut confirmée le 2 avril 1176 par le pape Alexandre III, et le 9 août 1178 par l'empereur Frédéric I^{er}, les religieux de Léoncel y créèrent une exploitation rurale — *grangia Vallis Fanjose* ⁽⁷⁾ — qu'ils affermèrent le 13 février 1339 à Guillaume Bayle, et l'assencement ou bail qui fut dressé à cet effet et dont nous avons une copie authentique ⁽⁸⁾, nous fournit les plus utiles renseignements tant sur l'importance de cette exploitation que sur les conditions du fermage au xiv^e siècle. Il y est dit, en effet, que le bail est consenti pour cinq ans, prenant cours le 13 décembre suivant — *quinque annos a festo Beate Lucie proxime* — et que pendant toute sa durée le fermier pourra et devra faire paître, suivant l'usage, aussi bien les troupeaux et bêtes de somme à lui appartenant ⁽⁹⁾, que ceux qu'il pourra prendre en pension, dans tout le territoire de Valfanjouse. En retour de quoi il est tenu : 1^o de donner chaque année aux

(1) L'abbaye de Léoncel dont les bâtiments servent de chef-lieu à la commune de ce nom était un monastère de l'ordre de Cîteaux, fondé le 23 août 1137.

(2) Le château de Flandènes était le chef-lieu féodal de la commune de Saint-Martin-le-Colonel, qui limite au nord celle de Léoncel et par suite le domaine de Valfanjouse.

(3) Le Chaffal, commune du canton de Chabeuil, au midi de celle de Léoncel.

(4) Le sou viennois étant au xii^e siècle de 1 gr. 25, suivant M. Morin (*Numismatique du Dauphiné*, p. 17), valait intrinsèquement 0 fr. 275, et sept fois cette somme si l'on tient compte du pouvoir de l'argent à cette époque.

(5) Le setier de Romans était de 84 litres.

(6) L'original de cette charte publiée par M. l'abbé Chevalier est aux archives de la Drôme.

(7) Cartulaire de Léoncel, publié par M. l'abbé Chevalier, chartes 25 et 29.

(8) Vidimé du 15 septembre 1471.

(9) «... possit et debeat pro suis animalibus seu rasseria si eam habere vel levare voluerit, per tempus suum predictum, uti pascuis dicti territorii prout alias extitit consuetum.»

bailleurs, le 1^{er} novembre, 35 florins d'or ⁽¹⁾ et deux quintaux ⁽²⁾ de fromage ⁽³⁾; 2° de percevoir pour leur compte toutes les redevances en argent ou en nature, qu'ils prenaient sur d'autres personnes dans les limites dudit territoire ⁽⁴⁾; 3° d'entretenir les bâtiments du domaine en bon état et d'y faire à ses frais les réparations nécessaires ⁽⁵⁾; 4° de laisser, à sa sortie dudit domaine, les terres ensemencées d'au moins dix setiers de froment, du produit desquels les religieux de Léoncel prendraient un quart, tandis qu'ils n'auraient que la septième partie de ce qui se récolterait en outre, si le fermier semait plus de dix setiers ⁽⁶⁾; 5° enfin il s'engageait à rendre auxdits religieux divers instruments et autres objets énumérés dans l'acte, et parmi lesquels on remarque : trois chaudrons, *tres peyrollas*; une crémaillère, *unum coquipendum*; une poêle, *unam cassam*; une pannière, *unam panicam*; deux cognées, *duas secures*; deux bèches, *duas ligones*; deux esterpes ou petites houes tranchantes pour couper les racines des arbres, *duas esterpas*; une hotte, *unum higot*; une chaîne de fer et une courroie pour attacher les jougs, *unam catenam ferri et unas joglas de corio*; une doloire, *unam dola-bram*; quatre arches ou coffres servant à serrer les grains, *quatuor archas*; deux auges pour faire manger les bestiaux, *duas gerlas pastiqueras*; cinq récipients en bois pour le lait, *quinque gerlas lactiqueras*; trois tonneaux, *tres bossias vinerias*; un matras, sorte d'urne en terre ou en verre pour tenir le vinaigre ou l'huile, *unum matrassium*; et pour clore, seize setiers de froment semé, *de frumento seminato, sex decim sextaria*; deux setiers et demi de con-

⁽¹⁾ La valeur intrinsèque du florin d'or était, à cette époque, de 9 fr. 16 qui doivent être multipliés par six suivant Leber, si l'on veut se rendre compte de son pouvoir; 35 florins d'or représenteraient à peu près 2,244 francs de notre monnaie.

⁽²⁾ Le quintal était de 100 livres, et la livre, poids Romains, était de 0,431 grammes. Deux quintaux équivalaient donc à 86 kilos 200 grammes.

⁽³⁾ « Deberet et tenetur dāre, prestare et solvere anno quolibet dicti quinquenni dicto domino abbato vel ejus nuntio certo, triginta quinque florenos boni auri, boni ponderis et ligie legis in festo omnium sanctorum et duo quintalia caseorum. »

⁽⁴⁾ « ... debeat percipere, recuperare et levare taschias decimas et census bladi et pecunie et ferroni ferraterie per se, seu per alium, per tempus predictum sine contradictione aliqua et non ultra, nisi pactum alium de novo faceret cum ipso domino abbato et ejus monasterio qui percipere levare consueverunt per rectorem ipsius grangie. »

⁽⁵⁾ « ... debeat et teneatur coperire et copertas tenere per tempus predictum in omnibus et per omnia eo modo sunt aut melius si necessere fuerit, sic et taciter quod nullum patrantur pejoramentum seu detriementum et hoc suis proprias sumptibus et expensis. »

⁽⁶⁾ « ... debeat, dictus Guillelmus, dimictere in terris dicte grangie decem sextaria frumenti seminati ad terciam reyam, super quibus domus Lioncelli, seu dictus dominus abbas, percipiet quartam partem et dictus Guillelmus tres partes, et si plus dimictebat de frumento seminato, dictus Guillelmus, ultra decem sextaria in hoc quod plus esset domus Lioncelli, debet percipere septimam partem. »

seigle et trois cartes de pois, *de cossaille duo sextaria cum eymino et tres cartas pisorum*; dernière clause, le blé doit être semé au troisième labour, *ad terciam reyam*; ce qui doit vouloir dire que les terres seront cultivées en trois soles et qu'on n'y fera du blé qu'une année sur trois.

Cinquante-quatre ans plus tard (1413) et le 17 août, les moines de Léoncel albergèrent ⁽¹⁾ à noble Jean de Bologne et Jacques Meyrie le domaine de Valfanjouse, sous réserve d'une cense annuelle et perpétuelle de 4 florins d'or; mais cet albergement ⁽²⁾ n'eut probablement pas de suite, car, le 29 avril 1443, il en fut passé un autre à Claude et Michel Tavardon de Saint-Martin-le-Colonel, sous la cense de trois florins et deux livres de cire, *sub censu trium florenorum et duarum librarum cere* ⁽³⁾.

Ces derniers, qui n'avaient probablement en vue qu'une spéculation à faire, vendirent le domaine de Valfanjouse à Guillaume et Jean Reymond, de Saint-Jean-en-Royans, moyennant la somme de 21 florins courants ⁽⁴⁾, *vingti unum florenorum monete currente*, et sous réserve d'une certaine étendue de terres, précédemment vendue au nommé Pierre Aubert, et pour lors possédée par Jean Balbière, son héritier. L'acte est du 26 mars 1455 ⁽⁵⁾, et les Reymond ayant ensuite acquis moyennant 30 florins de Ponce Ezingearde, à qui Balbière les avait vendus 8 florins ⁽⁶⁾, les biens réservés, reconnurent le 13 octobre 1466, par-devant le notaire Borel, de Charpey ⁽⁷⁾, que ledit domaine était de la directe de l'abbaye de Léoncel, à laquelle ils devaient une cense annuelle de 3 florins et deux livres de cire, et que cette abbaye prenait en outre dans le territoire de Valfanjouse la dîme de tous les grains, du vin, des légumes, des agneaux, des chevreaux, des pourceaux et du chanvre, *decimam bladorum, vini et edulliorum, caprinorum, agnorum, porchorum et canapis*; seulement, comme l'acquisition faite d'Ezingearde n'avait point été constatée par écrit, celui-ci mort, ses enfants élevèrent des contestations, et les Reymond ne purent obtenir, le 29 janvier 1499, leur désistement que moyennant 4 écus d'or et 2 florins ⁽⁸⁾, *quatuor scuta auri nova*,

⁽¹⁾ Aberger, albergement sont des mots qui n'étaient employés qu'en Dauphiné et voulaient dire : donner à bail emphytéotique.

⁽²⁾ Environ 137 fr. 50 de nos jours.

⁽³⁾ De cet albergement et du précédent, il est fait mention dans un acte du 25 mars 1506 dont il sera question.

⁽⁴⁾ Environ 400 francs, le florin valant alors 19 francs de nos jours.

⁽⁵⁾ De cet acte qui fut dressé par le notaire Antoine Duveyron, nous avons une expédition en date du 7 janvier 1459.

⁽⁶⁾ La vente de Jean Balbière à Ponce Ezingearde est du 4 novembre 1456. Nous en avons une expédition.

⁽⁷⁾ De cette reconnaissance, nous avons une expédition délivrée par « l'archivair » de l'abbaye de Léoncel au dernier siècle.

⁽⁸⁾ Acte reçu, le notaire Jacque Lucadi, dont nous avons une expédition en forme. L'écu d'or au soleil valant alors, suivant M. de Wailly, 11 fr. 60, somme qui doit être multipliée par trois, et la valeur du florin étant de 12 gros, soit de 8 fr. 64, valeur

bona auri, legali ponderis et duos florenos monete debilis. De telle sorte qu'ils se trouvèrent avoir payé 755 francs environ ce qui en avait coûté 152 aux Ezingeard, quarante-trois ans auparavant.

A ce moment-là le quartier de la Charge, qui est, nous l'avons dit, dans une vallée limitrophe de celle de Valfanjouse, ne faisait plus partie du domaine de ce dernier nom; car bien que la transaction faite avec les héritiers Ezingeard dise, comme la vente des Tavardon, que la propriété de la famille Reymond comprend les montages de Valfanjouse et de la Charge, *montaneam Vallis Fanjosæ nec non montem vocatam la Charge*, nous savons, par un acte du 20 septembre 1494 ⁽¹⁾, que les religieux de Léoncel albergèrent alors à Guillaume et Pierre Malsang, laboureur de Saint-Jean-en-Royans, le tènement de la Charge, sous la cense de 20 sous tournois ⁽²⁾. Ajoutons que cet albergement donna lieu à des défrichements qui, joints à ceux des Reymond, occasionnèrent des plaintes, dont le procureur fiscal Delphinal se fit l'écho devant le parlement de Grenoble, disant qu'ils étaient contraires aux droits et préjudiciables aux intérêts du roi-dauphin, seigneur supérieur du mandement de Saint-Nazaire ⁽³⁾, dont Valfanjouse et la Charge faisaient partie. Il s'ensuivit un procès dans lequel l'abbé de Léoncel, qui prenait la dîme des récoltes provenant de ces défrichements, fut mis en cause, et finalement un arrêt transactionnel du 12 novembre 1504 décida que lesdits défrichements pourraient être continués, à charge, par l'abbé de Léoncel et ses albergataires, de payer au roi-dauphin la somme de 20 livres ⁽⁴⁾ pour réparation du dommage causé et de lui faire à l'avenir une rente annuelle de 6 livres tournois ⁽⁵⁾. Cette transaction fut suivie d'une autre en date du 25 mars 1506 ⁽⁶⁾, qui, modifiant dans une certaine mesure l'albergement de 1443, mit à la charge des Reymond la rente de 6 livres tournois due au roi-dauphin, porta à 4 florins et 2 livres de cire la cense due à l'abbé

intrinsèque, la somme donnée aux héritiers Ezingeard pour obtenir leur désistement représente à peu près 185 francs d'aujourd'hui.

⁽¹⁾ De cet acte qui fut dressé par le notaire Lucadi, nous avons une expédition délivrée au siècle dernier par «Charoin, archivaire de l'abbaye de Léoncel».

⁽²⁾ Sous François I^{er}, la valeur intrinsèque de la livre tournois était en moyenne de 5 fr. 40, ce qui donne au sou une valeur de 27 centimes qu'il faut multiplier par deux et demi pour se rendre compte du pouvoir de l'argent. 20 sous tournois représentaient donc à peu près 12 fr. 50 de notre monnaie.

⁽³⁾ Le mandement de Saint-Nazaire-en-Royans comprenait, avec la commune de ce nom, celles de Saint-Jean-en-Royans, de Saint-Martin-le-Colonel, de Saint-Thomas, d'Oriol-en-Royans, de la Motte-Fanjas et moitié de la commune de Léoncel qui est de nouvelle création (1854).

⁽⁴⁾ Environ 270 francs d'aujourd'hui.

⁽⁵⁾ A peu près 80 fr. 90 de nos jours. Nous avons plusieurs expéditions de arrêt, dont une sur parchemin occupe deux peaux.

⁽⁶⁾ Acte reçu, MM^{rs} François Borel et Antoine Bogat, notaires, dont nous avons une expédition en forme.

de Léoncel et concéda à ce dernier le droit de faire paître les bestiaux de l'abbaye dans le territoire de la Valfanjouse, sauf à payer le dommage qui pourrait être fait aux récoltes ⁽¹⁾. En retour de quoi, ledit abbé et ses religieux abandonnèrent aux Reymond toutes les redevances auxquelles ils avaient droit, tant dans le territoire de Valfanjouse que sur la montagne voisine de Bioux ⁽²⁾; ne se réservant que les dîmes qui furent fixées au dix-huitième des grains, des agneaux, des chevreaux et du chanvre, et à un pourceau de la seconde, troisième et quatrième porcellée de chaque truie ⁽³⁾. Il nous a paru d'autant plus utile de rapporter ces détails, que la transaction du 25 mars 1506 a, si je puis m'exprimer ainsi, été la charte du domaine de Valfanjouse jusqu'à la Révolution, c'est-à-dire pendant près de trois siècles et qu'elle marque pour ce domaine le commencement d'une nouvelle ère. Vraisemblablement enrichis par son exploitation, les Reymond abandonnèrent en effet la montagne et l'agriculture pour la plaine et les carrières libérales ⁽⁴⁾, dans les commencements du xvi^e siècle, et ce changement de condition et de résidence du propriétaire eut pour conséquence le morcellement de la propriété. Tant que les membres de la famille Reymond s'abritèrent sous le même toit et cultivèrent en commun les mêmes terres, l'indivision s'imposait en quelque sorte, mais il ne devait plus en être de même lorsqu'ils se furent dépaysés et dispersés; un premier partage eut lieu vers 1550, un second en 1575 et d'autres suivirent, mais le seul dont l'acte soit arrivé jusqu'à nous est celui du 6 janvier 1585 ⁽⁵⁾. On y voit que le domaine de Valfanjouse formait déjà deux propriétés distinctes, l'une appartenant au notaire Antoine Reymond et l'autre à ses neveux Jacques et Guillaume, lesquels se «dividèrent» alors les bâtiments, terres cultes, prés, bestiaux et objets mobiliers, qu'ils avaient jusque-là possédé en commun, mais laissèrent «individés» les bois et les hermes, et curieux détail, qu'ils convinrent que «le grand peyros ⁽⁶⁾ de cuivre pour cuire le lait demeurerait par commun entre les parties, ensemble le gros poids et

(1) «... quod ubi animalia dampnificarent et taillarent blada et alia grana excrescentia in ipsis montibus pro tenendum ipso casu, jam dictum monasterium, dampna predicta solvere teneatur debeat.»

(2) La montagne de Bioux, commune de Saint-Martin-le-Colonel, limite Valfanjouse.

(3) «... pro qualibet porca que jam semel porcellaverit, dum secundo tertio vel quarto porcellabet quod qualibet porcellatura unum ex porcis quos porcellabet.»

(4) En 1545, le domaine de Valfanjouse appartenait à Julien Reymond, châtelain de Saint-Nazaire-en-Royans, et parmi ceux qui le possédèrent après lui, on trouve d'autres châtelains, des notaires, des avocats, des prieurs et des maîtres des eaux et forêts.

(5) Acte reçu, M^e Brénier, notaire à Saint-Jean-en-Royans, dont nous avons une expédition en forme.

(6) Chaudron.

une broche de fer, qu'elles ont en commun avec le sire Anthoine Reymond » ; preuve évidente que ces objets d'un usage journalier étaient alors d'un prix relativement élevé. Il y est dit en outre que chacun payera sa part des censes et rentes dues au roi et à l'abbé de Léoncel, et que « si lesdites parties ou l'une d'elles étaient tirées en cause pour lesdits biens divisés ou partie d'iceux, cette cause sera supportée entre elles par communs despendis, et qu'en cas de succombance, la perte tant du principal que despendis sera supportée par communs despendis ».

D'autres partages ajoutèrent encore à ce morcellement en trois ; seulement différentes causes donnèrent ensuite lieu à l'opération contraire ⁽¹⁾, et la vente que fit, le 19 février 1661, messire Antoine Reymond, prieur-curé de Saint-Mury, d'une moitié du domaine de Valfanjouse à Charles Reymond dit Surrel, son neveu, pour le prix de 8,000 livres ⁽²⁾, rétablit l'unité de propriétaire. Toutefois le domaine de Valfanjouse n'en continua pas moins à fournir pendant quelques années encore deux exploitations rurales, l'une desquelles était affermée à Michel Humbert et Guillaume Rozan frères ⁽³⁾, quand Charles Reymond-Surrel afferma l'autre à Guigues Vignon dit Guindant, pour six années et 700 livres par an. L'acte de ce dernier arrentement est du 16 juin 1662 ⁽⁴⁾, et ses principales clauses sont : que le fermier doit « bien labourer et cultiver les terres dépendant dudit grangeage, pour y estre semés les grains nécessaires qui seront fournis et recueillis en com-

⁽¹⁾ Le 31 décembre 1579, Balthazard Reymond, châtelain de Bouvantes, vendit à Guillaume Reymond, châtelain de Saint-Nazaire, sa part du domaine de Valfanjouse 260 écus d'or, soit environ 7,163 francs d'aujourd'hui ; et il est dit dans l'acte dressé à cet effet par les notaires Brénier et Faure, « que ledit achapteur permettra et souffrira que Domengo Benistand jouisse des susdits biens vendus, pour le terme que reste à échoir et à accomplir de l'arrentement d'iceux biens à luy passé par ledit vendeur du huitième jour de may 1567, aux mesmes pache et conditions portées par ledit arrentement, duquel lesdites parties ont eu lecture, icelle de mot à mot ; lequel arrentement finira le 1^{er} may 1581, après lequel inclus, ledit pourra jouir desdits biens comme de sa chose propre. Néanmoins le prix dudit arrentement demeure entièrement audit Balthazard Reymond, annuellement lesdits termes échus et à échoir, ensemble tout ce que ledit Benistand luy doit par la teneur d'icelluy arrentement, fors et excepté les meubles et ustencilles y mentionnés et inventoriés, lesquels ensemble les pailles des grains que ledit Benistand moissonner la dernière année dudit terme demeureront audit achapteur ; et moyennant ce, ledit achapteur fera charier les gerbiers desdits grains, ladite dernière année, depuis les champs où ils seront crus jusques en l'eyre d'iceux biens, et fera fournir le potage aux dimiers d'icelluy Benistand, qui moissonneront et battront lesdits bleds. »

⁽²⁾ Acte reçu, M^e François Brenier, notaire à Saint-Jean-en-Royans.

⁽³⁾ Les frères Rozan à qui Reymond-Surrel consentit un bail de six années, le 8 mai 1662, remplacèrent François de Valois, dont le bail était du 15 février 1656.

⁽⁴⁾ Acte reçu, M^e Brenier.

mun »; que les bestiaux seront également fournis en commun, et que la part de sel que le bailleur doit fournir pour les bestiaux et pour la salaison des fromages est fixée à « trois quartes de sel annuellement »⁽¹⁾, ou bien que le fermier aura, s'il le préfère, « ce qui se payera annuellement pour raison du bestail estranger qui ira paistre à Valfanjouse ». Dans ce bail il est fait, en un mot, un mélange de fermage et de métayage, dont on trouve déjà l'essai dans le bail de 1339, et qui se pratique encore de nos jours dans certaines fermes de la contrée. C'est ce qu'on appelle l'arrentement du sang, le produit des bestiaux et de la basse-cour appartenant entièrement au fermier, tandis que le blé, le vin et les autres grosses récoltes sont à partager entre le propriétaire et lui.

Un autre clause de ce bail est que le propriétaire « entend estre compris audit grangeage le droit de tasche ou vingtain »⁽²⁾ dû par ceux qui font des grains aux terres dependant dudit grangeage ». Nous nous y arrêtons, parce que ceux dont le bailleur se réserve les redevances, sont les auteurs des vingt et quelques petits ménagers dont les biens sont enclavés dans le domaine de Valfanjouse, et qui ont, ainsi que nous l'avons dit, des droits d'usage sur la plus grande partie des bois et pâturages de ce domaine. Bénéficiant d'un droit qui était facilement accordé, au temps où les bras faisaient beaucoup plus défaut que les terres, quelques pauvres cultivateurs défrichèrent ou, pour nous servir de l'expression du temps, essartèrent certaines parties éloignées des bois de Valfanjouse; ils y bâtirent ensuite des chaumières pour s'y abriter avec leurs familles, et cet état de choses, simplement toléré d'abord, aboutit à l'arrentement de ces petites exploitations rurales à ceux qui les avaient créées, par le propriétaire de Valfanjouse.

A l'époque où les Reymond vendirent à M. Pierre Bellon, de Peyrus, ce domaine 36,192 livres, c'est-à-dire le 25 janvier 1771⁽³⁾, il y avait une douzaine de ménages établis à ce titre dans les bois de Valfanjouse et ce nombre était de près de soixante-dix en 1804; seulement il s'était opéré alors une nouvelle transformation, les rentiers étaient devenus emphytéotes, M. Bellon ou ses représentants leur ayant consenti des baux qui, moyennant une petite rente annuelle et perpétuelle, conféraient à chacun d'eux, avec l'entière propriété du sol cultivé par lui, le droit de pasquelage et de buche-rage dans les parties non cultivées de la montagne de Valfanjouse.

Aujourd'hui, le nombre de ceux que l'on appelle à Léoncel les pensionnaires, bien que la plupart d'entre eux aient payé capital de la rente ou pension qu'ils devaient, n'est plus que de vingt-trois; et si l'on en juge

⁽¹⁾ La quarte étant la quatrième partie du sétier, les trois quartes équivalaient à 84 kilogrammes de sel.

⁽²⁾ Le droit de tâche ou tasque, appelé aussi droit de vingtième et droit de champ-part, était dû par le cultivateur au propriétaire du sol et du vingtième de la récolte.

⁽³⁾ Acte reçu, M^e Lamorte, notaire à Die.

d'après les dernières ventes faites, la valeur actuelle de leurs héritages est de quatre à cinq fois la somme portée en principal dans les baux emphytéotiques consentis par M. Bellon ⁽¹⁾.

Revenant au domaine principal de Valfanjouse, la grange-mère, comme je l'ai entendu appeler par quelques vieillards, abstraction faite bien entendu des vingt-trois petites métairies qui y sont enclavées, et encore d'environ 80 hectares de bois ou de prairies qui, situés dans la vallée limitrophe de la Charge et de Gampaloux, ont été joints au domaine de ce dernier nom en 1818 ⁽²⁾, il a été acheté, le 30 septembre 1868, 32,000 francs environ à la famille Bellon, par M. B.-D. de Crest, et ce dernier l'a affermé 1,325 francs, plus quelques draulées ou redevances en nature; à quoi il faut ajouter le produit des bois et des buis, qui n'est point compris dans la ferme et représente de 300 à 400 francs par an. Par contre, les charges sont d'environ 400 francs pour impôts, 25 francs pour assurances et 100 francs au moins pour l'entretien des bâtiments.

Terminons en disant que les bois du domaine de Valfanjouse sont exploités en taillis et généralement charbonnés sur place, à cause de la difficulté des transports.

Charte de manmission du XVI^e siècle.

M. Mossmann, correspondant du Comité à Belfort, a envoyé au Ministère, qui l'a transmise à notre section, copie d'un acte du XIV^e siècle dont l'original en parchemin fait partie des archives du Haut-Rhin, fonds de Lucelle. Par cet acte, en date du sixième jour avant la fête de purification de l'année 1332, le chevalier Henri d'Eptingen, dit de Huningue, et sa sœur Agnès, veuve du chevalier Hartmann de Fegerfelt, donnent la liberté pleine et entière à un de leurs serfs ou homme propre, Henri dit l'Ammen ou l'Amman, autrefois domicilié à Musfach, et maintenant à Mose. Cet affranchissement est accordé moyennant le prix payé de 13 livres de monnaie bâloise. L'acte

⁽¹⁾ D'un acte du 17 décembre 1800 (27 frimaire an IX), il résulte que le domaine principal de Valfanjouse était alors estimé 21,830 francs et que le capital des rentes dues par les emphytéotes était de 29,840 francs.

⁽²⁾ Bien que ces hectares aient fait partie du domaine de Valfanjouse jusqu'en 1818, ils ne paraissent pas avoir été jamais exploités par les fermiers de ce domaine, car ils sont expressément réservés par le propriétaire dans un grand nombre de baux; et Étienne Bodin, le premier fermier de Valfanjouse qui les ait fait comprendre dans son bail, sous-afferma d'une manière régulière et continue les terres et prés compris dans ces hectares. Ainsi voyons-nous, par exemple, le pré du Pot de l'eau, dont la contenance était de deux fauchérées, plus trois sitérées de tertre (pelouses), arrenté le 6 octobre 1664, par Charles Reymond Surrel à Pierre Guinaud, 15 livres et 5 livres de beurre par an, et par Étienne Bodin à Barthélemy Rozan, fermier de Gampaloux, 15 livres et un chevreau pour chaque année.

est passé devant l'official de Bâle constitué, dit le document, *in figura judicii*.

M. Mossmann, en transmettant cette pièce, appelle l'attention sur les principes du droit naturel, remarquables pour l'époque, dit-il, qui servent de base à l'affranchissement.

La véritable base, suivant moi, c'est le prix payé; et quant à la formule que l'affranchi est réintégré dans ses droits naturels, suivant lesquels tous hommes naissent libres « *secundum quod omnes homines liberi nascebantur* », qu'est-ce, sinon la reproduction d'une phrase bien connue d'Ulpien, passée ensuite dans les Institutes de Justinien : *utpote cum jure naturali omnes liberi nascerentur*. Philippe le Long ne se l'était-il pas appropriée déjà dès le préambule de la célèbre ordonnance de 1318 : *Comme selon le droit de nature chascun doit naistre franc*.

Ces réminiscences du droit romain sont nombreuses, vous le savez, dans les documents juridiques du xiii^e et du xiv^e siècle. Il n'est pas étonnant surtout de les rencontrer sous la plume des scribes de l'official de Bâle. Il n'y avait à cela pas plus de mérite que dans l'insertion de formules de style comme celles qui terminent la charte et où les contractants renoncent de science certaine à l'*exceptio doli mali*, *in factum quod metus causa*, et spécialement Agnès de Tegerfelt à l'exception du sénatus-consulte Velléen.

Si la charte qui nous est soumise offre quelque intérêt, et je crois qu'en effet elle en offre, cet intérêt se trouve plutôt dans la formule même d'affranchissement. C'est une pleine liberté qui doit être accordée, *pura libertas* : l'affranchi ne devra être soumis à aucune des restrictions si nombreuses que, sous forme de patronage, de protection, trop souvent les amies maîtres faisaient peser sur leurs amies serfs, au point que l'affranchissement n'était que la substitution d'une forme du servage à une autre.

Pour amener cette pleine libération, la charte énumère toutes les restrictions qui pourraient être, soit par la convention, soit par l'usage, mises à la liberté de l'affranchi, et puis aussi tous les droits dont il doit jouir sans contestation. Nous apprenons ainsi d'une manière indirecte en quoi consistaient les services d'affranchis, *operæ obsequates*. Les uns se ramenaient à une obligation de faire : le lever devant le patron, le saluer; les autres à une obligation de ne pas faire : ne pas intenter notamment d'action infamante ou criminelle contre lui. Toutes ces obligations sont minimales en apparence. En réalité, le salut se traduisait souvent par des cadeaux (*salutes*) et la défense d'actionner le patron exposait l'affranchi à l'arbitraire ou à la violence.

Les indications que fournit notre document à ce sujet ne sont pas précisément nouvelles. J'ai relevé une formule analogue dans une charte de nos archives presque de la même date, une charte émanée en 1332 de Guillaume de Sainte-Maure, doyen de Saint-Martin de Tours, trésorier de l'église de Laon et chancelier de France.

Néanmoins je crois à raison de la richesse de ses formules qu'il y aurait quelque utilité à publier la pièce transcrite par M. Mossmann. Les formules

sont toujours précieuses à recueillir, car elles marquent avec une grande netteté les étapes diverses, parfois fort antérieures à la date même des documents qui les reproduit, par lesquelles les institutions juridiques ont passé.

Je me suis assuré autant qu'il m'a été possible de le faire que la pièce est inédite. J'en ai trouvée ni dans les collections de chartes alsaciennes, ni dans les Monuments de l'histoire de l'ancien évêché de Bâle publiés par Trouillat, ni dans le *Schweizerisches Urkundenregister* de Hidber (Berne 1863-1877), ni enfin dans le Cartulaire de Bâle-Campagne publié récemment de 1881 à 1884 parmi H. Boos, sous le titre de : *Urkundenbuch der Landschaft Basel*, bien qu'il se trouve là un millier de chartes comprises entre les années 708 et 1512.

J. FLACH.

Nos... officialis curie basiliensis, notum facimus presentium inspectoribus seu auditoribus uniuersis :

Quod sub anno domini M° ccc° tricesimo, feria sexta ante festum purificationis beate Marie virginis, constituti coram nobis in figura iudicii dominus Henricus de Eptingen dictus de Hiningen, miles, et Agnesa soror eius, relicta quondam Hartmannj de Tegeruelte, militis, sani per dei gratiam mente et corpore, non vi coacti nec dolo, ut asseruerunt, circumuenti, sed libera ac spontanea voluntate dederunt et tradiderunt Heinricho dicto der Ammen, quondam residenti in Muospach, nunc commoranti in Mose, eiusque liberis masculis et feminis, presentibus et futuris, libertatem puram secundum usum et consuetudinem civitatis romane, liberantes penitus, eximentes et dimittentes ipsum Heinrichum et eius liberos presentes et futuros ab ipsorum potestate, manu, dominio et ab omni conditione seruilis et ab impositione operis, operarum et aliorum quorumcunque obsequialium que consistunt in faciendo ut assurgendo, salutando et similibus quam eorum que consistunt in non faciendo ut puta de non euocando in ius manumissores prenotatos venia non petita et aliorum omnium tam artificialium quam fabrilium nunc et in futurum a iure patronatus et a reuocatione in servitutem ob quamcunque causam ingratitudinis : ita quod liceat ipsi manumisso et eius liberis masculis et feminis, tam presentibus quam futuris, sollempniter actionem famosam si competat in futurum contra manumissores predictos et ipsorum liberos intemptare et etiam criminalem quamlibet accusationem contra ipsos manumissores, si crimen ab ipsis committatur, promouere omni pena sublata : demittentes iidem manumissores ipsi Heinricho ac eius liberis prenominatis omne ius patronatus : restituentes eundem Heinrichum ac eius liberos natalibus antiquis et iuri ingenuitatis et denunciantes ipsos cives romanos atque restituentes eos iuri primeuo, secundum quod omnes homines liberi nascebantur : remittentes et reddentes ipsi Heinricho omne eius peculium a rationibus separatum, ita quod idem manumissus vel eius heredes non teneatur rationes reddere de eis que idem manumissus in servitute gessit, etenim si illa sint annexa hiis que in libertate gerit : dantes iidem manumissores ipsi manumisso et suis liberis masculis et feminis, tam presentibus quam futuris, puram et meram libertatem

et generalem amministrationem rerum eius, jta quod sine obstaculo servitutis possint ipsi manumissus et eius liberi omnes et singuli emere, vendere, donare, contrahere ac pacisci, jn iudicio stare, testamentum facere et liberaliter exercere que quilibet ingenuus romanus civis et liber homo pater familias et sui iuris facere potest, ac si ab ingenuis parentibus nati essent, pro precio tredecim librarum denariorum monete basiliensis, quod precium ipsi manumissores confessi et contenti sunt se ab ipso Heinrico manumisso dante et solvente habuisse et accepisse: volentes ut ipse manumissus ab omni servitute et iure servitutis quod ipsis manumissoribus circa personam dicti manumissi competiit, sit penitus liberatus et exemptus: promittentes dicti manumissores ipsi manumisso pro se et eius heredibus stipulantibus, sollempni per nos stipulatione interposita, predictam manumissionem tam sollempniter celebratam ratam habere perpetuo atque firmam, nec contra ipsam quoquo modo facere vel venire, per se vel per interpositas personas, aut contravenire volentibus aliququaliter consentire, quesito quovis ingenio vel colore, ad hec et eorum quodlibet se et suos heredes inviolabiliter astringendo: renunciantes iidem manumissores expresse et ex certa scientia exceptioni doli mali, in factum actioni, quod metus causa, beneficio restitutionis in integrum ob quamcunque causam, non numerate pecunie, non tradite, non solute, non verse in usus ipsorum utiles, ac omni iuri et iuris auxilio canonici et civilis, consuetudinarij et municipalis, scripti et non scripti, omni consuetudini et statuto, juri quoque dicenti generalem renunciationem non valere: et specialiter dicta Agnesa beneficio velleyanj senatus consulti, quibus aut quarum ope premissa manumissionis contractus in toto vel in parte cassari posset, aut quomodolibet in irritum reuocarj.

In cuius rei testimonium nos... officialis curie basiliensis antedictus sigillum dicte curie presentibus fecimus appensari, cui ad maiorem certitudinem et cautelam sigillum proprium dominj Heinrici militis prescripti est cooppensum.

Datum Basilee, anno dominj et die prescriptis.

Original en parchemin, muni du sceau de l'official en cire verte, pendant sur simple queue; celui du chevalier Henri d'Eptingen manque (Archives du Haut-Rhin, fonds de Lucelle).

Recherches historiques sur l'enseignement primaire dans la Brie, par Th. Lhuillier, secrétaire général de la Société d'archéologie de Seine-et-Marne, officier de l'Instruction publique, correspondant du Ministère. (Extrait du Bulletin de la Société d'archéologie, sciences, lettres et arts, du département de Seine-et-Marne.)

Dans ce substantiel opuscule de 130 pages, l'auteur s'est proposé de coordonner un nombre considérable de notes qu'il a recueillies sur les origines des écoles primaires dans la partie des anciennes provinces de Brie

et du Gâtinais qui forme aujourd'hui le département de Seine-et-Marne. Par coordination il entend simplement le groupement dans un ordre chronologique des faits intéressant la fondation des petites écoles, leur régime, le recrutement, le salaire et la condition des maîtres. Il passe d'un village au village voisin, d'une catégorie de renseignement à une autre, sans se préoccuper du lien. Ce n'est pas une histoire, c'est une réunion de documents qui permettront d'écrire un jour l'histoire.

Tout en restant fidèle à ce rôle de rapporteur, M. Lhuillier aurait pu disposer les résultats de ses recherches de façon à donner une idée plus juste de leur importance. Il faut avoir la passion du sujet pour le suivre sans impatience ou sans fatigue dans cette énumération de petits faits.

Cependant M. Lhuillier conduit lui-même son travail à conclusion. A partir de la page 99, il résume ses observations, et voici les propositions générales auxquelles il aboutit :

1° L'instruction primaire était développée en France avant 1709. Rares au moyen âge, les écoles s'étaient multipliées peu à peu, surtout à partir de la Renaissance. Tout en restant précaires, insuffisantes quant au nombre, bien qu'à proprement parler peu de paroisses fussent absolument privées des moyens d'instruction élémentaire, défectueuses surtout si l'on considère la valeur des maîtres et le niveau des connaissances qu'on y pouvait acquérir, elles étaient cependant plus répandues qu'on n'est généralement porté à le croire;

2° Le principe de la gratuité et celui de l'obligation étaient reconnus;

3° Les maîtres dépendaient presque partout de l'Église, et presque partout aussi ils étaient rétribués pour une notable part sur le revenu des fabriques;

4° Les prêtres de campagne, attachés au gallicanisme et imprégnés de l'esprit du XVIII^e siècle, étaient favorables au développement de l'instruction.

Ces conclusions bien motivées et sagement restreintes à la circonscription étudiée par l'auteur nous paraissent justes.

Les recherches de M. Lhuillier s'arrêtent au seuil de la Révolution, ou du moins ce que le Mémoire apporte sur l'époque postérieure ne contient, à proprement parler, aucun élément d'information bien nouveau.

En terminant, il semble promettre une étude de même nature sur l'enseignement secondaire. C'est un engagement dont nous prenons acte. On ne saurait trop encourager les recherches faites dans cet esprit d'exactitude éclairée.

O. GRÉARD.

SÉANCE DU MARDI 12 MAI 1885.

PRÉSIDENCE DE M. LEVASSEUR.

Étaient présents : MM. Beaussire, Billotte, Bufnoir, Carnot, Charmes, Courcelle-Seneuil, de Foville, Glasson, Gréard, Levasseur, Lyon-Caen, de Saint-Arroman, Tranchant.

M. DE FOVILLE est chargé de rendre compte du travail de M. Beauchet-Filleau, correspondant du Ministère, intitulé : *Livre ou papier journal d'Antoine Jourlain, Procureur au siège du Marquisat de Chef-Boutonne, du 20 janvier 1752 au 12 janvier 1781, avec un tableau récapitulatif des prix des bestiaux et autres denrées énoncées dans ledit journal, de 1752-1812 à 1731-1881*⁽¹⁾.

Le travail de M. Cécille (de Rouen) *sur le domaine de Blésimare (arrondissement du Havre), d'après les anciens titres de cette propriété*, est renvoyé à M. Baudrillart.

M. JADART, secrétaire général de l'Académie de Reims, offre au Comité :

1. La statistique de l'élection de Rethel en 1636.
2. Une étude intitulée : *Nicolas Dumont, curé de Villers-la-Thour (Ardennes), député aux États généraux et à l'Assemblée nationale de 1789.*

M. le comte DE LUÇAY, membre du Comité, lui fait hommage des deux travaux suivants :

1. *Le marché de Marseille en Beauvoisis et son tarif au XIV^e siècle.*
2. *Un essai de statistique rétrospective. — L'Assemblée d'élection de Clermont en Beauvoisis et le plunitif de l'intendant de Soissons en 1781.*

MM. Bufnoir, F. Passy et Glasson donnent lecture des rapports ci-annexés.

⁽¹⁾ Voy. pages 165, 187 et suiv.

Après discussion, il est décidé que la Section se joindra aux autres sections du Comité pour émettre un vœu favorable au changement de l'époque de la tenue du Congrès de la Sorbonne en 1886 et à sa fixation au mois de mai.

La séance est levée à 3 heures.

ESSAI DE LANGUE UNIVERSELLE PAR M. L'ABBÉ LAMBERT.

Le système de M. l'abbé Lambert est indiqué comme un essai de *langue universelle*. Ce n'est, à vrai dire, qu'un système d'*écriture* universelle ou pasigraphie. Il consiste à adopter un chiffre pour chaque mot, ce chiffre restant le même pour tous les peuples, quelle que soit d'ailleurs leur façon de prononcer le mot ou d'en traduire le sens. Par exemple, le chiffre 1 signifie à; il se lit en français *a*, en anglais *to*, en allemand *zu*, etc. C'est une généralisation du système de signaux-chiffres employé par les marins de tous les États.

Deux inconvénients s'opposent à son adoption :

D'une part, la mémoire la plus robuste ne saurait retenir tous ces chiffres. On ne saurait employer la méthode Lambert qu'avec un dictionnaire; et l'on ne voit pas très bien en quoi le dictionnaire chiffré serait plus commode que le dictionnaire de la langue dans laquelle on a à correspondre;

D'autre part, il arrive fréquemment qu'un mot d'une langue soit traduit par deux ou trois dans une autre; de là des confusions inévitables. M. Lambert donne au mot *abattre* le chiffre 14, qui se traduit en anglais par *pull down*. Un Anglais voulant traduire *pull down* mettra les deux chiffres correspondant à ces deux mots, et le Français lira *tirer en bas*, etc.

Il ne paraît donc pas que ce système, qui peut être utilement employé pour une profession spéciale et un ordre d'idées restreint, puisse donner lieu à une application pratique étendue.

Frédéric Passy.

BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ DES SCIENCES HISTORIQUES ET DES SCIENCES
HISTORIQUES ET NATURELLES DE LA CORSE, t. IV.

Le tome IV de ce bulletin renferme un assez grand nombre de pièces d'un sérieux intérêt pour l'histoire de la Corse, mais dont on ne saurait guère tirer profit si on se plaçait à un point de vue plus général. Nous relevons notamment les statuts fort étendus de la ville de Bonifacio approuvés par la ville de Gênes, sa suzeraine, en 1388. Ces statuts furent plus tard réformés en 1625. Notre volume publie les anciens et les nouveaux statuts.

Les habitants de Calvi, s'étant soulevés contre leurs seigneurs qui les opprimaient, se donnèrent à la république de Gènes, et celle-ci leur accorda, à la date du 16 mai 1278, les mêmes privilèges et exemptions qu'aux Bonifaciens. D'autres franchises furent concédées par le gouvernement de Gènes à Saint-Florent, de 1440 à 1607. Les documents relatifs à ces libertés locales nous font connaître, dans une certaine mesure, comment le régime municipal a pris naissance et s'est développé en Corse. En terminant, nous relevons encore les statuts accordés aux habitants de l'île par le duc de Milan en 1468.

E. GLASSON.

Les commentaires d'Étienne Guibert sur la coutume de Limoges, avec une note sur les différents textes de cette coutume, par Louis Guibert. — (BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE ET HISTORIQUE DU LIMOUSIN, t. XXXI, 2^e livraison.)

Il s'agit d'un ouvrage manuscrit en langue latine, intitulé : *Stephani Guyberti, causarum patroni, in Patrios Lemovicum mores commentarii*. Ce manuscrit appartient à la Bibliothèque nationale où il porte le n° 1877 des nouvelles acquisitions latines. La préface est datée de Limoges, le 19 juillet 1628. Il contient le texte latin, plus correct que ne le sont généralement ceux qui ont été publiés, avec traduction française et des notes latines formant le commentaire de chaque article. L'auteur était avocat au barreau de Limoges. L'exemplaire de la bibliothèque ne paraît pas du reste être le manuscrit original, mais une copie un peu imparfaite.

Dans la communication intéressante et marquée au coin d'une critique judicieuse que M. Louis Guibert consacre à ce manuscrit, il fait remarquer que l'on chercherait en vain dans le travail de l'avocat limousin une étude d'ensemble sur la coutume qu'il commente, sur sa physionomie générale, ses origines et sa formation. A vrai dire, la coutume dont il s'agit ne se prêterait que très difficilement à une étude synthétique. Elle se limite au territoire du *castrum lemovicum*, de la ville même de Limoges, ville de coutume en pays de droit écrit. Par suite elle forme une sorte de charte municipale déterminant les attributions des consuls de la cité, particulièrement en matière de justice et de police, en même temps qu'elle formule quelques règles éparses sur divers points isolés du droit privé. Il aurait donc été difficile de marquer la physionomie générale d'un document auquel cette physionomie fait complètement défaut. Ce que l'on pourrait désirer et ce que le manuscrit ne donne pas, ce sont des renseignements précis sur les origines, la formation et l'autorité de la coutume. L'auteur aurait été sans doute mal préparé pour une recherche de ce genre, à en juger par l'introduction extraordinaire qu'il a donnée à son œuvre sous le titre suivant : *Pourquoi Limoges a été appelée une seconde Rome*. M. Louis Guibert supplée

de son mieux au silence du vieil avocat limousin, sans parvenir à dissiper complètement les obscurités et les incertitudes qui existent sur ce sujet.

Le commentaire adapté à chaque article n'exclut pas d'ailleurs les développements scientifiques et l'exposition des idées générales en les rattachant aux matières dont il est traité successivement dans les 83 articles dont se compose le texte de la coutume. L'analyse de M. Louis Guibert indique en effet qu'on y trouve des rapprochements entre « les dispositions de la coutume de Limoges et les dispositions analogues ou différentes d'autres coutumes provinciales ou locales sur le même sujet ». C'est à coup sûr une bonne manière de faire ressortir le caractère propre de la coutume qui fait l'objet du commentaire, et ce travail de rapprochement et de comparaison peut n'être pas sans intérêt scientifique. Malheureusement la communication faite à la société archéologique du Limousin laisse ce point de vue un peu dans l'ombre, s'attachant surtout, ainsi que le dit l'auteur, à rechercher dans l'œuvre analysée la *note locale* qui lui semble avoir le plus de valeur dans le manuscrit. À le prendre ainsi, on reconnaît que le manuscrit d'Étienne Guibert n'a guère d'intérêt que pour l'archéologie locale, dans le sens le plus restreint du mot, et que la connaissance de son *commentaire* n'ajoute pas beaucoup, pour les jurisconsultes et les historiens du droit public ou privé, à ce que leur révèle le texte déjà suffisamment connu de la coutume de Limoges. Cependant certains points signalés par M. Louis Guibert lui-même permettent de croire que la science du droit historique pourrait encore y trouver à glaner utilement. M. Louis Guibert ne paraît pas être un jurisconsulte, à en juger notamment par le passage où il tente d'exposer les idées du *commentaire* et la jurisprudence locale sur la liberté de tester; mais il a fait œuvre utile de chercheur érudit en faisant connaître l'œuvre du juriste praticien du xvii^e siècle. C'est maintenant aux jurisconsultes de faire leur œuvre propre en utilisant le document qu'il signale et que nous signalons après lui à leur attention.

C. BURNOT.

SÉANCE DU MARDI 9 JUIN 1885.

PRÉSIDENCE DE M. LEVASSEUR.

Étaient présents : MM. Beaussire, Billotte, Charmes, Charton, Glasson, Juglar, Lyon-Caen, Picot, de Saint-Arroman, Tranchant.

M^{me} Destriché envoie un travail intitulé : *le Domaine de la Cholérie, situé commune de Courdemanche (Sarthe)*. M. Baudrillart est chargé de l'examiner.

M. le Préfet de la Gironde communique un vœu du Conseil général de ce département tendant à la réimpression, par l'Imprimerie Nationale et aux frais du Ministère de l'instruction publique, du *Théâtre d'agriculture* d'Olivier de Serres. Le Ministère n'ayant pas de fonds spéciaux affectés aux réimpressions, la Section passe à l'ordre du jour.

M. Charles de Hays, attaché à l'administration des haras, fait hommage d'une étude intitulée : *Récits chevalins d'un vieil éleveur. L'ancien Merlerault*.

M. TRANCHANT offre à la Section un volume de M. Latreille sur *la destination du père de famille en matière de servitudes réelles*. M. Bufnoir est chargé de présenter un rapport sur cet ouvrage.

M. DE FOVILLE présente un rapport sur la communication de M. Beauchet Filleau, intitulée : *Journal d'Antoine Jourlain*⁽¹⁾.

M. BEAUSSIRE donne lecture du rapport ci-annexé sur une étude relative à l'enseignement primaire dans l'île de la Réunion.

La séance est levée à 2 heures et demie.

⁽¹⁾ Voy. pages 187 et suiv.

BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ DES SCIENCES ET ARTS DE LA RÉUNION.

L'instruction primaire à la Réunion, par C. Jacob de Cordemoy.

Cet article a été écrit en 1882, à la veille de l'application de la nouvelle loi sur l'instruction primaire. Il montre impartialement avec quel état de choses cette loi devait compter dans un pays tel que la Réunion, la plus zélée peut-être, pour l'instruction, de toutes nos colonies.

L'instruction primaire est depuis longtemps entièrement gratuite à la Réunion. La colonie dépense en moyenne pour ses écoles 3 fr. 62 par habitant et 36 fr. 20 par élève. Ce sont des moyennes supérieures à celle de la métropole : 3 francs par habitant et 20 francs par élève. Toutefois M. de Cordemoy remarque avec raison que ce n'est pas avec l'ensemble du territoire français qu'il faut comparer la Réunion, mais avec les départements pauvres et d'une population peu dense, comme les Basses-Alpes. Or, dans ce dernier département, la moyenne des dépenses est sensiblement plus élevée : 4 fr. 20 par habitant. Il est vrai que nos départements, même les plus riches, reçoivent des subventions de l'État et que la Réunion pourvoit à tout avec ses seules ressources. Il est vrai aussi, ajoute M. de Cordemoy, que le budget colonial ne prend pas sa part des grosses dépenses du budget national : colonies, marine, magistrature, cultes, etc.

Les recensements sont si mal faits à la Réunion, que M. de Cordemoy n'a pu établir que d'une façon approximative la proportion des enfants qui ne reçoivent aucune instruction. Cette proportion lui paraît *effrayante*, s'élevant dans certaines communes à plus de 60 p. o/o et ne descendant à 6 p. o/o que dans la seule ville de Saint-Denis. La moyenne serait d'environ 40 p. o/o. Et encore l'auteur ne tient compte que de la population française, la seule, dit-il, qui profite de l'instruction. Il néglige, ce qui eût été intéressant, de faire la part des races dans la population française.

Les chiffres qu'il donne pour le nombre des écoles, celui des instituteurs et celui des élèves ne concordent pas très exactement entre eux. Ainsi, il compte autant d'écoles que d'instituteurs, et cependant il reconnaît ailleurs que la plupart des écoles sont desservies par plusieurs maîtres ou maîtresses.

Je ne puis donc lui emprunter que des indications très générales. La première est la supériorité qu'il attribue aux écoles congréganistes sur les écoles laïques. Il n'hésite pas à déclarer que la substitution d'écoles laïques aux écoles congréganistes, dans les conditions misérables où sont placées les premières, est une « mauvaise action ». Cette déclaration est d'autant plus remarquable, que M. de Cordemoy est, en principe, un partisan très décidé de ce qu'on appelle la laïcité, au double point de vue du personnel enseignant et des programmes d'enseignement. Il s'élève en termes peu mesurés contre la part prépondérante que conserve, dans la plupart des écoles, l'histoire sainte, au détriment de l'histoire nationale.

Il se montre sévère pour le régime général des écoles, même de celles dont il proclame la supériorité. L'instruction y est réduite à son minimum. Le matériel est dans un état déplorable.

Les vœux qu'il émet pour une meilleure installation des écoles m'ont paru très sensés. Il se place au point de vue non d'un idéal uniforme, mais des conditions climatiques de la colonie.

Pour le choix du personnel, je signalerai un vœu qui, dans les limites où il est exprimé, m'a paru également judicieux. C'est celui de la préférence à donner non d'une manière générale et en tout pays, mais dans la colonie et pour toutes les écoles qui peuvent sans inconvénients rester mixtes, aux institutrices sur les instituteurs. M. de Cordemoy a remarqué en effet qu'à la Réunion, le niveau intellectuel des premières est de beaucoup plus élevé que celui des seconds. « La plupart de ces jeunes filles ou de ces jeunes femmes, dit-il, qui se livrent à la carrière du professorat, sont des sujets d'élite. »

En résumé, ce travail, malgré ses lacunes, est instructif. C'est l'œuvre d'un esprit impartial et sensé, très dévoué à l'instruction populaire et plus soucieux des faits et des résultats que des théories. Émile BEAUSSIRE.

P. S. Ce compte rendu était écrit lorsque j'ai eu sous les yeux un *Rapport général sur l'instruction publique à la Réunion*, par M. Antoine, vice-recteur d'académie. C'est dans ce rapport, très étendu et très bien fait, que M. Jacob de Cordemoy a puisé tous les éléments de son étude, bien qu'il se soit donné le tort de ne le mentionner que pour lui reprocher son insuffisance. La lecture de cet excellent travail m'a permis d'éclaircir ce qui m'avait paru obscur ou contradictoire chez M. de Cordemoy. Ce dernier, dans la récapitulation du nombre des instituteurs, n'avait tenu compte que des directeurs d'écoles et il avait donné deux chiffres différents pour le nombre total des écoles, parce que, dans l'un d'eux, il avait négligé les écoles mixtes. Son mémoire n'est pas moins une œuvre estimable, pour être une œuvre de seconde main et même une œuvre moins complète, moins précise et moins claire que celle qui lui a servi de modèle; mais il est de stricte justice de rendre à chacun ce qui lui est dû.

E. B.

(1) Une brochure de 132 pages, Saint-Denis, 1880.

SÉANCE DU MARDI 7 JUILLET 1885.

PRÉSIDENCE DE M. TRANCHANT.

Étaient présents : MM. Beaussire, Billotte, Carnot, Charmes, Courcelle-Seneuil, Gréard, Lyon-Caen, de Saint-Arroman.

MM. Aucoc, Bufnoir, Levasseur s'excusent de ne pouvoir pas assister à la séance.

Les actes complémentaires relatifs au domaine de la Lézardière, envoyés par M^{me} Destriché, sont confiés à l'examen de M. Baudrillart.

Il est donné lecture des rapports ci-annexés de MM. Aucoc, Beaussire et Tranchant.

La Sous-Commission chargée de préparer l'ordre du jour du Congrès de la Sorbonne de 1886 soumet à la Section vingt questions, sur lesquelles les questions suivantes sont choisies :

1° Des procédés de mobilisation de la propriété foncière expérimentés ou proposés en France ou à l'étranger (cédules hypothécaires, dettes foncières, billets de banque fonciers, etc.).

2° De la propriété en pays musulman.

3° Analyse des dispositions prises depuis le xvi^e siècle jusqu'à nos jours, pour créer et développer la vicinalité. Avantages et inconvénients de la prestation en nature, appréciation des conditions actuelles de la législation sur les chemins vicinaux.

4° Historique de la législation ayant eu pour but de conserver les forêts sous l'ancien régime et de nos jours. Indication de quelques mesures à prendre pour prévenir les défrichements et les exploitations abusives de bois et forêts des particuliers.

5° Réforme de l'impôt foncier des propriétés non bâties.

6° Quelles étaient les données générales de l'organisation des anciennes universités françaises? Y aurait-il avantage à créer des universités régionales? Quels services pourraient-elles rendre?

7° De l'enseignement agricole dans les écoles primaires.

8° Ouvrages anciens et tentatives diverses pour la réforme et l'amélioration des prisons avant 1789.

9° Messagers, messageries, courriers, poste dans une région donnée, du moyen âge à la Révolution.

10° La diminution de la population rurale.

11° Étudier la valeur vénale de la propriété non bâtie au XVIII^e siècle dans une province, et comparer cette valeur avec la valeur vénale actuelle.

12° Du crédit agricole et des moyens de l'organiser efficacement; son fonctionnement en Allemagne et en Italie. Syndicats d'agriculteurs pour l'achat des instruments et des engrais, et pour la vente des produits; ne serait-ce pas là le moyen de résoudre la question du crédit agricole et des banques agricoles?

13° Étude des résultats statistiques de la participation aux bénéfices dans l'industrie.

14° Pourrait-on reprendre la frappe des pièces de 5 francs en argent sans avoir à redouter un rapide drainage de l'or?

15° Des conditions d'exécution qui peuvent justifier le rang que la transportation et la relégation occupent dans l'échelle des peines établies par le Code pénal et par la loi de 1885.

M. TRANCHANT propose à la Section le sujet suivant d'enquête dont il l'avait déjà entretenue précédemment :

« Étudier, dans une région déterminée, l'institution des assemblées de communautés d'habitants en recherchant les dates les plus anciennes et les plus récentes, la périodicité, la composition des assemblées, le mode et l'objet de leurs délibérations, la manière dont ces délibérations ont été recueillies et conservées. »

Il donne lecture de l'exposé à joindre à la question ⁽¹⁾.

La Section donne son approbation.

La séance est levée à 2 heures et demie.

(1) Voy. pages 191 et suiv. l'exposé de M. Tranchant.

BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ DES ÉTUDES LITTÉRAIRES, SCIENTIFIQUES ET ARTISTIQUES DU LOT, t. X, 1^{er} fasc., Cahors, 1885. — *Le budget de la ville de Cahors en 1684*, par M. Paul de Fontenilles.

En publiant non pas le budget de la ville de Cahors en 1884, mais le compte rendu par les consuls pour ladite année, et dont les articles sont dûment vérifiés, M. de Fontenilles indique que les comptes ou budgets des années 1579, 1622 et 1687 ont été analysés dans l'Annuaire du département du Lot en 1859, que celui de l'année 1650 a été publié en entier avec des commentaires dans le Bulletin de la Société des études du Lot en 1882, mais que la plupart des documents de cette nature antérieurs au XVIII^e siècle ont disparu.

Ces documents trop rares peuvent fournir des renseignements intéressants sur la vie communale. M. de Fontenilles ajoute à l'intérêt du texte publié en donnant sur chaque article des recettes et des dépenses des explications étendues, puisées le plus souvent dans les registres des délibérations consulaires et dans les histoires locales.

Le texte du compte et les commentaires qui y sont joints ne font pas connaître, il est vrai, des faits nouveaux quant à la nature des recettes et des dépenses municipales de cette époque. Mais ils précisent par des détails ce qu'on sait sur le cercle étroit dans lequel les administrateurs des communes avaient à se mouvoir, sur la modicité des ressources dont ils disposaient, sur l'organisation rudimentaire des services administratifs, enfin sur les mœurs du temps.

On remarque que le total des recettes est de 12,785' 12' 9^d, celui des dépenses de 12,492' 12' 5^d, et parmi les dépenses, la plus considérable est celle qui était faite pour la subsistance des troupes logées en quartier ou de passage et qui monte à plus de 7,900'.

D'autre part, le service de l'éclairage des rues est représenté par quelques chandelles allouées aux consuls, aux sergents chargés de fermer le soir les portes de la ville et aux patrouilles qui assurent l'ordre pendant le séjour des troupes de passage. Le service de la voirie n'entraîne, du moins pendant l'année 1684, qu'une dépense de 10 livres pour les gages du paveur. Ces courtes indications suffisent pour montrer le profit qu'on peut tirer de la publication faite par M. de Fontenilles.

Léon Aucoc.

MÉMOIRES DE LA SOCIÉTÉ DES ARTS ET DES SCIENCES DE CARCASSONNE, t. IV,
3^e partie. *A propos d'un autographe de Descartes et d'un document inédit sur le cogito ergo sum*, par M. Foncin.

La Société des arts et des sciences de Carcassonne a publié en 1882 un mémoire qui lui avait été communiqué en 1864 par M. Foncin, alors professeur d'histoire au lycée de cette ville. Ce mémoire, pour avoir attendu 18 ans et l'élévation de son auteur aux fonctions d'inspecteur général de l'Instruction publique, n'a rien perdu de son intérêt.

On sait que, lors de la publication du Discours de la Méthode, les théologiens du temps rapprochèrent le *cogito* de divers passages de Saint-Augustin. Un écrivain aujourd'hui oublié, mais qui s'était fait connaître comme prédicateur et comme diplomate, ou plutôt comme le secrétaire et l'ami d'un diplomate, l'abbé Ogier, avait trouvé un autre rapprochement entre le principe fondamental du spiritualisme cartésien et une proposition d'un père de l'Église. Descartes lui avait envoyé, avec une dédicace très flatteuse, un exemplaire de ses œuvres contenant les *Principes*, la traduction latine du *Discours de la Méthode* et quelques opuscules de physique. *Francisco Ogier, acris judicii senatori, censenda proponit Descartis*, disait la dédicace. Ogier avait rempli son rôle de censeur en écrivant sur la marge de la page où se trouve le *cogito*, la remarque suivante : *Non est cur gloriatur de inventione istius principii Cartesius : Est denominatum apud Eusebium, l. VI, c. 7, pag. 256, P. P. Evangel.* L'exemplaire doublement précieux par l'autographe de Descartes et par la remarque manuscrite d'Ogier est à la bibliothèque de Carcassonne. M. Foncin a eu la curiosité de vérifier l'exactitude du rapprochement signalé par l'abbé et il a trouvé en effet, à la page indiquée de la Préparation Évangélique, un appel à la conscience personnelle, qui n'est pas sans analogie avec le *cogito*. « Sommes-nous quelque chose, toi et moi ? » demande Eusèbe à un interlocuteur fictif, Ἄρα γε τί ἐσμεν, ἐγὼ τε καὶ σύ ; Et il ajoute : « Certainement, répondras-tu ; mais d'après quelle raison juges-tu ainsi ? Il n'y en a pas d'autre sans doute qu'un sentiment intime et une perception de notre propre existence », Τοῦτο δὲ ὁπόθεν ἐσμεν, τό ποτ' ἄρα τοῦτ' εἶδέναι ἐκρίναμεν ; ἢ ἢ οὐκ ἄλλο ἱκανόν οὕτως, ὡς ἡ συναίσθησις τε καὶ ἀντίληψις ἡμῶν αὐτῶν.

C'est le *cogito* ; mais, comme le remarque très bien M. Foncin, ce n'est pas tout le *cogito*. La démonstration d'Eusèbe ne va pas au delà de la conscience de notre existence personnelle. Le *cogito* fonde sur cette conscience une démonstration de la distinction de l'âme et du corps. Les seules choses dont je ne puisse douter, dit Descartes, sont mon existence et ma pensée, avec le lien qui les unit. Je me connais donc comme un être pensant, alors même que je doute si j'ai un corps et s'il y a des corps dans le monde. Je suis, puisque je le sens, se borne à dire Eusèbe. « Ce petit mot *le*, dit

M. Foncin, change la portée philosophique du morceau. » Eusèbe m'apprend que *je suis*, ou plutôt ne m'apprend rien : Descartes prétend m'apprendre *ce que je suis*.

Le rapprochement n'enlève donc rien à l'originalité de Descartes; mais les efforts de ses contemporains pour le rattacher malgré lui à la tradition philosophique et théologique appartiennent à l'histoire de la philosophie cartésienne et, à ce titre, la note d'Ogier méritait d'être remise en lumière.

Il paraît peu probable d'ailleurs que la critique indiquée sommairement et dédaigneusement dans cette note ait été communiquée à Descartes, ni même qu'elle ait reçu une publicité quelconque. Je n'en connais du moins aucune mention, soit dans les œuvres de Descartes, soit chez ses amis ou ses contradicteurs, soit chez les historiens du cartésianisme. Descartes eût accepté sans doute le rapprochement avec Eusèbe, comme il avait accepté le rapprochement avec saint Augustin, qui n'a pas plus de portée. « Je ne laisse pas d'être aise, disait-il, avec sa prudence ordinaire, d'avoir rencontré avec saint Augustin, quand ce ne serait que pour fermer la bouche aux petits esprits ⁽¹⁾. »

Émile BEAUSSIRE.

REVUE HISTORIQUE, SCIENTIFIQUE ET LITTÉRAIRE DU TARN, publiée sous la direction de M. E. JOLIBOIS, archiviste du département, et d'un comité de la *SOCIÉTÉ DES SCIENCES, ARTS ET BELLES-LETTRES DU TARN*, n° d'août 1884. — *Règlement d'administration de la Communauté de Puylaurens* (1646).

Puylaurens est une petite ville de l'ancien Lauraguais, actuellement chef-lieu de canton de l'arrondissement de Lavaur. Elle avait, on se le rappelle, été, sous Louis XIII, érigée en duché au profit d'un favori de Gaston d'Orléans. La population paraît avoir été vers le milieu du XVII^e siècle d'environ 3,000 habitants; elle est maintenant d'environ 5,000.

L'acte publié dans la *Revue du Tarn* est un règlement délibéré en Conseil général de la communauté de Puylaurens, le 2 avril 1646. La publication est faite d'après un texte constatant la prestation de serment des consuls de l'année 1646 (18 avril 1646) et faisant partie des archives départementales du Tarn ⁽²⁾.

Dans les pays de Languedoc, le pouvoir exécutif des communautés n'était plus, à l'époque où nous reporte l'acte, délégué directement par l'Assemblée générale des habitants. Le règlement de Puylaurens est intéressant comme spécimen des dispositions qui régissaient alors la contrée et à raison

⁽¹⁾ Lettres. Édition Cousin, t. VIII, p. 421.

⁽²⁾ Il est inséré au Registre des délibérations du Conseil politique de Puylaurens (Arch. départ. du Tarn, E 3344).

aussi des particularités résultant de la coexistence des populations catholiques et protestantes sur le même territoire. Au milieu du xvii^e siècle, la situation était assez tendue entre les deux éléments religieux. La population urbaine, presque exclusivement protestante, dominait dans les Conseils de communauté où la population rurale, en majorité catholique, était peu assidue. Lors des élections consulaires de 1645, les catholiques mécontents réclamèrent et se constituèrent en syndicat pour poursuivre la cassation. Un arrêt confirma l'élection, mais en stipulant qu'il serait fait pour l'avenir un règlement. Telle fut l'origine du Règlement de 1646 ⁽¹⁾.

D'après les détails assez peu étendus donnés dans le règlement, l'administration de la Communauté de Puylaurens comportait une organisation assez compliquée : 1° en tête de l'administration, quatre consuls, dont deux catholiques et deux protestants ; 2° un corps consulaire, composé de seize membres, huit catholiques et huit protestants ; 3° un Conseil, dit *Conseil politique*, composé de seize membres, huit catholiques et huit protestants ; 4° le Conseil général de la Communauté. Un procureur du Roi siégeait auprès de l'administration ; c'était, en 1646, un protestant.

Les consuls sont désignés par leurs prédécesseurs immédiats, sous l'approbation du Conseil consulaire. Les personnes désignées doivent être domiciliées et résidentes dans la ville, avoir capacité pour exercer la charge, être contribuables, non comptables à la communauté, n'être ni parents ni alliés aux degrés prohibés par les ordonnances et arrêts. Les choix ne peuvent porter sur les anciens consuls des quatre années précédentes.

Le Conseil consulaire est composé des consuls des quatre dernières années, complétés, en cas d'absence, par des habitants choisis parmi les « plus expérimentés » par les consuls sortants.

Les membres catholiques du Conseil politique sont choisis par le juge seigneurial et les habitants catholiques ; ceux de la religion réformée par les consuls et les habitants appartenant à cette religion.

Le Conseil général ne peut être réuni que sur la convocation du Conseil politique, convocation faite « à son de cloche et de trompette ».

Quand les consuls recevront, à l'occasion de quelque litige, une assignation, ils devront la remettre à une commission spéciale, prise par le Conseil général en nombre égal de catholiques et de réformés dans le sein du Conseil politique « pour délibérer sur ce qu'il convient de faire ».

Les consuls ne pourront « bailler le livre de la taille et autres deniers qui s'imposent par permission du Roi sur la ville et consulat, que par délibération du Conseil politique, à cause des inconvénients et abus que lesdits consuls y commettent, estans d'intelligence avec les exacteurs pour priver la

(1) Nous devons ces détails et plusieurs autres de notre notice à M. EMILE JOLIBOIS, à qui nous avons demandé des indications complémentaires sur la publication faite par ses soins dans la *Revue du Tarn*.

communauté du revenant bon qui pourrait lui revenir à cause des moins dictes ».

Les dispositions relatives aux consuls se terminent par une prescription toute de détail, mais qui a son intérêt de curiosité. D'après les usages précédents, la communauté allouait annuellement quatre cents livres pour les robes consulaires. Pour raison d'économie et parce que la communauté était « chargée de plusieurs debtes et accablée de plusieurs autres affaires », le règlement prescrit qu' « il sera doresnavant achepté quatre robes consulaires qui seront remises dans les archifz de » la « maison de ville, pour estre baillées aux consulz le jour de la feste de Pasques, pour les apporter jusques à la fin de l'année et, après, seront remises dans lesdites archifz jusques à la feste de Pasques après, pour estre ainsi délivrées, tous les ans, aux consuls qui succéderont ausdites charges. »

Pour revenir à ce qu'il y a de capital dans les détails relevés, nous ferons remarquer que, dans son ensemble, la petite constitution résultant de l'acte de 1646 est assez oligarchique et que le rôle du Conseil général de la Communauté y paraît assez atténué.

A tous les degrés de l'organisation, on paraît avoir pour préoccupation principale de pondérer exactement les deux éléments religieux. « Que si aucunes délibérations sont prises contre la teneur des presans articles, y est-il dit, en l'absance des catholiques ou de ceux de la R. P. R. en nombre égal... elles seront, comme elles sont dès à présent, déclarées de nul effect, et les consulz et nommés en icelle responsables de tous les inconvenians ⁽¹⁾. »

C. TRANCHANT.

Documents rares ou inédits de l'histoire des Vosges, publiés au nom du Comité d'histoire vosgienne par J.-C. Chapellier et G. Gley, t. VII, in-8° de x et 396 pages. Paris et Épinal, 1882.

Le tome VII de la collection de documents publiés au nom du Comité de l'histoire vosgienne contient une série considérable de chartes (170) et d'actes divers concernant les villes et villages des Vosges, les populations et les familles du département. Ces documents ont des origines variées : Trésor des chartes de Lorraine et autres fonds des archives départementales de Meurthe-et-Moselle, archives des Vosges, de la Haute-Saône, archives nationales, dépôts privés, etc.

Les pièces publiées ont un intérêt sérieux pour l'histoire de la Lorraine;

⁽¹⁾ Le texte inséré dans la *Revue du Tarn* porte, après les signatures des consuls et avec la mention « Haprouvant », la signature d'un sieur Polastre qui, suivant toute vraisemblance, était le syndic des catholiques, et celle du procureur du Roi, Jean de Mauzy, religionnaire, comme nous l'avons indiqué, et qui, sans doute, comme tel, représentait les réformés.

quelques-unes présentent un intérêt particulier aux points de vue qui sont de nature à appeler l'attention de la Section des sciences économiques et sociales.

On peut citer tout d'abord, parmi les diverses pièces relatives aux foires et marchés, des documents où apparaissent, dans ce qu'ils ont souvent de bizarre, les procédés de coercition provoqués naturellement par les doctrines économiques de l'ancien régime.

Le village d'Autreville avait des marchés périodiques que les guerres avaient interrompus. Par une ordonnance en date du 14 mai 1660⁽¹⁾, André du Saussay, évêque et comte de Toul, les rétablit et notifia le rétablissement aux habitants de la terre et châtellenie de Brixey qui, dit l'ordonnance, « tirait précédemment de grandes commoditez et avantages » de ces marchés. L'évêque de Toul se félicite, dans son ordonnance, de ce que les circonstances lui permettent de faire profiter les habitants de Brixey de la « liberté du commerce » ; il se félicite de les « relever de leurs pertes » et de leur faire « goûter les fruits de la tranquillité publique » ; mais la liberté était doublée d'une obligation : en vertu d'anciens titres, les habitants de Brixey étaient tenus, pour leur part, d'alimenter les marchés d'Autreville ; l'ordonnance de 1660 ne manque pas de leur rappeler cette obligation. Il paraît qu'ils ne sentirent pas toujours la valeur du bienfait de leur seigneur, car, le 17 mars 1695, le lieutenant au bailliage de l'évêché et comté de Toul se croit obligé de leur enjoindre d'envoyer au marché au moins un individu de chaque ménage, à peine de six livres d'amende⁽²⁾.

Une autre pièce nous présente un exemple assez analogue. Il s'agit de la ville de Dompierre. Les habitants des villages des neuf bans de cette ville étaient obligés d'y aller vendre « des vivres, denrées et marchandises ». A la suite des guerres qui avaient troublé le pays, ils avaient cessé de s'acquitter de ce devoir et se refusaient à le reprendre, alléguant que, par suite de la ruine de la ville, la plupart du temps ils n'y trouvaient pas d'acheteurs. Le duc Antoine de Lorraine, par acte en date du 1^{er} mars 1512⁽³⁾, leur prescrit, après délibération en son conseil, d'envoyer « doresenavant, de chacun mesnaiges, une personne, pour le moins, par chacune semaine, le marcredy, au marchie » de Dompierre et également aux foires de cette ville ; mais il limite l'obligation à quatre ans, « affin que, par ce moyen, ladite ville se puisse, ce pendant, repopuler, refaire et remectre en myelleur estat ». Après ce délai, les habitants seront déchargés de l'obligation.

Il y a lieu encore de signaler à la Section, dans l'ordre de ses travaux, différents documents relatifs à des corps de métier :

⁽¹⁾ Page 47 (Arch. des Vosges, vol. G, 3, p. 8).

⁽²⁾ Page 49 (Arch. des Vosges, vol. G, p. 14).

⁽³⁾ Page 286 (Arch. Meurthe-et-Mos., Trésor des chartes de Lorraine, Lettres patentes, vol. B, 12, f. 206 et 207).

Charte du duc Antoine de Lorraine, en date du 12 juin 1517, pour les verriers du ban Saint-Pierre en Rupt de Tolloy ⁽¹⁾;

Charte du même, en date du 8 octobre 1534, pour les bouchers de Neufchâteau ⁽²⁾;

Charte du duc Charles III de Lorraine, en date du 8 février 1582, pour les boulangers des prévôtés de Mirecourt et Remoncourt ⁽³⁾.

Il s'agit, dans la première de ces chartes, d'un établissement nouveau de verriers autorisé par le duc en faveur de deux membres d'une famille déjà vouée à l'industrie du verre; on y rappelle ces privilèges de noblesse qui, par une contradiction avec les habitudes ordinaires de l'ancien régime, étaient un encouragement au travail des verriers : « seront tenus et maintenus en toutes libertez et franchises comme sont et doivent estre nobles gens extraits de noble lignée... »

La seconde charte permet aux bouchers de Neufchâteau d'être un « maistre de leur mestier » qui sera nommé chaque année, par les compagnons, le jour de saint Barthélemy, et dont l'autorité est définie; elle prescrit en même temps, pour l'exercice de la profession, des règles dont le maître du métier devra suivre l'application.

La troisième charte renouvelle, pour la corporation des boulangers des prévôtés de Mirecourt et Remoncourt, des dispositions édictées, en l'année 1550, pendant la minorité du duc; elle réglemente la corporation et le métier. « Par chacun an, au jour saint Honnoré ou audict jour prochain et commode qui sera adjudgé par lesdits compagnons, sera esleu ung d'entre eulx, homme de bien et suffisant pour porter et exercer l'office de maistre des boulangiers, ... lequel sera présenté au receveur dudict Mirecourt pour prendre de luy le serment... Aura ledict maistre... le regard sur ledict mestier et sur les compagnons qui exerceront iceluy, pour sçavoir s'ilz (exercent) ledict mestier honnestement et leurs pains sont raisonnables, ou sy les charrettes, planches couvertes, basches ou aultres choses où se mectent et charoient les pains, sont honnestes; fera ledict maistre un d'entre eulx, à sa discrétion, doyen, pour faire les exploit et commandement dudict maistre et prendre le serment de luy pour ce requis. Tous compagnons qui voudront exercer ledict mestier de boulangier et qui voudront estre hantez, seront experimenter par ledict maistre pour sçavoir s'ilz sont ouvriers suffisans et honnestes pour user de la pratique et mestier de bolengerie, et payra chacun compaignon, pour son han, par les mains du maistre, au proffict de nostre domaine, ès mains du receveur dudict Mirecourt, la somme de quatre frans et une livre de cire à l'église dudict Mirecourt pour

⁽¹⁾ Page 296 (Arch. Meurthe-et-Mos., Trésor des chartes de Lorraine, Lettres patentes, vol. B, 13, f. 101 et suiv.).

⁽²⁾ Page 299 (Arch. Meurthe-et-Mos., vol. B, 419, f. cxiiii).

⁽³⁾ Page 311 (Arch. Meurthe-et-Mos., Trés. ch. Lorr., vol. B, 419, f. cxixvi).

le jour du Saint Sacrement, deux frans pour les compaignons dudict mestier, cinq solz pour le droit dudict receveur, et, pour l'égard du filz du maistre qui aura desjà été hanté, ne debvra que demy han et les aultres droitz entiers. Le maistre ni les compaignons dudict mestier ne debvront, ne pourront exercer aucun (mestier) vil ny deshonneste, ny manier ny user de choses viles, à peine d'estre privez dudict mestier l'espace d'un an entier et de paier amende... »

Ch. TRANCHANT.

SEANCE DU MARDI 11 NOVEMBRE 1885.

PRÉSIDENTE DE M. LEVASSEUR.

Étaient présents : MM. Baudrillart, Beaussire, Billotte, Boutmy, Charmes, Flach, de Foville, Gréard, Juglar, Lyon-Caen, F. Passy, de Saint-Arroman, Tranchant.

MM. Aucoc et Bufnoir s'excusent de ne pas assister à la séance.

La Section est saisie d'une demande de la Société d'économie politique de Paris qui voudrait être reconnue d'utilité publique. Un avis sera émis sur ce point dans la prochaine séance.

M. LEVASSEUR est chargé d'examiner un travail de M. Boucon sur l'état de la propriété bâtie de 1680 à 1795 dans la communauté de Maiche (Doubs); 2° une étude de M. Auguste Vitu sur la valeur de la propriété bâtie à Paris; 3° une monographie d'une maison de Lille, par M. Carré-Rebourdin; 4° l'histoire d'un hôtel de Reims depuis le XVII^e siècle jusqu'à nos jours, par M. Jadart; 5° une brochure sur la corporation des tanneurs à Liège en 1773, communiquée par le Ministère des affaires étrangères.

Le travail de M. Jadart sur *Mabillon et la réforme des prisons* est renvoyé à l'examen de M. G. Picot.

M. BEAUSSIRE rendra compte *des extraits d'une encyclopédie en préparation* envoyés à la Section par M. Lefébure, de Saint-Omer.

M. F. PASSY est chargé d'examiner un rapport du secrétaire d'État de la Confédération canadienne, relatif à l'établissement d'une imprimerie nationale à Ottam. Ce rapport est communiqué par le Ministre des affaires étrangères.

M. VIDAL, ex-garde général des forêts, fait hommage d'un ouvrage intitulé : *Guide pratique à l'usage des gardes forestiers*. M. de Foville

examinera le travail du même auteur sur *la chasse dans les forêts domaniales*, 1789-1884.

Différents mémoires des Sociétés savantes sont soumis à l'examen de MM. Boutmy, Flach, de Foville, Gréard, Juglar, Frédéric Passy.

M. Aucoc fait savoir que l'impression du tome III de la Correspondance des contrôleurs généraux, de M. de Boislisle, est commencée et qu'il revise les épreuves.

M. FLACH fait un rapport verbal sur l'état d'avancement de l'impression des *Remontrances du Parlement de Paris* publiées par M. Flammermont : le bon à tirer pour les feuilles 32 à 34 a été donné.

M. BELLOT fait hommage, par l'entremise de M. Tranchant, à la Section, de son livre intitulé : *De la révolution économique et monétaire qui eut lieu à Rome au milieu du III^e siècle et de la classification, générale de la Société avant et après la première guerre punique*. — M. LEVASSEUR fait un rapport verbal sur cet ouvrage.

MM. BAUDRILLART et BUFNOIR présentent les rapports ci-annexés.

La Section décide que, dans la séance du mois de décembre, les jours et heures des séances de 1886 seront fixés et que la question sera spécialement portée à l'ordre du jour.

La séance est levée à 2 heures et demie.

Le Domaine de la Lézardière, mémoire adressé à la Section
par M^{me} Destriché.

M^{me} Destriché, demeurant à Château-du-Loir, département de la Sarthe, adresse à la *Section des Sciences économiques* un mémoire ayant pour titre : *Le Domaine de la Lézardière*. Ce manuscrit, format in-folio, et qui renferme dix-huit pages d'une écriture assez serrée, nous a paru digne d'appeler l'attention de la Section. M^{me} Destriché a réuni en effet sur le domaine dont elle s'est proposé de suivre les destinées au point de vue spécial indiqué par notre questionnaire, des documents nombreux et intéressants, qui nous laissent seulement regretter qu'elle ne nous fasse pas connaître la source où elle les a puisés ; tout fait d'ailleurs supposer qu'elle les a tirés des anciens fonds des notaires du pays.

Le domaine de la Lézardière est situé à 1 kilomètre de la petite ville de Château-du-Loir, sur la rivière d'Ire. Après avoir gagné déjà à la transformation des chemins en 1837, il a profité de la plus-value des terres due à la proximité du chemin de fer de Tours au Mans qui date de 1856. Ce qui donne un véritable prix aux recherches, c'est qu'il est possible de les faire partir de la première partie du xv^e siècle. En effet, c'est à dater de 1428 que l'auteur a pu suivre l'histoire du domaine, non pas sans lacunes, il est vrai, mais de manière à nous donner une série d'indications qui permettent de se faire une idée assez précise des transformations opérées et des variations dans le prix des terres et celui des revenus. D'autres constatations d'ordre économique sont également précieuses à recueillir. Ainsi qu'on peut s'y attendre, ces indications deviennent plus abondantes à mesure qu'on entre davantage dans la période moderne.

L'acte de vente du domaine de la Lézardière, le 2 juin 1428, devant Miette, notaire royal à Château-du-Loir, nous apprend qu'il a été acheté par Amélie Chabot, et qu'il est ainsi composé : pavillon avec deux chambres, cour, jardin, colombier, vignes, taillis, terres labourables, prés, marais, le tout d'une contenance de 40 arpents. L'arpent actuel du pays est de 66 ares. Le tout est vendu en 1428, porte ledit acte, pour « 40 écus d'or comptant, pour 10 sous annuels, et ceux tenant de son fief de la Lézardière, et pour 20 sous annuels pour le droit de garder toujours le colombier ». Il s'agit, on le voit, d'une propriété de moyenne dimension, n'atteignant même pas trente hectares, et elle est destinée à diminuer avec le temps sans perdre pourtant son identité.

La seconde pièce, de l'an 1479, est intitulée : Déclaration censive du lieu de la Lézardière ou fief de Saint-Jean. L'acquéreur Guillaume Gurette avoue y tenir « consciencieusement » de vénérable et discrète personne, Monseigneur frère Jean Roy, de Château-du-Loir, dépendant de Saint-Jean-de-Jérusalem, les choses « héritaux », dont l'indication suit avec celle du cens qui sera payé pour chacune d'elles.

Tout le xvi^e siècle a échappé aux recherches de M^{me} Destriché. En revanche le xvii^e et le xviii^e lui ont fourni des sources d'informations d'une certaine ampleur.

C'est d'abord un acte de vente du 30 septembre 1615, par un nommé Debougé, marchand, fermier du temporel de l'abbaye de la Couture, du Mans, avec les contenances en prés, vignes, terres de labour, etc., et le prix de vente. C'est ensuite un bail à ferme d'avril 1627, donnant le prix de location. Ici se place une particularité curieuse. La Lézardière appartiendra désormais à la même famille qui en a pris possession en 1615, la famille de Martin Philippe, jusqu'en 1880. C'est une durée de 265 ans sans changement de famille sur un même domaine. Les différents actes de 1644, 1648, 1686 jettent du jour sur certains faits que l'auteur, bornant ses soins à la simple analyse des actes, laisse à la recherche historique la

tâche de dégager pour en tirer les conclusions. Ces actes sont relatifs à des arrangements de famille, « démission de biens d'un père à ses enfants », avec désignation des sommes à payer comme rente et comme hommage. Un de ces actes est consacré à un partage; l'auteur trouve une note non datée, mais qui semble se rapporter à cette date de 1653, d'où il résulterait que la Lézardière ne formait plus alors qu'une contenance de 8 arpents. Mais le domaine devait se reformer, et jusqu'à tripler d'étendue à des époques ultérieures.

Les actes dont M^{me} Destriché nous donne la substance pour le xviii^e siècle commencent en 1703. Ils semblent montrer que ce petit domaine a été plus d'une fois pour les intéressés un champ de discordes et de procès. L'acte de partage de mars 1705 est très complet. Il présente cette particularité, que le domaine se divise désormais entre deux branches de propriétaires. C'est le deuxième lot qui n'est sorti de la même famille qu'en 1880. La maison qui passait comme le centre du domaine avait, à une époque encore récente, deux propriétaires. Dans la tour, l'escalier était commun jusqu'à la onzième marche; l'un des copropriétaires avait le rez-de-chaussée, l'autre le premier étage, les greniers et le toit. Dans tous les contrats relatifs à la Lézardière nous trouvons unis au nom de Philippe celui de Derville, famille à laquelle ils s'étaient alliés. Ce dernier nom finit même par prévaloir. M^{me} Destriché cite, en 1707, la requête de l'un d'eux contre un de ses parents pour dégâts commis et sommation de payer le loyer ou de déguerpir.

Signalons ici une légère inadvertance dans l'ordre chronologique. Nous nous demandons comment on trouve ici intercalées des déclarations censives de 1672 et 1693, se rapportant dès lors au xvii^e siècle, dans le manuscrit de M^{me} Destriché qui reprend ensuite la série des actes du xviii^e siècle. — On peut relever quelques particularités instructives dans ces deux pièces. On y trouve le nombre des *chainées* — il fallait cent chainées pour former un arpent — que renferme chaque sorte de cultures, et le cens payé pour chacune de ces contenance.

On rencontre des constatations analogues dans d'autres actes portant les dates de 1747, 1750, 1769, 1764, année que nous voyons placée aussi après 1769; nous ne pouvons non plus comprendre cette interposition qui a lieu pour les années 1763 et 1730. Un acte de 1780 clôt ce qui regarde l'ancien régime.

Un certain intérêt s'attache, on le comprend, aux années qui suivent la révolution de 1789. On nous fait connaître les contributions pour la Lézardière en 1791 et 1792, et le taux du revenu qui leur sert de base. Un acte de vente de 1793 nous donne les droits de mutation ainsi que les prix de vente à l'arpent. Un acte de partage en 1812 constate la valeur des terres et le chiffre de leur revenu. Un bail de 1814 renferme des détails non moins instructifs; tous les produits y sont énumérés avec les prix de vente, beurre, volaille, grains de diverses sortes, bois de chauffage, pommes, cidre, etc.

La Lézardière contient alors environ 20 arpents, c'est-à-dire la moitié de l'étendue qui formait le même domaine au xv^e siècle.

M^{me} Destriché met également sous nos yeux diverses notices depuis l'époque de la Restauration. On traverse les époques du gouvernement de Juillet et du second Empire jusqu'à la vente du domaine en 1880, en recueillant à chaque étape de très courtes mais utiles indications, du même genre que les précédentes. Nous éprouvons un peu de regret à n'en trouver aucune sur les salaires des journaliers, les gages des domestiques; nulle indication non plus relative à la nourriture et à l'habitation, au nombre et aux races des animaux entretenus sur la ferme. Nous n'imputons pas ces lacunes à l'auteur du Mémoire, mais si des recherches ultérieures pouvaient compléter ces lacunes, on ne pourrait que l'en féliciter.

Le domaine de la Lézardière, qui ne contenait plus que 17 hectares 20 ares 47 centiares en 1880, a été vendu 65,000 francs à des marchands de biens. Il avait participé aux améliorations agricoles et beaucoup gagné au voisinage d'une belle route qui avait succédé à un mauvais chemin, ainsi qu'à la proximité de la gare du chemin de fer.

En somme, voilà un petit ou moyen domaine dont on peut suivre l'existence et les transformations depuis quatre cent cinquante sept ans. Le fait n'est pas tellement commun qu'il ne faille savoir beaucoup de gré à l'auteur d'avoir entrepris cette recherche et consigné les résultats qu'elle a produits dans un curieux mémoire.

Henri BAUDRILLART.

Le domaine rural de la Rochette, Mémoire de M. de Saint-Genis.

Nous avons reçu un mémoire développé de M. Victor de Saint-Genis, conservateur des hypothèques à Corbeil, sur un domaine rural, nommé la Rochette, situé dans la commune de Vic-de-Chassenay, canton de Semur, département de la Côte-d'Or. Cette monographie faite sur des documents authentiques, empruntés aux registres des notaires, s'étend de 1523 à 1885. Le domaine de la Rochette dépendait à l'origine de la seigneurie de Sauvigny-les-Bourbilly qui rappelle les noms illustres de Bussy-Rabutin et de la marquise de Sévigné. On voit en effet que le bisaïeul du célèbre auteur de *Histoire amoureuse des Gaules* était seigneur de cette terre en 1533. Bussy raille, un siècle et demi plus tard, la morgue féodale de son ancêtre, tout en se montrant fort satisfait de la maison qu'il avait léguée à ses héritiers. Nous apprenons par le mémoire que ce Christophe de Rabutin avait affranchi une famille de serfs en invoquant ces mêmes considérations tirées du Christianisme, qu'on trouve exprimées plusieurs fois dans les ordonnances des rois de France. Il ne touchait qu'un droit réduit comme seigneur suzerain. L'histoire de ce droit n'est pas elle-même sans intérêt. Après avoir été de 6 écus d'or au soleil à l'origine du fief, il devait tomber à 30 sols

au commencement du xviii^e siècle. M. Victor de Saint-Genis s'attache à nous faire connaître la succession des propriétaires, et autant que possible les variations opérées dans l'étendue et la valeur du domaine, aussi bien que dans la tenure des terres. Le premier qui soit nommé dans le mémoire est un Guy du Fardeau, propriétaire du fief affranchi, qu'il agrandit de 60 journaux de terres, prés et bois. Le fils de Guy prend le nom de Michel de Montbeson, écuyer; il transmet le domaine à son fils Hugues, qui reçoit en 1610 de Guy de Rabutin, baron de Chantal, l'abandon de basse et moyenne justice. A ce moment, le fief est estimé 6,000 livres; il est vendu 6,400, quarante ans plus tard, à Antoine Henriot de Pontarlier. En 1660, le nouveau propriétaire, Étienne Pichot, porte le domaine à une contenance de 96 journaux, et prend pour fermiers trois laboureurs associés. L'auteur du mémoire relève un incident assez curieux, relatif à l'obligation de payer la rente au seigneur, sur laquelle une réserve avait été faite dans un des derniers contrats de vente. Nous voyons le même Étienne Pichot, après avoir contesté cette obligation, finalement s'en acquitter au profit de M^{me} de Sévigné, qui avait ce fief dans la mouvance de sa seigneurie de Bourbilly. La propriété se transmet dans la même famille jusqu'à ce que l'absence de documents crée une lacune de trente-quatre ans, de 1680 à 1714. On voit alors apparaître différents noms de propriétaires, et d'abord celui d'une famille Simon, dont un représentant Jacques-Simon Godart vend le domaine le 20 septembre 1790, au prix de 22,000 livres. Ce prix élevé donne à penser, à ce qu'il nous semble. Le domaine avait été vendu, comme on vient de le dire, 6,400 livres au milieu du xvii^e siècle. C'est une augmentation de plus du triple. A quelles circonstances l'attribuer? Est-ce à l'agrandissement et à l'amélioration qu'il a pu recevoir? Est-ce à l'avilissement de l'argent? Est-ce à l'introduction des assignats dans la circulation? Est-ce enfin à l'ensemble de ces causes? L'acquéreur, en 1790, s'appelle François Ligeret. C'est dans cette même famille et aux mains de l'arrière petite-fille de cet acquéreur qu'est encore aujourd'hui le domaine de la Rochette.

Nous avons recueilli dans le mémoire de M. de Saint-Genis un certain nombre de détails économiques, intéressants malgré les lacunes que l'état des documents n'a pas permis de remplir. Ces détails se rapportent, tantôt au régime d'amodiation, tantôt au personnel ou aux instruments de la culture, tantôt au prix des fermages. De 1613 à 1640, l'exploitation se fait par le métayage; après 1640, le fermage s'établit dans des conditions assez particulières, puisqu'à cette date un fermier s'associe deux autres cultivateurs. Pour compléter, pendant le xvii^e siècle, l'histoire économique du domaine de la Rochette, il faudrait recourir aux renseignements plus généraux qui regardent en même temps l'ensemble du territoire où il est situé. C'est ainsi qu'on rencontre dans les lettres de madame de Sévigné au comte de Guittaut et au marquis de Bussy, plus d'un trait relatif aux disettes, à

l'avidité des traitants et aux mesures contre les accapareurs. En 1714, le domaine comprend environ 100 journaux, dont 80 en labour; ce qui exigeait quatre charrues avec trois ou quatre bœufs chacune et trois hommes par charrue. L'auteur indique approximativement le nombre du personnel de la ferme et du cheptel vivant. Il y ajoute quelques particularités instructives sur les conditions plus précises du métayage, sur le prix des baux et l'évaluation des redevances. Il nous fait connaître aussi les modifications survenues vers l'année 1830. Un fait remarquable de transmission dans une même famille mérite d'être relevé de 1774 à 1847. La famille Nicole reste dans la ferme, les uns comme métayers, les autres comme fermiers. Elle finit par quitter la terre de la Rochette, d'où l'écartent des mariages, et elle afferme trois domaines plus rapprochés de Semur. La terre de la Rochette a vu réduire son personnel dans ces dernières années par la hausse de la main-d'œuvre; elle a fait une part plus grande à la prairie. Elle obéit à la tendance actuelle, qui est d'augmenter le gros et le petit bétail et de faire, pour certains produits, de la culture intensive.

A cette monographie, M. de Saint-Genis a joint de plus courtes notices sur d'autres domaines. Tel est celui de Champagne-Chaudron, à Sauvigny. Cette étude nous reporte à une date peut-être un peu trop récente pour la nature des travaux que nous recherchons, puisqu'elle ne remonte qu'à 1806. Elle nous montre une même famille qui se transmet le fermage pendant 70 ans, jusqu'au moment où elle-même achète des terres dans le voisinage. Il serait difficile de mieux saisir ailleurs l'augmentation successive et considérable des baux pendant une longue période, puisque le bail a augmenté de 1,000 francs en soixante-dix ans, malgré une réduction de 14 hectares. Les pages consacrées à un autre domaine dans la commune de Vic-de-Chassenay rentrent mieux dans les conditions d'ancienneté qui donnent à ce genre de recherches un caractère historique. Il avait appartenu au couvent des Dames Jacobines de Semur, de 1646 à 1791. Il a été possible à l'auteur de reconstituer la série des baux et la valeur des redevances. Les baux marquent une augmentation jusqu'en 1772; ils diminuent alors jusqu'en 1787 de 10 livres en argent, de 20 boisseaux de froment et de 20 d'avoine; les redevances disparaissent. Ce travail est terminé par un certain nombre d'indications sur les assolements de 1789 à 1872, sur le mode de labour, les machines, les salaires, et par des tableaux synoptiques annexés qui nous donnent la statistique quinquennale du prix des grains et des denrées principales, de 1806 à 1885, sur les marchés de Saulieu et de Semur.

En définitive, M. de Saint-Genis, l'auteur de ces recherches consciencieuses, a fait un utile travail, qui doit lui valoir tous les remerciements.

Henri BAUDRILLART.

De la destination du père de famille, par M. Jacques Latreille, conseiller à la Cour d'appel de Toulouse, membre de l'Académie de législation. (Paris, Chevalier-Maresq, 1885.)

Le livre de M. le conseiller Latreille est une dissertation juridique sur une question d'ordre toute technique et pratique, relative à l'établissement des servitudes. Cette question a son siège dans deux articles du Code civil (692 et 694) placés à côté l'un de l'autre et dont la conciliation paraît destinée à mettre en défaut l'ingéniosité des commentateurs et la sagacité des tribunaux. C'est une controverse qui rappelle les antinomies célèbres des anciens textes du droit romain. M. Latreille, après beaucoup d'autres, a cherché la solution de cette difficulté classique, et il a cru ouvrir une voie nouvelle en la demandant aux textes, aux précédents et aux controverses de notre ancien droit rattaché dans ses origines premières aux décisions des jurisconsultes romains. La voie est moins nouvelle qu'il ne paraît le croire; il y a été précédé par MM. les professeurs Villequez et Machelard dont il semble ignorer les travaux sur la question : du moins il n'en tient compte en aucune manière.

Ce qui est vraiment nouveau et ingénieux, c'est la conciliation qu'il propose entre les deux articles 692 et 694 du Code civil et qu'il formule par une distinction entre la destination du père de famille et la destination de l'ancien propriétaire, entre les divisions et les séparations d'immeubles. Je ne suis rien moins qu'assuré que cette distinction soit justifiée par les documents qu'il invoque et que d'autres ont produits avant lui sans l'y découvrir. Je ne crois pas davantage qu'elle soit destinée à entrer dans l'application pratique, car si elle aboutit parfois à des résultats acceptables, le plus souvent elle est difficile à justifier. Les juristes de profession trouveront cependant dans ce travail des renseignements utiles et en particulier une bonne dissertation sur la jurisprudence actuelle de la Cour de cassation. Une revue des législations étrangères, bien qu'un peu rapide, ajoute encore à l'intérêt de l'étude de M. Latreille.

C. BUFNOIR.

SÉANCE DU MARDI 8 DÉCEMBRE 1885.

PRÉSIDENCE DE M. LEVASSEUR.

Étaient présents : MM. Baudrillart, Beaussire, Billotte, Bufnoir, Carnot, Charmes, de Foville, Glasson, Juglar, Lyon-Caen, F. Passy, de Saint-Arroman, Tranchant, Aucoc.

M. BEAUSSIRE rendra compte des trois volumes publiés par M. de Beauchamp, sous le titre de : *Règlements et lois relatifs à l'enseignement supérieur, 1789-1883*.

M. F. PASSY fera un rapport sur deux ouvrages de M. Léon Lallemand : 1° *Histoire des enfants abandonnés*; 2° *Un chapitre de l'histoire des enfants trouvés*.

M. LEVASSEUR examinera la communication de M. Alexis Ledieu, correspondant du Ministère : *Mémoire au Roi, par M. Alianet de Martel, à l'effet de faire connaître la misère des ouvriers par suite d'un manque de travail, conséquence du traité de commerce conclu entre la France et l'Angleterre, 23 novembre 1787*.

M. TRANCHANT offre à la Section, au nom des auteurs :

1° Un travail intitulé : *La convention internationale du 20 mars 1883 pour la protection de la propriété industrielle*, par M. J. Bozérian, sénateur, ancien président de la Conférence internationale pour la protection de la propriété industrielle.

2° Le texte imprimé du travail présenté au dernier congrès des Sociétés savantes, par M. Th. Ducrocq, professeur à la Faculté de droit de Paris, membre honoraire du Comité, travail intitulé : *L'article 14 du décret du 23 prairial de l'an XII sur les sépultures considéré au point de vue économique et social*.

3° Le rapport lu en séance publique de la Faculté de droit de Paris, le 1^{er} août 1885, sur les concours pour les prix du comte Rossi et sur les concours de licence et de doctorat, par M. Ducrocq.

M. Tranchant se réserve de donner ultérieurement à la Section quelques détails au sujet de la publication de M. Bozérian.

M. LEVASSEUR offre, de la part de l'auteur, M. Natalis Rondot, le tome 1^{er} de l'ouvrage intitulé : *L'art de la soie*. M. de Foville est chargé d'en rendre compte.

Différents bulletins des Sociétés savantes sont renvoyés à l'examen de MM. Flach, Glasson, Gréard, Juglar, Tranchant.

La Section émet, sur le rapport de M. Tranchant, à l'unanimité, un avis favorable à la reconnaissance de la Société d'économie politique de Paris comme établissement d'utilité publique.

M. de Foville donne lecture du rapport ci-annexé.

La fixation du jour et de l'heure des séances pendant l'année 1886 est remise à la séance du mois de janvier.

La séance est levée à 2 heures et demie.

Le journal de M^e Jourlain, notaire à Chef-Boutonne, près Niort, de 1752 à 1781. — Communiqué par M. Beauchet-Filleau, correspondant du Ministère de l'instruction publique.

Le livre des comptes d'Antoine Jourlain, quand M. Beauchet-Filleau s'en est rendu acquéreur, allait être réduit en cornets par un épicier de campagne. Nous devons nous féliciter qu'il ait échappé à la destruction, car les documents de ce genre ne seront jamais trop nombreux, et celui qui vient de nous être communiqué présente des garanties particulières d'exactitude, on pourrait même dire d'authenticité, car M^e Jourlain était, sous Louis XV et Louis XVI, notaire à la résidence de Saint-Martin-d'Entraigues, en même temps que procureur près le siège du marquisat de Chef-Boutonne. C'est le 20 janvier 1752 qu'il avait inauguré le « papier-journal » où, dit-il, « il sera esnoncé et spécifié toutes les affaires que dorénavant je ferays, tant achapts, venthes, que autres choses qui me concerneront généralement quelconques ».

On y trouve en effet, inscrites jour par jour pendant 29 ans (1752-1781), avec une précision presque exagérée, toutes les affaires où ledit M^e Jourlain s'est trouvé engagé, soit comme propriétaire, soit comme homme de loi (délivrances d'actes, règlements d'honoraires, etc.).

La plupart des passages que M. Beauchet-Filleau a détachés de ce registre, en y ajoutant de précieux commentaires, sont relatifs à l'exploitation agricole dirigée par Antoine Jourlain (sous forme de colonage partiaire), et sa communication pourrait se rattacher ainsi, jusqu'à un certain point, à l'un des sujets d'études que la Section avait recommandés aux Sociétés savantes (*Histoire d'un domaine rural*).

Mais c'est surtout au point de vue de l'histoire des prix dans l'ouest de la France, que le livre de comptes du notaire de Saint-Martin-d'Entraigues mérite l'attention. M. Beauchet-Filleau y a relevé lui-même les valeurs attribuées à un assez grand nombre d'objets, et dans un tableau comparatif reproduit ci-après sous une forme très réduite, il montre, utilisant pour cela sa propre expérience, ce que sont devenus, à cent ans de distance, les prix du siècle dernier.

Dans bien des cas, le contraste est saisissant. Il l'est surtout pour les salaires. La journée d'ouvrier, qui, au temps de Louis XV, était de 5 ou 6 sols, atteint et dépasse 2 francs sous Napoléon III.

Le prix du bétail, qui avait déjà progressé de Louis XV à Louis XVI, comme beaucoup d'autres prix, a augmenté plus rapidement encore de 1852 à 1878; mais, en rapprochant deux à deux les millésimes correspondants, la plus value moyenne ressort à environ 200 p. o/o. Il resterait à savoir dans quelle mesure l'amélioration des races a pu y contribuer.

Les chiffres relatifs au prix du blé ont cela d'assez particulier, que les fluctuations en sont plus violentes encore au xix^e siècle qu'au xviii^e. Voici les prix extrêmes du boisseau (de 35 litres 1/3):

De 1752 à 1781, le prix minimum signalé par M^e Jourlain est de 2¹ 4^e en 1755 et le prix maximum de 11¹ en 1770.

De 1852 à 1881, le prix maximum indiqué par M. Beauchet-Filleau est de 19 francs en 1855 et le prix minimum de 3 fr. 10 en 1881.

Outre les nombreuses données numériques que met à notre disposition le journal de M^e Jourlain, il s'y rencontre çà et là des traits de mœurs et des curiosités de langage qui ne sont pas sans intérêt.

Ce n'était, à ce qu'il semble, ni un voisin facile ni un maître généreux que M. le notaire de Saint-Martin. Ne cherchez pas chez lui cette domesticité inamovible que les *laudatores temporis acti* nous représentent volontiers, naissant et mourant sous le même toit. M^e Jourlain change souvent son personnel: métayers, valets, servantes, *bistiaux*, etc. Et il ne connaît pas les congés sans retenue: quand un de ses hommes s'est absenté 48 heures pour aller voir sa «proparlée» (sa future), il peut être sûr de voir, le jour où l'on réglera son compte, ses modestes gages, 3 livres par mois, réduits d'au moins 4 sols.

«La Jourlaine», c'est ainsi que l'homme de loi appelle sa femme, ne nourrit pas ses enfants elle-même: «Le 13 mars 1752, nous avons envoyé notre petite fille en nourrice chez Sébastien Jutard et Françoise Chau-

vet, sa femme, avec lesquels nous avons fait marché à la somme de 3' 5' par mois et 3 sols de pain par semaine, un chapeau (pour le mari) et des brassières... (ou corsage pour la femme). Ledit jour, la Chauvet a emporté son trousseau, qui est composé de neuf drapeaux, neuf langes, six chemises, quatre bonnets, huit coëffes, trois mouchoirs de cou, huit béguins, neuf petites pièces, deux souilles d'oreillers et un oreiller.»

Cent ans plus tard, les nourrices des Deux-Sèvres demandaient au moins 20 francs par mois, et comme fournitures en nature, on leur donnait deux choses dont il n'était pas question au siècle dernier : une livre de sucre par semaine et, ce qui vaut mieux encore, une livre de savon.

On n'était pas souvent malade chez M^e Jourlain. Cependant voici venir, le 2 juin 1768, le vétérinaire David qui, pour 24 sols, drogue son bœuf, et le 31 octobre 1771, le chirurgien Bellin qui, pour 30 sols, saigne sa fille.

Le notaire de Saint-Martin n'aime pas à donner. Dans les circonstances graves, il prête quelquefois.

Le 11 mars 1768, il prête à François Bon «la somme de 6 livres pour mettre dans le chapeau pour son fils qui était admis à tirer au sort pour la milice», et M. Beauchet-Filleau nous explique le mécanisme de cette pratique.

M^e Jourlain, de loin en loin, prête aussi une pièce de 24 sols, jamais plus, à ses voisins les Beaumont, qui ont, pour lui faire ouvrir sa bourse, des prétextes variés. C'est tantôt «pour payer la taxe de milicien du père»; tantôt «pour mettre à la tête de l'enfant», qui, en tombant, s'est fait une bosse.

Encore une citation, ce sera la dernière :

«Du 11 septembre 1762, j'ai apporté de Chef-Boutonne deux lettres pour M. et M^{lle} de la Richardière, que le messager de Sauzé m'a données pour 14 sols de port, y compris 2 sols pour lui; lesquelles j'ai envoyées par la Jourlainne auxdits S^r et M^{lle}, qui ne m'ont point remboursé. Partant ce sera une compensation que nous ferons ensemble avec les drogues pour faire de l'encre que ledit sieur m'a payées.»

L'encre dans ce temps-là coûtait plus cher qu'aujourd'hui, et il faut savoir gré à M^e Jourlain de ne pas avoir épargné la sienne.

Suit le tableau comparatif des prix :

TABEAU COMPARATIF DES PRIX.

	ANNÉES.		ANNÉES.		ANNÉES.	
	1752-1761.	1852-1861.	1762-1771.	1862-1871.	1772-1781.	1872-1881.
La paire de bœufs.....	18 ¹ à 23 ⁷	530 ^f à 768 ^f	141 ¹ à 305 ¹	715 ^f à 736 ^f	210 ¹ à 365 ¹	760 ^f à 964 ^f
Le mouton.....	5 ¹ 4 ^s à 7 ¹ 10 ^s	15 ^f 70 ^s à 24 ^f	6 ¹ à 9 ¹	21 ^f à 26 ^f	8 ¹ à 9 ¹ 15 ^s	21 ^f à 30 ^f
Le boisseau de blé.....	2 ¹ 4 ^s à 5 ¹ 8 ^s	5 ^f à 19 ^f	3 ¹ 10 ^s à 5 ¹ 8 ^s	5 ^f à 11 ^f	3 ¹ à 4 ¹ 10 ^s	3 ^f 10 ^s à 7 ^f 25 ^s
Le boisseau de baillarge (orge de printemps).....	1 ¹ 16 ^s à 2 ¹ 10 ^s	2 ^f à 4 ^f 75 ^s	3 ¹ 7 ^s	3 ^f 33 ^s à 5 ^f 83 ^s	3 ^f	5 ^f 10 ^s à 6 ^f 35 ^s
Le boisseau de maïs.....	2 ¹ à 2 ¹ 18 ^s	1 ^f 90 ^s à 6 ^f 75 ^s	"	3 ^f 20 ^s à 5 ^f	2 ¹ 5 ^s à 3 ¹ 11 ^s	3 ^f 66 ^s
Les 500 kil. de foin.....	15 ¹ à 30 ¹	35 ^f à 40 ^f	15 ¹ à 16 ¹	"	"	"
Vin rouge.....	9 ¹ 10 ^s à 42 ¹	42 ^f 50 ^s à 80 ^f	18 ¹	37 ^f 60 ^s	"	"
Journées.....	5 ^s	1 ^f 75 ^s	6 ^s	1 ^f 50 ^s à 2 ^f 50 ^s	"	"

MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET DES BEAUX-ARTS.

COMITÉ DES TRAVAUX HISTORIQUES ET SCIENTIFIQUES.

DES ASSEMBLÉES GÉNÉRALES
DE COMMUNAUTÉS D'HABITANTS EN FRANCE,
SOUS L'ANCIEN RÉGIME.

Étudier, dans une région déterminée, l'institution des assemblées générales de Communautés d'habitants, en recherchant les dates les plus anciennes et les plus récentes, — la périodicité, la composition des assemblées, le mode et l'objet de leurs délibérations, la manière dont ces délibérations ont été recueillies et conservées.

La Section économique et sociale du Comité des travaux historiques croit utile d'appeler l'attention des correspondants du Ministère et celle des Sociétés savantes sur une institution qui, au point de vue des souvenirs administratifs de l'ancienne France, présente un intérêt capital, l'institution des assemblées de Communautés d'habitants ⁽¹⁾.

Comme on le sait, l'organisation première des Communautés n'a point eu son origine dans des dispositions légales comme celles qui ont édicté les règles de l'organisation communale moderne ou même dans des dispositions analogues à celles qui ont créé les communes de l'ancien régime.

Les anciennes communes se sont, il n'est pas besoin de le rappeler, formées dans des conditions spéciales. Elles se sont organisées en vertu d'actes constituant des privilèges et souvent par de véri-

⁽¹⁾ On croit inutile de faire remarquer qu'assez souvent, dans des ouvrages ou dans des documents administratifs, le mot *Communauté d'habitants* est entendu, non d'une façon spéciale comme dans la présente note, mais à l'état générique, pour indiquer les agglomérations d'habitants grandes ou petites ayant vie propre communale ou de communauté.

tables contrats. Il y a eu des communes rurales, mais d'ordinaire les communes, surtout celles de sérieuse importance, sont nées sur des points où la classe bourgeoise, représentée principalement par des corporations, avait pris une cohésion plus ou moins forte. Elles étaient sur l'ensemble du territoire une exception. La forme ordinaire de l'agglomération des habitants, la forme qu'on retrouve généralement dans les campagnes, dans les petites villes ⁽¹⁾, c'est la Communauté, la Communauté, expression pure et simple des besoins communs ⁽²⁾ des habitants réunis dans ces petits centres.

Nées, le plus souvent, à la suite de luttes et quelquefois dans des circonstances dramatiques, ayant d'ailleurs par elles-mêmes une importance relative qui appelait l'attention, les communes devaient trouver leurs historiens, et elles les ont trouvés parmi d'illustres écrivains. Les humbles Communautés sont restées dans l'ombre. Les détails que leur ont consacrés divers auteurs, tels que La Poix de Fréminville ⁽³⁾ et Denisart ⁽⁴⁾ sous l'ancien régime, Alexis de Tocqueville ⁽⁵⁾, M. Léopold Delisle ⁽⁶⁾ et M. Albert Babeau ⁽⁷⁾ dans les temps actuels, quelques documents épars dans les recueils des Sociétés savantes, ne suffisent pas pour éclairer suffisamment une matière digne de tout intérêt. La France moderne a le devoir d'interroger attentivement ce passé et de le mettre en lumière. L'histoire des communes est une page importante de l'histoire nationale, un relevé précieux des annales de la grande bourgeoisie

⁽¹⁾ On sait que cependant, parmi les plus grandes villes, il en est qui n'ont jamais été communes.

⁽²⁾ L'assemblée des voisins, *la Veziau*, comme on disait dans le Bigorre.

⁽³⁾ Edme de la Poix de Fréminville, *Traité général du gouvernement des biens et affaires des communautés d'habitants, des villes, bourgs, villages et paroisses du royaume* (In-4°, Paris, chez Gissey, 1760).

⁽⁴⁾ *Collection de décisions nouvelles et de notices relatives à la jurisprudence*, donnée par maître Denisart, procureur au Châtelet, mise dans un nouvel ordre (In-4°, Paris, veuve Desaint, 1786, t. IV, mot, COMMUNAUTÉS D'HABITANTS).

⁽⁵⁾ *L'ancien régime et la Révolution française*, chap. III, p. 73 et suiv. de l'édition de 1856.

⁽⁶⁾ *Recherches sur la condition de la classe agricole et sur l'état de l'agriculture en Normandie au moyen âge* (In-8°, Évreux, 1851, p. 135 et suiv.).

⁽⁷⁾ *Le village sous l'ancien régime* (In-8°, Paris, 1878, liv. I^{er}, chap. II). — Raynouard (*Hist. du droit municipal en France*, Paris, 1829, t. II, p. 293), sans traiter le sujet, rappelle ces institutions primitives qui, dans les localités organisées en communes, précédèrent la constitution communale.

française, mais l'histoire des Communautés est l'histoire de ceux qui, à proprement parler, formaient le corps de la nation.

Nos communes actuelles ne sont pas les filles des communes de l'ancien régime; elles sont les filles des Communautés d'habitants.

« Il est de principe, porte le Recueil de Denisart, il est de principe qu'aucun corps n'a, en France, d'existence légale s'il n'est autorisé par lettres patentes. A l'égard des Communautés d'habitants dont l'existence est en quelque sorte nécessaire, elles n'ont besoin de titres que pour établir en leur faveur la concession de quelques droits ou privilèges extraordinaires ou la propriété de quelques biens ⁽¹⁾. »

Dans un autre recueil analogue, un jurisconsulte célèbre, qui, après avoir, le dernier, résumé les souvenirs de l'ancien régime, devait, en haute situation, assister à l'éclosion de la France nouvelle, Merlin de Douai, répétait à son tour : « Quoiqu'il ne puisse s'établir dans le royaume aucune communauté sans lettres patentes, les habitants de chaque ville, bourg ou paroisse ne laissent pas de former entre eux une communauté, quand même ils n'auraient pas de chartre commune ⁽²⁾. »

Nées d'elles-mêmes, les Communautés virent leur existence se dessiner à mesure que le pouvoir seigneurial s'affaiblissait; elles prirent, avec le temps, un caractère plus accentué, une certaine organisation variant plus ou moins, suivant les localités, et le pouvoir royal finit par intervenir pour contrôler et régler, dans une mesure de plus en plus déterminée, une liberté d'action qui, dans la pratique, n'était pas toujours sans inconvénients.

Pour ne pas élargir trop le sujet, la Section ne demande pas des études portant sur l'organisation entière des Communautés, organisation quelquefois très complexe, mais sur l'institution qui en était la base première, l'élément originaire, l'assemblée générale des habitants connue souvent sous la dénomination de *Conseil général de la Communauté*; réunion qui, image fidèle des assemblées des temps primitifs, était la forme la plus simple, et théoriquement la plus complète, de la représentation des intérêts collectifs de la localité.

⁽¹⁾ *Nouveau Denisart*, au mot : COMMUNAUTÉS D'HABITANTS, § 2.

⁽²⁾ *Répertoire universel et raisonné de jurisprudence*, au mot : COMMUNAUTÉ D'HABITANTS.

« L'objet de ces réunions, dit Merlin, était de délibérer sur les affaires communes, de nommer les maires et échevins, consuls, syndics et autres officiers, selon l'usage du lieu, pour administrer les affaires communes, les assesseurs et collecteurs dans les lieux taillables pour l'assiette et le recouvrement de la taille, des messiers et autres préposés pour la garde des moissons et des vignes et autres fruits. »

Quand on parle des institutions de l'ancienne France, toute définition d'un caractère un peu général est difficile; l'indication de Merlin n'est guère qu'énonciative et on ne peut, en outre, la considérer comme exacte pour toute époque, car, on le sait, sans parler des moments où le pouvoir s'attribua d'une manière plus ou moins effective, dans un but plus fiscal qu'administratif, le droit de nommer les magistrats principaux des Communautés, ils n'étaient pas toujours désignés par l'assemblée.

La Section désirerait qu'afin d'arriver à des résultats précis et certains, on interrogeât, pour un territoire donné et d'une certaine homogénéité, les documents originaux, de façon à pouvoir indiquer d'une façon très nette :

A quelle époque on peut faire remonter dans le pays le souvenir des assemblées de Communautés;

Quelle était leur composition (on sait que, sur certains points, les femmes même y prenaient part);

S'il y avait obligation d'assistance et quelles étaient les sanctions de l'obligation;

Quel était le mode de convocation (convocation au prône de la messe paroissiale, cloches, son de trompe, etc.);

Qui présidait la réunion (souvent, on le sait, le juge seigneurial, mais quelquefois d'autres personnes);

Quel était le lieu et le mode de réunion (généralement, on le sait, pour les Communautés rurales, réunion à l'issue des offices religieux dans le cimetière environnant l'église, l'orateur montant sur une tombe);

Quels étaient les usages spéciaux suivis dans les localités dont dont la population était protestante ou mixte.

Il faudrait en outre :

Indiquer quelle était la nature des attributions de l'assemblée au point de vue de la gestion des intérêts de la Communauté, en

ce qui concernait les biens et droits de la Communauté, les sacrifices à imposer à ses membres dans l'intérêt commun, le contrôle des dépenses et l'établissement des comptes, la nomination des fonctionnaires et délégués d'ordres divers ayant mission de représenter la Communauté et de défendre ses droits soit dans des conditions permanentes, soit à l'état de missions temporaires au dehors;

Indiquer quelle était l'action du pouvoir seigneurial sur l'assemblée;

Indiquer quelle était la périodicité des assemblées et à quelle époque précise apparaissent les dernières en date;

Indiquer comment étaient rédigés, arrêtés et conservés les procès-verbaux et où se trouvent maintenant ceux de ces documents qui survivent.

Il importerait absolument, sur chacun de ces points, de ne pas faire une réponse unique, mais de suivre la Communauté dans les diverses époques de son existence, le mode de fonctionnement des assemblées s'étant généralement assez modifié avec le temps. Il serait nécessaire de noter avec soin et d'une façon spéciale les modifications résultant de l'action des pouvoirs publics et notamment d'actes des Intendants.

Les municipalités actuelles, qui ont quelquefois de riches archives provenant des communes de l'ancien régime, ont rarement les archives des Communautés; mais les archives départementales, ces inestimables répertoires des richesses de l'histoire locale, fournissent de précieuses indications; on en trouve aussi dans les documents des archives nationales concernant l'administration provinciale (correspondance des Intendants, etc.); il y a également, et d'une façon très particulière, des recherches à faire dans les vieux actes des notaires, ces officiers publics ayant été très souvent chargés autrefois de la rédaction des procès-verbaux des assemblées et les ayant, par suite, déposés parmi leurs minutes.

On le sait, dans l'ancienne France, au sein d'une civilisation sortie, on peut le dire, du christianisme, les intérêts religieux ne se séparaient pas des intérêts temporels et étaient, comme eux, ceux de l'ensemble de la population. Il était naturel que, par suite, dans les limites plus restreintes qui s'imposaient forcément, ils fussent aussi l'objet des délibérations de l'ensemble des habitants; on trouve donc, dans les Communautés, le souvenir d'assemblées

paroissiales ⁽¹⁾ à côté des assemblées de Communautés. Originellement même, à n'en pas douter, elles n'ont pas dû se distinguer. La Section désire que, dans l'étude proposée par elle, on laisse de côté les assemblées d'un caractère purement paroissial, qui pourront faire plus tard l'objet d'une étude spéciale. On pourrait se borner à en mentionner l'existence avec les dates les plus anciennes et les plus récentes.

(1) On doit rappeler que le mot *paroisse* est bien souvent entendu, dans l'ancienne nomenclature, en un sens civil pour représenter l'agglomération des habitants de la circonscription.

M. Albert Babeau a, on le sait, traité séparément, dans son livre, des *assemblées d'habitants* et des *assemblées générales de la paroisse*.

TABLE ALPHABÉTIQUE

DES MATIÈRES.

A

- ANNAM. Mémoire sur l'esclavage, p. 41.
- ASSEMBLÉES GÉNÉRALES de communautés d'habitants en France sous l'ancien régime.
Sujet d'enquête recommandé aux Sociétés savantes et aux correspondants du Ministère, p. 169 et p. 191 et suiv.
- ASSISTANCE À DOMICILE, p. 138.
- AUCOC (L.). Rapport sur un article de M. Paul de Fontenilles, intitulé : *Le budget de la ville de Cahors en 1684*, p. 170.
- *Correspondance des contrôleurs généraux de M. de Boislisle*. État d'avancement de l'impression, p. 179.

B

- BAUDRILLART. Rapport sur un mémoire de M^{me} Destriché, relatif au domaine de la Lézardière, p. 179.
- Rapport sur un mémoire de M. de Saint-Genis, relatif au domaine de la Rochette, p. 182.
- BAZIN (François). Mémoire sur les réformes à introduire dans l'enseignement commercial et dans l'enseignement secondaire spécial, p. 124.
- BEAUCHET-FILLEAU. De Ruffec à Niort, notes de voyages, p. 147.
- Le journal de M^e Jourlain, notaire à Chef-Boutonne, près Niort, de 1752 à 1781, p. 187 et suiv.
- BEAUSSIRE (E.). Rapport sur un article de M. Jacob de Cordenoy, intitulé : *L'instruction primaire à la Réunion*, p. 166.
- Rapport sur un article de M. Foncin, intitulé : *A propos d'un autographe de Descartes et d'un document inédit sur le cogito ergo sum*, p. 171.
- BELGIQUE. Division de la propriété, p. 92 et suiv.
- Conditions d'admission dans les Universités, p. 102 et 103.
- BELOT. Étude sur les diverses sortes de propriétés primitives. Rapport de M. de Foville, p. 5.
- De la révolution économique et monétaire qui eut lieu à Rome au milieu du III^e siècle et de la classification générale de la société avant et après la première guerre punique, p. 179.

- BOISLISLE (DE). *Correspondance des contrôleurs généraux* (t. III). État d'avancement de l'impression, p. 179.
- BOUCHARD (A.). Mémoire sur les salaires en Anjou au XVIII^e siècle, p. 143.
- BOUQUET DE LA GRYE. Mémoire intitulé : *Paris port de mer*, p. 40.
- BOZÉRIAN. La convention internationale du 20 mars 1883 pour la protection de la propriété industrielle, p. 186.
- BRANTS. Observations sur la division de la propriété en Belgique, p. 93.
- sur les conditions d'admission dans les Universités belges, p. 103.
- BRUN-DURAND. Notes sur le domaine de Valfanjouse, p. 148.
- BUPSOIR. Exposé des modifications à introduire dans la législation en vue d'autoriser ou de régulariser la preuve du décès d'une personne disparue, dont la mort ne peut pas être constatée par un acte régulier de l'état civil, p. 107 et suiv.
- Rapport relatif aux commentaires d'Étienne Guibert sur la coutume de Limoges, par Louis Guibert, p. 163.
- Rapport sur l'ouvrage de J. Latreille, intitulé : *De la destination du père de famille*, p. 185.

C

- CAILLEMER. Observations relatives au brevet de l'Ecole de Cluny, p. 99.
- CAMBODGE. Mémoire sur l'esclavage, p. 41.
- CASTONNET-DESFOSSÉS. Missions espagnoles aux Philippines et au Tonkin, p. 55.
- CHÉNUAU. Exposé relatif à la division de la propriété foncière, p. 14 et suiv.
- Observations concernant la preuve du décès des personnes disparues, p. 123.
- CHEYSSON. Effets économiques des voies de communication, p. 139.
- CODIFICATION GÉNÉRALE DES LOIS FRANÇAISES, p. 82 et 83.
- COMMUNAUTÉS D'HABITANTS. Assemblées générales, p. 191 et suiv.
- COLONIES. Question coloniale, p. 83.
- CONGRÈS DES SOCIÉTÉS SAVANTES à la Sorbonne en 1885, p. 11 et suiv.
- Séances de la Section des sciences économiques et sociales, p. 14 et suiv.
- CONGRÈS DES SOCIÉTÉS SAVANTES à la Sorbonne en 1886. Questions choisies, p. 168.
- CONSTRUCTIONS OUVRIÈRES, p. 130.
- CORDENOY (DE). L'instruction primaire à la Réunion, p. 166.

D

- DAVID-DELVAILLE. Étude sur les sourds-muets, p. 138.
- DÉCÈS (Preuve du), p. 107 et suiv.
- DECREUX. Étude sur l'influence du tabac sur l'hygiène, p. 137.
- DESTINATION DU PÈRE DE FAMILLE. Ouvrage de M. J. Latreille, p. 185.
- DESTRICHÉ (M^{me}). Mémoire sur le domaine de la Lézardière, p. 179.
- DIVORCE. Discours de M. Mabire, intitulé : *Des innovations apportées au Code civil, par la loi du 27 juillet 1884, portant rétablissement du divorce*, p. 9.
- DUC. Mémoire sur le rôle des sociétés littéraires, p. 130.
- DUROCQ. Mémoire intitulé : *L'inhumation en propriété privée, et l'article 14 du dé-*

cret du 23 prairial an XII sur les sépultures, considéré au point de vue économique et social, p. 72.

DUCROCQ. Rapport lu à la Faculté de droit de Paris sur les concours, p. 186.

DUVAL (Louis). La Société royale d'agriculture de la généralité d'Alençon, p. 138.

E

ENQUÊTE (Sujet d') soumis aux membres des Sociétés savantes et aux correspondants du Ministère, p. 191 et suiv.

ENSEIGNEMENT COMMERCIAL, p. 124 et suiv.

ENSEIGNEMENT PRIMAIRE. Recherches historiques sur cet enseignement dans la Brie, p. 159.

— à la Réunion, p. 166.

ENSEIGNEMENT SECONDAIRE SPÉCIAL, p. 96 et suiv.; p. 124 et suiv.

ESCLAVAGE. En Indo-Chine, p. 41.

F

FLACH. Rapport sur une charte de manumission du XVI^e siècle, présentée par M. Mossmann, p. 156 et suiv.

FLAMMERMONT. *Remontrances du Parlement de Paris*. État d'avancement de l'impression, p. 179.

FONCIN. Article intitulé : *A propos d'un autographe de Descartes et d'un document inédit sur le cogito ergo sum*, p. 171.

FONTENILLES (DE). Le budget de la ville de Cahors, p. 170.

FOVILLE (A. DE). Rapport sur l'ouvrage de M. Belot, intitulé : *Étude sur les diverses sortes de propriétés primitives*, p. 5.

— Rapport sur le travail de M. Brun-Durand, relatif au domaine de Valfanjouse, p. 148.

— Rapport sur le journal de M^e Jourlain, notaire à Chef-Boutonne, près Niort, p. 187.

FROGER. Mémoire sur l'expansion de la France, p. 131.

G

GLASSON (Ern.). Rapport sur le tome IV du *Bulletin de la Société des sciences historiques et des sciences historiques et naturelles de la Corse*, p. 162.

GRAPHOLOGIE (De la), p. 138.

GRÉARD. Rapport sur l'ouvrage de M. Ch. Lhuillier, intitulé : *Recherches historiques sur l'enseignement primaire dans la Brie*, p. 159.

GUIBERT (Louis). Commentaires d'Étienne Guibert sur la coutume du Limousin, p. 163.

H

HAUT (Marc DE). Monographie du domaine de Sigy, p. 17 et suiv.

HENROT. Étude sur l'assistance à domicile, p. 138.

I

INDO-CHINE. Mémoire sur l'esclavage, p. 41.

INHUMATION. Mémoire sur l'inhumation en propriété privée et l'article 14 du décret du 23 prairial an XII, p. 72.

INSTRUCTION PRIMAIRE. Voy. Enseignement primaire.

J

JADART. Mémoire sur le recensement de la Champagne en 1773.

— Réponses faites à un questionnaire adressé aux curés par l'archevêché de Reims sur des notes recueillies en 1783 par un chanoine de Reims (statistique de 21 paroisses), p. 141.

L

LANGUE UNIVERSELLE (Essai de), p. 162.

LATREILLE (J.). De la destination du père de famille, p. 185.

LEMIRE (Ch.). Mémoire sur la question coloniale et la question sociale en France, p. 83.

LÉZARDIÈRE (Domaine de la). Mémoire, p. 179.

LIMOUSIN (Coutume du). Commentaires d'Étienne Guibert, p. 163.

LIUILLIER. Recherches historiques sur l'enseignement primaire dans la Brie, p. 159.

LYON-CABR. Observations sur la situation légale des Sociétés étrangères en France et des Sociétés françaises à l'étranger, p. 104 et suiv.

M

MABIRE. Des innovations apportées au Code civil par la loi du 27 juillet 1884, portant rétablissement du divorce, p. 9.

MANUMISSION (Charte de) du XVI^e siècle, p. 156 et suiv.

MOBILISATION de la propriété foncière, p. 129.

MOREL. Mémoire relatif à l'enseignement secondaire spécial, p. 96 et suiv.

MOSSMANN. Charte de manumission du XVI^e siècle, p. 156.

N

NANTUCKET. Ouvrage de M. Belot et rapport de M. de Foville, p. 5.

NOTTEL. Mémoire sur le patriotisme et le cosmopolitisme; preuves par la philosophie et l'observation qu'ils sont l'un par l'autre la condition d'existence, p. 91.

P

PARIS PORT DE MER. Mémoire, p. 40.

PARTICIPATION AUX BÉNÉFICES. Mémoire de M. Ch. Robert sur le contrôle des comptes, au double point de vue juridique et économique, dans le système de la participation aux bénéfices, p. 73.

- PARTICIPATION AUX BÉNÉFICES. Discussion relative à cette question, p. 80.
PASSY (Frédéric). Rapport sur un essai de langue universelle de M. l'abbé Lambert, p. 162.
PAULUS. Mémoire sur l'esclavage dans l'Indo-Chine, en particulier dans le Cambodge et dans l'Annam, p. 41.
PICOT (G.). Rapport sur le projet de publication de la correspondance des consuls de Marseille à Tunis, présenté par M. Tessier, p. 3.
POPULATION. Documents pouvant être utilisés pour l'évaluation de la population de l'ancienne France, p. 141.
PREUVE DU DÉCÈS des personnes disparues dont la mort ne peut pas être constatée par un acte régulier de l'état civil, p. 107 et suiv.
PROPRIÉTÉ (Division de la). Mémoires et discussions, p. 14 et suiv.; p. 56 et suiv.; p. 92 et suiv.
PROPRIÉTÉ BÂTIE à Paris, p. 81.
PROPRIÉTÉ FONCIÈRE (Mobilisation de la), p. 129.
PUYLAURENS. Règlement d'administration de la communauté de Puylaurens, p. 172.

Q

- QUARRÉ-REYBOURDON. Chronique d'une maison lilloise par ses parchemins, p. 70.
QUESTION COLONIALE, p. 83 et suiv.
—— SOCIALE, p. 83 et suiv.

R

- RAMEAU. Mémoire relatif à l'histoire et au régime de la propriété foncière en Europe, p. 56 et suiv.
RAUTLIN DE LA ROY. Résumé du mémoire de M. Bouquet de la Grye sur Paris port de mer, p. 40.
ROBERT (Charles). Mémoire intitulé : *Du contrôle des comptes, au double point de vue juridique et économique, dans le système de la participation aux bénéfices*, p. 73.
ROCHAS (E. DE). Mémoire sur la codification générale des lois françaises, p. 82.
ROCHETTE (DE LA). Domaine rural. Monographie par M. de Saint-Genis, p. 70 et p. 182.
ROMANET DU CAILLAUD. Mémoire sur les nouveaux débouchés pour nos tissus de laine. (Le Tong-King, le Laos tongkinois, l'Yü'n-Nan, le sud-ouest du Quang-Si), p. 50.
ROUTES ET CHEMINS en France au XVIII^e et au XIX^e siècle, p. 139 et suiv.

S

- SAINT-GENIS (DE). Monographie du domaine rural de la Rochette, en Bourgogne, de 1523 à 1885, p. 70 et p. 182.
SALAIRES, p. 142.
SANGUET. Mémoire sur l'act Torrens et sur la mobilisation de la propriété foncière, p. 129.
SIGY (Domaine de). Monographie, par M. Marc de Haut, p. 17 et suiv.

SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES. Situation légale en France, p. 103 et suiv.

SOCIÉTÉS LITTÉRAIRES. Mémoire sur leur rôle, p. 130.

SOCIÉTÉS SAYANTES dont les travaux ont été analysés en partie :

Aude. — Mémoire de la Société des arts et des sciences de Carcassonne, p. 171.

Corse. — Bulletin de la Société des sciences historiques et des sciences historiques et naturelles de la Corse, p. 162.

Lot. — Bulletin de la Société des études littéraires, scientifiques et artistiques du Lot, p. 170.

Tarn. — Revue historique, scientifique et littéraire du Tarn, p. 172.

Haute-Vienne. — Bulletin de la Société archéologique et historique du Limousin, p. 163.

Réunion (Île de la). — Bulletin de la Société des sciences et arts de la Réunion, p. 166.

SOUBDS-MUETS (Des), p. 138.

T

TABAC. De son influence sur l'hygiène, p. 137.

TESSIER. Projet de publication de la correspondance des consuls de Marseille à Tunis, p. 3.

THILLIARD. Mémoire sur les constructions économiques ouvrières, p. 130.

TISSUS DE LAINE. Nouveaux débouchés, p. 50 et suiv.

TONKING, p. 50 et suiv.; p. 55.

TORRENS (Act), p. 129.

TRANCHANT. Rapport sur le livre de M. Beauchet-Filleau, intitulé : *De Ruffec à Niort, notes de voyage*, p. 147.

— Rapport sur le règlement d'administration de la communauté de Puylaurens, p. 172.

— Rapport sur des documents rares ou inédits de l'histoire des Vosges, p. 174.

V

VALFANJOUSE (Domaine de). Notes de M. Brun-Durand. Rapport de M. de Foville, p. 148.

VARINARD (Adrien). Mémoire sur la graphologie, p. 138.

VETTARD. Observations sur les modifications à apporter à la législation française relativement à la preuve du décès des personnes disparues, p. 115 et suiv.

VITU (A.). Mémoire sur la propriété bâtie à Paris, p. 81.

VOIES DE COMMUNICATION. Effets économiques, p. 139.

W

WEISS. Étude sur la situation légale des sociétés commerciales françaises à l'étranger et des sociétés étrangères en France, p. 103.

